







COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

1-A

CONSTITUTION COMMUNALE

DE L'ANGLETERRE

Bruxelles. — Typ. de A. LAUREIS, VERBOECKHOVEN et C^{ie} rue Royale, 3, impasse du Parc.

LA
CONSTITUTION COMMUNALE
DE L'ANGLETERRE
SON HISTOIRE, SON ÉTAT ACTUEL
OU LE
SELF-GOVERNMENT

PAR
LE D^r RODOLPHE GNEIST

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE PRUSSE, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BERLIN, ETC.

OUVRAGE
TRADUIT SOUS LA DIRECTION DE L'AUTEUR

PAR
THÉODORE HIPPERT
AVOCAT À LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES



TOME PREMIER



PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE, 15
Au coin de la rue Vivienne
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS
A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

1867

Tous droits de reproduction réservés.

PRÉFACE DU TRADUCTEUR



Les peuples de l'Europe parvenus à un degré de civilisation qui leur donne le sentiment de leurs droits se sont pris, depuis environ un siècle, à réclamer la liberté politique et le droit de contrôler la gestion de leurs affaires. Par suite d'une dangereuse illusion, encore trop répandue aujourd'hui, les politiques et les souverains qu'ils inspiraient ont cru pouvoir concéder à titre gracieux la liberté ; les peuples ont cru arracher, tout d'une pièce et d'un seul coup, l'objet de leur ambition. A dessein ou par inadvertance on a confondu la liberté avec sa résultante, le fonds avec le mode d'expression. Aussi la mémoire de chacun a-t-elle présente l'insuccès de ces tentatives et l'éclipse de la liberté qui suit le plus souvent les chartes concédées.

Un seul jour ne saurait, en effet, suffire à la conquête de la liberté politique. Elle ne peut s'improviser, une longue pratique, une application journalière et constante dans la vie des peuples, aux incidents multiples de leur existence, voilà le préliminaire indispensable. Quand tous les faits, toutes les relations sont imprégnées de cette essence vivifiante, un peuple peut vivre et progresser sans danger. Cet élément vital le soutiendra contre l'irremédiable dégénérescence.

Par lui la famille, cet atome politique, engendrera des

plutôt ce peuple libre, jouissant des droits politiques, ni privilégié ni sans droits, expression vivante de la légalité et véritable fondement de la force et de la permanence des nations.

La Pologne, avec une forte classe moyenne, ne pouvait succomber sous d'iniques convoitises; l'Espagne avec elle aurait marché d'un pas autrement rapide à de meilleures destinées et eût secoué la torpeur séculaire dans laquelle l'a plongée un système inintelligent et intéressé.

Une forte classe moyenne crée le respect du droit, et le respect du droit est le seul fondement de la vraie liberté.

Doter la langue française du fruit des labeurs d'un esprit des plus distingués; donner au lecteur un travail où tout fût justifié par les faits; fournir aux politiques généreux, qui consacrent leurs efforts au triomphe de la liberté individuelle et politique, un arsenal de preuves : voilà le but de cette traduction.

TH. HIPPERT.





PRÉFACE

DU DROIT ADMINISTRATIF DE L'ANGLETERRE

Le caractère tout spécial de l'organisation publique de l'Angleterre procède du fait de la juxtaposition et de la fusion de deux nationalités, au *onzième siècle*, par suite d'une conquête; la suspension de l'efficacité des anciennes libertés nationales: telle fut l'origine d'une véritable monarchie absolue. L'Angleterre fut le premier pays où l'État, par la création d'une suprématie complète dans les domaines de la guerre, de la justice, de la police, des finances et dans ses rapports avec l'Église, a su obtenir *tout* ce qui lui est dû. Les classes diverses de propriétaires, également subordonnées et soumises à son service, ne pouvaient reconquérir la liberté personnelle ainsi que la liberté politique, sans une communauté d'action, basée sur l'unité de leurs droits avec ceux des classes moyennes de l'époque. La position même de l'Église et de la grande propriété leur assigna le premier rang dans ces luttes de la liberté. Après de nombreuses péripéties, elles se terminèrent par l'échange, au profit des plus hautes classes, de droits politiques nouveaux contre la charge de prestations nouvelles envers l'État. Mais c'est seulement l'exercice quotidien du self-government qui leur acquit le droit et l'idée pratique d'en régir les principes eux-mêmes par la législation.

Le développement historique se présente donc à nous sous une forme diamétralement opposée à celle qu'avaient conçue les opinions dominantes depuis le dix-huitième siècle.

I

La base fondamentale est un système admis de bonne heure et complètement développé des droits souverains de l'État. Ils subsistaient avec toute leur valeur, lorsque commencèrent à naître petit à petit les libertés parlementaires. Les classes de propriétaires furent ainsi poussées dans la seule voie praticable, d'accomplir elles-mêmes les devoirs envers l'État, et de ramener le droit public à la stabilité par la pratique judiciaire et la législation. La Magna Charta contient déjà d'une manière bien claire et bien irrécusable l'assise primordiale de la constitution anglaise par le *règlement légal de l'exercice des pouvoirs de l'État*. Chaque siècle amène un progrès dans ce développement.

Aux seizième et dix-septième siècles, il soumet même l'Église aux principes légaux et aux restrictions judiciaires. Aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, ces lois se sont tellement développées que le droit administratif anglais présente un caractère unique et sans pareil, quant à leur perfection.

II

Le second élément de la vie publique de l'Angleterre résulte de l'opposition constante de la royauté aux réclamations des droits de classe, de demandes de prestations nouvelles. Le siècle constituant est, à cet égard, celui des trois Édouards. L'entreprise personnelle du service militaire, de celui de la

justice et de la police, donna naissance à cette organisation des comtés et des arrondissements, — le self-government d'aujourd'hui, — poursuivie et consolidée durant l'époque des Tudors, jusque dans les moindres divisions des paroisses.

Une accoutumance immémoriale des circonscriptions et des communes unies par le voisinage aux charges publiques triompha en Angleterre de l'antagonisme des classes sociales qui, sur le continent, anéantit les libertés des ordres de l'État. La vie réglée du self-government, ordonnée durant le cours des siècles par des milliers de lois, constitue l'intermédiaire pratique entre l'État et la société. On ne saurait se flatter de l'atteindre jamais par un grossier système purement électif.

III

La structure du self-government avec son ensemble, fermement lié d'élections et de nominations gouvernementales, renferme en même temps la base d'un parlement composé pour une part par l'élection et pour l'autre par la nomination. Cette *constitution parlementaire* n'est pas tant la base que le résultat de ce droit administratif et de ce système de self-government.

Les constitutions continentales, bien que fondées sur les mêmes éléments sociaux, ont suivi une marche opposée.

Après la chute de l'empire carolingien, les nouvelles dynasties eurent à conquérir laborieusement, par une longue lutte contre les classes propriétaires, les éléments indispensables de l'unité politique. L'État ne fut d'abord un maître absolu que vis-à-vis des classes les plus faibles; il ne put pas, comme en Angleterre, compter sur les services et les ressources pécuniaires des classes de propriétaires, mais, pendant longtemps, seulement sur ceux des petits. Cette marche engendra d'une part

la destruction progressive des antiques privilèges des classes de l'État, de l'autre le devoir capital pour la monarchie de travailler à l'élévation sociale des classes inférieures. Ces deux causes firent de l'État ancien avec ses ordres, l'État moderne.

Un degré de culture supérieure ramène, chez nous aussi, après une soumission pareille de *toutes les classes* à la puissance de l'État, une égalité de charges, d'intérêts et de sentiments, qui réclame pour les peuples du continent les droits imprescriptibles de la liberté personnelle et politique. Ces aspirations libérales ne considéraient les institutions anglaises qu'avec les yeux de sociétés où les classes supérieures et les plus instruites étaient le plus désaccoutumées du sentiment des devoirs publics et de l'activité *pratique* personnelle dans l'État. Cette désaccoutumance ainsi que la jalousie contre la classe puissante des fonctionnaires les conduisirent, par dégoût de ce qui existait, à ignorer les exigences les plus indispensables de la puissance publique. Ils établirent sur cette négation de grands systèmes du droit public et de la politique. Ce fut aussi pour l'Allemagne l'origine de cette idée insensée, comme si depuis des siècles le développement de son droit et de sa politique ne suivaient qu'une voie fausse, et comme si l'on devait s'attacher aux institutions oubliées depuis longtemps au lieu de jamais s'en tenir à l'état *réel et actuel* des choses. La destruction de la vie communale par l'absolutisme coïncida, en outre, au dix-neuvième siècle, avec la désagrégation d'une société qui se transformait à nouveau. L'idée sociale de l'élection et des droits électoraux vint ainsi se subordonner, dans toutes les sphères de la société, à l'idée politique de la liberté. En regardant les conseillers communaux élus des villages et des petites villes de l'Allemagne comme des corporations propres au *self-government*, les simples possesseurs de biens de

chevaliers comme l'image de la pairie anglaise, en subordonnant à chaque idée *politique* de l'Angleterre une idée *sociale*, on accumula une série de conceptions inconciliables, qui purent, il est vrai, engendrer des réformes sociales, mais qui étaient incapables de créer les bases d'un État libre.

Avec de semblables malentendus, les essais d'imitation des institutions anglaises devaient mener à une déception. Mais il n'en demeure pas moins vrai que l'Angleterre présente seule, dans le monde européen, le modèle pratique d'une constitution libre. Toutes les conceptions des adversaires du « parlementarisme » n'en reviennent pas moins, malgré leur dédain affecté et leurs ironies, à la physionomie connue des institutions anglaises. Cependant il est réellement temps en Allemagne de descendre des considérations philosophiques et sociales à l'état réel, c'est à dire aux lois administratives. Ce n'est pas l'intention louable d'utiliser l'expérience politique d'autres peuples qui fait défaut, mais c'est la connaissance de la réalité. Toute tendance sérieuse de ce genre doit d'abord nécessairement suivre les institutions anglaises, dans la marche qu'elles ont réellement parcourue dans leur développement :

- I. Le droit administratif;
- II. Le *self-government*;
- III. Leur réunion dans le parlement.

Ce qui arrêta en Allemagne l'étude du premier de ces sujets, c'était que pour l'étranger les travaux anglais étaient incompréhensibles. Blackstone et ses successeurs donnent le droit administratif d'une manière si incomplète, si fragmentaire, que l'on était, quant à sa forme et à son existence même, dans un état d'erreur parfaitement excusable. Les études juridiques anglaises sont, en outre, entremêlées d'une manière si indigeste avec les antiquités juridiques, que les rapports histo-

riques réels des institutions actuelles sont obscurcis jusqu'à en devenir inintelligibles. Le premier travail était donc de donner une image réelle du droit administratif et d'y séparer tout ce qui n'a qu'une valeur historique du droit actuellement en vigueur.

.

Cette publication de la seconde édition du *Droit administratif*, précédait une seconde édition de la 2^e partie, le *Self-government* (1863. 2 vol.) (Voir sa préface donnée ci-après).

Si la troisième partie, la *Constitution parlementaire*, manque encore cette année, son besoin nous semble moins pressant par ce motif que le droit parlementaire peut se déduire, jusqu'à un certain point, d'une manière historique et systématique des deux parties déjà publiées.

Berlin, novembre 1866.

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME ÉDITION

DU SELF-GOVERNMENT ANGLAIS

Dans la deuxième édition, complètement remaniée de cette seconde partie, le système de la première (Berlin 1837) se trouve exposé d'après la triple division du *développement historique*, du *droit aujourd'hui en vigueur* et des *principes directeurs applicables*. Cette extension a nécessité une division matérielle en deux volumes.

I. La première partie embrasse le *développement historique de la constitution* des comtés et des communes de l'Angleterre. Dans la première édition, elle faisait seulement l'objet de digressions à propos de chaque institution particulière.

Une histoire du *self-government anglais*, formant aussi l'histoire interne de la constitution parlementaire, n'a pas encore été faite. La raison en est que l'Anglais n'en sent pas la nécessité. La vie communale est depuis des siècles régie par des principes d'une fixité telle, puis elle est passée à tel point dans les mœurs, que l'application journalière en semble intelligible par elle-même. Les travaux anglais se sont donc bornés à des monographies usuelles pour les employés communaux et à des

Manuels qui présentent par ordre alphabétique et sous des rubriques traditionnelles ce qui est nécessaire, de manière à en faciliter l'usage pratique. La partie historique s'y réduit à de courtes introductions que l'auteur emprunte littéralement à ses prédécesseurs, et ne remonte dans le moyen âge, qu'autant qu'il le faut absolument pour l'intelligence du lecteur. On éprouve d'autant moins le besoin de cette revue rétrospective, que les idées de cette époque se sont toujours conservées dans ce qu'elles avaient de fondamentalement sain.

Autres sont les besoins du continent. L'histoire traditionnelle de la constitution parlementaire devait amener des malentendus, parce que depuis l'époque normande, l'État et la société, la constitution et l'administration se sont unis par d'autres liens, que dans l'État féodal du continent. Cette position fondamentale différente a engendré de siècle en siècle, depuis la disparition de l'organisation militaire féodale, une divergence de plus en plus grande entre les organisations politiques des deux côtés de la Manche. De là des noms semblables pour désigner des choses essentiellement différentes. — Voilà l'origine du besoin d'une histoire continue. Au point de vue de la rédaction, je ne possédais, il est vrai, comme source que quelques milliers de diplômes du moyen âge, imprimés depuis longtemps, les importantes publications de la commission des records, la collection des lois anglaises et une grande partie des papiers parlementaires.

Pour le reste, j'ai dû puiser en seconde main à des sources dignes de foi. La nouveauté de cette partie historique gît dans le rétablissement de la *liaison interne* entre les différents membres de l'État parlementaire subordonnés les uns aux autres. C'est l'histoire du milieu inconnu séparant deux domaines connus. D'une part, celle du *droit* anglais, sous laquelle, en son

pays, on est accoutumé à n'entendre que le système des institutions et des lois du droit privé. De l'autre, l'*histoire externe de la constitution anglaise*, telle qu'elle est devenue le patrimoine commun du monde politique intelligent, à la suite de nombreux et brillants travaux. Entre ces deux choses sont les institutions communales, fixes, permanentes, reliant l'État et la société; leur histoire faisait défaut jusqu'aujourd'hui. Elle présente la *vie du droit public*, dans son activité progressive et incessante depuis l'origine jusqu'à nos jours. Ce procédé de développement est pour moi d'une importance capitale, et la source la plus riche d'instruction pour les autres peuples. Je puis donc renvoyer dès l'abord à la table systématique qui en présente le tableau. Quant aux points principaux et aux rapports des communes avec les institutions supérieures, je remplace une masse fatigante de citations, par un ensemble d'études spéciales. C'est la conséquence de l'aridité et de la trop grande abondance des matières. Hallam, pour de pareils motifs, a été contraint à suivre une marche semblable.

Je suis moi-même profondément convaincu des défauts, des lacunes et des inexactitudes d'un travail aussi difficile. Si l'on en rapproche l'histoire externe des emplois et de l'administration publique (bien plus imparfaite encore, il est vrai), que renferme la première partie de ces études, on possédera l'esquisse d'une histoire constitutionnelle complète permettant d'aborder enfin la troisième partie. J'espère vivement aussi que la voie maintenant ouverte sera parcourue par d'autres; j'espère voir dans quelque dizaine d'années, la vigueur inépuisable du génie allemand s'appliquer à cette création du droit public avec un succès aussi grand qu'à presque toutes les branches du savoir humain.

Bien que les principes fondamentaux les plus vivaces de l'or-

ganisation juridique qui ressortent de cet imparfait exposé, doivent peu se modifier, il faudrait des forces plus jeunes et plus étendues, pour tracer un tableau correct, plein de goût et accessible à tous. Il est, en tout cas, un mérite que je pourrais revendiquer : aucun auteur ne me surpassera jamais dans l'ardeur avec laquelle j'ai recherché la vérité. Celui-là seul qui la poursuit pour elle-même atteindra jusqu'à la pure loi morale qui vivifie l'histoire séculaire de ce peuple.

II. La deuxième partie expose l'état actuel de la constitution communale de l'Angleterre et du pays de Galles. Elle reproduit principalement la substance de la première édition et a conservé l'ordre primitif des matières qui me paru naturel lors de la révision.

Les digressions historiques ont disparu et sont réunies dans la première partie. On nous approuvera néanmoins d'avoir commencé par récapituler ici les grands traits historiques. Ce n'était pas sans utilité, soit pour retracer les rapports accoutumés avec les travaux des Anglais, soit pour l'explication même du sujet. Il faut sans cesse se les rappeler à propos des différentes institutions, dont l'organisme est si délicat et l'enchaînement si intime et si ferme. A ce point de vue, l'incessante répétition des mêmes *verba translata* historiques, dans tous les ouvrages juridiques anglais, offre un incontestable avantage pratique.

Si, d'une part, nous avons, par la suppression du détail historique et la concentration de la matière, gagné de l'espace, d'autres points ont réclamé des développements plus importants. La statistique administrative publiée récemment par le parlement, à laquelle nous avons fait de nombreux emprunts, se trouve spécialement indiquée dans la table. Les lois nouvelles enfin ont également nécessité de nombreuses additions. J'es-

père avoir rendu chaque paragraphe et plus complet et plus expressif. J'ai avant toute autre chose tenté de poursuivre le plus profondément et le plus intelligiblement qu'il m'était possible, le rapport de *dernière instance*, pour toutes les parties de l'administration intérieure de l'État. C'est ce qui m'a permis de montrer, pour la première fois, je crois, *la manière de conduire l'administration de l'État conformément aux lois*.

On aperçoit du premier coup d'œil qu'une administration ministérielle, obligée chaque année d'obtenir l'assentiment des deux chambres du Parlement à de nouvelles lois, à de nouveaux expédients financiers, à de nouvelles allocations budgétaires, pourrait bien plus aisément s'attribuer l'objet de ses désirs, au moyen de l'*interprétation* des lois existantes. La responsabilité ministérielle elle-même ne suffirait pas à réagir contre cette tendance perpétuelle à l'interprétation qui exerce sur toute constitution une action si démoralisatrice. Aussi depuis sa maturité (c'est à dire depuis la Restauration) la constitution parlementaire a-t-elle, avec une logique rigoureuse, développé le principe que les ministres temporaires (*Her Majesty's Government*) doivent, en cas de conflit, être entièrement exclus de toute interprétation de la loi. Toute la juridiction se rapportant au droit public a été confiée aux sessions des juges de paix et autres magistrats inamovibles, et en instance supérieure, aux tribunaux royaux. L'esprit et l'application du droit administratif demeure ainsi dans une complète indépendance des changements ministériels. Il était donc nécessaire d'exposer la position particulière de l'administration relativement à la législation.

Quant à la rédaction matérielle, nous avons continué à séparer, comme d'habitude, les notes et digressions du texte. Pour obvier au nombre presque illimité de particularités, nous avons

ajouté un volumineux index alphabétique, qui facilitera, espérons-nous, l'usage du livre.

III. La troisième partie renferme les principes d'application du self-government. — Elle forme un nouveau travail, Le commencement et la fin sont reproduits sans modifications (le chapitre XII de la 1^{re} édition), mais les principes directeurs du droit public y sont donnés sous une forme bien plus développée et plus positive. Leurs traits sont si accentués, qu'à peine pourrait-on se former un jugement autre que celui-ci : *cet ensemble est tout à fait exact, ou il est inexact dans toutes ses parties*. L'erreur où versaient les anciennes théories constitutionnelles reposait principalement sur ce que les intermédiaires entre la constitution et l'administration n'étaient pas exposés avec une clarté suffisante. Par cette cause, le mouvement qui résulte de l'adjonction de corps parlementaires aux monarchies administratives exclusives du continent n'était ni suffisamment estimé, ni bien exactement calculé. De là la difficulté de connaître l'économie interne de la constitution parlementaire, en présence de la combinaison différente des éléments individuels de l'État et de la société, tant en France qu'en Allemagne et en Angleterre. C'est la cause qui empêche la transplantation immédiate d'une institution formée. Bien qu'il s'agisse de principes de droit public, d'une vérité générale, ils ne sont néanmoins pas applicables sous les mêmes formes. Pour découvrir cette structure intérieure et en déduire les principes pratiques, j'ai suivi une route analogue à celle qui a donné naissance aux institutions anglaises : la voie des rapports vivants entre les hommes et les choses ; j'ai associé à une longue connaissance du pays, des hommes et de la constitution intérieure de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, l'expérience d'une activité personnelle déployée, pendant plus de vingt ans,

au service de l'État, et dans la vie communale, dans de grandes comme dans de moindres sphères (1), sans même dédaigner le service peu estimé de buraliste. Ce n'est que par ce moyen que je suis parvenu à me former des opinions générales et particulières, différentes de ce qui a été établi par d'autres voies, de ce qu'auparavant je tenais moi-même pour exact.

Cette analyse seulement permet d'apercevoir nettement les contradictions au milieu desquelles se meut la vie publique de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. On saisit également le vice des anciennes théories et de cette philosophie du droit public que l'on voit apparaître de temps en temps, qui méconnaissent les bases sociales de l'État réel. Nous devons aux remarquables transformations industrielles de l'époque, non seulement des vues mûries et plus étendues sur l'économie gouvernementale, mais encore la reconnaissance de cette vérité que les classes propriétaires forment la base vivante de l'État. De même que l'activité industrielle éloigne par son développement, temporairement au moins, l'individu de la vie publique, l'aspect général de semblables époque nous marque un fait analogue. L'État peut parfaitement donner satisfaction aux besoins de la

(1) D'après les indications du *Manuel du Parlement de l'Allemagne du Nord*, 1867, pag. 51. M. Rodolphe Gneist, Dr Jur., professeur ordinaire de la faculté de droit et membre du sénat de l'Université de Berlin, est né le 13 août 1816. Il fut successivement auditeur en 1836, assesseur à la cour d'appel en 1841, conseiller suppléant à la cour suprême en 1846 (démissionnaire en 1850). Privat-docent en 1839, professeur en 1844, doyen de la faculté de jurisprudence de Berlin en 1860 (Pandectes et procédure). Il est l'auteur de différents ouvrages : *les Contrats solennels du droit romain et du droit grec*, 1845; *Institutions*, 1858; *des Tribunaux avec jurys*, etc.; de 1863 à 1867, il publia enfin 4 volumes d'éditions différentes du droit anglais. Gneist est conseiller communal de Berlin depuis 1848; depuis 1858 jusqu'aujourd'hui il est représentant; il est également depuis cette époque, membre du conseil de l'Association centrale pour les classes ouvrières, président de l'Association scientifique de l'académie de chant, etc. Il siège dans les rangs du parti libéral et fait enfin partie du parlement de l'Allemagne du Nord.

(Note du traducteur.)

société nouvelle, et surtout à sa tendance vers le libre développement.

Mais la société ne saurait pour elle-même devenir conforme aux conditions légales et morales de la vie de l'État. L'idée vraie de l'État repose, en fin de compte, sur des habitudes pratiques résultant d'institutions que la société n'engendre pas spontanément. C'est là la source d'une dégénération qui, en Angleterre, depuis quelque dix ans, a corrompu les institutions existantes ; sur le continent, au contraire, elle empêche totalement l'édification interne de l'État. La pire situation se présente, quand cette partialité de vues, l'apanage des nouvelles sociétés industrielles, vient à se rencontrer avec des idées sociales plus anciennes, résultat de la vie féodale. Il en naît une situation sans règle et sans espoir, où toute attente de progrès en matière de liberté publique paraît enfermée dans un cercle vicieux.

En esquisant dans leurs traits principaux ces contradictions que nous montre le continent, je les ai opposées aux véritables maximes du droit public. On a répondu à cela en montrant le danger de mêler à de grands travaux historiques les querelles et les opinions du jour. Je crois avoir remarqué à ce propos, que c'est de ces antithèses que résulte l'étude d'une matière aussi difficile et aussi aride. Pour moi-même, ce fut l'impression des idées françaises qui contribua à me donner une notion si profondément sociale de l'État. Je sais aussi que les contradictions internes de cette nation, avec elle-même et avec les lois éternelles de l'État, m'ont conduit à l'opinion développée dans l'ouvrage actuel.

J'espère que d'autres encore, pour les mêmes raisons, par la tendance à attaquer et à réfuter, entreront dans cette voie et aideront à préparer un asile à la vérité.

Berlin, octobre 1863.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA CONSTITUTION DES COMMUNES ET DES DISTRICTS
DE L'ANGLETERRE

PREMIÈRE PÉRIODE

LA BASE ANGLO-SAXONNE (1)

Egbert, 800-836.

Aethelwulf, 836-857.

Aethelbald, 857-860.

Aethelbert, 860-866.

Aethelred, 866-871.

Alfred, 871-901.

Édouard l'ancien, 901-924.

Aethelstan, 924-941.

Edmond, 941-946.

Eadred, 946-955.

Eadwi, 965-959.

Eadgar, 959-975.

Édouard le Martyr, 975-978.

Aethelred II, 978-1016.

Edmond Côte de fer, 1016.

Cnut, ou Canut, 1016-1035.

Harold aux Pieds de lièvre, 1035-1039.

Hardi Canut, 1039-1042.

Édouard le Confesseur, 1042-1066.

Harold II, 1066. (janvier-octobre).

PRÉLIMINAIRES

Les bases de l'organisation publique anglaise sont, pendant les six premiers siècles du moyen âge, purement et simplement germaniques. Les institutions communales de l'Angleterre ont donc une origine commune avec celle des grandes régions agricoles

(1) Durant les quelques dernières dizaines d'années, de remarquables travaux sur les *bases sociales de l'époque anglo-saxonne* ont vu le jour. Avant tous autres il faut citer: Kemble, *The Anglo-Saxons in England*, 2 vol. in-8°, 1849 (traduction allemande du D^r Brandes. Leipzig, 1853-1854. 2 vol. in-8°) et la riche collection de documents publiée par le même, sous le titre de *Codex diplomaticus*. 6 vol. 1839-1846. Un volume qui complète l'histoire de Turner renferme aussi de nombreux et utiles renseignements: *The History of the manners, Landed Property, Government, Laws, Poetry, Literature, Religion and language of the Anglo-Saxons*. By Sharon Turner, 1805. 8. Il faut encore une mention spéciale pour le précieux et riche *Glossaire des lois anglo-saxonnes* de Reinhold Schmidt, 2^e édit. 1858. (Voyez-y sur la propriété, l'étude remarquable sur le Bôcland, pag. 538-539; sur le Folkland, pag. 375-378, sur la Hîd, pag. 610, ainsi que Landau, des territoires, pag. 34-36.) *La Revue critique de Munich*, ren-

du continent, transformées ou civilisées par la race germanique. Les différences résultent pour elle de ce que la civilisation romaine n'y avait pas conduit les populations rurales à un même degré de culture. Mais c'est l'état de la *propriété* qui, dès les premiers siècles, donne un aspect tout particulier à la vie de l'état anglo-saxon. La *conquête* des îles anglaises, au milieu du cinquième siècle, par les Saxons, les Angles et les Jutes, présente le caractère d'une occupation successive. Des colonies militaires et des établissements germaniques y existaient dès le temps des Romains. La retraite des légions du peuple roi inaugure une ère de luttes incessantes dans laquelle des troupes armées d'Anglo-Saxons, d'abord comme alliés, puis comme envahisseurs, refoulent toujours davantage les Celtes divisés, affaiblis et barbares. Durant ces combats, les villes périssent en masse, les éléments de la civilisation britannique s'évanouissent, les autochtones sont chassés dans leurs montagnes, réduits en servitude, ou rabaissés enfin au rang de paysans appauvris. Le *lien de race* disparaît promptement chez ces populations conquérantes, assemblage de gens sans avoir, et bientôt en lutte sur le sol conquis. La guerre, la vengeance du sang, parties les plus persistantes de toute antique constitution, contenaient en tout cas des principes émanant d'une organisation des parentés plus ancienne encore. La responsabilité pénale paraît à cette époque comme une combinaison du droit des gens (*clans-maegh*), d'une part, et du droit territorial

ferme une histoire du droit anglo-saxon, dans ses points principaux, par Conr. Maurer (t. I, pag. 47-120, 405-431; t. II, pag. 30-68, 386-410; t. III, pag. 26-61 (1853-1856). C'est elle qui retrace le mieux l'état de la science allemande, relativement au droit anglo-saxon. L'Essai plus ancien de G. Phillips, *Histoire du droit anglo-saxon*, Göttingue, 1825, doit toujours être estimé comme fondé sur l'étude des sources. Le but de notre travail nous force à déterminer aussi rigoureusement que possible les limites des origines anglo-saxonnes. Lappenberg (*Histoire d'Angleterre*, t. I, 1834. Introduction littéraire) indique d'une manière très complète les sources historiques pour cette époque. Pour ce qui concerne les sources et la littérature du droit anglo-saxon, je renvoie à la *Dissertation* de C. Maurer, à l'*Introduction des lois anglo-saxonnes* de R. Schmidt, et à son *Mémoire sur les sources juridiques*, A. S. dans le *Hermès* (t. XXXI, cah. 2. 1828).

du district, de l'autre; elle unissait ainsi les principes de deux civilisations : celle qui tombait en désuétude et celle qui entraînait en pratique. L'Etat anglais n'a pour source de son développement, ni le lien de race, ni une organisation locale bien définie (Markenverfassung). Cette dernière présuppose un état de choses plus pacifique et plus durable. L'érudition a tenté en vain d'en doter l'Angleterre (Kemble, ch. II). Dès l'origine, au contraire, elle nous montre une royauté issue du commandement militaire, et sous cette influence, une organisation positive de l'armée et de la justice, dans un rapport incontestable avec l'état de la propriété.

Le *partage de la propriété* suivit l'occupation. Il n'eut pas lieu, comme sur le continent, entre les vainqueurs et les vaincus, mais entre les conquérants seuls. On ne suivit aucun plan appréciable, quoiqu'on semble remarquer une certaine mesure résultant de la capacité agricole du sol anglais et des besoins d'une famille dans la civilisation de l'époque. Cette mesure, la plus minime que comporte un établissement rural, est une *charrue de terre*, une ferme, un héritage, une tenure (hida, familia, mansus). Des investigations récentes aussi approfondies que judicieuses ont établi que cette mesure était de 33 acres saxonnes, ou 40 acres normandes, sans compter l'usage des pâturages et des droits de chauffage dans les forêts. La propriété d'un pareil héritage, siège patrimonial d'une famille, constituait l'*ethel*. Néanmoins la langue de l'époque, pas plus que l'ancien latin, ne connaît de substantif désignant exclusivement la *véritable propriété particulière*. A l'époque d'Alfred seulement, peut-être à l'occasion d'un relevé terrien, on rencontre le nom de *Bôcland*, terre libre, héréditaire (terra libera, hereditaria) comme désignation de l'alleu, dont la constitution définitive est en rapport direct avec l'anéantissement de la constitution des parentés. La terre qui n'a pas été appropriée, qui n'est pas entrée dans la propriété privée, demeure dans le domaine commun de la société conquérante. C'est le *folcland* (pays du peuple), le domaine public (ager publicus). Aux temps historiques, il est la source des fiefs concédés par les chefs et

les rois. Avec l'assentiment de la nation on pouvait aussi le transformer en propriété privée véritable. A partir du dixième siècle, *bôcland* (1) et *folckland* sont les termes d'une antithèse complète.—Les premiers établissements, dans le petit royaume de Kent, par exemple, où la nature du sol cultivé engendra la densité de la population, donnèrent pour mesure ordinaire de la propriété héréditaire, la *hida*. Dans les contrées du milieu de l'île et dans le nord, au contraire, l'occupation en se développant trouva plus d'espace. L'homme armé, doué de l'entière capacité juridique, y reçut dès l'abord de plus grandes propriétés, telles qu'elles étaient le résultat de la division préexistante des biens des Bretons. Le chef de bande acquit, pour sa part, comme partout, de grands ensembles, et les chefs d'une famille des possessions assez riches. La simple *hida* était ici probablement à l'origine plutôt la ressource des cadets et des hommes libres en service, venus en cette qualité de la mère patrie. La formation très prompte et très marquée de la propriété privée, ainsi que sa libre transmission héréditaire, telle que nous la montrent des diplômes et des testaments, est un des traits saillants de la société anglo-saxonne.

La constitution, comme chez tous les Germains, a pour premier fondement la distinction entre les hommes libres et ceux qui ne le sont pas. La classe des esclaves (*theows*) s'est formée par la conquête et ensuite par les guerres de frontières. La guerre privée y contribua peut-être aussi pour sa petite part; ainsi que la sujétion volontaire (surtout dans les années de famine), la vente des enfants, et enfin la servitude pour dettes. L'esclave était considéré en justice comme une chose; il était aliénable comme les animaux domestiques et demeurait attaché à la glèbe, avec le devoir d'un service illimité, lorsqu'il était établi sur une portion du territoire. Son incapacité légale était néanmoins adoucie par les mœurs et par l'influence de

(1) *Bôcland* : *Land held by-book or charter*, R. Thorpe Glossary, v° *Bôcland*.
Terre possédée ensuite d'un titre, soit dans un registre ou dans une charte.
(N. T.)

l'Église. Le nombre des esclaves ne paraît pas avoir été exorbitant et leur affranchissement était relativement aisé.

Le droit et la constitution cependant n'existent que pour les *hommes libres* (*freols, freomen, ceorls*). Dans ce nombre il faut compter tous les hommes nés libres ou affranchis, sans distinction par rapport à leur fortune. Dès l'origine, nous trouvons parmi eux des inégalités capitales, résultant :

1° De la *nationalité*. Le Gallois breton, si même il est demeuré libre, n'est dans le *wehrgeld* ou prix du sang évalué qu'à la moitié de la valeur du Saxon. Il n'a pas de part au droit communal, sauf dans quelques districts des frontières. Les *lètes* (*laetas*) du Kent ont une position analogue.

2° De l'*inégalité de naissance* pour les affranchis. La tache originelle engendre une infériorité dans le prix du sang. Le défaut d'un lien de famille qui leur soit propre les met dans la dépendance d'un protecteur. De ces deux causes résulte leur exclusion des droits politiques.

3° La *dépendance résultant de la concession des terres et du service* devint le lot de ceux des hommes libres qui, dès l'origine, n'eurent point de part dans la répartition des terres ou qui dans la suite des temps vinrent à en être privés. Il ne leur restait d'autre ressource que le choix entre un service personnel, dans la maison d'un propriétaire foncier, ou la sujétion par l'acceptation d'une portion de terre en échange de services et de prestations. En fait, ces relations de dépendance sont permanentes. Leurs noms communs *folgan, folgarii, blafaeta*, les embrassent sans distinction l'une et l'autre. Les rapports domestiques, *gesith*, fondés sur cette base, paraissent d'abord les mêmes, depuis la cour du roi, jusqu'à l'enceinte de la ferme. La suite des temps amena une différence remarquable qui se traduisit d'abord dans les choses, puis aussi dans les noms.

L'entrée au service personnel du roi prit une signification différente, quand les hautes classes abandonnèrent l'agriculture pour fréquenter la cour des rois. L'honneur qui découle de cette position, ses rapports avec les commandements militaires et les fonctions judiciaires, acquit aux gens qui suivaient le

roi une position tellement prépondérante, qu'on vit s'y presser en foule, non plus seulement les fils cadets des grands propriétaires, mais les parents eux-mêmes. Bien que portant encore le nom caractéristique de la dépendance, cette catégorie de serviteurs se distingue dès lors par l'honneur particulier qui en rejaillissait sur eux (ce fut ensuite la classe des thanes).

D'un autre côté, celle qui découlait de l'établissement sur une terre concédée entraînait le plus souvent une position d'infériorité plus grande encore que ne le marquait la dénomination. La majeure partie de cette classe se composait de petits colons, mêlés à des valets en servage. Le propriétaire libre, sans entacher en rien sa liberté ni sa position, pouvait aussi accepter, il est vrai, des terres concédées (*laenland*), mais malgré cela, la classe entière des gens ainsi établis, nous apparaît comme très dépendante et très opprimée, comme à moitié esclave. Les diplômes de l'époque portent la trace d'une incroyable variété dans la concession du *laenland*. La terre peut être cédée sous la forme d'une précarité complète, à temps, en viager, pour deux ou trois existences. — On trouve aussi des clauses réservant le retour au propriétaire en cas de culpabilité (Codex, n° 328), ou encore de riches prestations (*gafol*) en nature, en argent, en corvées rurales, limitées ou illimitées. Le nombre, aussi bien que la contexture des diplômes prouve l'accord entre la propriété foncière et les classes sans avoir, pour organiser un système général de concession des terres, combiné dans l'intérêt réciproque des deux parties. Il en résulta pour le pays entier un rapport de domination et de dépendance mutuelles dont l'extension, sur la plus grande échelle, accroissait sans cesse les rangs de la population servile. Grâce à ces établissements, la grande propriété, hors d'état de cultiver par elle-même des possessions immenses et disséminées, s'exploitait plus aisément. Elle en retirait aussi les prestations en nature et les services nécessaires à son grand état de maison, ainsi qu'à l'accomplissement de ses obligations relatives au service militaire. L'imposition considérable et systématique au *laenland*, de prestations infinies, prouve que

c'était là le mode habituel d'exploitation des grandes propriétés. Les liens de dépendance formés de cette sorte, devinrent en fait, héréditaires; les enfants de celui qui n'avait pas de terre, arrivaient plus difficilement encore que leur père à la possession du sol. En temps de guerre, cette classe s'accroissait par la ruine des petites possessions, en temps de paix par l'accroissement des familles. Les propriétaires seuls conservant l'heureuse chance d'acquisitions nouvelles à la suite de la conquête ou du pillage; l'industrie et le commerce ne pouvant fonder par eux-mêmes de fortune indépendante de la possession du sol, que sur peu de points du royaume, l'époque anglo-saxonne nous présente une organisation sociale immuable dans son ensemble, où les classes serviles seules s'accroissent sans cesse. Les inénarrables misères des invasions danoises ont, en Angleterre comme en France, anéanti la prospérité des petits possesseurs d'alleus et décidé la prépondérance de la grande propriété. A la fin de la période anglo-saxonne, la partie cultivée du sol de l'Angleterre, représentait à peine une superficie de 2,000 milles carrés, pouvant former 60,000 petits fiefs de chevaliers, sur lesquels se sont établis, après la conquête, environ 9,000 seigneurs et propriétaires de biens nobles, tandis que le restant de la population occupe de petites propriétés fractionnées, des terres asservies, ou encore ne possède pas de terre du tout.

Il nous paraît enfin nécessaire pour l'intelligence des citations qui suivront dans le cours de cet ouvrage, de savoir que les lois anglo-saxonnes comprennent les groupes suivants :

1° *La vieille législation du royaume de Kent* comprenant les lois d'Aethelbith (560-616) sur le prix du sang (*wehr-geld*) et les amendes; les lois dites de Clotaire et d'Eadrec (postérieures à 675) sur la protection de la propriété et les amendes; les lois de Wihtraed (694-725) concernant le droit ecclésiastique, le droit pénal et les affranchissements.

2° *Les lois d'Ine*, roi de West-Saxe (688-727) sur le droit pénal et la réparation du dommage causé; l'état dans lequel nous les possédons est vraisemblablement le résultat d'un remaniement postérieur datant peut-être d'Alfred.

3° A l'époque où le royaume fut définitivement constitué : les lois d'Alfred de West-Saxe (871-901) renfermant des préceptes religieux, chap. 1-XLIX, et ensuite 77 chapitres principalement de droit pénal. Le traité d'Alfred et de Guthrum, chef danois (après 880) renfermant aussi des préceptes juridiques; puis des lois d'Édouard l'Ancien (901-924) concernant le droit privé et différentes matières; celles d'Aethelstan (924-940) contenant une ordonnance sur les dîmes, les résolutions du *concilium Greatanleagense*, le capitulaire *Fefreshamense*, le *concilium Thunresfeldense* et *Exoniense* et les *judicia civitatis Lundoniae*. Des lois d'Edmond (941-946) sur la guerre privée (*Fehde*) et le vol; d'Eadgard (959-975) dites *concilium Andeferanense* et *Withbordestanense*, sur le cautionnement et le vol; enfin les nombreuses lois d'Aethelred (978-1016) : savoir le *concilium* de Woodstock, un traité de paix avec le Danemark, le *concilium Wanetungense* et *Aenhamense*, etc.

4° Les lois de Cnut ou Canut (1016-1035) : *concilium Wintungense*, renfermant une compilation complète en majeure partie formée d'anciens principes juridiques anglo-saxons et des *constitutiones de Foresta* d'une rédaction postérieure.

5° Des compilations de l'époque normande, qui reproduisent le plus souvent le droit anglo-saxon, notamment les *Leges Henrici primi*, consistant principalement en une compilation privée sur l'état de la législation à l'époque d'Édouard le Confesseur, et les *Leges regis Eduardi confessoris*, aussi une compilation privée, l'une et l'autre du douzième siècle.

6° Diverses ordonnances séparées d'époque incertaine, telles que la *Constitutio de Hundredis*, du dixième siècle sur la poursuite et l'expiation du vol; puis les *Rectitudines singularum personarum*, recueil des charges qui incombent aux différents biens et aux différentes classes de propriétaires de biens; les *Constitutiones de Wergildo* (sur le prix du sang), des formules sacramentelles, etc.

Les plus anciennes publications, celles de Wilkins sont aujourd'hui bien surpassées par les éditions officielles de la *Commission des records* de R. Price et Thorpe, sous le titre de *An-*

cient Laws and Institutes of England comprising laws exacted under the Anglo-Saxon kings from Aethelbirht to Cnut, with an English translation of the Saxon, the laws called Edward the confessor's; the laws of William the conqueror, and those ascribed to Henry the First with a compendious Glossary, etc., 1 vol. in-fol. et 2 vol. in-8°, 1840. L'édition des *Lois anglo-saxonnes* de R. Schmid, 2^e édit., Leipzig, 1858, déjà citée plus haut, est plus critique, plus complète dans certaines parties, et plus accessible aux Allemands, à cause d'une traduction très soignée. Des ouvrages anglais sur l'histoire anglo-saxonne, le plus substantiel est toujours Sharon Turner, *History of the Anglo-Saxons*, 1779-1833, 3 vol. in-8°. Celui de sir Francis Palgrave : *The English common wealth*, 1832, in-4°, ajoutant dans sa seconde partie des preuves et des illustrations, est riche en spirituelles inductions. Il faut cependant en user avec prudence.

SECTION PREMIÈRE

VIE INTERNE DE L'ÉTAT

L'organisation que les Anglo-Saxons donnèrent à la défense de leur pays, à la justice et aux devoirs envers l'Église, sur la base des rapports de propriété que nous venons d'exposer, forme ce qui a reçu le nom moderne de vie publique de l'état. Le groupement des populations rurales établies dans le but d'atteindre ces fins constitue la vie communale anglo-saxonne. Celle-ci résulte donc : 1^o de l'organisation militaire, 2^o judiciaire et 3^o religieuse.

I

L'ARMÉE

L'armée forme le premier élément de la vie des races germaniques, après leur établissement définitif (1).

(1) Sur aucun point de l'existence commune, les sources juridiques et les historiens anglo-saxons ne sont plus laconiques, plus contradictoires et plus pauvres, que sur l'organisation militaire. On ne sait de positif rien

Toutes les organisations premières sont militaires; dès lors elles ont lieu en nombres ronds, (10, 100) que la nature elle-même a inscrits aux mains de l'homme. Le fractionnement primitif de l'armée en divisions centésimales se retrouve chez presque toutes les races. Il faut l'admettre aussi chez les Germains et les Anglo-Saxons.

autre chose, sinon que *les gouverneurs royaux et les prévôts dirigent également le gouvernement civil et militaire; et qu'il n'y a pas eu de répartition complète du devoir militaire par la loi*. La comparaison trop intime avec les organisations contemporaines des autres peuples germaniques (pour laquelle la source allemande capitale est *l'Organisation militaire des Germains*, de V. Peucker, Berlin, 1860. 2 vol.) doit être évitée, ou faite avec une grande prudence, car il faut toujours tenir compte de la position insulaire et de l'état de la propriété. Ajoutez les notices éparses chez les historiens relativement à la réunion de l'armée, les allusions accidentelles dans les lois et les sources de l'époque, aussi bien que des inductions tirées de l'organisation postérieure.

Les points capitaux sont :

1° Quant à la combinaison de l'ancien devoir du service militaire considéré comme service personnel, du devoir de s'équiper et de s'entretenir à ses frais, je puis renvoyer à la Notice détaillée de Peucker. Pour le prix de l'armement, voy., par exemple, t. I, 327-328. Sous Dagobert (630), l'armement complet était estimé 33 sous (solidi); l'épée avec le fourreau vaut 7 sous, la lance et le houchier 2, le casque 6, la cuirasse 12, les jambards 6 sous. A la même époque, la valeur d'un bœuf est de 1 sol, celle d'un cheval 2 sous.

Pour le maintien de la forme en coin de la colonne d'attaque, voy. Peucker, t. II, pag. 213 et suiv., quant à sa signification primitive, t. II, pag. 210. « Au milieu du coin se plaçaient, chez les anciens Germains, les gens d'après les familles et les races ordonnées en centuries et en cantons. L'ordonnance de la bataille était donc réglée d'après la vie intime de la famille, elle dépendait de la parenté, de la position des races dans les comtés et les cantons. Elle représente, dans ses liens les plus sacrés, la nation entière. Son organisation était très régulière par la division en centuries de tous les hommes capables de porter les armes, »

Les notices peu nombreuses sur le mode de combattre des Anglo-Saxons nous renvoient, plutôt à des représentations figurées, qu'à de véritables témoignages. Les cavaliers sont pourvus de la lance et du casque, sans armure; au onzième siècle, cependant, le thane à cheval portait une pesante armure. Le fantassin est revêtu d'une coiffure en peau de bête, il a un bouclier ovale, de longs et larges glaives; quelques-uns, au premier rang, sont armés de baches de combat, de massues et de javelots. Généralement l'habit de guerre est long et tombe jusqu'aux genoux. L'ordre des compa-

Après l'établissement, les centuries deviennent territoriales de personnelles qu'elles étaient auparavant. (Tacite, *Germ.*, cap. vi).

L'antique constitution militaire repose sur une obligation égale de service pour tous les hommes libres. Ce devoir implique des charges très différentes de celles de l'époque actuelle; notamment

gnies est encore l'ancien ordre de combat; il est profond, les lourdes haches de combat sont placées au front. Ce fut l'ordre de bataille à Hastings et les Normands y perdirent le quart des leurs.

2° Pour ce qui est de la signification primitive de la centurie, voy. Tacite, *Germ.*, cap. vi: « *Definitur numerus, centeni ex singulis pagis sunt, idque ipsum inter suos vocantur et quod primo numerus fuit, jam nomen et honor est.* » Quant à l'ancienneté et à la généralité de l'existence des centuries chez toutes les armées germaniques, les documents rassemblés par Peucker nous donnent une conviction nouvelle et bien établie. Le silence des sources juridiques anglo-saxonnes des premiers siècles ne peut pas prévaloir contre elle, à cause de leur grande indigence en fait de renseignements sur l'organisation militaire. Une preuve de ce fait, qu'il ne faut pas attribuer aux centuries anglaises un sens littéral, mais les envisager seulement comme une mesure relative au contingent, ressort, si même on néglige l'analogie et la nature des choses, de ce fait particulièrement remarquable que la centurie en Angleterre varie de 1 à 300 milles carrées. Quant à la subdivision des comtés, voy., plus bas, à la constitution judiciaire. Les renseignements sur la signification du comté au point de vue militaire sont tout aussi peu nombreux. On ne peut citer que la Chronique saxonne, qui tient l'ealderman du comté pour le chef légitime de la levée militaire.

3° L'opinion que le devoir du service militaire demeura chez les Anglo-Saxons une obligation personnelle pour l'homme libre et ne devint pas une charge de la propriété territoriale, résulte à toute évidence de la comparaison du Trésor des chartes anglo-saxonnes avec le *Domesdaybook*. Si le service militaire se trouvait en rapport avec quelque mesure territoriale, il devrait être mentionné avant toute autre chose dans plus de 1,400 actes translatifs de propriété; durant toute l'époque anglo-saxonne, on ne rencontre pas non plus de législation positive comme celle des Carolingiens. A dater de Louis le Débonnaire, en effet, elle établit la proportion d'un homme armé par 5 censes (hufen). — Aussi conserva-t-on l'usage de répartir le contingent de la centurie entre les divers propriétaires; c'était le fait de l'ealderman et de l'assemblée du comté, et dans cette répartition on tenait naturellement compte de l'étendue territoriale. Sans doute que l'on conserva ainsi le plus longtemps possible la mesure d'abord employée. Les diplômes ne contiennent pas de renseignements sur une mesure spéciale des contingents, mais seulement une indication générale concernant le service militaire et la tri-

1° l'obligation de suivre l'armée de sa personne ; 2° de s'armer à ses frais, et enfin 3° de pourvoir à sa subsistance, à ses frais également, pendant la durée de la campagne. La propriété privée limitée ne peut à la longue suffire à cette combinaison. Durant des siècles entiers, les institutions nécessaires à une meilleure répartition de ces charges ont fait défaut. Après l'établissement

noda necessitas. Le contraire ne se présente que tout à fait exceptionnellement. Dans une couple de cas où il s'agit de concessions royales se trouve indiqué le chiffre d'un contingent qu'on ne peut pas outrepasser. C'est là un privilège. Il en est ainsi pour une grande donation, vers l'an 800, « verum etiam in expeditionis necessitatem viri quinque tantum militantur. » (Coenulf, 799-802, cité par Kemble, *Codex*, *Introd.*, pag. L) Et bientôt après encore une fois : « Expeditionem cum duodecim vasallis et cum tantis scutis exerceant. » (*Ibid.*, 821.)

Dans le dernier cas, il s'agit d'une grande donation d'environ 20 cantons à un couvent (*Cod. diplomat.*, t. I, pag. 272). Dans une couple d'autres petites donations, la propriété territoriale ecclésiastique est réellement et complètement exemptée de toute charge publique. Ce fut là l'origine des « tennre of frank-almoign » que nous rencontrerons dans la suite. (*Voy. Cod. diplomat.*, pag. 56, 168, 612.) Il était d'autant plus naturel de maintenir le devoir du service militaire, dans les grandes donations aux églises et aux couvents, que le clerc n'était pas personnellement appelé au service militaire durant l'époque saxonne. Sans cette réserve, la charge militaire, comme le contingent des centuries était le même, serait tombée sur les voisins. C'est d'une manière semblable qu'il faut comprendre, vers la fin de l'époque dont il s'agit, les privilèges des villes dont le devoir de service militaire est fixé dans la mesure de 5, 10, 15, 20 hydae et pour lesquelles nous voyons déjà se produire l'acquittement à prix d'argent ; c'est ainsi que Chester payait pour 50 hydae et Shrewsburg pour 100 hydae (Lapenberg, t. I, pag. 613). Si l'on fait abstraction de ce cas, chez les Anglo-Saxons, il n'y a qu'un devoir de service personnel, qui, par la répartition du contingent entre les centuries, peut s'étendre sur un ensemble de compagnies, mais reste, d'après le droit, le devoir personnel de l'homme. La création de l'amende militaire par Aethelred concorde avec cecl. (V. chap. XXI. « Et si quelqu'un sans permission abandonne l'armée en campagne lorsque le roi s'y trouve en personne, qu'il perde la liberté et ses propriétés foncières ; que celui qui sans cela abandonne l'armée paie 120 schellings. LL. Cnut., t. I, c. 62 : si quelqu'un néglige le travail des fortifications ou des routes, ou l'appel aux armes, que, d'après le droit anglais, il en soit puni par une amende de 120 schellings au profit du roi, et, d'après le droit danois, selon la coutume ancienne. » Le principe rigoureux qui divise le service militaire, d'après une sorte de répartition en centuries selon la propriété territoriale et mobilière, ou bien donne à l'État (comme dans la Constitution carolin-

définitif, et par une suite nécessaire de cet état de choses, il se produisit en fait des restrictions. Les petits établissements, la *hida*, qui ne suffisait à l'entretien que d'une famille seulement, ne put pas régulièrement accomplir son devoir. De bonne heure, les centuries ne purent fournir que des contingents inférieurs au chiffre normal de cent hommes. On dut, pour des

gienne) un droit immédiat à un homme bien armé pour chaque 5 hydae de terre, était ignoré durant toute l'époque anglo-saxonne. Cette organisation explique aussi les conséquences fâcheuses qui plus tard accompagnent une levée nationale sérieuse, par exemple dans la fameuse année 999, alors que la répartition du contingent peut devenir un sujet de contestations dans chaque district et sous-district.

4° Plusieurs passages des *Chroniques anglo-saxones* font allusion au fait normal de la restriction du service militaire dans le chef des grands propriétaires d'au moins 5 hydae. Ils ont rapport aux réformes militaires opérées sous Alfred. Puis l'analogie de l'état du continent et de l'organisation de la milice locale anglaise, dans laquelle l'armement complet n'est exigé non plus que du grand propriétaire seulement; non pas, il est vrai, comme un devoir de la propriété (de la tenure), mais comme une charge communale toute personnelle. Heywood on Ranks, pag. 187-188, admet également cette restriction du service actif proprement dit, à la propriété de 5 hydae. Le relevé cadastral, fait par Ingulph, de toute la propriété foncière du royaume, peut aussi avoir eu rapport à ce point. « Talem rotulum ediderat quondam Rex Alfredus, in quo totam terram Angliæ in comitatus, centurias et decurias descripsit (Ingulphus, pag. 908). Il n'y a, quelque peu de crédit que mérite Ingulph, aucun motif sérieux de tenir ce fait comme apocryphe. Après la conquête, cette institution reparait dans différents témoignages. Dans le Berkshire, par exemple, t. I, pag. 366 : « Si rex mittebat alicubi exercitum de V bidis tantum unus miles ibat, et ad ejus victum vel stipendium de unaquaque hida dabatur ei IV solidi ad II menses. Nos vero denarios regi non mittebant, sed militibus dabant. » C'est précisément parce que la nouvelle maxime n'était un principe que pour la fixation des contingents seulement, qu'elle ne devint pas un élément constant de la nature de la propriété foncière, qu'elle fut diversement modifiée dans l'application, et ne fut dès lors une coutume persistante que dans quelques comtés. Le *Domesdaybook* renferme lui aussi encore des traces visibles de la position des suites des grands seigneurs. Ainsi on dit dans le *Worcester* (pag. 172) : « Quando Rex in hostem pergit, si quis edictum ejus vocatus remanserit, si ita liber homo est, ut habeat socam suam et sacam, et cum terra sua possit ire quo voluerit, de omni terra sua est in misericordia Regis. Coniungumque vero alterius Domini liber homo si de hoste remanserit, et Dominus ejus pro eo alium hominem duxerit 40 sol., domino suo qui vocatus fuit emendabit. Quod si ex toto nullus pro eo abierit, ipse quidem domino suo 40 sol. dabit,

raisons économiques, tenir compte de l'étendue de la possession et admettre le propriétaire terrien à se faire remplacer par ses fils ou ses serviteurs. Une modification générale de l'armement vint se joindre à cette première cause. Moins on perfectionnait les armes offensives et à longue portée, plus on renforçait l'armement défensif. La difficulté du travail des métaux fit

dominus autem ejus totidem sol. Regi emendabit. » L'extension d'obligations pour le heriot, à la fin de l'époque saxonne, jusqu'aux propriétaires libres d'ailleurs, paraît également se référer à l'attribution du droit des thanes à tout propriétaire de 5 hydae. Ce ne sont là que des germes qui se réunissent seulement plus tard, dans le droit féodal normand, pour former des rapports juridiques territoriaux. Les *Rectitudines personarum* elles-mêmes, ne font encore aucune allusion à un service spécial des thanes, mais indiquent leurs obligations en des termes qui peuvent s'appliquer à tout propriétaire libre :

« Taini lex est, nt slt dignus rectitudine testamenti sui, et ut ita faciat pro terra sua, scilicet, expeditionem, burhbotam, et brigbotam.

« Et de mnlis terris majus landirectum exurgit ad bannum regis, sicut est deorhege ad mansionem regiam, et sceorpum in hostiam, et custodiam maris, et capitis et pacis, et elrnesfeoh, id est, pecunia elemosine, et eircisceatum est allo res multimode. »

5° La concession du Folkland elle-même ne fut pas utilisée par les rois, pour établir une mesure déterminée pour le service militaire comme charge réelle de la propriété. L'époque anglo-saxonne ne nous montre, ni une organisation féodale développée, ni un seigneuriat. Le Folkland est donné, partie communale, partie à titre précaire, avec différentes charges, et sous la réserve générale du service militaire et de garde, ainsi que sous l'imposition d'un nombre déterminé de soldats, comme charge réelle. La concession a eu lieu, en majeure partie, à de grands thanes en récompense de services rendus, et dans l'attente de services à rendre. Elle est l'expression de la faveur, mais n'est pas la base de prestations militaires fixes. C'est là certainement le signe le plus caractéristique de l'insouciance avec laquelle se traitait l'organisation militaire anglo-saxonne. Il est aisé d'en conclure combien peu, au temps de la libre possession d'ailleurs, on songeait à fixer le contingent d'après l'étendue de la propriété. La royauté ne recueillit donc, même de la concession du Folkland, que des droits à une reconnaissance personnelle, et pas un droit juridique à une prestation militaire durable et uniforme. Lorsque la réserve du Folkland fut entièrement épuisée, et que les rois, à la fin, n'eurent plus rien à donner, ce lien entre les grands et eux cessa aussi d'exister.

6° Pour ce qui regarde la désuétude de l'antique levée nationale, il faut se rappeler de nouveau l'analogie avec le continent. Les *wacta* et *warda* de la généralité des hommes libres, y représentent le service de la police, les

de ces objets l'occasion de grandes dépenses. Sur le continent au septième siècle, on évaluait une armure complète au prix de 33 sols (solidi) c'est à dire à la valeur d'autant de bœufs, et en Angleterre, par comparaison avec le prix du sol, à un arpent de terre. Il est vrai qu'en Angleterre les circonstances locales faisant du service à pied la règle, l'armement demeura plus

corvées pour les routes et les ponts. Si dans les pins extrêmes dangers de la nation on usait encore de cette levée, les hommes composant les classes rurales armées « *ex tempore* » s'adjoignaient, comme un second ban passablement inutile, aux thanes plus aguerris et à leurs suites. Il en résultait un tout sans consistance et sans homogénéité, qui était incapable d'affronter ainsi les Danois et les Normands. La faiblesse et l'incapacité militaire de cette levée, étaient, pour l'époque, une suite certaine de la décadence de l'organisation, plutôt qu'une dégénérescence générale des Anglo-Saxons. Le défaut, toujours plus visible, d'unité de l'esprit public est la suite de la perte de plus en plus grande de l'habitude d'un service militaire égal pour tous.

Cette organisation de l'ensemble, contraignait les rois anglo-saxons à reconrir, pour les époques de guerres ordinaires, au bon vouloir des grands et de leurs suites. Ils étaient aussi forcés de tenter de se former des corps permanents de troupes à leur solde, et commencèrent à prendre cette voie dès Athelstan, qui se forma une garde domestique composée de Danois; celle-ci, sous Canut, devint forte de plusieurs milliers d'hommes de troupes permanentes, ayant une discipline réglée, un costume et, même pour les affaires d'honneur, un règlement particulier. Les finances cependant n'étaient pas, dans l'âge saxon, organisées de manière à suffire à ces frais; bien plus, on ne songea pas même à en réunir les moyens. Alfred lui-même ne dépensait qu'un sixième de ses revenus royaux pour le service militaire! Ajoutez-y la haine populaire contre les troupes permanentes, composées en majeure partie de Danois; la contradiction où elles étaient avec les mœurs et la vie économique de la nation. Les citadelles et les villes fortifiées de l'Angleterre semblent être demeurées dans un égal état d'abandon.

Il se trouve donc que cette importante partie de la constitution germanique du moyen âge est précisément, chez les Anglo-Saxons, la moins fortement organisée. La conscience de ces grands besoins explique la rigueur de la réaction dans l'organisation féodale qui suivit la conquête. Pour la question, importante au point de vue politique, de savoir jusqu'à quel point cette féodalité postérieure a de profondes racines dans l'époque anglo-saxonne, les mémoires anglais et les études incomplètes que nous possédons, ne peuvent présenter aucun renseignement utile, car ils dégèrent ici en hypothèses sans consistance et en parallèles tout superficiels avec l'état des choses sur le continent. (Paigraue t. II, pag. ccclxviii-lxxv) est passablement dépourvu de préjugés à cet égard.)

léger. Mais ajoutez à ces causes, l'impossibilité pour un homme de subsister longtemps aux dépens d'une propriété dont l'étendue n'avait été calculée que pour l'entretien d'une seule famille, et vous comprendrez que le devoir du service militaire ne pouvait être fourni dans une égale mesure par tous les propriétaires libres. La répartition égale n'était plus possible quant aux personnes, mais seulement quant aux *communautés*. La centurie est à ce moment *la marque d'un égal contingent, partie d'un tout plus grand*. Les anciennes divisions territoriales avaient aussi, comme dans le Kent, formé un si grand nombre de petites centuries, et, d'autre part, dans les terres occupées plus tard, il s'était, au contraire, établi un si petit nombre de grandes centuries, que le contingent des petits royaumes et des comtés postérieurs doit avoir été inégal. De là une nécessité de plus en plus marquée de *tenir compte*, dans l'intérieur même des centuries, de *l'étendue de la possession*. Dans les comtés du centre et du nord, où domine dès l'origine la grande propriété, ces vastes exploitations agricoles purent, sans le moindre doute, fournir un homme complètement armé, alors que les petits propriétaires, considérés seulement comme réserve, n'étaient chargés que de services plus légers. Là où dominait la petite culture, on se contentait d'un armement inférieur, ou bien on laissait à la communauté le soin d'armer complètement un homme au moyen de contributions égales; ou bien encore on lui permettait de fournir le contingent par le service personnel et à tour de rôle. Par analogie avec ce que l'on trouve à l'époque postérieure, on peut supposer que la possession d'une terre de 5 *hidæ* ou 5 fois 30 arpents, était en général la mesure de propriété imposée du *service militaire complet à ses propres frais*. L'époque anglo-saxonne n'a jamais cependant connu de règle juridique fixe en cette matière. Le silence des lois et des titres de propriété permet de croire que tout en maintenant l'égalité des contingents, on en abandonna la répartition individuelle aux centuries. La conséquence dut être pour l'armée une organisation très inégale et très défectueuse par suite de laquelle le petit propriétaire se désaccoutuma bien vite du service personnel.

A l'époque dite de l'heptarchie, les chefs dans leurs nombreuses querelles eurent déjà recours à d'autres forces. La guerre offensive supposait traditionnellement une délibération commune, pour laquelle les petits royaumes et les petites confédérations de territoires de l'époque formaient, en quelque sorte, chacun leur armée particulière. Les guerres longues et nombreuses de cet âge étaient aussi peu favorables à de semblables levées en masse, que le petit propriétaire était peu porté pour elles. Les chefs, d'après les mœurs anciennes, formaient donc, des hommes libres de leur suite et de leur cour, *une troupe armée sous leur commandement personnel*. Sans compter les cadets de grande famille, les grands propriétaires du plus haut rang furent toujours de plus en plus poussés à entrer dans ce service auprès du roi. Les emplois de la cour ont tous à l'origine un caractère militaire. L'espérance du pillage, des honneurs, des faveurs et des récompenses conduisait également, au début de la guerre, d'autres hommes libres, à s'attacher à la suite royale, sans avoir l'intention de s'obliger à un service permanent. Outre le pillage, les rois récompensaient des services de ce genre, par des concessions de Folkland. De telle sorte qu'il se forma pour ces petits rois des troupes de gens aguerries, soumis à leur commandement personnel, et que la levée en masse de la nation devint plutôt le recours des cas de danger véritablement national. L'antique dénomination de *gesith* comprend encore pendant longtemps, il est vrai, l'ensemble de ceux qui doivent au roi le service personnel. La séparation d'une classe supérieure de fonctionnaires du service de la cour et de l'armée, d'avec les rangs d'une domesticité inférieure, dut nécessairement et naturellement s'accroître avec chaque génération. Elle se manifeste successivement par des dénominations spéciales, celle des *thanes*, *comites* (thaini regis), etc. L'importance de cette classe croit avec celle de la royauté. Dans la suite, les hauts fonctionnaires du royaume en firent naturellement partie. Pour des motifs analogues, la plupart des grands propriétaires fonciers se formèrent un état de maison militaire, composé de cadets, de manants aguerris et, avec les progrès de

leur rang honorifique, même de propriétaires libres. La notion du service, comme carrière honorable, s'étendit à cette sphère, et comme classe supérieure, elle se distingua de la domesticité inférieure (*geneat*) qui comprenait même des esclaves.

Les rangs de l'antique armée nationale, alors en décadence, embrassaient donc à cette époque : des compagnies plus aguerries, armées et en majeure partie entretenues par la maison royale et par ceux des grands propriétaires fonciers qui avaient aussi les ressources nécessaires à leur entretien durant une campagne. Ces troupes sont liées à leur maître par un serment personnel, jusque-là sans rapport aucun avec la possession d'une concession féodale, mais prêté seulement « *sous la condition d'être entretenu* selon que je veux le mériter, et accomplir tout ce qui a été convenu entre nous, lorsque je me soumis à lui et choisis son commandement. » Ce n'est donc qu'un germe précurseur du lien féodal qui naîtra plus tard. L'homme en service peut être propriétaire foncier et libre, possesseur de *laenland* ou de *folkland*, à des conditions très diverses. Il peut aussi ne pas avoir de terre et être porté pour son entretien dans la maison du maître. C'est un état analogue à celui que nous trouvons en France avant les carolingiens. La subordination personnelle n'a pas encore de lien juridique avec une concession de possession. En présence de ces petites bandes permanentes, la levée en masse de la nation dans les centuries devient toujours et plus difficile et plus inutile. C'est en conformité avec ces idées, qu'il faut comprendre le service militaire dans ses différents degrés tel que, toujours accessoirement cependant, ils résultent des lois anglo-saxonnes; notamment au ch. LI ; « Lorsqu'un homme, obligé au service (*gesithcundman*), qui possède la terre, s'abstient de marcher, qu'il paie 120 sch. et perde sa terre (1) ; celui qui n'a pas de terre payera 60 sch., un *ceorl* payera 30 sch., comme amende pour n'avoir pas obéi à l'appel. » Le service des petits propriétaires

(1) Littéralement : et que sa terre tombe en forfaiture.

(N. T.).

libres, ceorls, paraît, en temps ordinaire, avoir consisté plutôt en patrouilles, corvées aux fortifications et aux routes, prestations si intimement unies au service militaire (trinoda necessitas), que leur application dépend des circonstances.

Cette force militaire pouvait encore sembler suffisante depuis que, sous Egbert, il s'était formé une confédération des petits royaumes. Les guerres privées cessent, la position insulaire du pays et l'élevé du bétail engendrent des inclinations pacifiques, mais aussi l'insouciance pour la défense du pays. Les thanes royaux s'accoutument aisément à la pacifique vie de cour. Si dès cette époque les éléments les plus belliqueux goûtent les arts, la paix et le service de l'Église, combien plus impatiemment la petite propriété rurale ne devait-elle pas supporter le service militaire, en présence de l'arbitraire complet auquel elle était soumise. D'ailleurs la classe des petits propriétaires libres diminuait et tombait, par suite de différentes causes, sous la dépendance de plus riches voisins.

Ces circonstances expliquent les envahissements danois qui suivirent la courte prospérité du royaume confédéré. *Depuis le règne d'Alfred, les grandes nécessités du pays ont amené une levée en armes modifiée, qui paraît reposer non sur des lois, mais sur des ordonnances personnelles.* Il semble que le roi ait poussé les grands propriétaires fonciers à lui prêter le serment de service personnel des thanes. La qualité de thane dès lors se trouve attachée à la possession de 5 hydae. De cette manière on eut une nouvelle mesure pour le service militaire de la grande propriété, et la levée put se faire sans devoir juridiquement recourir à une délibération nationale. Ce fut, sans aucun doute, la cause d'une nouvelle division des centuries, c'est à dire d'une nouvelle répartition des contingents, présentée par les chroniqueurs comme une création nouvelle. Les thanes se montrent désormais à nous, comme formant l'armée régulière. Ce nom embrasse : 1° Tous ceux qui sont obligés au service personnel de la cour, qu'ils soient propriétaires de folkland ou entretenus par le roi, sans tenir compte de la propriété; 2° tous les grands propriétaires libres d'un bien d'au

moins 150 arpents (5 hydae). Ici se rangent à nouveau tous les grands propriétaires, accompagnés de contingents nombreux et quelques grands seigneurs avec leurs bandes aguerries. On voit que le contingent de chaque centurie se formait d'après cette proportion, de devoir fournir un homme pour chaque 5 hydae. La base était la même pour la fourniture de vaisseaux, les corvées pour les fortifications et les routes. Le devoir militaire n'est cependant pas encore devenu une charge réelle, mais est demeuré une charge communale proportionnée à la propriété. Rien n'est donc directement changé dans l'ancien droit. L'ensemble des petits propriétaires reste obligé au service d'une seconde levée arbitraire, et l'homme libre reste capable de porter les armes. Le plus grand nombre des bandes armées se compose en majorité des gens sans avoir, et de leurs enfants, armés par les grands propriétaires. Deux générations après le règne d'Alfred, les inclinations pacifiques ont repris le dessus. Le royaume est encore une fois impuissant vis-à-vis des envahisseurs danois. De valeureux aventuriers, sortis des rangs de ces hommes du nord, prennent bien vite la place des thanes royaux. La propriété foncière abandonne volontiers le service militaire réel aux nouvelles compagnies formées grâce aux emplois et à la possession du folkland. Les troupes, fortement armées et aguerries, se composent le plus souvent alors de gens sans avoir, sous la conduite de thanes danois. Canut s'est déjà formé une garde permanente de 3,000 hommes (huscarls) corps militaire sans lien aucun avec la propriété du sol, ayant ses règlements spéciaux. Cette institution néanmoins, en contradiction flagrante avec l'état de la propriété, des finances et de la société de cet âge, ne put pas durer et tomba bientôt. L'absence d'un besoin palpable empêcha toute réforme persistante de l'organisation militaire, et toute répartition réglée d'après la propriété. C'est ce qui arrêta aussi le fractionnement et l'instruction régulière des corps armés, ce fut en fin de compte, la cause de la ruine du royaume anglo-saxon. La bataille de Hastings présente à nos regards les Saxons du plus haut rang, manquant à leurs devoirs militaires au moment du

plus grand danger national; un roi, d'origine danoise, livrant le dernier combat avec des troupes mercenaires et des fantasins pesamment armés.

II

LA JUSTICE

L'organisation judiciaire des Anglo-Saxons est au fond la même que celle des Germains, telle que Tacite l'indiquait déjà. Longtemps elle garda des traces d'un degré antérieur de la constitution des parentés, traces qui se changent peu à peu en des institutions communales positives. Les parties litigantes se présentent devant le juge accompagnées de nombreux cojureurs, pris dans le nombre de leurs cocommunistes. La commune, distribuant la justice, paraît encore tout aussi nombreuse. Les textes de lois bien entendus (1), ne donnent pas à eux

(1) Les renseignements et les ordonnances législatives sur l'organisation judiciaire sont nombreux, mais offrent peu de suite. Comme de coutume, ce qui nous importerait le plus est sous-entendu. On ne peut présenter une image complète de l'organisation de la justice qu'en recourant à ce qui existe chez d'autres peuples germaniques, organisations si conformes au même type. Philips (*Histoire du droit anglo-saxon*, pag. 166-210) donne un aperçu sur ce sujet, et Lappenberg (dans son *Histoire*, tom. I, pag. 581-592, 601, etc., *Palgrave, Commonwealth*, II) renferme de nombreux documents, dont il faut néanmoins user avec prudence.

1° Le tribunal du comté (*shir gemote*) est originairement identique avec les assemblées nationales des petits royaumes.

Leur subordination sous le Royaume-Uni (l'heptarchie) et la division des plus grands royaumes en « shires » (d'une étendue moyenne, qui ne fut pas trop grande pour l'administration de la justice), nous montrent, dans le tribunal du comté, l'assemblée normale postérieure du cercle ou de la province, qui est encore toujours désignée de préférence sous le nom d'assemblée nationale « *folk gemote* » (44, Aelf. c. 22, 38). Elle nous paraît l'assemblée judiciaire supérieure (Edg., III, 5, cn., II, 18, 19, puis 44 Henr. I, 7, § 2 et 4) et doit être tenue annuellement deux fois en présence de l'ealderman et de l'évêque. Simon de Durham donne l'indication nominative de ces comtés dans l'*Histoire de saint Cuthbert* : « *Anglia habet triginta duo sciras extra Cumber-land et Cornwalas. In Cornwalas sunt septem parvae Scirae. — Sunt hae*

seuls, on le conçoit aisément, un tableau satisfaisant de l'ensemble des institutions. Dans la *constitution anglo-saxonne arrivée à sa formule définitive*, on rencontre deux degrés d'instances :

1° *Le tribunal des centuries (hundred gemote)*, dont les réunions mensuelles jugeaient, pour la sphère plus étroite d'une commune entière (vicinetum), les procès civils ordinaires, les moindres cas délictueux, et formaient le principal lieu où se concluaient les contrats solennels et se faisaient les dispositions de dernière volonté.

triginta duo Scirae divisae per tres leges: West sexenalaga, Danelaga, Merchenalaga. West sexenalaga habet novem Scyras : Suthsexia, Suthwai, Kent, Berocscire, Wiltescire, Sudhamtescire, Somersetescire, Dorsetescire, Devnascire. — Danelaga habet quindecim Sciras : Eborascira, Snotheringhamskira, Deorbiscira, Leorcesterskira, Lincolnescira, Norhamtunscira, Huntedunescira, Grantebrigeskira, Northfolc, Sudfolc, East Saxe, Bedesfordscira, Hertfordscira, Midlesexa, Bukingehamskira. — Merchenalaga habet octo Sciras : Herefordscira, Gloucestreskira, Wircestreskira, Scrobbskira, Cestreskira, Steadfordscira, Warewicscira, Oxenefordscira. » (Palgrave, t. I, pag. 48.) — L'introduction au recensement de 1851 donne de très utiles indications relativement à la formation historique des comtés; voy. sur l'âge des noms des comtés, Kemble, t. I, chap. VIII.

Soit que l'ealderman prit part ou non aux sessions des tribunaux des comtés, le *shirgerefa* était en tout cas *préséposé légalement dès les premiers temps à la conduite des affaires courantes*. (Voy. Whittr., 22; In., 73; Alf., 22, 34; Edw., I, pr. 2). — Dans les affaires particulières, on ne nomme que le *shirgerefa*, par exemple dans l'exécution des jugements (Athels. I, 4, pr. § 1; Cn. II, 33), le recouvrement des amendes et des biens tombés en forfaiture. Devant le gerefa on conclut des marchés (Athels. II. 10; Edw. III. 5). Il surveille la monnaie (Cn. II. 8), veille à la rentrée régulière des dons faits à l'Eglise. (Athelst. I. pr. et § 4; Edg. I. 3; Athelst. VIII. 8: Cn. I. 8.) Voy. l'ensemble des recherches de Schmidt, *Glossaire*, pag. 795. Si à côté du *shirgerefa* on trouve mentionné un *shireman* (In. cap. VIII), on peut en tout cas concevoir l'existence d'un président *du* pour le comté, qui cependant fut évincé, dans les affaires juridiques, par le gerefa nommé par le roi. De semblables employés élus originellement de l'ancienne constitution peuvent encore subsister pour la milice, et les affaires de police s'y rattachant, ainsi qu'il pouvait également en être à l'égard du centenier (hundredman). Dans les nombreuses mentions du gerefa, il faut se rappeler la signification multiple de ce mot, qui désignait aussi les simples coadministrateurs des biens royaux et les prévôts des grands propriétaires fonciers. (Voy. sur la composition des tribunaux des comtés et la présence exclusive des thanes comme

2° *Le tribunal du comté (shir gemote)*, dont les réunions étaient bis-annuelles. Il exerçait l'autorité répressive proprement dite, jugeait les difficultés survenues entre les habitants des différentes centuries; évoquait en cas de besoin les débats entre de trop puissantes parties; il formait enfin une assemblée générale, officielle et périodique pour toutes les affaires officielles du comté.

La participation régulière à de pareils tribunaux supposait, vu les nombreux cojurateurs, des moyens d'existence indépendante qui, dans un système de propriété privée très développée,

membres actifs, Biener, *Engl.-Geschw.* Ger. III. 151. Phillips, *Hist. du dr. angl.* s. note 470, 471, 486 et le st. 44. Henr. I. § 29.

2° Il y a, sous bien des rapports, beaucoup d'obscurité relativement à l'état le plus ancien des tribunaux des centuries. Dans les lois sous le roi Edgard (939-75), le « hundred », la centurie, paraît une circonscription. Depuis cette époque, la mention de la « hundred court » est assez fréquente, ainsi que la tournée régulière des quatre semaines. (Edw., II, 8; Edg., I, 1; Cn., II, 17; Henr., 7, § 4, 51, § 2; Edw. Conf., 32, § 12). Les renseignements qui attribuent au roi Alfred l'introduction d'un grand nombre d'employés de comtés, ainsi que de circonscriptions de comtés remontent plus haut. Malmesbury (*de Gest. Anglor.*, lib. II, 4) lui attribue également l'introduction directe des centuries, hundreds: « centurias, quas hundred dicunt, — ut omnis Anglus, legaliter duntaxat vivens, haberet et centuriam et decimam. » Ingulph (dans son *Historia Croyland*, I, 41), s'exprime encore plus clairement, et plus directement: « Totius Angliæ pagos et provincias in comitatus primus omnium commutavit; comitatus in centurias, i. e. hundredas, et in decimas, i. e. tithingas divisit, ut omnis indigena legalis in aliqua centuria et decima existeret, et si quis suspectus de aliquo latrocinio per suam centuriam vel decuriam vel condemnatus vel invadatus poenam demeritam vel incurreret vel vitaret, etc. » Le silence de Beda, de la Chronique saxonne et des anciens diplômes sur les centuries, est cependant frappant, alors qu'ils citent si souvent les comtés, leur étendue et les localités isolées. Mais j'en déduis seulement que la « hundred » exista d'abord comme circonscription inférieure pour la levée militaire (comme partout), et tomba bientôt avec celle-ci, offrant dès lors pour la vie publique peu d'intérêt. En résumé la solution la plus vraisemblable est que, lorsque sous Alfred, on réorganisa la levée militaire et le « hundred » dans ce but, il devint aussi un centre d'activité comme circonscription juridique, pour laquelle le sбиргерефа devait dès lors tenir des séances périodiques. A côté de lui pouvait encore exister un « hundreds caidor » particulier, lorsqu'il y en avait déjà un par suite de l'ancienne organisation (Edg. I, 2, 4, 5, IV, 8-10), mais il ne s'occupait plus que de questions militaires et de police.

ne sont qu'accidentellement le partage du petit propriétaire d'une seule cense. Cette assiduité était cependant la condition indispensable de toute science juridique : celui qui ne pouvait se rendre à l'assemblée que çà et là ne saurait prétendre posséder l'esprit et l'usage de la loi. Ce fut la cause d'une prompte prépondérance de la grande propriété. Le tribunal du comté, dès les premières traces avérées de son existence, se compose de l'assemblée des grands cultivateurs (*thanes*), entourés d'une assistance composée des gens du voisinage et des petits propriétaires venus à la réunion (*thinge*) pour une affaire spéciale. La participation régulière à des sessions fréquemment répétées, dont le siège était éloigné de plusieurs milles, était chose évidemment impossible à ces derniers. C'est pour ce motif précisément que cette partie de l'assemblée n'exerçait aucune action marquée sur la décision. Elle témoignait néanmoins de son approbation ou de son improbation à l'égard d'une maxime juridique, et voyait, en cas de doute, son opposition prise en considération. L'assemblée du comté qui rendait réellement la justice, n'était composée, d'après les témoignages anciens, que de grands propriétaires, que leur capacité rendait régulièrement les membres du tribunal experts en jurisprudence, et qui reçurent le nom de *witan*.

Cette composition du tribunal du comté nécessita la *nomination* du président *par le roi*. Dès la constitution de la royauté, le roi fut le juge héréditaire de la nation. La permanence et l'hérédité de cette dignité étaient merveilleusement bien calculées pour servir de contre-poids à la prépondérance croissante de la grande propriété, qui, par suite de son droit de propriété, aurait acquis sans cela les dignités judiciaires. Les plaintes souvent renouvelées contre la partialité et la violence des juges (*judices*) reposaient indubitablement sur des motifs sociaux. Dans les plus grands royaumes, et après la formation de l'heptarchie, le roi nomme, cela se comprend sans peine, ses gouverneurs, *ealdermen*, *subreguli*, *comites*, *duces*, fonctionnaires suprêmes, tant pour l'organisation juridique que pour l'organisation militaire. Il est impossible d'établir que ces

fouctionnaires suprêmes fussent autrefois issus de l'élection populaire ; c'est d'ailleurs là un fait tout à la fois invraisemblable à cause de l'inégalité de la propriété dès les temps les plus anciens, et incompréhensible à cause du mode de formation et d'union postérieure de ces petits royaumes. Aussi le roi peut-il déposer les fonctionnaires. (In. 36, *Cod. dipl.*, 1078.) Au début, les ealdermen comptent dans leurs rangs de nombreux chefs médiatisés, de proches parents du roi (athelingi), et en tous cas de grands propriétaires fonciers ; durant l'époque danoise, enfin, les puissants chefs aguerris des grandes bandes. L'époque et son organisation sociale nécessitaient chez le président du tribunal et le chef de l'armée un grand état de maison et de propriété. Le fonctionnaire nommé par le roi restait bien en droit révocable, ce qui ne modifiait pas la nécessité réelle de nommer l'ealderman parmi un très petit nombre des familles les plus riches, et dans plusieurs districts, le fils aîné, assez généralement, à la place de son père.

La sphère d'action et les affaires du ressort d'un pareil gouverneur étaient si considérables, qu'un nombreux personnel de *prévôts* (*gerefas*) leur était nécessaire pour gérer le détail. On ne saurait indiquer, d'après aucune source, jusqu'à quel point, non plus que depuis quelle époque, les anciennes centuries de l'armée exerçaient les fonctions de tribunaux de première instance ; bien qu'en raisonnant d'après l'analogie avec d'autres races, il paraisse cependant vraisemblable qu'elles eurent ce pouvoir, et avaient aussi alors des présidents électifs.

Depuis le règne d'Alfred, des prévôts royaux sont toujours subordonnés aux ealdermen, leur mission juridique était de pourvoir aux affaires courantes. Le shirgerefa, prévôt du comté (*Cod. dipl.*, n° 755), est l'assistant de l'ealderman. Presque aussitôt on le voit présider seul le tribunal, soigner la rédaction des jugements, l'encaissement des amendes, la saisie des biens tombés en forfaiture, et veiller au maintien de la paix publique. Les localités plus peuplées, qui possédaient déjà

alors les germes d'une constitution urbaine, ont des *wicgerefas* et des *portgerefas* spéciaux.

Lorsque, depuis le règne d'Alfred, le tribunal tient des séances mensuelles régulières dans chaque centurie, sous la présidence du *shirgerefa*, c'est là, paraîtrait-il, *une innovation*, ou en tout cas une régularisation de l'état des choses qui, dans la tradition, valut à ce roi, l'honneur de passer pour le créateur des centuries et des tribunaux avec jury. De là un devoir juridique plus rigoureux, qui contraignit les petits propriétaires à faire régulièrement acte de présence comme il était encore possible dans la sphère plus étroite du voisinage, *vicinetum*. Ce fut la sauvegarde de la liberté commune. Mais la division locale de la propriété et l'usage, il faut l'avouer, rendirent cette participation plus ou moins active ou passive; car, dans ce cercle plus étroit lui-même, on rencontre souvent pour âme du tribunal des *witan* et des *thane*. Les rapports de propriété à cette époque, aussi bien qu'aux âges postérieurs, ont immédiatement donné à l'organisation judiciaire sa forme. On en a conclu que le tribunal des centuries est issu d'un besoin analogue à celui qui créa, durant l'époque normande, la tournée du vicomte (*turnus vicecomitis*). Ce tribunal devrait, dans cet ordre d'idées, être regardé comme une émanation de celui du comté. Afin d'abrégier aux parties la longueur de la route, de dominer la masse croissante des *moindres* affaires juridiques et d'y attirer enfin les petits propriétaires libres, sans les trop surcharger, on délégua les affaires de la plus mince importance à un tribunal local siégeant mensuellement. Telle serait aussi la cause de l'incertitude sur les limites de la compétence, et sur la position parfois supplétoire du tribunal du comté relativement au tribunal des centuries (*hundred court*), ainsi que de l'attribution de la présidence dans les uns et les autres aux *shirgerefa*.

La propriété nous apparaît plus influente encore dans la *procédure criminelle* que dans la justice civile. Les simples délits ou infractions juridiques seulement se punissaient, dès les temps les plus anciens, par le paiement d'une amende; tandis

que les délits contre la paix publique justifient le recours à la guerre et à la vengeance du sang.

De même que le résultat de la guerre dépend de la force des adhérents, et, par suite, médiatement de la grandeur de la propriété, les délits contre le droit punis par l'amende supposent aussi cette propriété, ainsi que les cojurateurs, lorsqu'on en arrivait à la discussion publique de l'infraction. Les Anglo-Saxons n'ayant plus de *gentes* exclusives, les cojurateurs sont pris parmi les parents et les voisins, la participation de ceux-ci est *volontaire*, trop légère pour celui qui possède, trop lourde pour celui qui n'a rien. C'est ici qu'intervient de bonne heure la royauté en protégeant activement le faible contre le fort. De nombreuses ordonnances essaient de restreindre les guerres. Une partie des cojurateurs est nommée et citée par le prévôt royal, de sorte que l'inégalité des rapports de puissance se trouve un peu compensée. Les atteintes portées à la paix publique sont, dès les temps les plus reculés, punies par un système développé de peines corporelles et même par la peine capitale. Les atteintes portées au droit se formulèrent en un système très étendu d'amendes, protégeant le corps, l'honneur, la famille et la propriété.

A côté de ces institutions, il fallut en créer d'autres pour s'assurer, d'une part, de la personne de l'accusé, de l'autre, du paiement de l'amende. La crainte de celle-ci, considérée comme le moyen le plus efficace d'assurer la paix, était sans efficacité pour celui qui n'avait rien. Le tribunal répressif inaugure ainsi tout un système pour la *conservation de la paix* (toute une police de la sûreté publique), qui se présente, en Angleterre, beaucoup plus tôt qu'ailleurs tant à cause des inclinations pacifiques et de l'état du pays, qu'à cause des liens communaux qui se resserraient de plus en plus en face de l'inégalité des possessions. Les points principaux de la législation en cette matière établissent :

1° Que le *maître de maison*, le *chef de famille* est déclaré responsable pour ceux qui habitent sous son toit, et le *maître de la terre* pour tous ceux qui résident sur sa propriété, responsa-

bilité qui s'étendait jusqu'à l'emprisonnement au moins par rapport à leur comparution en justice. (In. c. 22, Athels, III, 7);

2° Que les centuries sont subdivisés en plus petites circonscriptions rurales, en *décuries*, qui servent à la fois à des buts militaires et à la conservation de la paix; elles ont, à cette dernière fin, leurs *dizainiers*, baillis ou prévôts rigoureusement subordonnés aux prévôts royaux;

3° Que *tout homme*, enfin, *qui ne possède pas de terre*, et n'appartient pas à la maison d'un propriétaire domicilié, est *obligé d'entrer dans une décurie*.

Le premier but de ces institutions de police n'était, il est vrai, que d'assurer la comparution personnelle, base immédiate de toute l'organisation judiciaire. Le grand propriétaire foncier offre cette garantie par sa propriété territoriale elle-même; celui qui est au service militaire ou civil d'un grand propriétaire la présente par suite de la responsabilité prononcée contre le maître. Tous les éléments flottants de la société sont, enfin eux aussi, par une contrainte indirecte (la privation de toute protection judiciaire), obligés de se rattacher à une union communale plus étroite, une décurie avec un prévôt responsable (*chief pledge, headborough*). S'ils ne le peuvent pas, ils doivent chercher un propriétaire foncier qui entreprenne librement et avec pouvoir de révocation réciproque de les cautionner en justice. Les lois d'Athelstan ne parlent d'abord que d'une caution de se bien conduire, des personnes dangereuses pour la paix publique. Les lois d'Edgar, au contraire, exigent une caution pour un chacun, c'est à dire soit l'aggrégation à une décurie, soit le choix d'un *thawe* comme protecteur et caution. Les lois de Canut II reproduisent la même disposition et en font une règle générale chap. xx :

« Et nous voulons que tout homme libre soit compris dans une centurie et une décurie; celui qui veut être autorisé à se purger ou à composition, si quelqu'un l'accuse, alors qu'il se trouve âgé de plus de douze ans, qu'il n'ait sinon ensuite aucun droit d'homme libre, qu'il jouisse d'une existence et d'une demeure indépendante ou qu'il soit à la suite d'un lord. Et que chacun

soit compris dans une centurie et soit sous caution, et que la caution le tienne et l'amène à toute justice. »

Les nombreuses discussions et interprétations sur la nature de ce que l'on a appelé *caution générale* (1) ont produit ce résultat positif, que la position de cautionné était nécessaire pour tout homme ne possédant pas de terre. Il la trouvait soit chez un thane, soit dans une association rurale qui, à cause de sa propriété terrienne située dans le voisinage, faisait partie d'une décurie (si pas d'un village fermé). Cette dernière ne pouvait pas être contrainte d'assumer la protection de l'homme sans avoir ; mais, si elle l'acceptait, elle devait prêter caution pour lui par son préposé, son chef (*præpositus*, *tithingman*). La responsabilité pécuniaire qui en découlait tombait en dernière analyse sur la commune, c'était une charge communale, qui, à l'époque

(1) Le système des cautions générales (*Gesammburgschaft*) fut d'abord regardé d'une manière bien exagérée comme la base de toute l'organisation politique anglo-saxonne, parce que l'on reportait à une époque plus ancienne des usages de l'époque normande. Tel est le cas de l'écrit de G. L. Maurer, *Die Freipflege*, 1848. — Il fallait réviser tous les renseignements sur la caution anglo-saxonne, telle que la donne, par exemple, Schmid, *Glossarium*, pag. 644 à 649. Marquardsen, par son travail de la *Détention et du Cautionnement chez les Anglo-Saxons*, 1851, a rendu un véritable service à l'étude critique. Il est d'accord dans ses résultats avec Conrad Maurer. *Revue critique*, t. I, pag. 88-96. Les anciennes lois parlent indubitablement seulement de cautions judiciaires, surtout de la « *cautio judicio sisti*. » C'est seulement la détention du seigneur pour assurer la présence en justice de ses commensaux et de ses serviteurs qui apparaît dans les *Leges Inæ*, 22, et plus généralement chez Athelstan, III, 7 : « *Omnis homo teneat homines suos in fidejussione sua contra omne furtum*, » maxime à laquelle se rattachent les nombreuses prescriptions ordonnant que personne n'admette un serviteur qui n'ait pas rempli d'abord auprès de son maître antérieur toutes ses obligations, et n'ait pas obtenu sa décharge ; et qu'un homme sans terre (Athelst., II, 8.) ne vagabonde pas sans se mettre en service. On ne trouve pas avant la loi de Cnut., II, 20 cit. de mention de l'obligation des petits propriétaires fonciers de faire partie d'une decurie déterminée. C'est à l'époque normande seulement que des lois rédigées sous le nom de Guillaume I^{er}, de Henri I^{er} et d'Édouard le Confesseur, parlent de « cautions libres » comme d'une caution réciproque existante, et d'une institution de police répandue partout. Il est cependant vrai que l'essence de l'institution est d'origine anglo-saxonne. Déjà dans la loi d'Edgard I, 2, 4, le « *theoding-man* » est cité comme subordonné à l'« *hundredes-man* », et la « *theoding* » l'est dans Athelst., VI, 4, 8, § 1^{er}, et

normande et avec peu d'exactitude au point de vue juridique, est indiquée comme une « caution réciproque. » On comprend aisément que la caution était facilement accordée par un thane, tandis qu'une communauté agricole ne se décidait que très difficilement à accepter une responsabilité. D'ailleurs le cautionnement par un plus puissant était accompagné d'avantages sociaux que ne donnait pas celui d'une communauté. Le système de la caution obligatoire poussa donc, d'une manière toute particulière, l'homme sans terre, dans la dépendance de la grande propriété. Elle put facilement se confondre avec les droits du propriétaire foncier vis-à-vis des gens domiciliés sur des terres qu'il leur concédait, ou sur sa domesticité et se changer en une autorité judiciaire. Plus ce système fut sérieusement développé, plus le *système du domicile obligatoire* devint

Cnut, II, 20. Comme sous-division militaire du « hundred », la décurie est tout à fait nécessaire, et certainement aussi ancienne que lui. Les institutions militaires en décadence, servant depuis Alfred à des buts politiques, on peut justifier la conclusion, que de même que la centurie était devenue la division fondamentale pour l'armée et la justice, la décurie aussi servait comme subdivision en toute matière. Elle ne peut, en présence des thanes et des gens qu'ils cautionnent, signifier qu'une union de cultivateurs, petits propriétaires fonciers. On peut d'autant moins songer à une division purement territoriale, que les villages fermés sont l'exception en Angleterre. Il est donc très probable que l'on s'en tint aux préposés « *præpositus* » de pareilles décuries, tant pour les affaires judiciaires que pour les affaires militaires, que le prévôt royal réclamait d'eux d'abord la présentation de l'associé accusé comme du thane celle de son protégé. En cas de défaut, il devait payer l'amende, qu'il récupérait, s'il y avait moyen, sur l'accusé, et éventuellement sur sa communauté. Il en résultait une responsabilité de la décurie, qui est désignée, à l'époque normande, incorrectement au point de vue juridique, comme « caution réciproque. » Je trouve aussi une allusion à ce rapport dans les *Leges Edw.*, cf. cap. xx, § 4 (texte Harl.) : « Quod si facere non poterit (quand le préposé ne peut pas se justifier), restauraret dampnum, quod ipse fecerat, de proprio forisfactoris quantum duraverit, et de suo; et erga justitiam emendaret, secundum quod legaliter judicatum fuerit eis, — et d'après le texte de Hoveden, chap. xix, § 4 : « Quid si facere non possot, ipse cum Frithborgo suo dampnum restauraret de proprio malefactoris quantum duraret. Quo deficiente, de suo et Frithborgi sui perferceret, et erga justitiam emendaret, secundum quod legaliter judicatum fuisset. » Ce rapport exprime si bien le système postérieur des cautionnements des décuries, centuriales et comtés, il est si bien approprié à la signification des

rigoureux ; il incorporait toute la population qui ne possédait pas de terre, soit à la propriété d'un thane et d'une commune de la dépendance, soit à une communauté rurale, *decenna*. Sans doute, l'homme libre pouvait changer de caution, c'est à dire changer de domicile. Mais alors il doit trouver un autre lieu qui le cautionne. La difficulté d'en trouver, aussi bien que la dépendance économique, *fixa de fait (de facto) la masse de la population libre, à son établissement temporaire, presque aussi constamment que les esclaves*. A la fin de l'époque anglo-saxonne, toute la population est divisée en communautés rurales libres et en communautés dépendantes bien plus nombreuses encore, qui se groupent alors en centuries et en grandes unions analogues.

Dans un rapport moins étroit avec ce système d'une police

termes des sources de l'époque normande, que cette solution de la difficulté paraîtra très acceptable (voy. Palgrave, I, 192-197). On obtint des grands propriétaires fonciers des institutions analogues : « Si tunc sit aliquis qui tot homines habeat, quod non sufficiat omnes custodire, *præpositum* talem præponat sibi singulis villis, qui credibilis et sit et qui concedat hominibus. Et si præpositus alicui eorum hominum concedere non audeat, inveniat XII plegios cognationis suæ, qui ei stent in fidejussione » (Atbelstan, *Conc. Fevresham*). C'est ainsi que s'organisa la responsabilité de ces prévôts assez semblable dans les communes libres et dans celles qui ne l'étaient pas. De même qu'on contraignit en France les paysans dispersés à se choisir un ancien « senior, » pour des motifs militaires, les petites gens sont ici, pour des motifs de police, forcés de se choisir un thane ou sinon une communauté rurale.

Sous le nom de « seignorial » et « collective frankpledges, » Anstey (*Guide Const. History*, pag. 121) embrasse l'ensemble de ce système et ajoute cette remarque profondément pratique, que cette institution remplace les constables salariés modernes, et l'armée permanente. Dans une semblable subordination, sous le prévôt royal et le tribunal de la centurie, on trouve la commune seigneuriale et son prévôt, la communauté rurale libre et son prévôt communal. D'ailleurs, la constitution locale de la commune est pour tous les deux la même. Ce qui est positif, c'est l'union forcée des éléments voisins pour des motifs militaires et de police, sans qu'il faille conclure de l'existence de ces communautés à celle des villages fermés. Là où manque l'institution des « collective frankpledges, » comme dans le Northumberland et quelques parties occidentales, la détention de police des anciennes « townships » et « boroughs » s'est organisée d'une manière analogue, sous l'autorité militaire et politique du roi. Anstey, 122.

locale, se trouvait une *responsabilité plus étendue de la centurie* (1), pour la poursuite des voleurs et la présentation de ses membres devant la justice. A l'exemple de l'Eglise, on avait aussi, comme sur le continent, tenté d'établir une *procédure inquisitoriale*, avec devoir pour la centurie de dénonciations assermentées (Aethelred, III, c. III, § 5). Les sources anglo-saxonnes ne sauraient nous donner de plus amples détails sur cette organisation.

Des institutions de ce genre furent le résultat de la constitution postérieure de la levée nationale en milice et du changement du devoir de service militaire en service de police pour la sûreté intérieure du pays. On peut enfin constater tout au moins que la justice pénale a engendré un *système unique de*

(1) Quant à une *responsabilité plus étendue et à un devoir de dénonciation des centuries*, les lois anglo-saxonnes mentionnent d'abord la poursuite des voleurs et la présentation des membres de la centurie en justice. (Edg. I, 5; Cn. II, 20; Henr. 8, § 2; Wil. I, 22; III, 2, etc.) Le « hundred » est responsable « in subsidium de la villa » pour le meurtre « murdum » qui n'a pas été découvert. (Edw. Cf. cap. xv, xvi.)

Comme texte principal sur le devoir de dénonciation, il y a la loi isolée d'Aethelred III, cap. III, § 3 :

« Et qu'il y ait une assemblée dans chaque hundred ; et que les XII plus âgés des thanes sortent, et le gerefa avec eux, et jurent sur les reliques, qu'on leur met dans les mains, qu'ils n'accuseront pas d'homme innocent, et n'en caheront pas de coupable. »

Quant aux rapports du jury d'accusation postérieur avec ce texte, voyez Biener, *Le Jury anglais*, t. I, § 12, et plus bas la II^e période. La tenue des tribunaux des centuries, de quatre en quatre semaines, était également en rapport manifeste avec des fonctions de police.

Une conception nouvelle du droit anglo-saxon se forme par le tableau de l'ensemble de l'organisation des tribunaux des centuries et des comités, une image vivante de l'activité dans toutes les sphères de la vie publique. Palgrave en trace déjà l'esquisse, mais Anstey (*Guide const. history*, pag. 126 et suiv.) nous donne un tableau encore plus vivant, dans les lignes suivantes :

« Le tribunal des centuries se tient chaque mois sous la présidence de l'évêque et de l'ealderman, avec les thanes et les landlords (les seigneurs terriens), de la centurie, avec le prêtre, le reeve ou gerefa, et quatre hommes de chaque village. Le gerefa représente le seigneur terrien et accomplit les devoirs de police et de témoignage en son lieu et place. Il n'est cependant pas nommé par lui, mais choisi par les gens de l'endroit, avec les quatre hommes qui l'accompagnent. La plupart des affaires du tribunal des centuries sont examinées par des comités de 12, parfois de 21 et 36 membres.

conservation de la paix avec obligation rigoureuse de se domicilier, et responsabilité légale des petites communautés rurales, — système qui, à une époque normale, d'après le témoignage de l'historien, était éminemment propre à assurer à un haut degré la paix intérieure et la prospérité de l'État.

III

L'ÉGLISE

L'Église, à l'époque anglo-saxonne, nous présente le complément nécessaire des rapports constatés pour l'état militaire et

Le tribunal traite les affaires civiles et pénales, surveille la rentrée des impôts et d'autres affaires.

« Le tribunal du comté est également tenu par l'évêque et l'ealderman, avec l'assistance du shirgerefa, et les landlords (les seigneurs terriens) du comté, soit en personne, soit représentés par leurs gerefa. Ajoutez-y 12 jurés, de chaque centurie, un pareil nombre de chaque bourg (burgh), et domaine de la couronne, et enfin le gerefa, reeve et les quatre hommes de chaque village. Là se terminaient les « placita coronae », on y maintenait la paix publique, on protégeait les droits de l'Église, et on traitait une série d'affaires civiles et fiscales, en concurrence avec la centurie ou sur appel de son jugement.

« Les grandes assemblées nationales sont enfin la réunion des mêmes éléments, sur la plus grande échelle. »

On ne saurait justifier cette organisation dans les derniers détails. Il y a des interpolations visibles de l'époque normande. Mais on peut à bon droit admettre une participation plus active de la population aux assemblées judiciaires, que ne le feraient supposer les seules sources juridiques ; cette participation avait lieu, il est vrai, en règle générale, par les députations et, pour les petits propriétaires libres, par l'accomplissement de devoirs de police.

La paix nationale de l'époque la plus reculée, c'est à dire la participation originelle de l'association communale à la poursuite et à la répression, par des amendes, des lésions du droit et de la paix, devint une *paix royale*, et s'étendit jusqu'à un système plus étendu de protection contre des lésions violentes. A la place de l'antique lien de race, on trouve l'organisation positive de liens communaux, plus ou moins grands, sur lesquels le Roi possède envers tout le peuple, les pouvoirs du « hláford et mundbora » (Chr. sax.-a., 921), comme gardien suprême de la paix. Il y jouit de pouvoirs réglementaires étendus.

l'organisation judiciaire. Sans elle, l'influence destructive de l'inégalité de la propriété sur la constitution germanique aurait dû amener la barbarie ou la servitude de la masse des petits propriétaires libres. La constitution temporelle de l'État tendait en effet à ce résultat. Cette taxation des membres de la famille humaine à un certain nombre de schellings, cette proportionnalité du prix du sang (ou de la vie humaine) d'après l'étendue de la propriété, l'évaluation des cojurateurs et du serment d'après la même mesure, auraient, sans le contre poids de l'Église, conduit à un matérialisme brutal, tel qu'il domine en réalité au moyen âge dans les rapports temporels de la vie publique.

L'activité de l'Église est surtout manifeste, si on la considère dans son action à l'égard du *faible et du fort*; dans la *tutelle des classes qui demeuraient sans protection, dans l'organisation temporelle de l'armée et de la justice ou qui n'étaient protégées qu'imparfaitement.* Elles forment dès l'origine la grande majorité de la population : les esclaves, les femmes, les enfants. L'Église procura, la première, au *serviteur*, un jour de repos, une propriété privée, une manumission efficace. Elle commença par restreindre le droit du maître relativement à la vente des enfants nés dans sa maison. Elle moralisa le mariage, et progressivement jusqu'à la fin de l'époque anglo-saxonne, amena la rédemption et la presque égalité de la *femme*, dans le droit privé. La première, elle créa la *bienfaisance envers le pauvre*, qui lui procurait, ainsi qu'au voyageur alors qu'il était sans asile, sans règle et d'une manière très imparfaite, il est vrai, l'hospitalité et la nourriture dans les couvents et les églises paroissiales. Elle fut la créatrice d'un *enseignement* pour les classes supérieures; tandis que les ecclésiastiques inférieurs et les moines continuaient à offrir à toutes les classes leurs conseils et leurs avis. A cette époque les couvents sont les premiers berceaux de la perfection industrielle, et toutes les institutions ecclésiastiques sont dirigées vers l'adoucissement des mœurs et les rapports pacifiques. C'est dans cette intention que l'Église s'occupe aussi de l'institution des corporations et

des guildes, et forme dans les foires et les marchés les premiers milieux propres aux *échanges pacifiques*. Son influence sur l'organisation judiciaire favorisa la transformation successive du système des amendes pécuniaires, en celui d'une pénalité publique. Dans la procédure juridique, elle s'empare du préjugé des jugements de Dieu, force ceux qui y recourent à se confesser d'abord, et d'après le résultat de cette investigation secrète et religieuse, dirige les épreuves par le feu ou par l'eau, jusqu'à ce qu'arrive plus tard le moment de les abolir entièrement. Dans les sphères plus élevées de la vie publique, l'influence ecclésiastique se fait sentir sur les délibérations des assemblées nationales, et la conduite des affaires qui s'y traitent, parce que seule elle peut leur fournir un personnel lettré.

L'Église est donc, en un mot, *le second membre de l'État. Elle remplit les fonctions pour lesquelles il n'y avait pas encore d'organe efficace dans l'organisation militaire, judiciaire et de la police.* Cette activité devient d'autant plus intelligible que l'on a devant les yeux, d'une manière plus vivante, la décomposition, de la société et l'affaiblissement, la dégénérescence qui en résultait pour l'ancienne constitution. Précisément parce que les races germaniques sont nées pour la liberté, elles ont produit deux institutions, qui alors unies, étaient la sauvegarde de la liberté personnelle et sociale : la royauté et l'Église. La royauté d'abord plus particulièrement négative ; l'idée protectrice de l'État favorisant la conservation de la liberté commune contre la prépondérance de la propriété ; l'Église ensuite défendant l'idée positive de l'État, relevant les membres passifs à la dignité humaine, développant la civilisation de la société par l'éducation, l'amendement moral et le culte des arts pacifiques.

Pour tous ces devoirs impérieux, il se forme chez les Anglo-Saxons une *classe spéciale de travailleurs intellectuels* qui se mêle d'une manière indépendante à la vie publique, tout comme la classe des travailleurs industriels le fera plus tard. L'acquisition de la propriété, et à cet âge spécialement de la propriété foncière, était tout aussi nécessaire à ce travail intellectuel, et la tendance de celui-ci à se l'assurer, tout aussi légitime que

dans les âges postérieurs. Le droit aux dîmes, répandu partout, l'immense richesse des donations aux couvents et aux évêchés, la dotation des églises paroissiales au moyen de dîmes et de censures paroissiales forment une propriété réelle fixe, qui range en cette qualité le clergé dans les classes moyennes et supérieures.

Assurément, les fonctions publiques de l'Église ne purent d'abord que se coordonner et se subordonner avec peu de cohésion à la vie communale de l'époque. Des raisons internes empêchaient d'appliquer à cet organisme ecclésiastique les formes de l'organisation militaire et juridique. Une décision de l'assemblée du comté et de la centurie sur des questions religieuses n'aurait pu mener qu'à la barbarie et à la destruction. La position d'institutrice universelle engendra une *organisation du haut vers le bas* en archevêchés, évêchés, dignités locales et couvents, qui trouvait son centre immuable dans le primat romain. La constitution monarchique qui en résulte est, dans la vie germanique, la première image de l'*État gouvernemental pur*, qui prétend, et peut par principe, accomplir toutes ses fonctions seulement par des employés, appartenant entièrement et exclusivement à leur état, indépendamment de la naissance et de la propriété. Comme dans l'État temporel, la propriété mène à la fonction, ici la fonction conduit à la propriété; c'est ainsi que les évêques et quelques abbés sont d'un rang égal à celui des grands thanes, tandis que le clergé paroissial possède celui des thanes des comtés. Les inclinations pacifiques d'une vie publique consolidée poussent précisément, en Angleterre, d'une manière particulièrement prompte, les familles les plus distinguées à préférer la vocation ecclésiastique; elles engendrent ainsi un mélange des classes sociales, qui donne de bonne heure à l'Église anglaise une teinte nationale et exclusive. Les malheurs et la barbarie de la période des luttes contre les Danois dirigèrent, avec un zèle particulier, les esprits vers une organisation monastique, qui, après l'époque de l'archevêque Dunstan, oppose d'une manière radicale l'Église à la puissance politique temporelle.

En effet, l'union du sceptre et du goupillon est passablement extérieure. Les évêchés représentent les unions de comtés, dans lesquelles l'évêque a la présidence avec l'ealderman, mais où les affaires religieuses sont traitées séparément. Les églises paroissiales alors fondées correspondent le plus souvent aux propriétés des thanes. La propriété foncière ecclésiastique reste, sauf des exceptions particulières, obligée de fournir les plus importantes charges communes (*trinoda necessitas*) parmi lesquelles la levée militaire en décadence n'exige assurément de l'Église que de faibles sacrifices. Peut-être est-ce principalement son intérêt, qui a empêché la répartition naissante du service militaire d'après l'étendue de la propriété.

Vers la fin de l'époque anglo-saxonne, l'Église comprend 2 archevêchés, 12 à 15 évêchés (avec quelques variations) et de très nombreux couvents. Dans le *Domesdaybook*, on cite 1,700 paroisses pourvues régulièrement de terres paroissiales. La propriété territoriale des grandes cathédrales et des grands couvents est très importante. La propriété foncière ou réelle comprend aussi le grand nombre de dîmes, droits, services et autres prestations en nature, qui représentaient l'ensemble de l'économie de l'exploitation, par le moyen de laquelle la grande propriété faisait alors valoir ses terres. Guillaume le Conquérant y trouva la matière de 28,015 fiefs de chevaliers (1).

(1) Quant à l'Église anglo-saxonne, voy. Henry Soames, *the Anglo-Saxon Church*, 1843, 1846. 2 vol.; Palgrave *Commonwealth*, chap. vi; Lingard, *History of the Anglo-Saxon Church*, 1845, 2 vol.; Dugdale, *Monasticon anglicanum*, éd. Calley, etc. Lond. 1817-1830. 6 vol. Lappenberg, *Histoire d'Angleterre* (en allemand), t. I, pag. 188-191 (Géographie ecclésiastique).

Pour ce qui regarde les relations avec la constitution temporelle, les évêchés sont originairement fondés pour chaque royaume, et représentent ainsi, dans les petits royaumes, les comtés postérieurs, tandis qu'ils embrassent, dans les plus grands royaumes, plusieurs des comtés postérieurs.

La mesure de leur dotation extérieure est perceptible dans le cadastre du *Domesdaybook* sous Guillaume le Conquérant. Les paroisses sont très communément dotées de 3 à 50 acres de terre; les évêchés et les couvents, de seigneuries, de manoirs (*manors*), de dîmes et de rentes foncières. Quant à l'emploi des dîmes, il y a de temps en temps des décisions légales, comme sous Aethelred (IX, cap. vi).

« Et quant aux dîmes, le roi et ses sages (*witan*) ont choisi et décrété,

SECTION II

LA FORMATION DES RANGS ET DES ÉTATS CHEZ
LES ANGLO-SAXONS

L'organisation militaire, celle de la justice et de l'Église exposent la manière dont les classes propriétaires anglo-saxonnes s'acquittent des prestations nécessaires à l'existence commune. Il en résultait, on le comprendra aisément, que l'hérédité des biens était surtout attribuée aux hommes. L'armée, la justice, la police, l'Église elle-même sont tellement dépendantes des prestations de la propriété, que celui qui n'a

comme il est juste, que le tiers des dîmes qui appartiennent à l'Église soit appliqué à l'entretien, aux réparations de l'église, que l'autre partie aille aux serviteurs de Dieu, et la troisième aux pauvres de Dieu et aux nécessiteux en esclavage. »

Le revenu, d'abord centralisé, de l'Église se divise de plus en plus entre les sièges épiscopaux, les couvents et les paroisses. La dotation fixe des paroisses devient au neuvième siècle la règle. Dans le *Domesdaybook* une « *ecclesia sine terra* » est une rareté. Le mode de fondation engendra un droit de patronage fort étendu sur les prébendes paroissiales. L'absence de mesure, l'exaltation de peuples nouvellement convertis, dans leurs libéralités envers l'Église, est aussi bien manifeste en Angleterre.

La propriété foncière ecclésiastique demeure soumise aux charges communes de la propriété. Jusqu'à quel point était-elle astreinte à la *levée militaire* durant l'époque anglo-saxonne, c'est ce qu'on ne sait pas parfaitement (Paigrave, t. I, pag. 156, 157). On ne trouve qu'une trace d'un contingent spécial de troupes armées ecclésiastiques sous la conduite d'un prévôt particulier de l'époque. Pour autant que les gens de l'église fussent réellement appelés au service militaire, ils étaient sous la direction des prévôts royaux, et sous la conduite supérieure de l'ealderman. Cependant de grands prélats pouvaient, comme d'autres grands thanes, commander eux-mêmes leurs suites armées. Toute l'organisation militaire était, sous ce rapport également dirigée par des ordres royaux et la convenance administrative, à défaut de principes juridiques fixes.

L'exemption générale des ecclésiastiques de la juridiction temporelle ne fut pas mise en pratique (Lappenberg, t. I, pag. 194), et ne fut même garantie que dans l'époque normande. L'élévation du *wehrgeld* (soit en tenant compte du droit de naissance soit sans en tenir compte) était discutée; pour la prestation des serments avec des cojurateurs, il y avait des ordonnances spéciales au *ciergé* (Aethelred, cap. xv, a).

pas de terre est comme s'ils n'existait pas, par rapport aux droits immédiats du bien-être social. La petite propriété aussi ne peut plus satisfaire à ces devoirs que d'une manière imparfaite et mesquine. L'établissement définitif et le développement économique de la propriété privée diminuent donc le nombre des sujets capables de fournir à l'État les prestations qui lui sont dues. La majorité des hommes libres ne paraît plus capable que de les faire pour le service des propriétaires, et en ce sens elle perd son indépendance absolue. L'ensemble des propriétés est soumis à un mouvement progressif vers la dépendance (toujours à l'exemple de la propriété foncière), et l'on tente d'en assurer la reconnaissance juridique. *La propriété donne la force, la prestation à l'État, le droit.* D'après ce principe, la *constitution des classes* à l'époque anglo-saxonne est la suivante :

1° *La dépendance économique des classes sans avoir est reconnue par le roi et l'assemblée nationale (1). Le rapport analogue à celui de la famille qui existait déjà, devient ainsi un rapport juridique* (comparable à la domesticité moderne). Le devoir de l'attachement, de l'amour et de la fidélité se formule dans des actions déterminées et exigibles. La défense du maître devient un droit reconnu et le devoir de l'homme en service. La trahison à son égard est un crime inexpiable comme celle contre le

(1) Quant à la reconnaissance d'un rapport juridique de dépendance des classes domestiques et établies sur une propriété concédée, voy. K. Maurer, *Rev. critique*, t. II, pag. 331-363. C'est mal à propos que l'on a rattaché le serment purement personnel de l'époque saxonne (comparez la formule dans Schmid, Appendice, pag. 403) à l'organisation féodale postérieure. Les opinions juridiques des peuples germaniques sont, pendant plusieurs siècles après l'établissement, dominées par l'idée fondamentale de devoirs et de droits personnels. L'État entier est encore régulièrement désigné par le nom du peuple. La diversité de possession ne paraît qu'une différence entre personnes libres *par suite* de la propriété. On ne parle aussi que de la subordination d'une population à une autre. Voyez à ce sujet les remarquables observations de Palgrave, t. I^{er}, pag. 586 (*Nations considered themselves as encamped upon the land*). Ces relations de dépendance, dans leur nature purement personnelle, peuvent être comparées à l'ordre domestique moderne.

roi. Le serment de fidélité à l'égard du maître porte avec celui envers le roi : « Sicut homo debet esse fidelis domino suo, sine
« omni controversia et seditione, in manifesto, in occulto, in
« amando quod amabit, nolendo quod nolet. » Le service du maître est un cas de véritable excuse. Le maître reçoit le prix du sang de l'homme sous sa dépendance, tout comme le roi celui des gens indépendants. L'homme est sous la paix particulière du maître. Aussi le tiers qui a une réclamation contre lui doit-il d'abord aller trouver le maître et seulement après cela le tribunal du roi. Par eoutre, le maître doit retenir l'homme pour l'accomplissement de ses devoirs juridiques envers les autres et envers l'État. Jusqu'à quel point s'étendaient cette responsabilité et cette sorte de représentation, c'est ce que les sources juridiques ne permettent pas d'établir bien exactement. Le plaignant pouvait nécessairement s'adresser à un maître plus puissant, éventuellement au tribunal du roi ; en dernière analyse le maître pouvait être forcé de payer lui-même l'amende. Ces principes sont d'abord formulés pour la domesticité personnelle. Jusqu'à quel point s'appliquaient-ils aux gens établis, (eotsaeten, geburen), aux censitaires sur le laenland (parmi lesquels on pouvait compter des esclaves), les lois ne le disent pas formellement, mais on le conçoit facilement. La responsabilité criminelle du maître entraînait aussi en tout cas celle de tous ceux qui résident sur ses terres, peu importe que ce soient des domestiques personnels, des feudataires ou des gens en dépendance de ces derniers.

2° *L'élévation des prestations militaires et juridiques conduit à un plus haut rang légal, à la notion du thanat*, la gentry anglo-saxonne, et à d'autres distinctions. Dès avant Alfred, les hommes de la suite royale, que les souverains et les grands seigneurs employent au service militaire et aux fonctions militaires de la cour, forment une classe plus honorée parmi l'ensemble des hommes libres. Comparable extérieurement, en apparence, aux officiers ministériels du continent, ce thanat se compose d'hommes nés libres. Que le thane fût propriétaire foncier ou seulement doté de folkland ou laenland ou même

entretenu dans la maison royale, toujours est-il que l'honneur spécial des armes et le coûteux service des hommes complètement armés entraînaient à leur suite une position supérieure pour tout l'ensemble des thanes, à celle des petits propriétaires d'une seule cense et des gens sans terre. La prestation supérieure paraît aussi la base d'une valeur supérieure de l'homme dans le système des amendes, la procédure testimoniale et la participation au tribunal.

L'expression immédiate de la valeur de l'homme, c'est le prix du sang, le *Wehrgeld*, qui s'est établi dans une proportion de 200 à 1,200 schellings; c'est à dire que le thane est placé six fois plus haut que l'homme libre (1). Chez les Angles du nord le rapport est de 266 thrymsas (valant 200 schellings) à 2,000 thrymsas. La dernière somme est doublée pour le shirgeref et doublée encore une fois pour l'ealderman ou l'évêque. Mais depuis que sous Alfred et ses successeurs le grand propriétaire de 5 hydes (plus de 150 arpents) de terre devint en cette qualité

(1) Le classement des ordres d'après le *wehrgeld* (prix du sang), l'application de degrés analogues à tout le système des amendes, et à l'autorité des cojureurs, est commun au droit anglo-saxon et à celui de tout le continent. La grande et prompte inégalité de la propriété se montre cependant, chez les Anglo-Saxons, par l'immense différence des classes (200 sch., 1,200 sch., etc.), tandis que sur le continent les intervalles sont moindres : ainsi chez les Allemands le *mellorissimus*, 240; le *medianus*, 200; le *minofledis*, 160; l'affranchi, 80 schellings.

La mesure normale de 200 schellings pour le *ceorl* (synonyme de *tywhyndeman*) se trouve d'abord chez Alfred, 10, 18, §§ 1, 2, 23, 39, 40, d'après le droit du Wessex. On trouve le même taux dans le *Mémoire anglo-saxon sur le wehrgeld* (Schmid, Appendice VII, pag. 391-399) comme droit de la Mercie. — La loi des gens du nord évalue le *wehrgeld* des *ceorls* à 266 thrymsen, « c'est à dire 200 schellings d'après le droit de Mercie. » (Chap. ju, § 6.)

Le *wehrgeld* des thanes est expressément fixé dans la même loi au « sextuple, c'est à dire à 1,200 schellings » (chap. in, § 1). Il en est de même dans le droit de la West-Saxe (chap. i, § 1); dans les *leges Will.* cap. i, § où le thane est évalué à 20 liv. d'après la loi de Mercie (*Mercen Law*), à 25 liv. d'après la loi de West-Saxe (*West-Saxon Law*). Ce qui au fond est la même chose, parce que le schelling de Mercie comp. 4 d., et celui de West-Saxe 5 den.

On discute beaucoup sur la position des *sixhyndeman*, qui, dans le Wessex sont placés au milieu entre les *twelfhyndeman* et les *ceorls*, et cependant sont en outre compris encore par les *gesithundmen* et placés à leur

membre de l'armée comme homme pesamment armé, le thanat fut de droit le partage de tout propriétaire de 3 hydes et *en cette qualité*. La dignité est un mélange résultant de la propriété, des services rendus et de l'emploi, semblable au titre postérieur des barons (barones). Là où se présentent deux degrés de dignité supérieure, un homme valant 1,200 (thane) et un homme valant 600 (gesithcundman), l'un peut désigner l'homme soumis au service militaire à raison de ses 150 arpents, l'autre, le guerrier qui n'avait pas cette propriété libre. Le prix du sang que le roi ou le maître obtiennent pour celui des leurs qui a été tué, se proportionne d'une manière analogue (50, 80, 120 schellings). Il en est de même dans le droit domestique de la lésion de la *paix de la maison ou du château* (5, 15, 50 schellings, chez l'évêque 60, chez l'archevêque 90 schellings); ainsi que les amendes pour atteintes portées à la chasteté et à la tutelle des veuves. Mais comme tout le système de cette époque repose en dernière analyse sur une protection, une sanction au moyen d'amendes, l'amende

rang. On a supposé, entre autres choses, « que cela marquait déjà une différence entre la vie féodale, seigneuriale et la naissance seigneuriale, » que les gens de naissance seigneuriale étaient encore distingués des serviteurs féodaux. (Schmid, *Gloss.*, pag., 600, 601.) K. Maurer voit dans le sixhyndeman le propriétaire terrien de moins de 150 arpents, par opposition au ceorl n'ayant pas de terre (*Revue crit.*, t. II, pag. 60-62). Ce qui répondrait le mieux à l'ensemble des choses serait d'admettre que le twelfhyndeman était le possesseur, astreint au service militaire, de 150 arpents, le sixhyndeman, au contraire, le serviteur aguerri, sans posséder une pareille propriété allodiale (en y comprenant probablement aussi alors les fils du twelfhyndeman). Il y a cependant encore des difficultés alors. Cette position moyenne ne s'est pas maintenue longtemps, cela est visible, elle est citée au commencement de l'époque normande, de telle manière, qu'elle désigne une antiquité. Comp. Schmid, *Gloss.*, v° *Gesith* et *Thegn*; Maurer, *Rev. crit.*, t. II, pag. 396-413; Capenberg, t. I, pag. 569-73.

Quant aux particularités du wehrgeld, voy. le *Mémoire anglo-saxon de Verregildix* (Schmid, Appendice VII), qui cependant offre des traces manifestes d'intercalations postérieures. Sur le prix de l'homme, voy. In, cap. 70; sur celui d'une veuve, Aethelbith, cap. 74. Je puis renvoyer en général aux maximes connues du droit public des peuples germaniques et aux documents rassemblés par Turner. *Hist.*, t. IV, pag. 314 et suiv.; Lappenberg, t. I, pag. 601 et suiv.; Schmid, *Glossarium*, et K. Maurer, sur l'*Organisation de la plus ancienne noblesse allemande*. Munich, 1816, pag. 123-197.

généralement plus élevée est la reconnaissance d'un droit de classe supérieure ou d'un état supérieur. Là où la propriété foncière est devenue la condition préalable des prestations publiques, la plus grande propriété doit, par la force de ses prestations, devenir un titre à une valeur plus grande dans l'existence commune. Une fois qu'une mesure supérieure s'est formée pour la prestation normale (comme vers la fin de la période anglo-saxonne la possession de 3 hyde, 150 arpents), par un contraste naturel, l'homme né libre et petit propriétaire, n'a plus sa valeur entière. La majorité des hommes nés libres tombe, pour l'existence politique, à l'état de sujets incomplets, ils deviennent une classe inférieure. Précisément l'habitude de l'activité personnelle dans l'existence judiciaire et militaire, — le trait caractéristique le plus marqué de la vie germanique, — conduit, après l'établissement définitif, à de fortes contradictions sociales qui trouvent leur expression immédiate et naïve dans une estimation graduée en argent. Il ressort du fait, que les axiomes de droit proviennent originairement de la pratique des tribunaux populaires, qu'il s'agissait d'institutions judiciaires fixes.

3° L'action combinée des deux rapports précédents développe successivement la notion d'une souveraineté territoriale (1). Le

(1) Quant au sens de la souveraineté territoriale anglo-saxonne, voyez le mémoire de Zöpfl. Démonstration de ce que la juridiction des grands barons anglais aux onzième et douzième siècles était précisément la même que celle des seigneurs terriens allemands (Dinghofherr) (chez Zöpfl, *Antiquités de l'empire et du droit allemand*, t. I^{er}, 1860, n° V, pag. 170-211). Il faut cependant prendre ses précautions quant aux comparaisons avec le continent. Voyez aussi, sur cette question, le mémoire écrit d'après les sources, par K. Maurer, t. II, pag. 49-56; Lappenberg, t. I^{er}, pag. 572; Schmid, *Gloss.* v° *Socn.* Comme le propriétaire foncier supporte en cette qualité les charges publiques, et représente ainsi ses colons vis-à-vis de l'État quant à celles-ci, il se produisit également une représentation relativement à leurs droits. Il est leur Hlaford dans un sens encore plus éminent que le seigneur qui les nourrit ne l'est vis-à-vis de ses serviteurs purement personnels. Le développement simultané de ces rapports juridiques et économiques était si inévitable, que même la puissante personnalité de Canut n'y put rien changer. La domination danoise a plutôt consolidé le caractère de la « *saca et soca*, » et précipité le développement du caractère aristocratique de la constitution. Précisément depuis Canut les droits régaliens de la couronne ne paraissent

maître domestique et territorial avait d'abord le pouvoir, en fait, de renvoyer sa domesticité, de reprendre à son vassal le *laenland*. De cette position seigneuriale résulte de fait (*de facto*) pour le maître un droit de *juger*, de décider, des difficultés de sa domesticité et de ses vassaux entre eux. Un appel au tribunal royal contre la volonté du seigneur aurait pu être préjudiciable à toute la position économique de l'homme. Mais les prétentions des tiers devaient-elles aussi être d'abord exposées au seigneur? En fait, elles sont d'habitude satisfaites par son intervention et sous sa médiation. La portion du forfait (*wite*) qui est payée au shériff royal par les hommes indépendants est alors le partage du seigneur, comme reconnaissance de son intervention pacifique. C'est à cause de cela que le seigneur terrien, dans l'établissement du contingent pour la levée militaire, est estimé d'après sa propriété, et y représente ses vassaux. Lorsque ensuite la responsabilité préventive du seigneur, pour tous ceux qui résident sur ses terres, vint s'ajouter à cette position, à ce devoir devait correspondre un droit analogue envers l'homme dont répondait le seigneur (pour lequel il pouvait se faire donner caution) et recourir à d'autres mesures préventives générales.

Par la reconnaissance de l'État, cet *imperium*, cette autorité domestique, devient une véritable juridiction, *jurisdictio*, un tout connexe, qui, pour le commerce ordinaire de la vie, établissait *le seul véritable tribunal actif pour les gens en dépendance*. La propriété était-elle si grande et si disséminée que le seigneur ne pouvait pas surveiller ses gens, il devait préposer à ses différentes parties des prévôts (*præpositi*), qui étaient, dans

plus à l'égard de ces circonscriptions seigneuriales, que comme des réserves. Canut, t. I, cap. XII : « Voici quels sont les droits que le roi possède sur tous les hommes en Wessex, savoir : le droit à l'amende de la violation du patronage (*mund-bryce*), du domicile (*ham-socn*) de l'attaque sur la voie publique (*forstal*), et du recel d'un fugitif (*flymena-fyrmth*), et celle pour ne pas s'être joint à la levée en armes (*fyrd-wite*); à moins qu'il ne veuille honorer quelqu'un plus complètement, et lui concède cet honneur (ces droits). » Voy. chap. XIII-XV.

le système des cautions de police, assimilés aux prévôts de communautés agricoles libres. Les circonscriptions ainsi établies s'appellent *saca et soca*; ce sont les *liberties* (franchises) postérieures. La puissance croissante des grands attribue encore à ces seigneuries territoriales d'autres droits réguliers plus étendus, et à partir du temps de Canut, jusqu'à une autorité péonale inférieure. Dans de pareilles seigneuries délimitées, où se rencontraient encore des établissements isolés des possesseurs d'alleus, il n'y eut, pour ainsi dire, à la longue d'autre solution pratique que de les subordonner également au tribunal seigneurial par concession royale. (*Cod. dipl.*, n° 902.)

Si l'on observe, en outre, que les plus grands seigneurs terriens, par leurs suites armées, possédaient des moyens de contrainte efficace pour maintenir la paix dans leur voisinage immédiat; que leurs forces territoriales et domestiques, leur pouvoir militaire, juridique et de police se renforçaient à chaque génération, on voit poindre les éléments fondamentaux de petits États dans l'État, analogues à ceux du continent. Les grands cercles seigneuriaux avec plusieurs prévôts furent donc alors coordonnés aux centuries, et la propriété foncière des petits thanes le fut à tout le moins aux décuries des cultivateurs possesseurs d'alleus. En principe, le district administratif du comté comprend toujours toutes ces souverainetés. Vis-à-vis d'une *saca et soca* déterminée, l'ingérence du shirgerefa royal n'est plus en fait que l'exception, c'est un droit limité, une réserve royale.

Par cette législation, les classes séparées par la propriété nous paraissent aussi dans une subordination légale; ce sont des ordres, au sujet desquels il faut consulter non seulement les lois anglo-saxonnes, mais encore les historiens et les documents officiels (1).

1° Comme première classe, nous rencontrons les grands thanes,

(1) Quant aux rapports des ordres anglo-saxons, qui résultent de ces combinaisons, il existe une monographie complète : Sam. Heywood, *Dissertation upon the distinction in society and ranks of the people under the Anglo-Saxon government*. London, 1818, 8. Elle traite d'une manière circonspecte, cri-

c'est à dire les propriétaires de grandes seigneuries et de suites armées. Leur nombre était, cela résulte des sources et de la nature des choses, peu considérable et comparable à celui des « barones majores » qui vinrent ensuite. Ils sont distingués, au point de vue du droit, par la possession d'une juridiction propre, *saca et soca*, dans l'étendue du tribunal de centurie. D'après une allusion de la *chronique d'Ély*, on regardait à cette

lique, bien avantageusement différente, d'autres travaux anciens et semblables. ch. II, of ealdermen and earls, pag. 53-117, ch. III, of thanes, pag. 118-213, ch. IV, of sithcundmen, sixhyndmen, pag. 244-272, ch. V, of freemen (including ceorls, gafolpayers, villains, bordars, cottars, coscets, hired servants, freedmen and burgesses), pag. 273-354, ch. VI, of slaves. Voy. aussi Hallam, *Middle Ages*, App. III; K. Maurer, *Sur la nature de la plus ancienne noblesse allemande*, Munich, 1816, pag. 123-196; et la *Rev. crit.*, II, pag. 415, 31, II, pag. 30-68, 388; Kemble, *Anglo-Saxons*, ch. VII (La noblesse de service).

1° La position des grands thanes temporels n'est pas, pour le droit privé, différente, dans la répartition du wehrgeld, de la classe suivante. Ils sont twelfhyndmen, par leur propriété et leur naissance, comme tous les autres thanes, et n'ont un wehrgeld supérieur que par leur position d'ealderman ou par d'autres dignités. Pareillement leur souveraineté territoriale (*saca et soca*), sur un plus grand district, ne diffère pas, au point de vue de la constitution juridique, de la *saca et soca*, d'un thane ordinaire sur une seule propriété. L'hérédité de la dignité d'ealderman (excepté peut-être dans le comté de Chester) n'est qu'un simple fait, qui n'est pas judiciairement reconnu. Même à la fin de l'époque anglo-saxonne, on ne peut pas encore admettre de dignité héréditaire, dans la famille du majordome Godwin. L'agitation des temps postérieurs, particulièrement les luttes des Danois, ont été, en ce point aussi, favorables aux éléments aristocratiques. Le service militaire continu et la faveur procurent aux chefs de troupes armées un butin toujours renouvelé, une propriété foncière croissante, de continuel avances par la concession du folkland, rassemblent ainsi une grande propriété, tandis que la petite propriété ne s'augmente pas, se détruit, au contraire, et s'appauvrit. L'époque danoise a laissé peu de traces dans la constitution, parce qu'elle n'occasionna principalement qu'une modification personnelle et partielle dans le thanat et la colonisation locale.

2° Quant à la position des thanes des comtés, Voy. Schmid, *Glossar.*, p. 644-68. Les difficultés qui semblent insurmontables disparaissent, si l'on se rappelle l'organisation postérieure de l'armée. Celle-ci comprend, depuis Alfred : a les possesseurs de 150 arpents comme tels; b les serviteurs pesamment armés (de bonnes familles), au service du roi ou d'un grand propriétaire foncier, indépendamment de toute propriété libre. Elles s'expliquent aussi par cette considération, que les emplois publics et les emplois de

époque la possession de 40 hydae (40 fois 55 acres saxonnes ou 40 acres normandes), soit 1,600 acres normandes, comme la moindre mesure de la propriété afférente à un pareil grand thane. En fait, ils occupent les hauts emplois de cour, et la dignité d'ealderman et sont les chefs de compagnies armées. — La séparation d'avec les petits thanes ne fut jamais bien rigoureusement définie au point de vue juridique. — Les évê-

la cour, tant du roi que des grands, sont également des fonctions militaires. Le thanat est donc un mélange de rapports de propriété, de droits de la classe militaire et d'emplois, pour lequel le mot *thane*, dans ses significations multiples, était aussi bien approprié que le mot postérieur de *baron*. Cette désignation des « hommes » embrasse, en une certaine mesure, tout le droit municipal actif de l'époque. On s'explique ainsi les nombreuses et expresses mentions de thanes sans propriété (Athelstan, VI, II, et In. 45, 51), on avec de petites propriétés seulement, que l'on trouve dans le *Domesday-book*. On comprend ainsi la semi-hérédité du thanat qui, pour autant qu'il reposait sur la propriété ainsi que sur le service militaire, était seulement au début de son développement. L'idée d'une classe héréditaire se montre déjà, en ce que le ceorl, en acquérant 5 hydes (150 arpents), ne devient plus un thane par cela seul, mais alors seulement qu'il a une église et une cuisine, un clocher, une juridiction, et un emploi particulier dans la maison du roi (*sunder-note*) ; (Schmid, Appendice V, du rang temporel, § 2.) D'autre part, dans l'établissement du *wehrgeld*, ch. II, on ne parle encore une fois, en apparence, que de la propriété.

§ 9. Et si un ceorl est enrichi au point d'avoir V hides (150 arpents) de terre, pour le service militaire du roi, et que quelqu'un le tue, qu'on paie pour lui 2,000 thrymsas.

§ 10. Et quoiqu'il acquière une telle fortune, qu'il ait un casque et une cotte de mailles, et une épée ornée d'or, s'il n'a pas de terre, il est néanmoins ceorl.

§ 11. Et si son fils et le fils de son fils réussissent à avoir tant de terre, plus tard, le fils sera de *gesithcund* race et estimé 2,000 (thrymsas).

§ 12. Et s'ils n'ont pas cela, ou ne peuvent pas l'acquérir, qu'on paie pour eux comme pour un ceorl.

Ce sont là des rapports transitoires et mixtes tels qu'on les trouve également aux premiers degrés du développement de la noblesse inférieure sur le continent. Une mention expresse, que les thanes peuvent également avoir des thanes pour serviteurs, se trouve dans la fixation du rang temporel. (Schmid, Appendice V, § 3; V. Edg. II; Aetheir. VIII, 8, Cn. I, 8, à la fin, II, 32, § I.) On ne peut pas, cependant, établir une distinction juridique entre les thanes médiats et immédiats. Pour le clergé, la dignité de *thane* est, dans une certaine mesure, une noblesse personnelle, le *wehrgeld* de celui

ques et quelques grands abbés sont leurs égaux dans la hiérarchie ecclésiastique. Élevés à la fois par la dignité et la propriété, les évêques sont à un degré plus élevé dans le *wehrgeld* que les autres thanes.

2° Une sorte de classe moyenne (en un certain sens la classe moyenne de l'époque) se compose de plusieurs milliers de thanes des comtés, c'est à dire de possesseurs de plus de 5 hydes (5 fois

qui est tué se forme donc d'après l'état de naissance de l'ecclésiastique. (*Leges Henr. I*, cap. 68.)

3° La position des gens libres du commun, *ceorls*, ne se rattache plus aux droits politiques actifs, que parce que le *ceorl* peut exercer une certaine action comme justicier dans le tribunal de la centurie, d'après les rapports de situation locale. Au surplus, la masse des *ceorls* est déjà tombée au rang de membres passifs de l'État. Les gens sans terre, les Gallois et les affranchis, sont d'autant plus, ainsi que les esclaves, *infra classem*. Le tiers état de l'époque anglo-saxonne tout entier est en train de disparaître avec sa signification politique, à la fin de la période. C'est injustement cependant que l'on a fréquemment méconnu le caractère de liberté, des *ceorls*, au point de vue du droit privé, même alors. Kémble tombe aussi dans cette erreur fondamentale, de regarder toute dépendance du droit privé comme « esclavage », « servitude ». Le *ceorl* a son *wehrgeld*, de son propre chef; est capable de porter les armes, au sens le plus étendu, est capable de propriété libre, et même de s'élever dans les classes supérieures par l'acquisition d'une propriété de 5 hydes (150 arpents). La pression économique, qui résulte de l'imposition de la propriété foncière, les besoins économiques des classes inférieures, qui furent la suite des troubles de la fin de l'époque anglo-saxonne, et la sujétion sous une *saca* et *soca* sont, mal à propos, entendues comme une servitude personnelle. Le droit de domicile postérieur fixe, il est vrai, en fait (de facto) la masse des classes ouvrières à la glèbe, sans pour cela établir de servitude au point de vue du droit privé. Il est cependant juste de remarquer que l'opinion aristocratique postérieure de l'époque anglo-saxonne commence à traiter la masse des *ceorls* avec un sentiment d'orgueil social, qui fit que le nom de *ceorl*, homme libre du commun, en conserva une signification passablement méprisante.

Il est cependant, à côté de cela, caractéristique pour l'Angleterre, que la dépendance si étendue des classes inférieures, à l'égard de la grande propriété foncière, ne repose pas, comme en France, sur le seigneuriat, mais sur la protection de police du Hlaford, exercée sur ceux qui sont établis dans sa terre. L'abandon relatif de l'organisation militaire a, dès cette époque, fait plutôt de la constitution de la police, que de l'organisation militaire, la nuance dominante des relations des classes, et donne, dès lors, à l'aristocratie anglo-saxonne la position, plutôt politique d'un seigneur exerçant la police, que du seigneur dans le sens continental du mot.

30 arpens), des officiers militaires (twelf-hyndemen), enfin relativement encore des six-hyndemen. Les premiers forment, comme witan, le fonds régulier de l'assemblée du comté, et lorsqu'ils sont en assez grand nombre, celui du tribunal de la centurie. L'appel des thanes aux emplois royaux se comprend cependant si bien que la même appellation de thane sert également pour un employé, un guerrier du roi et un grand propriétaire. Dans la hiérarchie ecclésiastique cette classe comprend les prêtres ordonnés : ce sont les « thanes de la messe ».

3° *La troisième classe est formée par les petits propriétaires fonciers* qui font encore toujours une partie active du tribunal des centuries, là où les cultivateurs libres sont assez nombreux et ne sont pas encore opprimés, écrasés, sous l'influence des thanes, comme en beaucoup de lieux. Il faut y ajouter les gens sans terre, soit au service de la cour, soit établis sur le laenland et forcés par la loi de se mettre sous la caution pacifique d'un thane ou de la communauté d'une décurie. Ce sont tous des « liberi homines », mais seulement au sens du droit privé et par opposition aux esclaves. Ils rendent encore des services militaires, même comme hommes pesamment armés, mais seulement à la suite des grands propriétaires, tandis que le devoir militaire commun des petits propriétaires subsiste plutôt nominalemeut et seulement dans les cas d'extrême nécessité. A ces différentes causes, l'ensemble de la classe est comprise, durant l'époque anglo-saxonne postérieure, sous le nom de *eorls*. Le prix normal de 200 sch. auquel ils sont tarifés, leur donne le nom de twy-hyndemen.

Cette subordination des rangs est la conséquence d'abord de la propriété; puis, en seconde ligne, de la fonction. Comme la propriété, ces ordres deviennent héréditaires par la naissance et revêtent de plus en plus, à chaque génération, le caractère d'une classe constituée par la naissance. Les grands emplois et les prélatures ne sont pas, d'après le droit, héréditaires; en fait, ils sont, dans le cours ordinaire des choses, accordés plutôt que refusés à l'héritier du grand thane. Les petits thanes sont encore bien plus nombreux comme classe héréditaire, tant par la

propriété que par l'entrée de leurs fils dans les mêmes rapports de dépendance honorifique; les fils ont « le droit de thane » même avant d'acquérir la propriété paternelle. Cette qualification héréditaire frappait plus sûrement encore les *ceorls* dans leur position inférieure et pour ainsi dire méprisée.

Par opposition aux *ceorls* on comprend les classes supérieures influentes en politique, sous le nom « d'*eorls* ». Il y a également dès lors des expressions qui font allusion à l'hérédité comme *ceorliscman*, *ceorlborn*, *thegenborn*, *ethelborn*. Les assurances répétées, que les nouveaux acquéreurs de 5 hydes, etc., auraient le droit de thane, montrent que l'aristocratie commençait, non pas seulement à se considérer comme positivement héréditaire, mais ne tenait plus volontiers, un parvenu, pour son égal.

Dans l'analyse de ces rapports de classes, il y a deux points de vue opposés. Le plus ancien considère encore la généralité des hommes libres comme la base normale de l'État et fait de la classe supérieure un plus grand honneur. Depuis Canut au contraire, le thane paraît vraiment le *liberalis homo* en face duquel le *ceorl* est désigné comme *illiberalis* (*Leges Cnuti III*, 21, 25), sans que pour cela le caractère libre du *ceorl*, pour le droit privé, se trouve aucunement contesté. Dans la première opinion, à côté du *liberalis homo* le thane paraît alors comme *liberalior*.

SECTION III

LE PARLEMENT ANGLO-SAXON

Les éléments de la propriété indiqués jusqu'ici, ses prestations à l'armée, en justice et envers l'Église, — sa répartition en classes légalement reconnues, en ordres, forment, par leur ensemble, la participation possible du peuple à la volonté nationale, ou la constitution de l'État à l'époque anglo-saxonne. Ce sont des éléments analogues à ceux qui forment la constitution territoriale germanique sur le continent. Le premier principe de

cette participation est l'activité propre dans l'organisation militaire et juridique; c'est l'habitude d'agir en chaque cas particulier, qui maintient le sentiment de la collectivité et fonde le droit de participer à ce qui est d'intérêt commun. L'opinion populaire de la Germanie ne peut par cette cause comprendre l'autorité de ses chefs qu'accompagnée d'assemblées délibérantes, qui, dans les petits royaumes doivent être tenues pour identiques avec ce que l'on appela plus tard les tribunaux des comtés.

Après la réunion en plus grands ensembles, on trouve à côté des rois, des *assemblées générales* (concilia) dans lesquelles se représente la vie intérieure de l'assemblée judiciaire dans ses traits généraux. En ce sens, on pouvait dire dès lors, que « l'État était un grand comté, le comté un petit État. » Dans les plus petits royaumes, comme dans le Kent, l'assemblée judiciaire ordinaire était certainement identique avec l'assemblée du peuple. Dans les plus grands royaumes, l'assemblée nationale ne pouvait comprendre qu'un moindre nombre de notables. Tel fut le cas dans une mesure encore supérieure, après la conclusion de l'heptarchie.

Ce qui déterminait l'aspect de l'assemblée, c'était naturellement l'objet de la délibération. Elles devaient délibérer sur l'entreprise de guerres communes, sur l'établissement et la modification des institutions générales dans l'organisation militaire, judiciaire et ecclésiastique. Toutes ces relations sont cependant imprégnées d'une part de l'influence de la propriété, de l'autre de la maxime légale, que les prestations supérieures pour l'État donnent un droit supérieur dans l'existence commune. Ces deux maximes ont engendré une distinction légale des rangs qu'il faut indiquer ici dans son ensemble (1).

1° *Les institutions générales pour l'armée et les entreprises guerrières* doivent nécessairement être délibérées avec les chefs. La direction donnée par la propriété se rencontre cependant maintenant chez les grands thanes, qui se rendent à l'armée

(1) Voir la note sur les parlements anglo-saxons à la fin de cette section.

avec de nombreuses suites. Le commandement juridique réside dans l'emploi d'*ealderman*, nommé par le roi parmi les grands thanes. A ce point de vue il fallait inviter aux assemblées nationales les *ealdermen*, et les autres grands thanes, ainsi que les thanes nommés à quelque commandement par suite de leur expérience de la guerre.

2° *Des institutions ou modifications générales dans l'organisation juridique* doivent nécessairement aussi être délibérées avec ceux qui habituellement dirigent le tribunal. Ce sont ici, encore une fois, les *ealdermen* nommés par le roi et à côté d'eux les *shirgerefes*; indépendamment de ceux-ci, encore les grands thanes, comme souverains de leurs propres tribunaux pour leurs gens.

Sous ce rapport donc il fallait convoquer les grands thanes et ceux nommés par le roi. Après la désuétude de la constitution militaire, l'organisation juridique déterminant préféablement la constitution, la dénomination de *witan* (jurisconsulte) devient à ce point de vue la désignation régulière des membres de l'assemblée nationale.

3° *Les affaires ecclésiastiques*, enfin, sont du ressort nécessaire de ceux qui ont le soin d'enseigner et de veiller les âmes. Ce sont les *évêques nommés par le roi* et à côté d'eux, avec le développement des couvents, aussi quelques abbés. La grande fortune des prélats les égale d'ailleurs sans cela aux grands thanes, et leur donne, à cause de leur dignité ecclésiastique, le premier rang. Conformément à son organisation particulière, l'Église est précisément attachée plutôt au centre de l'assemblée nationale, qu'aux assemblées particulières des comtés; là se concentre l'influence ecclésiastique, là s'unissent l'un à l'autre l'état religieux et laïque. La main du clergé est très reconnaissable dans de nombreuses résolutions qui vont surtout à l'encontre du droit des classes. Les choses religieuses sont traitées d'abord et le plus souvent exclusivement même par les prélats.

L'exposé de ces faits embrasse tout ce que les documents contiennent sur les assemblées nationales anglo-saxonnes; depuis

la formation du royaume et surtout depuis Édouard l'Ancien il s'en réunit très fréquemment. Les « Witenagemotes » se composent des éléments directeurs de l'armée, de la justice et de l'Église. Elles se rassemblent de temps en temps pour décider des conflits entre les différents éléments sociaux, pour délibérer et voter les principes généraux les plus importants pour le présent et pour l'avenir. Comme toutes les positions supérieures dans l'armée, la justice et l'Église reposent sur une nomination royale, il en résulte des invitations de membres par *des lettres de convocations royales* (writ). Mais il n'y avait pas de capitale, de lieu fixe assigné régulièrement aux assemblées nationales, aussi le roi détermine-t-il celui-ci d'après le temps et les circonstances; il variait souvent; il fallait dès lors une convocation par un appel formel. Toutes les positions supérieures dans l'existence commune étant, nous l'avons vu, la suite de la propriété (avec cette différence que dans la constitution temporelle la propriété conduit à l'emploi, tandis que dans la constitution ecclésiastique l'emploi mène à la propriété), l'assemblée est également une *représentation de la propriété*. Non pas, il est vrai, de la propriété comme telle seulement, mais de la *propriété d'après les prestations pour l'exis-* x
tence commune, de la propriété suivant qu'elle accomplit réellement les fonctions de l'État. C'est pour ce motif qu'on ne trouve aucune trace de membres élus; car ni dans l'armée, ni dans la justice, ni dans l'Église on ne découvre d'applications du principe moderne de l'élection. *Pas de trace de représentation spéciale des classes*, car elles n'ont ni pour la justice, ni pour l'armée, ni pour l'Église de signification à elles propre, mais elles se confondent dans le comté. *Pas de trace de représentation des seigneuries territoriales*, car les grands thanes forment bien, de fait, dans la levée militaire, des divisions spéciales dans l'organisation judiciaire, de tribunaux souverains particuliers, mais les devoirs militaires et juridiques n'en incombent pas moins encore de droit à chacun de leurs subordonnés. *Pas de trace non plus, pour ce motif, d'une noblesse de naissance reconnue*, ni d'une noblesse plus élevée pour les grands thanes, ni

d'une moindre pour les autres thanes. Mais le fait de l'hérédité de la propriété et de l'influence doit nous apparaître déjà dans ses particularités et dans l'ensemble de son aspect commémorant un ordre de naissance.

L'indécision, l'indétermination de ces rapports et le mélange des institutions postérieures ont fait attribuer beaucoup de choses erronées aux witenagemotes saxonnes. Elles devaient être tantôt une chambre des lords, tantôt une chambre des communes, puis en tous cas une assemblée légiférante et fixant les impôts; en réalité elle n'était ni l'une ni l'autre, pas plus qu'un corps légiférant ou votant l'impôt *dans le sens des époques postérieures*. La witenagemote est bien plutôt l'assemblée des éléments directeurs dans l'armée, la justice et l'Église; — une émanation des masses propriétaires représentant celles-ci de la manière dont elles remplissent réellement les fonctions de l'État. Il est cependant impossible de méconnaître dans ces assemblées la prépondérance décidée des grands thanes; ce qui généralement oblige le roi à confier les hauts emplois d'après leur avis et à fixer les règles générales d'après leur opinion. Cela devient de plus en plus perceptible à mesure qu'avec la décadence de la levée générale de la nation, la puissance militaire se concentre chez les grands thanes et leurs suites agnétiques. Le contre-poids qu'offrait la constitution ecclésiastique vis-à-vis des grands thanes perd plus tard sa force. Particulièrement depuis l'époque de la conversion des Danois au christianisme, les prélatures tombent de plus en plus complètement en partage aux membres des mêmes familles distinguées qui, dans la partie temporelle de l'État, dominent comme grands thanes. Les positions et les opinions deviennent des deux côtés de plus en plus similaires. Durant les infinies confusions de l'existence publique sous Aethelred, ce caractère aristocratique de la constitution s'est décidé. Sous Canut, c'est un fait accompli. Avec Édouard le Confesseur, la dignité suprême est devenue l'ombre d'une royauté.

L'État anglo-saxon s'incarne alors en relativement peu de personnes. Dans le roi, un nombre assez grand de prélats,

d'employés de la cour, d'ealdermen et de shirgerefes. — Outre cela les rois ont leurs prévôts domaniaux, leur baillis, juges, etc., comme prévôts juridiques et de police et receveurs dans leurs seigneuries et leurs biens. On les confond communément et même dans l'histoire anglo-saxonne avec les employés politiques. Une action réciproque de ces éléments était inévitable à cause de la simplicité des relations. Si importants que soient déjà les droits de la royauté anglo-saxonne, ils subissent très aisément l'influence des prélats et des grands thanes à la cour et dans l'assemblée nationale et tournent à leur débilité. De là les surprenantes fluctuations suivant la personnalité royale.

Ce que pouvaient de grands caractères dans une pareille constitution nous apparaît par des exemples éclatants, comme celui d'Alfred le Grand. Lui, le libérateur de la patrie du joug danois passa ensuite pendant plusieurs siècles, chez un peuple reconnaissant, comme le créateur de tout ce qui était respectable et bon, de tout ce qui fut transmis à la postérité comme provenant d'un âge plus reculé. En fait, Alfred et ses premiers successeurs représentent l'activité dans tous les domaines publics, dans la direction normale que devaient suivre les réformes pour rendre à l'État la force perdue.

Seulement de pareilles créations ont besoin de soins persistants pendant une génération jusqu'à leur virilité. La royauté n'était pas encore assez forte pour se soutenir sans de puissants caractères. C'est fort tard seulement que l'union des sept royaumes s'était formée. Des haines de races subsistaient toujours, la discorde entre les éléments danois et saxons était encore plus grande : l'une et l'autre s'incarnaient dans la division des grands seigneurs. Sous la civilisation du moyen âge, c'étaient surtout les classes les plus riches qui étaient le plus exposées aux dangers de l'abâtardissement, de l'ivrognerie et de la luxure. La haine, la violence, le défaut d'esprit public concourent comme sur le continent, avec le malheur de l'incapacité personnelle dans les familles royales depuis Aethelred. Le fort caractère de Canut s'évanouit lui-même comme un mé-

téore sans laisser de traces. Pendant plusieurs générations les malheurs de la guerre viennent en particulier détruire la classe des possesseurs libres d'alleus. La plupart des comtés sont tellement coupés par les grandes propriétés et les communes seigneuriales que dans la majeure partie des centuries les communes libres ne forment plus de tout connexe. Avec la décadence de la liberté commune et de la vie communale libre, le sentiment et la force nationale déclinent aussi à l'abri des querelles des grands, un clergé puissant et ambitieux de domination noue, dès Édouard le Confesseur, des relations avec le duc de Normandie, qui à Senlac ou Hastings anéantit après une lutte courageuse l'armée saxonne (1066).

NOTE SUR LES PARLEMENTS ANGLO-SAXONS

Il y eut chez les Germains une époque dans laquelle les prestations de chaque homme libre pour l'armée et la justice étaient fondamentalement les mêmes, et de là aussi *la délibération sur les affaires générales était commune avec une participation égale de tous les hommes libres*. Le clergé du paganisme se subordonna à cette situation et s'y soumit : chez les petites unités de races, la grande assemblée juridique se confondit naturellement avec ces délibérations sur les choses communes. Ces assemblées étaient, en employant des termes modernes, à la fois le parlement et l'assemblée du comté.

Ces rapports devaient se modifier dès qu'une multiplicité de petites communautés s'unirent dans une *vie commune plus étendue*, comme cela eut lieu bientôt à la suite d'expéditions militaires et de défenses nationales communes. Il dut y avoir, avant les grandes entreprises, des émigrations des peuples, qui reposent sur des plans de guerre combinés en commun, sur le plus grand pied, de nombreux expédients pour former de grandes confédérations.

En règle, ces grandes confédérations reposaient en apparence seulement sur la reconnaissance d'un général en chef commun et sur une délibération des chefs temporaires des différentes races. Une fusion des races subordonnées, en grande assemblée délibérante, était déjà impraticable à cause de circonstances locales. Tendre vers ce but supposait d'ailleurs une unité si étroite, qu'on ne pouvait en général espérer l'atteindre. Il n'y a dès lors, dans toute l'histoire positive, qu'un seul renseignement sur un pareil parlement général et seulement chez les Saxons du continent. D'après

Huebaldus, les Saxons du continent ont dû se réunir annuellement en une grande assemblée nationale à Marklo. Dans cette assemblée paraissaient 36 députés de l'Ostphalie, de l'Engern et de la Westphalie, 12 pour chacune, et parmi eux quatre de chacune des trois classes : des nobles, des hommes libres, et des lases : « Statuto quoque tempore anni semel ex singulis pagis, atque et lisdem ordinibus tripartitis, singillatim viri duodecim electi, et in unum collecti, in media Saxonia secus flumen Wiseram, et locum Marklo nuncupati exercebant generale concilium, tractantes, sancientes et propalantes communis commoda utilitatis, juxta placitum a se statuta legis. Sed etsi forte belli teneret exitium, si pacis arrideret gaudium, consuebant ad haec quid sibi foret agendum. » (Ex vita S. Lebuini, auctore Huebaldio Elnonensi. Pertz, t. II, pag. 561.) On ne saisit pas parfaitement s'il ne faut y voir qu'une assemblée de chefs et de commandants. On ne saurait en aucun cas songer à une élection dans le sens moderne du mot. Le type d'une pareille constitution se trouverait dessiné sans cela tout aussi clairement que celui de la constitution juridique. Il ressort de la disparition complète de l'assemblée de Marklo et du profond silence des documents antérieurs et postérieurs, qu'elle n'était pas fixe, qu'elle n'était pas une institution pénétrant la vie entière du peuple.

Chez les Anglo-Saxons, dans l'île bretonne, une semblable union ne pouvait pas se former immédiatement. Les troupes conquérantes avaient enlevé le sol pas à pas, et étaient dès l'origine attachées à l'existence fixe des petits chefs. De là la très prompte naissance de races royales, qui, après des guerres infinies se subordonnent à de plus grands rois, et depuis Egbert (841) et Édouard l'Ancien se soumettent à un seul roi, sous lequel les petites assemblées nationales des royaumes d'abord séparées subsistèrent encore longtemps. Depuis Édouard l'Ancien seulement, on peut croire, dans une certaine mesure, à l'existence régulière et périodique d'un parlement commun.

Il y a des renseignements sur 117 *witenagemotes* de l'année 698 à 1066 dans Kemble, t. I^{er}, pag. 207-230. Le nom de « *witenagemote* » est plutôt conventionnel. Originellement et légalement elles s'appelaient, comme toutes les réunions judiciaires, *gemotes* — « commune concilium, curia magna, assisa generalis, placitum universi populi, placitum omnium liberorum et hominum, etc. » L'unité que nous appelons aujourd'hui l'État, s'appelle au moyen âge peuple, nation (relativement Église) : c'est le peuple, la nation entière, par opposition aux communes particulières.

La matière des délibérations nous est donnée par les lois anglo-saxonnes encore existantes : résolutions sur la guerre et la paix, sur l'organisation judiciaire, avant tout sur le maintien de la paix intérieure, et, en conséquence, des ordonnances de police. Ajoutez-y le groupe spécial des rapports ecclésiastiques. Les résolutions originelles qui existent encore ne forment naturellement qu'une partie de ce qui parut avoir une importance durable. Les affaires à proprement parler courantes étaient la solution de difficultés entre de puissants barons et prélats, des plaintes nationales de toute sorte, et surtout celles sur le déni de justice. La *witenagemote* n'est pas tant tri-

bunal d'appel, que recours subsidiaire pour ceux qui dans le comté n'ont pas pu obtenir justice.

La position délibérante de l'assemblée est analogue à celle de la constitution des comtés : comme là l'ealderman résout avec l'approbation de ses witan, ici le roi le fait avec celle des witan du royaume. Ce qui s'exprime aussi dans le style : « (Ina) per commune concilium et assensum omnium episcoporum, comitum et omnium sapientum et populorum totius regni.—Edgar-dus rex consilio sapientum, sapientes consilio regis Athelstani instituerunt, — rex Edmundus et episcopi sui cum sapientibus constituerunt, etc. » L'assentiment est formellement exprimé dans la conclusion de traités, la levée de l'armée, dans des ordonnances ecclésiastiques, mais plus fréquemment encore dans les actes d'aliénation du Folkiand.

De même que dans le comté, il se forme également ici des comités plus restreints pour traiter des affaires conrantes, surtout des affaires juridiques, que le roi y a attraites et pour lesquelles le tribunal doit être composé de même que dans les procès au tribunal du comté. C'est sous ce rapport que se trouve rattachée à la witenagemote une *curia regis*, c'est à dire un tribunal composé traditionnellement de membres de cette assemblée. Comme l'assemblée des comtés, l'assemblée nationale renferme, d'après le langage postérieur, plusieurs courts dans son sein, c'est à dire que ses membres sont appliqués dans plusieurs comités et de différentes manières à diverses affaires courantes. Les origines de tribunaux nationaux permanents avec des membres fixes, ne remontent qu'aux Plantagenets. Pour la garde des diplômes et le service de la correspondance du royaume, il existe une chancellerie nationale, soumise à la direction d'un chapelain du roi, qui depuis Édouard le Confesseur a la garde du grand sceau.

Quant à la composition des *witenagemotes*, les signatures conservées nous donnent des éclaircissements authentiques. Elles débutent d'ordinaire par les noms des membres de la famille royale et des évêques. Suivent ensuite quelques *principes, ducs et employés de la cour*, c'est à dire des ealdermen et d'autres grands thanes ; puis, de 30 à 40 et même plus de soldats (milites) c'est à dire de thanes qui ont reçu une citation. Le plus grand nombre des signatures retrouvées jusqu'ici est de 106 ; il y a une assez grande quantité de diplômes qui en portent de 90 à 100 ; mais souvent aussi un nombre moindre jusqu'à 20 et moins encore. Il faut cependant se rappeler ici que pour les anciennes divisions principales du royaume, il y avait très fréquemment des assemblées spéciales. Naturellement on trouvait, comme dans les assemblées des comtés, une foule assistante. Les gens du comté étaient pour la plupart présents et plus certainement encore les grands seigneurs amenaient une nombreuse suite de thanes, de prêtres et d'autres gens. Mais la voix du commun, des gens libres et des suites s'éteignait ici devant la prépondérance des évêques et des thanes royaux. Lors seulement de l'intronisation d'un nouveau roi, l'acclamation ou la désapprobation de l'assistance (en réminiscence d'une époque primitive) exerçait encore une influence sensible.

En ce sens on peut parler d'une moindre et d'une plus grande sphère de l'assemblée nationale, seulement il ne faut jamais attribuer un vote à

l'assistance accidentelle. Comme l'hérédité de la monarchie, l'importance des classes dépendait encore, sous bien des rapports, de relations de puissance temporelle.

Dans des cas de nécessité, l'assemblée nationale résout aussi parfois en l'absence du roi, bien que le droit du roi de convoquer et de diriger des assemblées temporelles et ecclésiastiques subsiste incontestablement.

A la question, si en fin de compte cette constitution porte en elle les caractères d'une *constitution libre*, il faut répondre par les résultats suivant :

1° La *liberté au sens social* est maintenue par l'Église et par la royauté. Avant tout ce fut l'Église qui ouvrait, d'après le droit, à toutes les classes, l'accès des plus hautes dignités du royaume. Mais même dans l'état temporel, le droit des classes n'était pas restreint à la naissance et le progrès était encore possible : d'abord pour le serviteur héréditaire, par les lois sur l'affranchissement ; pour les Gallois, par la loi qui leur attribue également la dignité de thane, s'ils possèdent 3 hydes (150 arpents de terre), pour le ceorl, par une loi semblable. Un marchand même peut acquérir la dignité de thane, lorsqu'il a trois fois passé par la mer. Par la concession royale d'un haut emploi (et la dotation naturelle d'une propriété foncière) le thane ordinaire peut s'élever à la dignité de thane royal et de comte, de même que chez les Carolingiens, les emplois de cour étaient la voie la plus prompte pour égaier de nouvelles races aux anciennes. C'est pourquoi les lois disent : « que c'est un stimulant aux actions honnêtes que, par la grâce de Dieu, un esclave puisse devenir thane, un ceorl, eorl ; tout comme un chantre peut devenir prêtre et un scribe évêque. »

2° La *liberté personnelle au sens juridique* était indubitablement entourée de forts remparts dans l'ancienne constitution judiciaire saxonne. Le jugement par les égaux juridiques (pares) et la forme des cojurateurs pouvaient manquer au faible en présence d'un plus puissant. Ils étaient néanmoins d'autre part une forte barrière contre l'arbitraire de prévôts royaux. Aussi dans la décadence de l'ensemble de la vie publique et malgré des plaintes temporaires sur l'injustice, la procédure saxonne paraît une procédure loyale « a fair trial. » Précisément pour cela, le droit territorial du tribunal des pairs est défendu, avec passion même, par les plus pauvres hommes libres. C'était là le point essentiel, qui conservait encore une valeur à la notion de la liberté dans le droit privé. Aussi, même là où pour le vassal une juridiction seigneuriale, saca et soca, s'était subordonnée au tribunal de la centurie, le ceorl maintient encore avec fermeté son droit de liberté. Le prévôt seigneurial procédait ici comme le shirgerefa avec ses justiciables.

3° La *liberté au point de vue de la détermination individuelle relativement à une volonté commune*, était toujours représentée dans les assemblées délibérantes de la nation et du comté, mais seulement pour les classes supérieures de la propriété, et par la *nomination royale* pour quelques éléments des classes moyennes. La prépondérance de la grande propriété, l'organisation défectueuse de l'armée, l'action de l'Église et de son organisation administrative, rendaient une base plus large impossible. Le principe de l'élection n'existait que dans les sphères les plus subordonnées et peut-être même là, plutôt

comme un droit de présentation. Tous les emplois importants sont d'une part soumis à la nomination royale, par suite des besoins internes d'une vie publique développée dans l'armée, la justice et l'Église ; d'autre part, au point de vue social, par ce principe de balancer ainsi la prépondérance de la propriété. Sans cela les emplois seraient devenus, comme sur le continent, la propriété des grands à cause de leur fortune. C'est ce qui est dit dans un diplôme (*Cod. dipl.* n° 996) falsifié, il est vrai, mais qui montre néanmoins dans quelle direction se mouvaient les idées dominantes. L'opinion de Palgrave (*l. I*, pag. 118) est rigoureusement vraie.

« On peut douter si l'élection populaire au sens moderne a jamais existé chez les Anglo-Saxons. J'ai cherché avec ardeur dans les vieux diplômes de ce royaume la preuve d'une pareille coutume, et lorsque je commençai d'abord l'étude de l'histoire de notre constitution, j'avais la conviction que toutes les restrictions du principe électif étaient des usurpations violentes. Chaque année, des recherches nouvelles ont rassemblé des témoignages pour réfuter cette opinion, et montrer que partout où l'on trouve un droit de voto étendu, c'est un triomphe remporté par la pluralité sur la minorité, c'est le résultat de la destruction de la pratique originelle, etc. »

Ce n'est pas ici, mais dans le défaut de répartition fixe des charges publiques, et particulièrement du service militaire que gît la faiblesse de l'âge anglo-saxon. C'est précisément cette faiblesse que les générations postérieures oublièrent le plus aisément. Il en demeura le souvenir d'une procédure juridique juste et peu coûteuse, celui de la protection de la liberté personnelle contre l'arbitraire des prévôts royaux, de la douceur du gouvernement, du seigneur anglo-saxon vis-à-vis de ses gens (ce qui différait de la manière d'agir de leurs avides successeurs). Tout cela devait rappeler à la postérité les temps du grand roi Alfred et encore ceux du bon roi Édouard, comme « le bon vieux temps » dans toute l'acception du mot.

DEUXIÈME PÉRIODE

LA FÉODALITÉ

Guillaume I^{er}, 1066-1087.

Guillaume II, 1087-1100.

Henri I^{er}, 1100-1135.

Étienne 1135-1154.

Henri II, 1154-1189.

Richard I^{er}, 1189-1199.

Jean 1199-1216.

Henri III, 1216-1272.

L'État et la Société se présentent dans cette période sous un rapport nouveau (1). L'État anglo-saxon apparaît soudain

(1) Quant aux sources générales de l'histoire de l'époque normande, voyez Lappenberg, *Histoire d'Angleterre* (Al.) t. II, pag. 372-395 (*Histoire ancienne de la Normandie*) et Paull, continuation de Lappenberg, III, 858-96. Ceiles pour l'histoire de l'organisation de l'État et de la commune peuvent se ranger comme suit :

1^o Le *Domesdaybook*, le Cadastre du royaume, achevé à la fin du gouvernement de Guillaume, renfermant une revue minutieuse des rapports fonciers du royaume, surtout dans un but d'administration financière (voy. Lappenberg II, 143-154), édition officielle en 1783, 2 vol. in-fol. Il y faut ajouter deux volumes d'appendices publiés en 1816 par la commission des records, renfermant une introduction, des tables des noms et matières, ainsi que des indications complémentaires puisées dans l'*Exon domesday*, *Inquisitio Eliensis*, *Liber Winton*, et *Boldonbook*. — Des commentaires : Kellham, *Domesdaybook illustrated*, London 1788, in-8^o. Sir H. Ellis, *Introduction to the Domesdaybook*, 1633, 2 vol. in-8^o.

2^o Les *Traités internationaux et les diplômes administratifs* se trouvent dans Rymer, *Foedera, conventiones, litterae*, etc. Nouvelle édition, 1816-1830, 3 vol. en 6 part. A. D. 1066-1391, in-fol. (L'édition ancienne de Londres 1745, f. est plus correcte. Sur la naissance de cet ouvrage, voy. Cooper, *Account*, c. II). Les diplômes administratifs que la commission des records a publiés depuis le roi Jean, dans un ordre chronologique, en décrivant une partie d'entre eux et donnant les autres *in extenso*, se divisent pour notre sujet de la manière suivante : 1^o Patent-rolls de 1200-1483, déposés à la Tour de Londres, concernant les actes du gouvernement proprement dits, et s'occupant des affaires juridiques, des traités internationaux et des correspondances, des

brisé par une conquête, séparé violemment de ses origines par une race dominante qui, ayant adopté sur le sol normand la langue française, a importé avec elle une organisation militaire et juridique spéciales.

Le duc de Normandie est devenu roi de la race saxonodanoise, et a acquis une position telle qu'aucun autre monarque du moyen âge ne pouvait jamais en atteindre une pareille. Chef de deux nationalités, dont aucune ne subsistait comme unité exclusive, dont aucune n'était suffisamment prépondérante pour réduire l'autre à l'état de servage, le roi normand acquit, par suite de leurs discordes et tout naturellement, la

concessions d'emplois, de privilèges, d'incorporations, de commissions. (*A description of the patent-rolls in the Tower of London*, by Duffus Hardy 1835. *Rotuli litterarum clausarum in Turri Londinensi asservati*, 2 vol. 1833-1844); 2° des protocoles judiciaires depuis Henri II, en partie imprimé, par exemple, les *Rotuli oblationum et finium*, *Magnus Rotulus Pipae*, etc. Ajoutez-y le *Dialogus de Scaccario*, chez Madox, t. II.)—Cooper donne un aperçu sur ce groupe: *An Account of the most important public records of Great Britain, and the publications of the record commissioners*. London 1832-1835, 2 vol. in-8°. *Report of the commissioners on the public records*, 1836, in-fol. Il y a des rapprochements et des citations nombreuses de l'ensemble dans Th. Madox, *the History and Antiquities of the Exchequer of the Kings of England*, 2 vol. in-4°, London 1760. — La *Magna Charta* en particulier est imprimée au début des collections de statuts anglais (d'après une copie collationnée dans Paull-Lapenberg, *Histoire d'Angleterre* (Al.), t. III, pag. 897-909. Voyez encore sir Wil. Blackstone, *Magna Charta and Charta de foresta*. Oxford 1758, et un commentaire dans les *Inst. de Coke*, pag. 1-78.

3° Les ouvrages juridiques de cette époque comprennent : 1° les *Leges Henrici primi et Eduardi Confessoris*, compilations privées du douzième siècle. Elles traitent du droit anglo-saxon dans son application sous la royauté normande. Il en est de même pour la majeure partie de celles dites *Leges Willhelmi*, I. Les concordances avec le droit anglo-saxon sont données par la *Table of Concordance*, à la fin de Thorpe *Ancient Laws and Institutes* (voir plus haut, pag. 9); 2° Glanvilla, *Tractatus de legibus et consuetudinibus Anglie tempore Henrici II compositus* (imprimé dans l'histoire du droit de Philipps (Al.), t. II), relatif à la procédure de la « curia regis »; 3° Bracton de *Legibus et consuetudinibus Anglie* (London 1640, etc.), exposition détaillée du droit privé et de la procédure de l'époque, de 1240-1250; 4° Britton et Fleta, deux ouvrages juridiques abrégés de l'époque d'Édouard I^{er}. — Voyez les renseignements sur ces ouvrages dans Biener, *Documents sur l'histoire de la procédure inquisitoriale* (ali.). Leipzig, 1827, pag. 217-228, Comparez Güterbock, *Henr. de Bracton*, Berlin, 1862, in-8°, part. I. Biener donne un remarquable

souveraineté militaire et judiciaire, ainsi qu'en matière de police et de finance. Par de sages considérations politiques, le duc Guillaume avait pris possession du pays comme prétendu *héritier testamentaire et successeur légitime du roi Édouard*. Ce n'est pas la race normande, mais le duc Guillaume, qui avait acquis le pays au nom d'un titre puisé dans le prétendu testament du roi Édouard, avec l'assentiment de l'Église et l'aide de nombreux confédérés et de troupes mercenaires. Il était donc possible, en fait et en droit, de traiter le pays comme une acquisition *personnelle*.

Le point de vue le plus simple était toujours celui d'une

aperçu général des sources juridiques de cette époque, dans *Engl. Gesch.* *vornen. Ger. Bd. II, app. VI, pag. 83-99.*

4° Les codes nationaux de la Normandie constituent une série parallèle, savoir : 1° Les établissements et coutumes de Normandie (*Statuta et consuetudines normanniae*) nés peu après 1205, écrits en français, et imprimés sous cette dernière forme dans Warnkœnig, *Histoire du droit français*, t. II, livre des sources; 2° le *Coutumier de Normandie ou Grand Coutumier*, entre 1260 et 1280, dans un texte français et latin, sous la dernière forme, chez P. de Ludewig, *Reliquiae Manuscr.*, t. VII, pag. 149-418. Sur sa naissance, voir Warnkœnig, *Histoire du droit français*, t. II, pag. 44. — Sur le droit normand de l'île de Jersey, voir le *Report of commissioners for inquiring into criminal laws in the Channel Islands* (1846). Un écrit remarquable (les manuscrits de Philippe Le Geyt, écuyer, sur la constitution de Jersey. *Jersey*, 1846, 4 vol. in-8°) ne renferme que des documents de droit privé et archéologiques. Le nouveau *Report of commissioners on the Law of Jersey*, 1861, m'est inconnu.

5° Études sur l'histoire du droit anglais : sir M. Hale's *History of the common Law*, 2 vol. in-8°, éd. Rimmington, 1794. Reeve's *History of the English Law*, third édition, 1814 (ici se rapporte le t. I et II en partie). Crabb, *History of the English Law* (traduction de Schäffer, 1859, en ail.). Une curieuse mais utile compilation est donnée dans *Henrici Spelmanii Codex legum veterum statutorum regni Angliæ ab ingressu Guilelmo I usque ad a. 9. Henr. III*, donc de la conquête jusqu'à *Magna Charta*, compilation de fragments des historiens, de chartes royales, de writs, assises, etc., publiée d'après les papiers de Spelman par Wilkins, pag. 284 ss. et dans Houard, *Anciennes loix des François*, Rouen, 1766, t. II, pag. 180-426. C'est d'après cette dernière impression que nous citons.

6° *Histoire générale d'Angleterre*. Lyttleton, *the History of Henry II*, London, 1767, 3 vol. in-4°, Hailam, *Middle ages*, cap. VIII. Thierry, *Histoire de la conquête d'Angleterre par les Normands*. Lappenberg-Paull, *Histoire d'Angleterre* (ail.), t. II et III.

occupation militaire durable, qui, à côté de la création de nombreuses fortifications et du maintien de mercenaires, amena l'organisation d'un système militaire complètement nouveau. En traitant comme des rebelles le roi Harold et les Saxons qui combattirent avec lui et continuèrent ensuite la résistance, on trouva dans ces luttes des prétextes légaux pour les confiscations les plus étendues. L'héritage d'Édouard, patrimoine de Harold, les restes de l'ancien Folkland furent prélevés comme réserves royales. Dans les biens des grands thanes on trouva matière à des concessions de fiefs aux chefs de l'armée conquérante, surtout à des seigneurs normands. Pareillement les soldats servant sous les ordres immédiats du duc, reçurent la concession de biens particuliers devenus vacants dans différentes parties du royaume. Les grands feudataires agirent de même avec leurs soldats dans le partage de leurs territoires, de telle façon, cependant, qu'une grande partie des thanes saxons, qui n'avaient pas pris part à la lutte, restèrent en qualité d'arrière-vassaux sur leurs anciennes propriétés. Celles de l'Église et en particulier des couvents furent conservées également et même augmentées partiellement. Un devoir semblable et égal de service militaire fut alors imposé à tout l'ensemble des anciens et des nouveaux propriétaires. La mesure de ce service naquit de la propriété de 5 hides environ, de l'époque anglo-saxonne, tout en tenant compte cependant de l'augmentation des revenus.

Une propriété foncière ayant une valeur semblable est par suite obligée, lors de la levée royale, de fournir et maintenir au service, pendant quarante jours par an, un cavalier pesamment armé (*servitium unius militis*).

Après une application rigoureuse de ces principes, le territoire nous apparaît divisé en 60,215 lots ou fiefs de chevaliers, de la même valeur à peu près, qui embrassent dès lors l'ensemble de la grande propriété libre.

D'après le calcul ordinaire, il y a 1,422 manoirs (*manors*) dans la réserve royale; 28,015 fiefs de chevaliers sur le territoire ecclésiastique; plus de 50,000 appartenant aux seigneurs.

Il ne faut pas ici penser qu'il ne s'agit que de propriétés déterminées, la propriété *réelle* d'un revenu permanent est chargée du devoir du service militaire. Il en est ainsi des bâtiments, des bois, des moulins, des pêcheries, des salines et minières, des droits de douane, de marché, des dîmes. En sorte que la « vesture du sol », c'est à dire l'ensemble des arrière-vassaux, le cultivateur libre autrefois possesseur d'alleu, comme homme domicilié, avec tous les droits de protection, les dons, les prestations de service, tout cela forme la matière de la *nouvelle possession par inféodation* (1). Les rapports du propriétaire

(1) Quand aux détails de droit privé de l'organisation féodale anglaise, les plus anciennes sources sont d'un silence des plus frappants, Aucune loi n'a introduit la féodalité en Angleterre, ne l'a ordonnée ou réglée dans quelque détail. La chartre de Guillaume ne contient qu'une reconnaissance générale des rapports des propriétés :

« Volumus etiam ac firmiter præcipimus et concedimus, ut omnes liberi homines totius monarchie regni nostri prædicti habeant et teneant terras suas et possessiones suas bene et in pace, libere ab omni exactione injusta et ab omni tallagio, ita quod nihil ab eis exigatur vel capiatur, nisi *servitium suum liberum quod de jure nobis facere debent* et facere tenentur, et prout statutum est eis, et illis a nobis datum et concessum jure hereditario in perpetuum, per commune consilium totius regni nostri prædicti. »

Il ne s'y trouve pas plus de trace de demandes de concessions féodales par lesquelles les thanes saxons auraient recherché ou obtenu une nouvelle concession d'après « le droit féodal ». Je suis, au contraire, d'avis que par les inféodations isolées et les confirmations dans la possession, le droit féodal anglais s'est formé *pratiquement des relations traditionnelles*, et que la nouveauté ne s'y est rencontrée que par suite de nouveaux rapports entre les personnes et les choses sur le sol anglais. D'une part, chaque personne choisie comme feudataire se soumet (qu'elle soit normande ou saxonne) par le serment féodal (*devenio homo vester*) au droit féodal coutumier en vigueur en Normandie, beaucoup plus rigoureux et d'une discipline beaucoup plus sévère que ne la faisaient les devoirs du thanat antérieur ; l'Anglo-Saxon, sous ce rapport, ne peut pas réclamer de meilleur droit que le Normand. D'autre part, la chose inféodée à titre de fief est, cela va de soi, concédée avec les droits que le prédécesseur avait au sol, à ses accessoires et sur les manants qui l'occupaient ; le Normand ne doit pas ici avoir plus de droit que le Saxon. Les anciens rapports de propriété foncière se conservent donc objectivement, pour le maître actuel, sous une nouvelle forme de possession (tenure). Les inconvénients de ces rapports sont successivement mitigés par la pratique de l'échiquier (*exchequer*) et de la « curia regis » ; dans beaucoup de questions on prend un milieu entre le droit normand et

avec le sol et ses habitants demeurent d'abord assez immuables. Le personnel se modifie cependant par le déplacement de beaucoup de familles saxonnes, surtout des grands thanes; les simples thanes étaient compris en moindre nombre dans ces mesures et les petits propriétaires bien moins encore.

Les relations avec le roi se modifient davantage: il reconnaît ces possessions comme héréditaires, *mais seulement d'après les principes du droit féodal en vigueur en Normandie*; de telle manière, par conséquent, que le bien, au cas du décès du propriétaire sans descendance féodale (*escheat*) ou bien en celui de félonie (*forfeiture*), retombe au pouvoir royal. Il y avait également obligation de payer de lourdes taxes, en cas de changement de propriétaire, une tutelle fructueuse sur les héritiers

le droit saxon; la « *ratio juris* » décisive était bien, en ce cas, que le Saxon ne pouvait pas réclamer plus que le Normand, et que les classes inférieures (sans tenir compte du devoir de service militaire) doivent se soumettre aux mêmes bornes et aux mêmes charges que les hautes classes. Au moins vis-à-vis du droit et du trésor royal, cette opinion était établie d'une manière fixe. Il en résultait :

1° *Le caractère héréditaire des concessions*, qui était déjà établi d'après la coutume normando-française. Le thane saxon resta donc maître de la propriété héréditaire, cependant avec les nombreuses restrictions du droit féodal, qui excluent les aliénations, les hypothèques, les actes qui grèvent la propriété, les dispositions testamentaires, et en cas de défaut du fils n'admettent la fille comme héritière, qu'à la condition d'épouser un homme en état de porter les armes et accepté par le seigneur.

2° *Le relief, Heriot, relevium*, était l'ancienne coutume pour les thanes dotés à titre de devoirs militaires et est fourni par l'héritage en une quotité d'armes et de chevaux. (*Leges Cnuti II*, cap. LXXI-LXXV). Le droit féodal normand avait une prestation analogue, payable par le tenancier féodal. L'une et l'autre se fondent en un droit de reconnaissance, qui d'abord est payé en nature, puis en sommes d'argent, d'abord à l'estimation du seigneur, puis à un taux fixe. *Leges Will. I*, cap. XXII-XXIV. *Assize of Arms*, 27. H. II.; Ellis, introduction 270-271. Vis-à-vis du vassal de la couronne il faut ajouter le droit de la couronne à la première saisine (*primer seisin*).

3° *La tutelle féodale et le mariage* étaient organisés en Normandie avec une rigueur particulière et se confondaient avec des droits analogues du seigneur anglo-saxon sur le thane doté par lui. (*Leges Cnuti*, cap. LXX-LXXV). Elles s'étendirent ensuite également sur les propriétaires libres et les vassaux.

4° *Les aides, auxilia, aids*, que le vassal doit dans les cas de besoin ou d'honneurs extraordinaires à son seigneur, sont une coutume normande et

mineurs, et un devoir de contribuer aux cas d'honneur ou de nécessité (*auxilia*).

La conquête ayant d'ailleurs naturellement rompu, avec le mélange des nationalités, le lien normal entre les grands vassaux et leurs subordonnés, le conquérant put appliquer la maxime, que chaque arrière-vassal doit prêter serment de fidélité immédiate au roi, que tout serment de fidélité à un seigneur féodal privé soustrait à l'obéissance royale; que par conséquent, quant au devoir militaire, tous les sujets sont immédiatement soumis au roi. Le cadastre territorial du royaume, rédigé à la fin du règne de Guillaume, nous fournit maintenant les distinctions suivantes dans la propriété (1) :

1° Environ 600 personnes et corporations nous apparaissent

nommée comme telle dans le grand continer, et introduite même à Naples et en Sicile, par le roi Guillaume comme les « tria capitalia auxilla Normannie. » Le vassal saxon doit naturellement aussi se soumettre à cet usage, par lequel toute la grande propriété foncière est soumise à un impôt foncier subsidiaire.

6° Le retour du fief (*Escheat and forfeiture*) est le dernier point caractéristique qui montre la révocabilité nécessaire de la concession. Il se rencontre d'abord, lorsque le feudataire meurt sans héritier féodal (*escheat*), cas qui devait se présenter fréquemment chez les seigneurs temporels, car jusqu'à Henri VIII le droit de disposer par testament des propriétés foncières n'existait pas. Plus abondante encore était la confiscation pénale (*forfeiture*) pour félonie, tandis que le droit anglo-saxon ne connaissait de confiscation que pour trahison. La pratique a généralisé ici le droit le plus rigoureux.

Indubitablement ces particularités ne sont que le résultat d'une conséquence juridique. Le conquérant avait, durant le cours de son gouvernement, concédé successivement à titre de fief à ses fidèles toute la masse des biens confisqués, et seulement à la fin de son règne convoqué les guerriers à une grande revue à Salisbury, afin de proclamer, par un solennel acte d'hommage, les faits réalisés en particulier. « Omnes prædia tenentes, quotquot essent notae melioris per totam Angliam, ejus homines facti sunt, et omnes se illi subsidere, ejusque facti sunt vassalli, ac ei fidelitatis juraamenta præstiterunt, se contra alios quoscunque illi fidos futuros. » (*Chron. Sax. A. D. 1086*). Aussi le principe souvent cité du droit anglais « que toutes les terres du royaume sont concédées immédiatement ou médiatement par le roi, » n'est qu'une abstraction postérieure déduite par la jurisprudence de conséquences analogues par rapport à la grande et à la petite propriété.

(1) Pour ce qui est des bases sociales fondamentales et des gradations sociales, cette époque passe très injustement pour une période d'obscurité,

comme vassaux de la couronne, temporels et ecclésiastiques, (tenentes in capite), mais dans une mesure différente. De 20 à 40 seigneurs sont pourvus de biens complexes, comparables

que l'on raccourcit volontiers autant que l'on peut dans les travaux anglais. Aucune partie du moyen âge n'est aussi positive au point de vue statistique que celle-ci, ainsi qu'on le constatera dans le *Domesdaybook*. Il y a d'après les relevés accoutumés : tenentes in capite (comprenant tous les petits vassaux), 1,400 ; — arrière-vassaux, 7,871 ; — liberi homines, 10,097 ; — liberi homines commendati, 2,041 ; — burgenses, 7,968 ; — sochemani, 23,072 ; — homines, 1,287 ; — villani (ceorls), 108,407 ; — bordarii, 82,119 ; — coscets, 1,749 ; — cottarii, 5,054 ; — servi, 25,156. — Ajoutez-y encore 994 presbyteri (thanes de la messe) et quelques tout petits groupes. L'ensemble du nombre d'hommes constatés comprend 283,242, ce qui, en tenant compte de quelques omissions, indique une population d'environ deux millions d'âmes. Quant à la position de chaque classe, en droit privé, il reste toujours quelques doutes à soulever.

Sur le nombre des guerriers venus de la Normandie avec le duc, voyez Lappenberg I, 534-535, Thierry, I. App. n° 3, 4.

Dans le *Domesdaybook* on indique aussi la situation antérieure « tempore Eduardi. » On peut donner, d'après cela, une statistique comparée de la population anglaise dans les 34 comtés que contient le *Domesdaybook*.

	Tempore Edwardi.	Tempore Wilhelmi.
1. Proprietors	1,599	1,400
2. Kings thanes	326	(600)
3. Milites.	213	
4. Tenentes and subtenentes	2,899	7,871
5. Ecclesiastici	1,564	994
6. Sochmanni	23,404	25,072
7. Burgenses	17,103	7,968
8. Others.	1,607	
9. Villani.	102,794	108,407
10. Bordarii	74,823	82,119
11. Cottarii	5,497	5,054
12. Servi	26,552	25,156

Les nombreux arrière-vassaux qui forment la principale distinction de classe, sont nés de la division systématique des grands fiefs ; il en est résulté pour l'époque postérieure la base d'une bien plus nombreuse gentry, que celle qui existait à la fin de l'époque anglo-saxonne.

Pour un détail plus minutieux des vassaux de la couronne, voyez les indications que je donne dans une note à propos de la constitution de l'armée. Il ne se trouve désigné nommément, dans le *Domesdaybook*, qu'environ 460 vassaux temporels de la couronne et 160 évêques, couvents, églises et ecclésiastiques.

aux seigneuries des grands thanes saxons, mais éparpillés à dessein dans les différents comtés. Ce sont les « barones majores » futurs. Environ 400 chevaliers, servant directement sous les ordres du duc, sont dotés d'un seul fief de chevalier dans une mesure variable ; ce sont « les barones minores ». La ligne de démarcation entre eux n'existe, pendant longtemps, que de fait et demeure incertaine. Parmi les seigneurs ecclésiastiques, la propriété de la plupart des évêques et de quelques grands abbés est comparable à celle des plus riches seigneurs temporels. Le plus grand nombre est, également ici, composé de petits fiefs. Ce n'est qu'en y comprenant beaucoup de petits rapports douteux de propriété, que l'on arrive au nombre communément indiqué de 1,400 *tenentes in capite*.

2° *Le second degré est formé par 7,871 arrière-vassaux.* Comme les plus riches ont à fournir des escadrons entiers d'hommes pesamment armés (les 12 plus puissants de 100 à 793 hommes), et que les moins riches doivent fort souvent plus qu'un homme, il était nécessaire, à cet effet, de former dans ces territoires un vasselage encore plus éloigné. Le soldat normand y trouvait, de la part de son chef, la source d'une nouvelle concession à titre de fief, pour le thane saxon, qu'on laissa en possession de ses biens, il y avait là une reconnaissance conventionnelle de sa propriété avec imposition de charges nouvelles. Aussi, de ces arrière-vassaux, on exige souvent de nouveau, 2, 3 et même jusqu'à 10 hommes.

3° *Le reste de la population, qui n'est pas obligé au service militaire par suite de la propriété, est incorporé en masse en qualité de petits vassaux, manants, aux fiefs militaires, avec leur ancienne propriété, le plus souvent précaire, ou chargée d'impôts, et sur laquelle s'accumulent encore quelques charges nouvelles par suite du devoir féodal envers le seigneur terrien.*

Les divisions capitales, sont : 10,097 *liberi homines*; 23,072 *sochemanni*; 7,968 *burgenses*; 108,407 *villani* (*ceorls*); 82,119 *bordarii*, 25,156 *servi*.

Le nouvel aspect fondamental est une *division complète de la société d'après le devoir militaire*, avec subordination immé-

diate et efficace des classes supérieures dans l'obéissance militaire, au roi, et comme conséquence une subordination d'autant plus rigoureuse pour les classes inférieures. L'ensemble de la propriété foncière est ainsi devenu également productif pour l'État, et l'est resté jusqu'aujourd'hui, après différentes transformations de ces besoins.

A côté de ce point de vue militaire, c'est l'intérêt des finances qui préoccupa surtout le roi des Normands, et qui exerça l'action la plus importante sur l'organisation de l'administration ordinaire. Selon le modèle de la Normandie, on forme un échiquier (*exchequer*), la seule cour *fixe*, avec une procédure réglée dès l'abord et un système de comptabilité. C'était la cour supérieure à tous les gouverneurs royaux et prévôts spéciaux. Quant à l'administration locale, les comtés, centuries et décuries préexistantes continuent à subsister comme grands et petits districts administratifs. A la place des *shirgeref* paraissent des *vicomtes* (*vicecomites*) normands qui « louent annuellement leur emploi à celui qui offre le plus », c'est à dire évaluent les rentes incertaines en une somme fixe. Ces prévôts territoriaux normands, baillifs, exercent comme autorités financières, juridiques et de police les pouvoirs royaux, avec une réserve, que le conquérant avait déjà faite « de maintenir les bonnes et traditionnelles lois d'Édouard le confesseur ». Ce n'est que l'ancienne fonction de *shériff*, sous une nouvelle dénomination, confiée à un seigneur normand dévoué au roi, avec la plus rigoureuse responsabilité personnelle et la plus sévère comptabilité, dont les formes et le nom se sont en partie conservés jusqu'aujourd'hui.

Comme le vicomte est un simple bailli royal, toutes ces prérogatives sont aussi partageables. Il existe dès l'origine, à côté des *shériffs*, des employés forestiers et douaniers particuliers, des gouverneurs spéciaux de villes et de guildes, des prévôts pour les citadelles et les lieux fortifiés. Le pouvoir judiciaire aussi est fréquemment divisé en circonscriptions spéciales; on accorde des exemptions (surtout les plus larges pour les tribunaux et les matières ecclésiastiques), mais de telle façon

cependant que pour les exécutions et les contraintes, la main puissante et ferme du vicomte doit toujours intervenir.

C'est ainsi que l'État normand se transforme en une *organisation administrative*, inconnue sans cela du moyen âge. Sans modifications, à proprement parler, radicales des principes juridiques, en fait, l'action de la puissance royale nous apparaît modifiée dans son fondement par des antagonismes sociaux et nationaux. La royauté saxonne déjà était devenue juge suprême, chef militaire et de police; elle avait acquis de nombreux droits en fait d'élections et d'honneurs. Dans aucune de ces sphères cependant elle n'avait obtenu le pouvoir de gouverner, pour régulariser le droit des classes, engendré ensuite de l'inégalité de la propriété, pour astreindre d'une manière égale les hautes et basses classes à l'accomplissement des devoirs envers l'État. Les rois normands possèdent ces pouvoirs de la manière la plus étendue, en réalité ils sont plus complets que ne le porte le droit; les différents droits des classes sont en effet brisés par la discorde entre les nationalités. Cette cause jointe à la politique bien calculée des premiers rois normands, fait de l'Angleterre un État dont l'aspect policier et la régularité dans l'exploitation pécuniaire sont surprenants et presque modernes.

Cette constitution est tellement simple, qu'elle paraît tout à fait inconsistante dès que le porteur de ces pouvoirs devient chancelant. La lutte pour la succession du trône sous Étienne conduit ainsi cet État, si rigoureusement ordonné quant à la force militaire et à la police, à des complications inouïes et au règne exclusif de la force. Après le renversement de toutes les relations, nous voyons sous Henri II, les premiers symptômes de la décroissance des haines de race. Le roi, afin d'établir la paix publique, convoque lui-même à diverses reprises de nombreuses assemblées pour délibérer de l'état du royaume. Ces précurseurs du parlement cessent ensuite d'exister; une génération plus tard cependant, l'injurieux gouvernement du roi Jean suscite une révolution. Les milices féodales exigent de lui la concession de la Magna Charta (1215), la première

restriction constitutionnelle imposée à l'administration normande. Les essais primitifs d'une représentation de la nation paraissent cependant avoir échoué et s'être montrés inapplicables. Après un demi-siècle seulement de confusion, sous Henri III, après une guerre des barons contre le roi, et une captivité de ce dernier, après la difficile restauration de la puissance royale, l'époque de la fondation d'une administration constitutionnelle, reparut sous Édouard I^{er} (1272).

SECTION PREMIÈRE

VIE INTERNE DE L'ÉTAT

Le mode d'après lequel les fonctions de l'État sont accomplies sur cette base de la propriété, repose encore toujours sur ce triple fondement : l'armée, la justice et l'Église.

L'armée est en cette période au premier rang et forme, à proprement parler, le fondement de l'organisation politique et sociale.

L'organisation judiciaire se dirige, après différentes transformations par l'organisation du jury, vers une nouvelle manière de procéder. La procédure pénale se développe en un système régulier de *police*. Le groupement particulier de l'existence juridique, de police et de l'organisation fiscale forme les *constitutions des villes ou urbaines*.

En face de ces fonctions fort multipliées se trouve encore immuable, l'Église, qui a atteint à cette époque le plus haut point de sa puissance.

I

L'ARMÉE

L'organisation militaire, autrefois la partie la plus faible de l'État anglo-saxon, devient actuellement la plus forte base de l'État normand. La grande propriété territoriale du royaume

est, comme nous l'avons dit partagée en 60,215 fiefs de chevalier, dont 28,015 sont établis sur la propriété ecclésiastique, et plus de 30,000 tombent à charge de seigneurs temporels. Le lien féodal de chevalier fonde l'obligation de fournir et d'entretenir un homme pesamment armé à cheval, pour un service de quarante jours par an. Les vassaux de la couronne sont les soldats immédiats (hommes) du roi; les arrière-vassaux sont d'abord les hommes de leurs suzerains, mais en même temps aussi *homines regis*. Les plus riches fournissent au moyen de leurs propriétés diverses 30, 40, 100 et même plusieurs centaines d'hommes, d'après le nombre de leurs fiefs. Le fidèle est *personnellement* convoqué pour servir, mais fournit le restant de ses hommes par le moyen d'arrière-vassaux et d'autres hommes pesamment armés, et, après convention, par d'autres gens encore; tout comme dans l'époque anglo-saxonne. La nouveauté est l'obligation rigoureuse du service militaire personnel par suite du lien féodal, l'égale répartition entre la propriété réelle libre, la rigueur de la discipline et des rapports juridiques qui s'y rattachent : la félonie et les amendes féodales (1).

(1) L'ordre du service féodal était établi d'une manière fixe en Normandie. Il n'eut donc pas besoin de l'être par une loi. Ce que les *Leges Willhelmi* contiennent à ce sujet, n'est qu'une charte royale et jusqu'à un certain point un ordre du jour du chef de l'armée : « Omnes comites et barones, et milites, et servientes, et universi liberi homines totius regni nostri praedicti, habeant et teneant se semper bene in armis et in equis, ut decet et oportet; et sint semper prompti et bene parati ad servitium suum integrum nobis explendum et peragendum cum opus fuerit; secundum quod nobis debent de feodis et tenementis suis de jure facere; et sicut illis statuimus per commune concilium totius regni nostri praedicti, et illis dedimus et concessimus in feodo jure hereditario. Hoc praeceptum non sit violatum ullo modo super forisfacturam nostram plenam. » (Schmid, *Lois des Anglo-Saxons*. *Leges Will.* cap. viii). Le début est celui qui est usuel pour les chartes ayant le caractère d'un édit général : « Willelmus rex Anglorum, dux Normannorum, omnibus hominibus suis francis et anglis salutem. » L'admonition générale contenue dans le chap. ii a le même caractère :

« Statuimus etiam, ut omnes liberi homines foedere et sacramento affirmant, quod intra et extra regnum angliae (quod olim vocabatur regnum Britanniae) Willelmo regi, domino suo, fideles esse volunt, terras et honores

Ce droit militaire plus rigoureux avait été importé de Normandie. La Normandie était organisée comme les margraviats et les colonies militaires du moyen âge. Durant 150 ans, une sévère obligation du service militaire y avait engendré un ordre inconnu ailleurs. Il n'existe pas, il est vrai, de code militaire écrit qui aurait fondé le droit féodal normand. Les établissements, et le grand coutumier de Normandie étaient seulement des années 1205-70, mais des ordonnances duciales et l'inféodation avaient organisé de bonne heure la justice et les finances de l'existence féodale jusque dans ses détails. Aussi on ne sau-

illius omni fidelitate ubique servare cum eo, et contra inimicos et alienigenas defendere. »

La formule du serment féodal est, d'après la rédaction anglaise postérieure de Littleton :

« Hear this, my lord, I will be faithful and loyal to you, and will bear to you faith for the tenements I hold of you; and will loyally perform the customs and services which I owe to you, at the time assigned. So help me God and his saints. » Les ordres périodiques pour la levée des vassaux, dont il résulta des rapports juridiques plus étendus, étaient adressés à chaque vicomte d'après la formule suivante : « Vicecomiti Kancelie salutem. Praecipimus tibi, quod sine dilatione summoneri facias per totam ballivam tuam archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, comites, barones, milites, et libere teneantes, et omnes alios qui servitium nobis debent sive servitium militare vel serjeantiae : quodque similiter clamari facias per totam ballivam tuam, quod sint apud Wigorniam in crastino S. Trinitatis anno regni nostri septimo, omni dilatione et occasione postpositis, cum toto hujusmodi servitio quod nobis debent parati cum equis et armis adeundum in servitium nostrum quo eis praeceperimus. — Eodem modo scribitur omnibus vicecomitibus angliae. » (Cl. 7, H. III). Les shériffs lançaient d'après cela leur proclamation à ceux qui devaient le service dans le comté. Dans certaines circonstances on adressait encore des mandats spéciaux séparés aux grands barons; ils étaient insinués par le vicomte. Leur rareté ainsi que la forme du writ au vicomte montre qu'ils n'étaient pas essentiels.

Les personnes qui n'ont qu'une portion d'un fief de chevalier ne doivent le service que pendant un temps relativement plus court; c'est ainsi qu'un demi-fief doit annuellement vingt jours. Déjà, au douzième siècle, ces parties descendent jusqu'au vingtième d'un fief, d'où il est manifeste qu'en ce cas il ne s'agit que des droits honorifiques d'un vassal de la couronne et plus du service personnel.

L'absence, après une convocation formelle, était punie selon les circonstances, tantôt d'une amende de 100 marcs, tantôt de la perte de la pro-

rait méconnaître qu'il s'était déjà formé, grâce à la hiérarchie féodale et à la position d'une race conquérante, un droit des classes développé dans ses traits essentiels. La constitution féodale franco-normande de l'époque reposait sur le seigneuriat, qui faisait du grand feudataire le capitaine héréditaire (seigneur) de ses arrière-vassaux, et qui plus tard, favorisé par l'influence de la propriété, de l'identité d'origine et d'intérêts, rendit aisément ce lien plus solide que celui de l'arrière-vassal envers le suzerain.

En Angleterre, nous voyons le contraire. La propriété des

priété. (Madox, *Exels.* I, 662 s.) Comme preuve de la prestation, du rachat ou de la dispense du devoir féodal on produisait un certificat du maréchal (*marshal*).

Que les ecclésiastiques eux-mêmes dussent venir en personne selon la rigueur du droit, c'est ce qui résulte encore d'un writ adressé aux évêques et imprimé par Rymer : « eo quo singuli, tam praelati quam alii in propriis personis venire debeant, defensionem coronae et regni nostri. » *Leges Henr. III*). Régulièrement cependant on ne parle que de l'obligation des prélats d'envoyer leurs soldats (*milites suos*).

La nécessité d'une représentation complémentaire résultait, d'ailleurs, déjà du grand nombre des fiefs de chevalier. L'ensemble des vassaux de la couronne et arrière-vassaux propriétaires, montait à environ 8,500. De 60,000 hommes pesamment armés, cinq sixièmes ne pouvaient donc être fournis que par l'armement des fils, de gens de service en dépendance et d'hommes libres. Dans un cas postérieur, sous Édouard I^{er}, l'évêque de Hereford fait son service pour cinq fiefs de chevaliers par la production de deux chevaliers et de six écuyers (*esquires*); on compte donc deux écuyers comme équivalant à un chevalier. (Madox, *Baron*, I. cap. v.) Aussi le mode de prestation laissait évidemment la porte ouverte à beaucoup de variations et à beaucoup d'arbitraire. Une partie des troupes servait en tout cas alors déjà comme archers et halberdiers.

D'ailleurs, le service de chevalier pesamment armé exige de longs exercices et l'habitude, si possible, dès l'adolescence. L'existence de *caste chevaleresque*, ou de *guilde chevaleresque* avec sa dignité de maître, les catégories de chevalier (*knight*), écuyer (*esquire*) et de page se sont aussi développées partout en Angleterre après les croisades. Les tournois fleurissent sous Étienne et Richard Cœur-de-Lion. Du devoir de service féodal complet, comme chevalier, découlaient les obligations à remplir pour obtenir la dignité de chevalier, et il y eut alors de temps en temps des writs royaux aux vassaux de la couronne : « Ut arma capiant et se milites fieri faciant, sicut tenementa sua quae de nobis tenent et eligunt. (Rot. cl. 19, II. III, Madox I, 510.) Ce qui devint bientôt une source d'émoluments.

seigneurs normands est nouvelle; la nationalité, les intérêts de leurs arrière-vassaux sont opposés aux leurs, les guerriers normands eux-mêmes sont, en majorité, des hommes rassemblés au hasard. Ajoutez-y cette circonstance importante, que leurs possessions, et par conséquent aussi leurs fidèles, sont à dessein dispersés dans les différents comtés. Le seigneuriat ne peut donc pas prendre un pied assuré ici. La levée des arrière-vassaux elle-même ne pouvait rester exclusivement dans les mains des feudataires royaux; au contraire, les ordres existants montrent que le vicomte royal convoque *tous* les gens obligés au service féodal, dans son comté, au nom du roi. Pas plus en campagne qu'en justice, peut-être pas même lors d'une revue, ces compagnies d'un *seigneur* ne forment une unité déterminée, un tout limité (1).

Le roi était d'autant plus à même de se réserver personnel-

(1) La division des charges féodales entre le personnel des vassaux de la couronne est perceptible d'une manière assez minutieuse, d'après le *Domesday-book*, mais n'a pas encore été résumée d'une manière certaine. D'après d'anciennes récapitulations, que Hume, *Hist.*, t. II, app. II (a), et d'autres donnent en suivant Brady, Odericus Vitalis, et Dugdale, nous voyons comme les plus riches feudataires par l'indication du nombre des fiefs de chevaliers ou manors (qui sont confondus le plus souvent dans ces calculs): Robert, comte Moreton (793), Alban, comte Richmond (412), W. de Warenne (298), M. de Ferrers (222), Rich. de Clare (171), Bauduin de Ridvers (164), Rog. Mortimer (132), Rob. de Stafford (130), Rog. Bigot (123), Rob., comte de Ewe (119), W. de Percy (119), Geoff. de Mandeville (118), Walter Giffard, comte Buckingham (107), Todeney (81), Hugh de Beauchamp (47), Walter Eurus, comte Salisbury (46), Norman d'Arcy (31), etc. A cette classe des grands feudataires appartiennent aussi Odo de Bayeux (430), et Geoff., évêque de Coutances (280). Cependant ces résumés ne sont ni exacts ni de la même époque. R. Kelham, *Domesdaybook illustrated*. London, 1788, a recueilli nom par nom et par comtés les vassaux de la couronne. Il y a :

1° Inscriptions ecclésiastiques : archevêques et évêques, (19 [parmi eux quelques-uns de Normandie]), chanoines (20), abbés, abbesses, abbayes (56), ecclesiae (38), presbyteri (11), diaconi (2), capellani (3), ensemble 153 inscriptions particulières.

2° Seigneurs temporels : 10 comtes, 394 autres seigneurs; parmi eux 214 inscrits seulement dans un comté, 180 inscrits en deux ou plusieurs places),

(a) Voyez Hume, *édit. du Trés. hist. et litt.* T. II, pag. 227. (N. du t.)

lement le commandement suprême, et également ainsi, la répartition et l'application des milices féodales. Tous les commandements actifs reposent sur sa commission personnelle. Le pouvoir personnel des rois était, dans les premières générations, tellement prépondérant, leurs moyens pécuniaires, les troupes à leur solde et les places fortifiées leur appartenant étaient tellement nombreuses, que ces droits conservent en fait leur efficacité.

Naturellement les chefs des grandes divisions de l'armée sont habituellement nommés parmi les seigneurs. Le grand connétable et le maréchal (marshall) conservent, d'après la coutume

10 comtesses, comitissae, 20 autres femmes ou filles; puis les indications collectives suivantes : (4 fois) homines liberi R., (1) ministri R., (1) servientes R., (1) thaini R., (1), vavassores R., (1) carpentarii R., (1) elemosinarii R., (1) Bedelli, (1) invasiones R., (1) ad nullam armam pertinent, (3) milites ou homines de grands feudataires, (1) Burgenses de Lincoln, — ensemble 451 inscriptions temporelles.

Le nombre des vassaux temporels est, d'après mon calcul, en suivant les indices du *Domesdaybook*, presque conforme à ce chiffre, 460. Si l'on fait une distinction selon que les propriétés s'étendent sur plusieurs comtés, je trouve les groupes suivants :

1° 290 vassaux de la couronne, dont les propriétés ne se trouvent que dans un seul comté, parmi eux il y a en quelques endroits des indications collectives : liberi homines regis, servientes regis, vavassores, qui désignent une pluralité de personnes, de sorte que le nombre total est encore un peu plus élevé,

2° Un groupe moyen, formé de 69 vassaux de la couronne, ayant des propriétés dans deux comtés, 28 dans trois comtés, 20 dans quatre comtés, 17 dans cinq comtés.

3° 41 seigneurs dont les propriétés se trouvent dispersées dans 6 à 21 comtés, savoir : le comte Hugo (21), le comte Moreton (20), Gislebert de Gand (14), H. de Ferrières (14), R. de Mortemer (13), le comte Eustache (12), le comte Roger (12), W. de Warrene (12), le comte Alain (11), la comtesse Judith (11), Robert de Todeni (11), Will. fil. Ansculf (11), Walter Gifard (10), Ernulf de Hesting (10), Will. de Ow (10), Will. Pevrel (10), Rad. de Limesy (9), G. de Manneville (9), Rob. Malet (8), R. de Vilgi (8), Rog. Pictavensis et Ranulphe frat. Ilgeri (8), Edward Sarisberiensis (8), Turstinus fil. Rolf (8), Hunfrid le chambeilan (7), M. Crispin (7), Eudo fil. Huberti (7), H. de Grentemaisnil (7), R. de Stafford (7). Parmi les autres 12 seigneurs qui ont des propriétés dans le comté, il y a des noms comme Bralose, Busil, Osberu, Gifard, R. de Jueri, Rad. de Todeni. Aussi dans le groupe moyen il y a des noms qui alors ou bientôt après appartirent aux premières familles, comme le comte Aibe-

normande, certains droits honorifiques dans l'armée, ainsi que des fonctions et des émoluments. Mais ces hautes dignités féodales paraissent elles-mêmes, jusqu'au règne d'Étienne, n'avoir été rattachées à aucune propriété territoriale, et concédées par commission personnelle. Si dans les positions suprêmes le commandement conserva le caractère de fonctions, il devait à plus forte raison en être de même pour les postes inférieurs.

C'est ainsi que la milice féodale anglaise produit, après l'invasion, l'impression monotone d'une armée permanente, dont les officiers sont de temps en temps invités à la cour, et les troupes périodiquement passées en revue, sur une convocation

ric (3), Falaise, Waiter Flandrensis, de Laci, de Percy, de Port, A. de Ver, R. de Bigot, Eudo Dapifer, H. de Montfort, etc.

Dans le catalogue de Kelham, Odon, évêque de Bayeux, est indiqué comme ayant 439 manors (pag. 25), Hugues de Montfort avec plus de 100 lordships (pag. 27), le comte Morcton, avec 793 (pag. 31), Guillaume fil. Anselm, avec 86 (pag. 35), Milo Crispin, avec 88 (pag. 36), comte Allan, avec 442 (pag. 40), Hugues de Port, avec plus de 55 (pag. 40), Guillaume de Percy, avec plus de 117 (pag. 41), Guillaume Peverel, avec 162 (pag. 48), Robert de Stadford, avec 150 (pag. 49), Roger de Lazi, avec 116 (pag. 50), Radulfe de Pomerel, avec 50, Radulfe Pagenel, avec 45, Radulfe de Linesi, avec plus de 41 (pag. 62), Bauduin de Brione, avec 159 (pag. 65), Alured de Lincoln, avec 51 (pag. 100), Wido de Credun, avec 60 (pag. 108), Roger de Pollou, avec 398 (pag. 115), Ilbert de Laci, avec 164 (pag. 118), Robert de Brouis, avec 94 (pag. 121), Swein d'Essex, avec plus de 55 (pag. 128), Eudo Dapifer, avec plus de 25 (pag. 129), Ralph Baignard, avec plus de 25 (pag. 130), outre cela il y a encore un nombre assez notable de grands feudataires d'indiqués sans désignation précise de propriété.

Les propriétés ecclésiastiques, des évêchés, abbayes, églises, paroisses, sont par la nature des choses dispersées dans peu de comtés. J'en compte au delà de 90, qui sont situées dans un seul comté, plus de 30 dans deux comtés, et à peu près autant dans trois comtés ou plus encore. Parmi les dernières, quelques-unes se font une fois de plus remarquer par leur étendue et le grand développement de leurs propriétés, comme Canterbury, Lincoln et Winton, l'abbaye de Westminster (avec des propriétés dans 15 comtés). Les archevêchés et évêchés sont indiqués comme suit dans la récapitulation de Kelham, pag. 381, avec leurs possessions. Kantuariensis en 8 comtés, Eboracensis en 6, Londinensis en 5, Dunelmensis en 5, Wintoniensis en 11, Cestrensis en 6, Gloucestrensis en 2, Herefordensis en 5, Lincolnensis en 9, Sarisberiensis en 5, Tetfordensis en 2, Wellensis en 1, Wirecestre en 3.

royale. De plus grandes divisions sont, à de plus longs intervalles, employées à guerroyer sur le continent, ou dans le nord, ou encore contre des soulèvements particuliers. D'ailleurs jamais une armée féodale de 60,000 hommes, pesamment armés, ne s'est trouvée réunie dans son entier pour le service militaire. Le nombre des fiefs militaires forme seulement la grande matricule, d'après laquelle la propriété supporte des charges égales. Dans le détail, il dépendait d'abord d'un accord amiable, d'offrir au roi, selon les circonstances, en place d'un homme pesamment armé, des fantassins, des prestations en nature, ou une somme d'argent.

Après deux générations d'une rigoureuse organisation militaire, suit, sous Étienne, une période de près de vingt ans de confusion et de violences, dans laquelle la chevalerie et l'idée d'un seigneuriat font des progrès marqués, et les dignités féodales suprêmes de connétable et de maréchal sont concédées comme dignités héréditaires. Quelques générations durant, on peut aussi découvrir l'influence des croisades.

À la même époque, l'influence naturelle de la position insulaire du pays, du climat et du genre de vie se font d'un autre côté sentir sur une partie des fidèles. La race conquérante se trouve alors assurée dans ses biens. L'appel des milices féodales anglaises paraissait aussi peu convenable qu'utile pour les expéditions lointaines sur le continent, et d'ailleurs il était peu pratique à cause de la courte durée du service. On s'accoutume dès lors, du temps de Henri II, à s'acquitter des services féodaux à prix d'argent. Au début, cette prestation n'était pas fixée, mais elle se régla généralement sur un taux égal et prit le nom de *scutagia*.

Les grands seigneurs normands conservent cependant des inclinations belliqueuses et commencent à devenir dangereux pour la royauté. Le manque d'union dans la famille royale elle-même, l'influence des croisades, le mauvais exemple de la Normandie et de la France, les discordes avec l'Église, la faiblesse de certains rois se réunirent alors pour transformer l'armée féodale, autrefois bien disciplinée, en une masse peu

digne de confiance, et dissemblable, contre laquelle les rois eux-mêmes cherchent un contre-poids.

Dans cette époque difficile, Henri II s'est vu forcé de rétablir les anciennes milices saxonnes des comtés par une *assise of arms* de 1181 (1). Juridiquement l'ancienne obligation du service de tous les hommes libres ne s'était pas éteinte, mais était seulement retombée au rang de second ban de milices rurales. Il fallait maintenant y trouver un point d'appui contre la puissance des grands feudataires, et encore plus une sauvegarde immédiate pour la sécurité intérieure de l'État qui, à l'époque du droit de la force, était fortement ébranlée. Les rois avaient depuis très longtemps déjà trouvé les Saxons plus fidèles à leur protecteur royal, que les Normands. Les croisades

(1) L'importance du rétablissement de la milice du comté, sous Henri II, ne doit pas, comme le prouve le résultat, être exagérée. La « *trinoda necessitas* » anglo-saxonne dure aussi sous les rois normands; car il n'y a aucun droit de l'époque saxonne qui ait été abrogé par eux. Aussi bientôt après la conquête en voyons-nous des traces isolées, comme dans Henr. Hunt ann. 3, Will. II. « *Fecit interim rex summoneri 20,000 peditum Anglicorum, ut venirent in Normanniam; cum autem ad mare venissent, rex ab uno quoque eorum pecuniam victualem sive decem solidos arripens eos remisit.* » Ceci n'était qu'au fond qu'une levée de la population saxonne d'après l'antique coutume. Les anciennes divisions par districts du ban militaire saxon en centuries et décuries persistèrent sans changements et purent être employées pour servir au recrutement par un monarque puissant. Dans leur essence cependant ces restes de l'ancienne constitution territoriale anglo-saxonne ne pouvaient être utilisés que dans des buts de police. L'état de violence sous Étienne avait aussi particulièrement contribué à montrer les côtés faibles d'une situation dans laquelle les populations rurales et urbaines se trouvaient sans défense en présence d'une chevalerie turbulente et de ses adhérents.

En cet état de choses se produisit l'*Assise of arms*, 27, Henri II (1181), avec les préceptes suivants : Chaque propriétaire d'un fief de chevalier doit avoir une armure de fer, un casque, un bouclier et une lance, et chaque chevalier doit avoir autant d'armures que de fiefs. Chaque franc tenancier temporel, qui possède une fortune mobilière de 16 marcs ou une rente d'autant, doit aussi avoir une armure, un casque, un bouclier et une lance. Chaque franc tenancier temporel qui possède pour 10 marcs de biens ou de rentes doit avoir un haubert (enrassé sans brassards), un casque en fer et une lance. Tous les bourgeois et les autres francs tenanciers doivent avoir une casaque rembourrée, un casque en fer et une lance. Chacun doit prêter le serment de fidélité, et qu'il conservera les armes au service d'après l'ordre et la fidélité

évidemment aussi incitaient de nouveau les possesseurs de francs alleus, à prendre part aux honneurs de la carrière militaire d'après leur ancien mode de combattre. Il faut cependant douter s'il en est résulté alors déjà une institution fixe et efficace; car tant les luttes de l'époque de la *Magna Charta*, que du temps de Henri III auraient dû avoir une autre issue avec une nombreuse milice du comté.

II

LA JUSTICE

L'organisation judiciaire de l'époque normande se rattache le plus étroitement à l'état de choses de l'époque anglo-

au Roi. Les armes ne peuvent être aliénées ni mises en gage. Dans les hundreds et les bourgs on doit former des commissions communales composées de gens ne possédant pas moins de 16 marcs de revenu en terres ou 10 marcs en propriétés mobilières, afin de fixer ces différents degrés de fortune. Les commissaires royaux doivent dans leur tournée recueillir les noms de ceux qui sont y obligés, et leur faire prêter le serment de suivre l'assise royale. Il ne s'agit jamais que de freemen, et on répète enfin encore formellement que *seuls des hommes libres* doivent être admis au serment militaire.

Toute la nouvelle institution devait donc embrasser également les milices féodales et les francs tenanciers saxons, cependant les grands feudataires n'y étaient pas compris, pas plus que par la suite. Les chevaliers du comté devaient, outre leur devoir féodal déconiant de la possession, être assujettis comme les autres francs tenanciers, de par la commune, au service de la milice. On s'explique l'obligation imposée aux possesseurs de fiefs de chevalier, de demeurer pourvus d'armures, parce que beaucoup de petits vassaux, par suite de l'acquittement du service à prix d'argent, commençaient à se désaccoutumer du service militaire.

La conduite de ces milices du comté était destinée au vicomte. Il est possible qu'on nomma dès lors des officiers aux revues (constables) dans chaque centurie, ainsi qu'il arriva plus tard d'après la loi d'Édonard I. Les citations, dans l'édition de Watt, de Matthieu Paris, rapportent un writ, 36, Henry III, cité dans d'anelens écrits juridiques anglais, d'après lequel « dans chaque centurie doit être établi un chef constable, d'après l'ordre duquel toutes les compagnies de hundred, ayant prêté le serment militaire, doivent se rassembler, auquel ils doivent obéissance pour tout ce qui se rapporte au maintien de la paix du roi, » pareillement dans chaque localité (village ou ville) il doit être établi un constable ou deux, selon le nombre des habitants. Que cette indication soit certaine ou non, elle paraît vraisemblable.

saxonne, et les anciennes circonscriptions judiciaires sont passées sans modifications dans la nouvelle constitution.

A la place de l'ancien shirgrefa, nous voyons le vicomte normand comme gouverneur réel du comté (1). Quelque étendus que soient les pouvoirs dans d'autres sphères, sous le rapport juridique, sa position est constitutionnellement restreinte par la promesse sacramentelle du conquérant : « de

(1) *Quant à la position du prévôt territorial normand, vicomte, sheriff, vice-comes, voy. Gneist, Engl. Verwaltungsr., I, § 8. L'employé saxon supérieur, comte, earl (ealderman), était, dès la fin de la période saxonne, réduit à une présidence accidentelle. Dans le nouvel ordre de choses, le comte, earl, est un comte titulaire, qui perçoit à titre honorifique un tiers des émoluments judiciaires, mais n'a bientôt plus aucun rapport avec l'administration courante du comté, n'existe plus que dans la plus petite partie des comtés, ce rang honorifique n'étant donné que d'une manière fort parcimonieuse et comme distinction suprême. La population saxonne regardait le vicomte comme le successeur du shirgrefa ; et plus tard, après la disparition successive du latin et du normand, le nom de sheriff est resté usuel dans le langage du peuple.*

Comme président du tribunal royal, le vicomte tient ainsi que le shirgrefa, des séances périodiques de son tribunal dans chaque comté et centurie, avec les juges convoqués selon la coutume, 44, Henr. I, c. 51, § 2 (de summatione hundredi) : « debent autem, ad singulos menses i. e. per annum duodecies, congregari hundreda, comitatus bis, si non sit opus amplius, et omnis homo rectum faciat alteri ad rectum terminum, et omnis causa finem habeat, et submoneatur comitatus VII dies antea ». — S'il en est besoin, le tribunal du comté peut donc être réuni plus que deux fois. Les 12 sessions que l'on rencontre plus tard et spécialement dans la Magna Charta, sont, explique-t-on, la suite de ce que la shirgemote avait coutume, par suite de l'encombrement des affaires, de s'ajourner. Aux sessions prorogées comme assemblées commandées (thing, county court), on ne citait que les prévenus.

Les *Leges Henr. I*, c. 8, § 1, font allusion à la tenue, par commission, d'une tournée du vicomte dans chaque centurie (hundred), dans un but de police : « *Speciali tamen plenitudine* si opus est, bis in anno conveniant in hundredum suum quicumque liberi, tam hudefest quam folgarii, ad dinoscendum scilicet, si decaniae plenae sint, etc. » L'opinion émise dans les *Lectures* de Sullivan, pag. 269, que l'établissement de la tournée du vicomte remonterait jusqu'au roi Edgar, repose sans doute sur une confusion.

Le devoir général des vassaux, quant à la suite (secta), était originaire et du droit féodal et du droit saxon. Cependant on admit de bonne heure une représentation. — *Leges Henr. I*, c. 7, § 7 : « Si quis baronum regis vel aliorum comitatui secundum legem interfuerit, totam terram, quam illic in dominio suo habet, acquietare poterit. Eodem modo est, si dapifer ejus legitime fuerit. Si uterque necessario desit, praepositus et sacerdos et quatuor de

vouloir maintenir les bonnes et traditionnelles lois d'Édouard le Confesseur. » (*Leges Will. I., Chron. sax., a. 1070.*) Le roi avait nommé des gens experts pour établir telles lois et coutumes, qui étaient en vigueur sous les rois saxons. Il n'y a pas eu cependant de rédaction officielle, la collection qui subsiste sous le nom de Guillaume n'est qu'un travail privé assez confus. La population saxonne tenait néanmoins d'autant plus passion-

melioribus villae adsint pro omnibus, qui nominatim non erunt ad placitum submoniti.

La considération de la coutume dans la composition du tribunal du comté avec des « milites (thane), liberi et legales homines », se reproduit souvent. Une charte de Henri I^{er} (Rymer, I, 12) : « Sciatis quod concedo et praecipio, nt a modo comitatus mei et hundreda in illis locis et lisdem terminis sedeant sicut sederunt in tempore regis Edwardi et non aliter. Ego enim, quando voluero, faciam ea stals summoneri propter mea dominica necessaria ad voluntatem meam. Et si modo exurgat placitum de divisione terrarum, si est inter barones meos dominicos, tractetur placitum in curia mea. Et si est inter vavassores duorum dominorum, tractetur in comitatu. Et hoc duello fiat, nisi in eis remanserit. Et volo et praecipio, ut omnes de comitatu eant ad comitatus et hundreda, sicut fecerunt in tempore regis Edwardi. »

Pour les nombreuses affaires juridiques et financières, dans chaque centurie, le vicomte se fiait à ses sous-prévôts, baillifs, balivi hundredornm, balivi erantes ; on les cite aussi bientôt comme une source d'oppression.

Ils leur abandonnent les convocations, l'exécution des contraintes et les prestations de services aux séances périodiques des tribunaux.

On ne peut pas déterminer en détail la forme de la procédure (Biener, — *Proc. par jurés des Angl.*, t. I, p. 52-56). Le franc tenancier saxon réclamait traditionnellement une citation saxonne, la caution, des compurgateurs, le Jugement de Dieu. Le Normand, au contraire, le droit usuel dans sa patrie tel qu'on peut le retrouver plus tard dans les coutumiers de Normandie, et qui avec des formes subtiles tend en fin de compte au duel comme ultima ratio. L'unité nécessaire ne pouvait être créée ici que par des ordonnances royales ; le point capital, le règlement des témoignages, avait déjà été prévu par le conquérant qui y avait procédé d'après l'équité, le *jns aequum*. (*Leges Will., I, c. 67-69*). Une procédure formelle, régulière, n'était suivie en somme que pour les thanes, maintenant pour les vassaux de la couronne, les arrière-vassaux, et juridiquement aussi pour les francs tenanciers. Communément on abandonnait, comme au temps saxon, à de plus petits comités le soin de décider. A l'égard des petites gens le vicomte procédait assez sommairement. L'ouvrage juridique de Glanvillia (Glanv., XIV, c. 8 in fine. Phillips, II, pag. 91 et suivants) nous montre comment s'organisa, environ 100 ans après la conquête, la procédure devant la cour royale suprême, sous l'influence de greffiers experts en jurisprudence.

nément à cette promesse, que cette procédure traditionnelle était l'unique garantie de la liberté personnelle contre l'arbitraire d'un préfet territorial tout-puissant. Dans tous les cas que rapporte l'histoire, on voit Guillaume reconnaître l'organisation judiciaire traditionnelle. Il voulait pratiquer la justice, et il y vit le moyen d'empêcher la dissolution de l'état nouveau, à la suite des oppositions de race. D'après l'esprit et le langage de l'époque, on ne pouvait entendre par cette assurance autre chose, sinon que *l'on rendrait la justice par les mêmes personnes, pour les mêmes personnes, par le moyen de formes et principes juridiques semblables à ceux suivis avant la conquête*. Il en résultait les anciens degrés de l'ordre judiciaire.

§ 1^{er}. — LE TRIBUNAL DU COMTÉ

Le tribunal du comté dans lequel, par tradition saxonne, les juges ordinaires étaient des thanes, en place desquels il y avait maintenant les vassaux de la couronne et les arrière-vassaux. Ils sont partout assez nombreux pour former un tribunal au complet ou un comité juridique de douze membres ou plus selon l'ancien usage. Tous les « libere tenentes » sont encore supplémentairement obligés à suivre les séances (sectatores, suitors). Parmi les anciennes affaires disparaissent celles de l'Église, qui s'est formé, depuis la conquête, un système juridique spécial. Le tribunal conserve les cas pénaux, les difficultés entre diverses centuries, celles entre des thanes, maintenant, entre « vavassores duorum dominantium. »

Les discussions sur les fiefs de la couronne sont au contraire réservées à la cour royale (curia), c'est à dire à un tribunal composé sur l'ordre personnel du roi, ce qui n'excluait pas l'abandon des petits vassaux de la couronne et des petits procès au tribunal du comté. Par ce motif et ensuite du devoir féodal, les vassaux de la couronne sont également obligés de comparaître au tribunal du comté (*Leges Henr. I*, c. 9); avec la faculté cependant de se faire remplacer; et sous la réserve qu'aucun arrière-vassal ne peut être juge de son suzerain.

Les contradictions internes de la société avaient, dès la fin de l'époque saxonne, amené l'augmentation des procès devant le tribunal du comté. L'instance inférieure du tribunal des centuries était, depuis la chute de la classe des ceorls et l'extension si prononcée des tribunaux seigneuriaux, très imparfaitement composée, et offrait à la partie faible contre la plus forte, au Saxon contre le Normand, toujours moins de garanties. Dans le rapport de suppléance du tribunal du comté à l'égard du tribunal de centurie, les procès civils furent dès lors apportés en masse au premier. Il en fut de même pour les moindres délits, et on le comprenait encore mieux dans un intérêt fiscal, par suite de l'exagération des nouveaux cas d'amende, qui résultèrent de la police normande (voir plus bas). Cette surcharge du tribunal du comté s'explique aussi parce qu'il se tient *mensuellement*, et qu'il ne suffit pas même ainsi à épuiser la masse des petites affaires pénales.

Ce fut là encore la source du « *turnus vicecomitis* (sheriff's tourn), » la tournée du vicomte, une institution, par suite de laquelle le prévôt territorial, au moins deux fois annuellement, visite chaque centurie, et y termine, en qualité de commissaire royal les petits cas passibles d'amende qu'il était pratique de débattre sur les lieux mêmes, quand par suite du grand éloignement du comté, il serait résulté, d'une marche contraire, d'incommensurables fatigues et dépenses. Des institutions analogues existaient déjà en Normandie. Cette position du vicomte, comme délégué royal ad hoc, explique aussi pourquoi le *sheriff's tourn* a jusqu'à nos jours la valeur de *court of record*, à la différence du tribunal du comté. A cette tournée apparaissait, pour des motifs de police, toute la population mâle de la petite circonscription, ce qui fit donner également à ce tribunal les noms de tribunal populaire, de court leet, comme parfaitement appropriés à ces assemblées juridiques « *per delegationem* ». Grâce au système d'amendes et d'émoluments, il se forma un tribunal de police local, qui fut sous ce rapport la matière de concessions à titre de fief à des seigneurs fonciers et à des communes.

§ 2. — LE TRIBUNAL DES CENTURIES

Le tribunal des centuries (hundred court) subsiste encore légalement, il est vrai, mais dès la fin de l'époque anglo-saxonne, la grande extension des *saca* et *soca* seigneuriales avait enlevé à ce tribunal inférieur et les affaires et le personnel nécessaire en possesseurs libres d'alleus ; la plupart des hundreds sont tout au moins morcelés par les tribunaux seigneuriaux. Comme conséquence, nous voyons passer l'ensemble des procès civils au tribunal du comté, et surtout s'accroître la centralisation des affaires civiles et pénales. Le hundred court se trouve ainsi dans une décadence de plus en plus grande. La composition n'a dès lors qu'un intérêt passager. Dès l'époque saxonne, ce sont également les thanes qui, ici rédigent les jugements, mais légalement ce sont encore toujours les « *liberi homines* » dont la participation active fait les juges. Ce rapport pouvait persister alors que, d'après la division du *Domesdaybook* les propriétaires libres d'alleus sont encore nombreux, quoique très inégalement répartis. Et si même avec la décadence croissante du tribunal des centuries, cette participation ne subsistait plus que comme une réminiscence, ce fut cependant un germe important pour l'avenir, que d'y être appelé en qualité de « *liberi et legales homines* ».

§ 3. — LES JURIDICTIONS SEIGNEURIALES

Comme troisième degré, existait la juridiction seigneuriale (saca et soca) (1), agrandie depuis Canut jusqu'à former une véri-

(1) *La position subordonnée des curiae baronum* ou tribunaux domaniaux repose en général sur ce que le système militaire est devenu normand et féodal, tandis que l'organisation judiciaire est demeurée anglo-saxonne, que la dernière possédait les sympathies entières de la population saxonne et bientôt aussi répondait en grande partie aux intérêts des Normands. Cependant certains éléments primordiaux, nécessaires à la naissance d'une

table juridiction patrimoniale, étendue par concession royale sur différents cultivateurs d'alleus situés dans le ressort seigneurial — dans un ressort à peu près de la grandeur de la circonscription d'un tribunal de centurie. Ces droits seigneuriaux et territoriaux passèrent naturellement au propriétaire normand, et furent expressément consacrés, dans les ventes de concessions féodales, par les anciennes dénominations de « saca et soca », « infangtheft and ontfangtheft », etc. La persistance des « lois d'Édouard » amena aussi celle des tribunaux territoriaux : « omnis causa terminetur in comitatu vel hundredo vel halmoto sacam habentium » (*Leges Henr. I. c. 9*). L'organisation

justice domaniale (la combinaison de l'ancienne constitution judiciaire germanique avec les nouveaux rapports de propriété, et le besoin pratique d'une justice locale) sont communs à l'Angleterre et au continent. Le mémoire de Zöpfl est sous ce rapport très instructif (*Antiquités de l'empire et du droit allemand*, t. I, 1860, n° V), et en particulier sur la signification de *sacha* et *socha*, *Infangtheof*, *Team*, *Tol*. (§ 39-42). Quant aux rapports de compétence il faut remarquer (§ 44, 45) que tout ce qui est du domaine d'une justice pénale inférieure (y compris les vols in flagranti), étaient des concessions tout à fait spéciales, qui dans les cas de retour furent, le plus souvent, rattachées à la couronne, pour autant, en général, qu'elles fussent reconnues par les rois normands. Ces interpolations de l'époque d'Édouard le Confesseur, ne devraient plus être tenues comme un droit en vigueur à l'époque normande. Mais en Angleterre nous trouvons le concours des circonstances suivantes :

1° *L'état de dispersion des propriétés seigneuriales*, qui faisait de la distance le plus considérable empêchement à la formation de grandes cours féodales (*LL. Henr. I. c. 55*). La principale résidence du seigneur, le « caput baroniae. » pouvait bien devenir un lieu de réunion d'arrière-vassaux pour des solennités, des investitures, etc., mais elle ne pouvait constituer une grande cour féodale, à laquelle l'ensemble des vassaux se trouvait communément réuni. Comme la souveraineté elle-même, la puissance judiciaire ne paraît aussi qu'une aggrégation de juridiction domaniales (*manorial jurisdictions*), subordonnées et coordonnées aux tribunaux des comtés. « Quoiqu'une seigneurie (bonour) consiste en beaucoup de manoirs, il y a néanmoins, même si on ne tient qu'un seul tribunal pour tous les manoirs (ainsi que cela avait lieu dans les anciennes abbayes), toujours différentes cours de justice séparées. » *Servten ou Copyholds*, I, 6, et cit. *Scroggs*, 81.).

2° Si même la juridiction civile d'une cour baron était en général égale à la compétence de la cour de centurie (*hundred court*), le pouvoir de surveillance suprême et de concours, l'action parallèle du roi, continuaient à subsister comme suite de sa position de juge suprême du royaume. Ce pouvoir fut très acti-

féodale, ajouta le principe, que le seigneur féodal possède une juridiction sur le bien concédé à titre de fief. Cette juridiction civile restreinte, sur l'arrière-vassal, se rattachait très étroitement à la *saca et soca* déjà étendue; personnes et choses tombaient ainsi fréquemment d'accord. Une extension aux affaires *pénales plus graves* ne s'est pas produite. Les ducs ne l'avaient pas accordée en Normandie; rois d'Angleterre ils le firent moins encore. Déjà le morcellement de toutes les possessions des grands feudataires entraînait comme conséquence naturelle que rarement le même seigneur possédait en un seul comté suffisamment d'arrière-vassaux pour former une « *curia feudalis* »

vivement exercé, d'après l'esprit de l'administration normande, à cause des émoiements. Les diplômes administratifs de cette époque renferment de nombreux mandats de justice du roi, aux possesseurs de grands tribunaux féodaux; ils sont conçus d'après la formule suivante : « *Mando tibi ut facias plenam rectum abbati Westmonasterii, de hominibus, etc. Et nisi feceris, barones mei de scaccaria faciant fieri, ne audiam clamorem inde pro penuria recti.* » Très communément on désigne alors dans ce but un commissaire royal. Les « *writs of right* » aux petits tribunaux patrimoniaux sont donnés ouverts comme lettres patentes et passent par le vicomte avec la clause fixe : « *Et nisi feceris, vicecomes hoc faciat ne amplius clamorem audiamus pro defectu recti.* » Le droit de saisie appartenant au seigneur féodal privé (*distress*), n'est qu'un droit de séquestre pour obliger au service, sans pouvoir de vendre le gage. Dans les exécutions forcées proprement dites, le roi doit donc être appelé et la chose doit être renvoyée au shériff par un writ, pour accomplissement ultérieur. Toute plainte, sur ce que le tribunal seigneurial refuse de faire droit, on ne décide pas selon ce qui est juste, porte les affaires tant civiles que pénales au tribunal royal; de même que tous les appels par suite de « *writs of false judgment.* » Faute du nombre requis pour la composition du tribunal seigneurial (ce qui doit être un cas bien fréquent par suite de la dispersion des arrière-vassaux), l'affaire est dévolue au tribunal royal. Quand de grandes seigneuries sont revenues à la couronne par droit de retour ou par confiscation, les arrière-vassaux sont souvent faits vassaux de la couronne lors d'une nouvelle concession. Plus tard, les nouvelles arrière-inféodations sont totalement interdites; cette mesure enlève aux court barons leurs assesseurs les plus estimés, et elles sont, pour ainsi dire, suspendues, s'il ne reste pas au moins deux francs tenanciers. Le statut de Mariebridge arrête les efforts faits pour former la juridiction supérieure d'une grande cour féodale sur les jugements d'une moindre *curia baronis*, par la clause : « *Nullus de coetero (excepto domino regio), teneat placitum in curia sua de falso iudicio facto in curia tenentium suorum, quia huiusmodi placita specialiter spectant ad coronam et digni-*

respectable. Le gouvernement rigoureux des rois normands permettait encore plus difficilement une usurpation. Le développement matériel de la *saca et soca* n'a donc jamais eu lieu.

La jurisprudence postérieure sépara sous des noms techniques les différentes attributions du tribunal seigneurial. La *court-baron*, c'était la juridiction civile sur les arrière-vassaux et les possesseurs libres d'alleus à raison du bien libre dépendant de la court. La *customary-court* était le tribunal royal, dans sa forme originelle, procédant sur les gens établis sur le *laenland* et sur la domesticité. La *court-leet* enfin est une cour de police ayant

tatem domini regis. » Celui de Merton en agit de même avec les tentatives pour se former une prison particulière : « Magnates petierunt propriam prisonam de illis, quos caperent in parcis et vivariis suis. Quod quidem dominus rex contradixit. et ideo differtur. »

3° Des motifs décisifs pour l'abolition des tribunaux patrimoniaux sont prisés dans l'état de l'ancien droit, et dans la nécessité d'une transformation complète du mode de décider et de prononcer. L'unité nécessaire des principes fondamentaux du droit privé était, en Angleterre, réclamée plus énergiquement que sur le continent, par des contradictions sociales et nationales. Elles s'y produisirent donc plus tôt et d'une manière plus décidée par la concentration de la décision judiciaire dans un personnel de juges instruits, à côté duquel l'ancienne composition de la « curia baronum » devint toujours moins satisfaisante. L'antique procédure, qui persistait ainsi sans changements, se montre tout aussi impraticable (Glanvilla, XII, 6 : « Placita cujusque curie secundum consuetudines suas agitantur. Solent autem placita ista in curiis dominorum deduci secundum rationabiles consuetudines ipsarum, curiarum, quae tot et tam variae sunt, in scriptum de facili reduci non possunt »). La procédure avec des compurgateurs qui subsistait encore toujours, se montrait particulièrement peu satisfaisante (legis vadiatio). Ce motif avait une importance si grande, qu'il amena bientôt la décadence des tribunaux urbains où durait encore la même *legis vadiatio*. Les réformes de l'époque, quant au jury civil, ne furent étendues par aucune loi jusqu'à ces tribunaux patrimoniaux et n'y trouvèrent accès qu'isolément, ça et là par une charte ou par la prescription. (Scriven II, 750, 51.)

Enfin la circonstance que les tribunaux privés continuaient à subsister sur l'ancien pied, tandis qu'une législation infatigable appliquée aux tribunaux royaux les plus importantes réformes, suffit pour amener un état de décadence croissante. Quant au besoin d'un tribunal de police local, il y fut pourvu par une autre voie ; la transformation des « courts leet » en tribunaux inférieurs avec une juridiction émanée du roi. C'est ce dont il s'agira dans la partie suivante,

juridiction sur tous les habitants et reposant sur une concession féodale introduite plus tard.

Quelque régulièrement organisés que ces rapports juridiques semblent extérieurement, *leur constitution était cependant défectueuse et désunie*. L'avidité et la vanité des prévôts et vassaux normands, la haine de race entre arrière-vassaux normands et saxons, et les petites gens faisaient de ces tribunaux l'asile de l'injustice et de l'oppression. Lorsque les parties ne s'accordaient pas sur le choix des juges, le prévôt territorial qui touchait les émoluments les nommait ; son choix était souvent partial, et était encore plus fréquemment regardé comme tel. Les formules, les droits à appliquer étaient différents et contradictoires, les juges normands orgueilleux et violents, les Saxons méfiants et hostiles aux envahisseurs. La collision incessante d'applications de droits nationaux divers laissait un large espace à l'arbitraire, dont le prévôt usait le plus souvent en faveur de ses concitoyens et de ses égaux, ou de celui qui offrait le plus. L'intervention occasionnelle du roi, et la partialité du vicomte, supposée dans presque tous les récits des contemporains, comme naturellement intelligible, ainsi que la haine habituelle contre sa fonction, permettent seules de deviner combien de milliers d'injustices sont ici couvertes par le silence de l'histoire. Sous Étienne, après environ vingt années d'existence du droit de la force, la confiance dans l'administration de la justice par le shériff, s'évanouit totalement, et parmi les confusions de cette époque, commence maintenant une tendance prononcée vers la *centralisation*. Les *commissaires de la cour*, qui déjà sous Henri I^{er} nous apparaissent *voyageant dans le pays* (1), deviennent, sous Henri II, une

(1) Pour ce qui est de la centralisation des tribunaux, de la naissance des juges ambulants et des collèges judiciaires (voyez Gneist, I, 2^e éd. ; id. pag. 223 et s. § 15). Le jugement par les cocommunistes devient impraticable à la longue pour des motifs généraux. Il cesse partout, lorsqu'à la place de modes de possessions simples, semblables et surtout rurales, se rencontrent des rapports de propriété et de classe différents. En Angleterre, le droit de propriété s'était formé par l'application du droit de service militaire nor-

institution et une mesure de gouvernement périodiquement répétées. Ils servent à des buts militaires et financiers (savoir l'encaissement des « tallagia » dus par les arrière-vassaux et le jugement des difficultés qui s'élevaient à leur propos) ainsi qu'à contrôler la gestion des shériffs et des sous-prévôts. Bientôt cependant le but juridique prend la première place. Afin d'apaiser la contrée, après les luttes sauvages, la paix royale devait être proclamée fréquemment et maintenue énergiquement par des députés immédiats du roi. La rébellion contre la personne royale, contre le royaume, à l'armée, le meurtre, l'incendie, le vol, le rapt, le faux, et surtout les délits contre la vie et les membres, les fautes d'un caractère tumultueux sont,

mand sur des relations territoriales saxonnes, ainsi, dès le début il s'était formé d'éléments disparates. L'unité du point de vue juridique était également rompue entre les juges par suite de l'hostilité des deux nations. L'état juridique du continent nous montre, dans les dernières années du moyen âge, l'impossibilité croissante de puiser la décision juridique pour chaque cas particulier, dans la conscience des communiers, alors que les circonscriptions juridiques du pays, de la ville et de l'église se touchent dans des relations réciproques et journalières. *Les différents intérêts et les opinions sur la vie d'une société ainsi réunie, enlèvent le sentiment du droit unitaire, et rendent nécessaire de faire découler le développement du droit de l'unité de l'état.*

En Angleterre cette unité naturelle était déjà, au onzième siècle, rompue par la composition des juges, qui, comprenant des vassaux normands et saxons et des francs tenanciers, doivent juger un même procès et maintenir un même droit. *Le jugement devait ici reposer de bonne heure sur des interprétations et des analogies.*

On pourrait à peine découvrir la trace d'un droit coutumier émanant de la conscience communale. Un droit coutumier serait devenu différent, pour ainsi dire, dans chaque comté, centurie ou ville, selon que le mélange des nations ou celui des chevaliers, francs-tenanciers et bourgeois était différent. Tel est d'une façon encore plus marquée le cas du droit et de la procédure pénales, dans lequel *les principes les plus importants devaient être octroyés de haut en bas*, pour maintenir la paix publique. La régularisation du droit à appliquer résulte donc d'abord, de nombreuses applications émanant de l'échiquier (exchequer) ou de la cour (curia); plus tard il émane aussi de juges-commissaires ambulants; à dater de Henri II, de la pratique d'un corps de justice (bancum). Le développement du droit tombe ainsi bien plus tôt que sur le continent aux mains de juges ayant une instruction technique, le droit coutumier est bien plus restreint que jamais il ne le fut en Allemagne. Le transfert de la décision juridique à des juges instruits est une nécessité sociale, qui sur le continent également, contribua d'une

comme « placita coronae », attribuées de plus en plus souvent aux commissaires spéciaux voyageant à des époques périodiques. (Glanvilla, I, c. 2.)

La centralisation embrassait plus complètement la *procédure civile*, et cela par des motifs puisés dans l'état du droit contemporain. Les droits des seigneurs féodaux sur leurs arrière-vassaux et manants, l'hérédité des fiefs, l'organisation du douaire et d'innombrables particularités, avaient besoin, ne fût-ce que pour des motifs fiscaux, d'une constitution unitaire. Les jugements prononcés par les tribunaux devaient, à cause du mélange des nationalités et des classes de propriétaires, être forts différents dans les nombreux districts judiciaires. De là de très bonne

manière aussi décisive à la réception des droits étrangers, que le besoin de changements matériels dans le droit existant.

Biener. *Engl. Geschw. Ges.* t. I, pag. 48-56, donne un aperçu de la constitution judiciaire du douzième siècle, extrait des codes. Il distingue les degrés suivants :

1° Les « curiae baronum » jugent les procès de leurs sujets et ont juridiction sur les propriétés foncières de leur circonscription, senieient dans un procès capital sur un « liberum tenementum » le plaignant doit d'abord produire devant la chancellerie un « breve de recto, » en reconnaissance de la puissance judiciaire et du domaine éminent du roi. Quant aux affaires pénales, ils jugent seulement les moindres délits et les vols « in flagranti. »

2° Le tribunal du comté sous le vicomte a juridiction sur les propriétés territoriales de son district, et sur ceux du domaine des seigneuries particulières soit « propter defectum curiae de recto, » soit sur la demande personnelle d'une partie ; dans les cas pénaux elle la possède relativement aux vols, et aux petits délits (mettelae, verbera, plagae, transgressiones) qui peuvent leur être déferées aussi des tribunaux domaniaux ;

3° La « curia regis » décide les procès les plus importants sur les fiefs de la couronne ou les avoueries ecclésiastiques, aussi d'une série de petites affaires civiles, par exemple le douaire et les dettes ; puis les procès des tribunaux inférieurs, tant pour « defectus recti », que sur citation spéciale ; dans les affaires pénales elle juge de la haute trahison et de toutes les félonies contra « pacem regis », qui sont punies de peines corporelles.

Toute l'époque de Henri II est une *période de transition*, qui attire vers le haut d'une manière centralisatrice les affaires les plus importantes, au moyen des juges ambulants. Les commissaires sont nommés d'après le besoin à de plus grands ou de moindres espaces de temps, pour un comté seulement ou pour tous, pour un but plus restreint ou dans un but plus général. Les « Justices of dower, Justices of assizes » spéciales se rapportent à la transformation unitaire du tribunal privé dans certaines questions capi-

heure, en Angleterre, ce qui, sur le continent, se produit plus tard à la suite seulement de la division des groupes sociaux, *l'impossibilité de laisser aux citoyens d'une même commune le soin de trouver le droit pour les cas spéciaux*. L'impossibilité d'une constitution scabinale, au milieu d'un État concentré et progressif devint bientôt manifeste. Plus les deux nationalités allaient se confondant, plus l'unité naturelle des idées juridiques (entre les Normands et les Saxons, entre les seigneurs, les possesseurs libres d'alleus et les arrière-vassaux) s'était faite, plus aussi le jugement par les pairs (pares) dut devenir incertain. Les décisions contradictoires amenèrent de nombreux appels au roi, aux dépens de la fortune et du temps des

tales, dans un intérêt financier et juridique. Ce fût depuis dans l'assemblée de Northampton (1176), que l'institution acquit une forme plus fixe par la division du pays en six grandes circonscriptions, circuits. Les commissaires pour ces circonscriptions reçoivent pouvoir de juger, à côté des affaires financières, également les affaires pénales et civiles, en réservant cependant les affaires les plus importantes à la cour.

Déjà trois ans plus tard, on agréa une nouvelle division en circonscriptions, mais, dans l'ensemble, les six circuits se sont maintenus jusqu'aujourd'hui. Pendant longtemps subsistent encore côte à côte des commissions générales et spéciales données régulièrement et « pro tempore ».

En rapport avec les commissaires ambulants, il s'est formé alors à la cour royale même, une sorte de collège pour ces affaires judiciaires. Les commissaires ambulants se recrutaient en majorité dans le personnel de l'échiquier (exchequer) et aussi parmi d'autres personnes, après une délibération sur des principes semblables de procédure et sur le droit à appliquer. Cette division judiciaire est encore attachée à l'échiquier. Le nom de « bancum », qui devient successivement usuel à son égard, ne désigne pas encore un collège fixe, cependant le président de l'échiquier, le « summus justiciarius » est aussi le président du bancum et les membres sont en majeure partie les mêmes. Le roi peut à son gré remplir les fonctions de juge ambulant, et préside à l'occasion le bancum comme l'échiquier. La nécessité d'un jugement régulier et indépendant dans les procès civils ordinaires entre particuliers a conduit plus tard à séparer du bancum une division pour les *procès civils ordinaires* (communia placita) qui ne suit plus la cour, mais reste à Westminster. Lorsque le roi Jean commença à ébranler cecl, il en résulta un soulèvement national ce fut l'origine de l'assurance formelle de la *Magna Charta* : « communia placita non sequantur curiam regis sed teneantur in aliquo certo loco ». A la fin de la période, les « Court of common Pleas, Court of exchequer, Court of Kingsbench » sont des tribunaux constitués.

parties; l'échiquier tendait également, d'une manière pressante, à favoriser l'avènement d'un droit privé uniforme. C'est ainsi que les commissaires en tournée nous apparaissent comme des échevins supérieurs portant avec eux le droit établi par l'administration centrale, et qui dès les premiers temps décidaient seuls en réalité du point de droit. La possibilité de l'appel à la « curia regis », les nombreux pouvoirs discrétionnaires des employés royaux, la méfiance universelle contre le shériff conduisirent à la conciliation des parties. De même que les plus grands vassaux de la couronne se soumettaient très communément, pour des motifs déterminés, au jugement du roi par simple rescrit (writ), les parties suivaient aussi volontairement dans les tribunaux des comtés l'avis du commissaire royal.

Le droit du roi d'évoquer à sa cour les affaires les plus importantes, prévenait, dans ces circonstances, le vœu des parties. Les difficultés des vassaux de la couronne et certaines questions personnelles étaient depuis longtemps déjà réservées à la « curia regis » (*Glanvilla*, I, cap. m). On trouve à présent l'adjonction : « Quodlibet placitum de libero tenemento vel feodo potest rex trahere in curiam suam quando vult » (cap. v). La prépondérance des grands, la partialité du shériff, de leurs subordonnés et des tribunaux patrimoniaux donnaient à cette concession l'apparence d'un bienfait. Après que la voie eut ainsi été ouverte, il paraît qu'un torrent de procès civils s'est précipité vers la cour, qui s'ouvrait alors contre paiement d'un droit. La somme arbitraire, souvent très importante, ajoute l'intérêt financier à l'intérêt des parties. Des personnes et des corporations reçoivent même ce droit comme une concession privilégiée.

Cette forme de la justice civile est un pas de plus vers l'introduction du *jury civil* (1). Parmi les nombreuses oppressions

(1) Biener s'étend longuement sur la naissance du *jury civil*, *V. Engl. Geschworenen-gericht*, t. I, §§ 6-11, pag. 38-80. Le type de cette institution paraît exister en Normandie. Les deux sources du droit normand, tant les établissements de Normandie (bientôt après 1205) que le grand coutumier

que subit la race anglo-saxonne, il faut compter le duel, introduit par les mœurs féodales normandes, dans lequel l'issue diminue le bon droit de celui qui n'était pas exercé au maniement des armes. Il était depuis longtemps le sujet des griefs de l'Église et de la population saxonne. Les villes les plus importantes avaient reçu contre lui des privilèges. Henri II a introduit comme une concession populaire les « assisae ou recognitions », qui sont accordées contre un droit fiscal à la partie

de Normandie (avant 1280), renferment l'institution comme fermement établie. (*Grand Cout.* chap. xc), 82, 113, 114.) Dans la Normandie ce n'est pas la curie royale, mais le prévôt (baillif) qui tient dans les affaires ordinaires du comté les recognitions. Ceci déjà témoigne que l'institution normande est la plus ancienne, l'institution anglaise plus artistement arrangée, une importation. Il s'y ajoute l'indication formelle d'un usage plus ancien. « Les nnes enquêtes sont d'établissement, les autres de droit. Ceiles sont de droit, qui sont faites par jugement de sages hommes et par raison et par *coutume gardée de long temps* » (*Grand Cout.* chap. xcii). Les raisons intrinsèques sont également plus favorables à l'hypothèse de la naissance en Normandie. (Biener pag. 45, 47, 60, 61.) Une procédure analogue sous le nom de « jurata » se présente pareillement dans les tribunaux patrimoniaux normands. Les plaintes dans lesquelles a lieu la recognition sont celles relatives à la possession, à la propriété, à l'hérédité tout comme en Angleterre et la procédure est essentiellement la même.

En Angleterre une assise traite formellement de son introduction (*Glanv.* II, 7, 19, XIII, 15) qui a lieu avec « l'assentiment des grands ». Voyez y aussi un renvoi aux décisions de Clarendon 1164, et de Northampton 1176, dans lesquelles se trouvent aussi des traces véritables de « recognitio ». Le code de Glanvill (vers 1189), présente déjà une pratique établie. C'est à cause de cette introduction que le nom « d'assise » est devenu en Angleterre le plus usité. Dans les plaintes les plus importantes relatives à la propriété et à l'hérédité, le sheriff doit, sur l'ordre de la cour (curia), convoquer quatre chevaliers, qui sans désenparer en présence des parties, nomment les douze jurés. Dans les plaintes sur la possession le sheriff nomme aussitôt lui-même douze jurés. La question posée l'est dans ces termes : « *Utrum A vel B, majus jus habeat in terra illa* », et tend donc encore à la solution complète du cas litigieux. La manière de procéder des « jurata » se généralise cependant très vite, ainsi que la restriction à la question de fait (of fact). La procédure est réservée à la « curia regis » (*Glanv.* XII, 23), et jamais elle n'est étendue aux tribunaux du comté et aux tribunaux domaniaux. L'extension de cette procédure à des points intermédiaires, et à d'autres procès civils, peut résulter de l'accord des parties, qui fixe également les questions à poser aux jurés (Biener I, pag. 63, sur la différence de l'assise et de la « jurata » et leur confusion successive pag. 73-80).

poursuivante, comme preuve de la faveur royale, au moyen d'un rescrit (*writ*). On donne à chaque partie le droit de choisir, en cas de procès sur la propriété ou concernant une hérédité, de proposer, au lieu de la preuve par le duel, la décision par une commission de voisins experts (*recognitio*). C'est là une institution qui se présente à la même époque en Normandie, et qui avait été préparée depuis longtemps déjà par de nombreuses commissions communales formées dans des buts administratifs et par la position des commissaires royaux en tournée. Cette procédure s'étend, par l'accord des parties, également à des questions préjudicielles et à d'autres affaires civiles. Lorsqu'un commissaire judiciaire exerce régulièrement les fonctions juridiques, les commissions communales ainsi formées se bornent de plus en plus à résoudre la question de fait (*question of fact*).

A la même époque, et en relation directe avec cette institution, il s'est formé à la cour du roi un *collège de juges* (*bancum*), destiné à maintenir l'unité de législation. A l'assemblée nationale de Northampton, 1176, le royaume est divisé en six grands circuits (*circuitus*) pour la tournée des juges ambulants.

Après la *Magna Charta*, les collèges judiciaires forment séparément trois tribunaux royaux existant aujourd'hui encore. C'est ainsi qu'à la fin de cette période les éléments de la constitution juridique actuelle existent déjà : des collèges judiciaires pour la question de droit (*question of law*), — des juges ambulants, — des comités communaux pour la question de fait (*question of fact*).

La justice criminelle a suivi une marche analogue, mais dans un rapport tellement étroit avec les institutions de police, qu'il les faut traiter en même temps.

III

LA POLICE ET LA JUSTICE PÉNALE

§ 1^{er}. — DU SYSTÈME DES CAUTIONS

Le système de la police de l'époque normande en relation intime avec une transformation de la justice pénale est l'une des formes les plus curieuses du nouvel État. Le germe de ce pouvoir de police (1), inconnu autre part au moyen âge, se trouve dans l'organisation féodale et dans sa coexistence avec des défauts particuliers et l'incertitude de la composition des tribunaux réguliers.

L'organisation féodale normande apportait avec elle un système pénal comme partie intégrante de la discipline militaire, que le chef maintenait dans les cas les plus légers par des amendes (*emenda*) appliquées à la fortune mobilière. Sous le nom de *misericordia*, *mercy*, cet état de choses est aussi connu dans les codes normands. Mais comme en Angleterre les propriétaires du sol sont dans leur ensemble devenus soldats du roi, « *homines* » il en résulta un pouvoir pénal plus étendu sur l'indiscipline, tel qu'il est déjà perceptible dans les plus anciens documents de l'échiquier. Celui qui n'obéit pas tombe sous la « *misericordia regis* », qui n'est pas satisfaite, comme l'amende saxonne d'autrefois, par une somme fixée à l'avance, mais est payée selon le rang des personnes « *admensuratur*, *adforatur* », et qui ainsi fixée s'appelle un *amerciament*. La puissance militaire du roi, s'exerçant aussi immédiatement sur les arrière-vassaux, comme le Saxon doit la même obéissance que le Normand, ce système d'ordre pénal s'étend sur les dignitaires temporels et ecclésiastiques, sur le plus grand seigneur comme sur le moindre vilain, sur les habitants des

(1) Voyez la note à la fin de ce §.

comtés, des centuries, des décuries, quelque soit le nombre des cas.

Les limites entre la soumission à la « *misericordia regis* » et la procédure juridique ordinaire n'étaient pas au début bien exactement déterminée. Un appel aux lois anglo-saxonnes, c'est à dire aux formes juridiques régulières, était surtout dangereux, le roi, son commissaire ou son prévôt nommant les juges ; les garanties d'un jugement juste, contre le maître irrité, sont dès lors très petites, tandis que le danger d'une condamnation à une lourde amende, ou de la perte du fief était très grand. L'inimitié des nations, les discussions factieuses entre les grands seigneurs normands eux-mêmes, ont enlevé à la constitution juridique son appui contre le pouvoir suprême. On fait parfois allusion à ceci, bien que ce ne soit pas dans des lois : « *regi cui militatur in pecuniam reus judicabitur, nisi festinauerit postulando misericordiam praevenire iudicium.* » (*Dial. de scacario*, I, cap. viii.)

A sa naissance, ce système pénal et de police était d'une nécessité pratique. L'orgueil de la race conquérante, le penchant du militaire à la violence, les continuels frottements des Normands entre eux et avec les thanes saxons rendaient nécessaire la discipline de fer que les historiens attribuent au conquérant. Le droit des amerciements devient ainsi la source immédiate d'ordonnances de police efficaces. Seulement à une époque un peu postérieure on voit (comme dans l'état de police moderne) l'autre face des choses, l'arbitraire illimité d'en haut, le défaut de protection des sujets contre l'abus.

La suite directe de ceci fut de donner aux ordonnances générales du roi relatives au maintien de la paix une efficacité immédiate par des amendes prononcées sommairement sans les retards d'une procédure judiciaire. Après l'inauguration du monarque, dès l'époque saxonne, la paix royale était proclamée par une publication générale et celle-ci suffisait pour tout un règne. Les rois normands trouvèrent de leur temps des occasions répétées de le faire. Précisément le plus ancien compte du trésor (5 Stephen, ou plutôt, d'après Hardy,

34 Henr. I) renferme déjà des amendes de 11 marks, 5 marks, et 20 livres sterling et autres semblables « pro pace fracta », principalement contre des seigneurs normands. Les rubriques générales, « infractio pacis », et « contemptus brevium regis », procuraient aux ordonnances royales une obéissance sommaire en général et en particulier. Les injures contre les fonctionnaires royaux, les violences contre eux, ou même le meurtre des « servientes regis », font allusion à des cas de tumulte, qui étaient arrangés amiablement au moyen de lourdes sommes d'argent. Précisément pour ce motif, ce système convenait tout particulièrement à étayer les ordonnances de police des Anglo-Saxons, qui passèrent, avec les *Leges Eduardi*, naturellement à l'époque normande, et se sont développées dans les degrés suivants :

Le principe que tout homme qui ne possède pas de terre ou tout petit propriétaire doit être sous la caution d'un thane ou sous celle d'une association rurale est renforcé dans les lois dites *Leges Wilhelmi I*, cap. LI « Ut dominus in franc-plegio habeat suos » et devient générale dans la *Charta III*, cap. XIV : « Omnis homo qui voluerit se teneri pro libero sit in plegio ». Après les *Leges Henr. I*, cap. VIII, on doit examiner chaque année, dans chaque centurie, « si decaniae plenae sint », et chacun doit se trouver dans une décurie, « decima vel plegio liberali », mais les plus étendues sont les lois dites *Leges Edw. Conf.*, cap. XX sur une « decennalis fidejussio, quam Angli vocant Frithborgas, ita quod si unus ex decem forisfecerit, novem eum haberent ad rectum ». Le nom de Frithborg et le mot latinisé de « Franc plegium », aussi bien que la responsabilité prétendue des neuf autres pour le dixième, ne se rencontrent pas en tout cas dans les lois anglo-saxonnes. Mais la nouveauté ne se réduisait qu'à un mode différent d'exaction de l'amende. Car (ainsi que cela résulte des recueils de chartes) dans le système arbitraire des amerciements, les communautés et les centuries pouvaient être frappées de l'amende aussi bien dans le chef des particuliers, que dans leur entier (*in gross*); ainsi la responsabilité de la communauté était *réci-proque*. Parmi les nombreuses affaires

du vicomte se trouva également alors la révision périodique de la population inscrite dans les communautés rurales (*visus franc plegii, view of francpledge*) qui, dès le début, et en tout cas sous Henri I^{er}, existait déjà d'une manière régulière. Avec la tournée du vicomte, la revue du fief se trouvait rattachée à la Saint-Michel, et continue à subsister nominalement jusqu'aujourd'hui. Le droit de domicile anglo-saxon, la nécessité de de l'admission de chaque personne qui voyageait ou changeait de résidence dans une association communale, pouvait être maintenu, de la manière la plus efficace, par ce moyen d'amendes de police; il resta des siècles durant la base d'un rude traitement contre les personnes vagabondes et suspectes.

NOTE SUR LE FRANC-PLEGIUM ET LE DROIT PÉNAL NORMAND

Le pouvoir en matière de police et en matière de discipline pénale attribué aux rois normands, quelque fortement qu'il ait réagi sur l'esprit de toute l'administration de l'État, n'avait jamais, jusqu'ici, obtenu une estime raisonnée. Son exercice résulte de plusieurs milliers d'applications contenues dans les rôles de l'échiquier et dans d'autres records contemporains, quelque petite que soit relativement la partie imprimée. Les sources juridiques en renferment cependant un si petit nombre, que l'on n'y peut trouver pour l'histoire du droit que de rares citations. D'autre part, l'organisation de la police appartient surtout aux sujets les moins favorisés. Les Anglais eux-mêmes passent volontiers avec rapidité sur l'époque normande comme sur une période obscure, et tout le système des amerclements est compris comme une mauvaise réminiscence de la tyrannie normande, sous la grande rubrique des usurpations de fonctions et des oppressions. Et cependant dès l'origine et même dans les plus anciens relevés du trésor, ils nous apparaissent comme un système bien combiné, sans la connaissance duquel on ne saurait comprendre parfaitement la législation postérieure de la police et les fonctions du juge de paix.

Déjà durant l'époque anglo-saxonne, les gerefes royaux sont appelés sous la menace de l'« oferhyrnes » du roi à l'accomplissement des devoirs généraux ou spéciaux de leur emploi. Il ne s'y agit jamais que du mépris des ordonnances ou des ordres du roi. Athelst. I. § 5, II. § 26, etc. Pour une négligence pareille doit avoir été établie, comme pénalité fixe, une amende de 120 schellings (Edw. II, 1; II, 2), d'après la valeur monétaire de l'époque environ 2 1/2 liv. sterling, et d'après le taux postérieur 50 schellings. *Leyes Henr. I*, 54,

§ 3; 35, § 1. « Overseunesse regis est in causis communiibus XX mancae, quae faciunt L sol. In Westsaxa reginae XX mancae, episcopi X mancae, comitis X, thaili vel baronis V mancae. » Il faut indubitablement qu'il ne soit question ici que de l'amende relative à la désobéissance de l'employé vis-à-vis de son commettant, et pas d'une amende pénale régulière.

Pareillement le mot « misericordia regis » se rencontre dans les plus anciennes lois, Ed. conf., 12, § 3, 18, etc., mais pas encore au sens normand. (Schmid. *Glossarium* h. v.). Dans les codes normands eux-mêmes, la citation n'est pas précisément fréquente, par exemple, dans les *Statuta et Consuetud.* C. « de juratore et juramentis, » où l'on parle déjà de la pratique de la police. Pareillement le droit de l'arrière-seigneur féodal à l'amercement, vis-à-vis de ses arrière-vassaux, est peu perceptible. C'est seulement dans la main du roi qu'il acquiert, par l'ensemble de la constitution de l'administration normande, une portée particulière. Pour ce qui est de son organisation pratique postérieure dans les tribunaux de police inférieurs, voyez, par exemple, Scriven, on *Copyholds*, II, c. 20, sect. 3.

Dans Gneist, t. I, 2^e éd., pag. 173, etc., tous les amerciements sont, d'après les trésors des chartes, autant qu'on peut le faire, rangés sous quatre rubriques :

1^o Comme complément du droit pénal, par exemple, la « misericordia de foresta » relative aux délits de chasse, — ainsi que pour l'offense à l'égard des employés royaux par mots injurieux, les violences contre eux, le refus de travailler aux châteaux royaux, aux ponts, la fourniture d'argent et d'armes aux ennemis du roi, ainsi que dans les cas généraux « d'infraction pacis, contemptus brevium regis. »

2^o Pour maintenir l'ordre de la police anglo-saxonne, nous les détaillons ci-dessous.

3^o Pour maintenir l'ordre judiciaire (default, non appearance), contradictions dans les témoignages, refus du duel, recours au jugement de Dieu sans la présence d'un employé royal, exécution d'une condamnation à mort « sine visu servientis regis, etc., » et après l'établissement du jury pour n'avoir pas bien composé celui-ci : « Pro rusticis (villains) adductis ad faciendam juratam; quia recepit hominem ad juratam, qui non fuit de hundredo, etc. » De là la coutume d'établir des réformes dans la constitution de la procédure judiciaire par de simples indications de la cour.

4^o Pour protéger les prérogatives du roi contre les usurpations des particuliers, par exemple, pour l'injuste prélèvement d'un droit de douane, l'appropriation de possessions royales (purprestura), et avant tout contre des usurpations de compétence : ainsi les « milites curiae comitissae de Coupland, quia fecerunt iudicium de placito quod non pertinet eis. (Madox I, 348). Simon de Medelwoide debet X marcas, quia placitavit in curia christianitatis de laico feodo. » (Madox I, 561). Pareillement une « communis misericordia comitatus de Sumerseta, quia miserunt duellum in hundredo quod debuit esse in comitatu, 24, H. II. » (Madox I, 556, 558). Hardy, *Rotuli finium*, pag. xvii et s. donne une récapitulation visiblement incomplète des rubriques.

La mesure du taux de l'amende se faisait au trésor par l'évaluation des baux ou des bas employés; dans les cas les plus importants on envoyait dans le comté un commissaire spécial pour encaisser l'amende, il taxait les hommes du comté ou de la centurie « per capita » — plus tard avec l'assistance d'un jury assermenté. (Madox, II, 65, 66.) La mesure dans laquelle ce pouvoir ainsi que le séquestre étaient appliqués contre les grands pour des défauts dans les fonctions du trésor, pour l'accomplissement des décrets royaux, etc., résulte d'innombrables prestations; par exemple, la cité de Londres est reprise une fois en la main du roi, à cause « d'un trespass of the assize », et confiée à la « custodia » d'un commissaire.

Le système très significatif des droits (fines) est différent, bien qu'il concorde fort souvent dans l'application : « fines for liberties and franchises » c'est à dire pour la consécration de concessions seigneuriales de toute espèce; les « fines » dans les procès, qui deviennent depuis Henri II, interminables, pour accorder une procédure à la cour royale supérieure, concession d'une procédure testimoniale par le jury. Tout mandat de procédure, toute particularité du procès, toute accélération dans sa marche, tout dérangement, toute protection doit être ici achetée argent comptant. Puis les « fines » pour les concessions de grâces, d'emplois, de guildes, de dispenses, reliefs, permissions de vendre, etc. Ces pouvoirs administratifs sont partout la base de la transformation postérieure de la constitution du pays.

1° Quant à l'organisation de la caution, (francplegium), il y a les passages déjà cités de la charte Willelm III, cap. XIV : Omnis homo, qui voluerit se teneri pro libero, sit in plegio, ut plegius eum habeat ad justitiam, si quis offenderit. Et (si) quisquam evaserit talium, videant plegii ut solvant quod calumpniatum est, et purgent se, quia in evaso nullam fraudem noverint. Requiritur hundredus et comitatus, sicut antecessores statuerunt, etc. »

La loi de Henri I, c. VII, est plus expresse : « de hundredis tenendis. Speciali tamen plenitudine si opus est, bis in anno convenient in hundredum suum quicumque liberi, tam budefest quam folgarii, ad dignoscendum scilicet inter caetera, si decaniae plenae sint, vel qui, quomodo, qua ratione recesserint, vel super accreverint. Praesit autem singulis hominum novenis decimus, et toti simul hundredo unus de melioribus, et vocetur aldermannus, qui Dei leges et hominum jura vigilantiter studeat observantia promovere. »

Le principe de l'union forcée est ici expressément reproduit et rapporté, dans une addition aux résolutions antérieures du clergé et des « sapientes totius monarchiae » (witan). Puis plus loin, § 2 : « Communis quippe commodi provida dispensatione statutum est, ut a duodecimo aetatis suae anno in hundredo sit et decima, vel plegio liberali, quisquis verae vel witae vel jura liberi dignus curat aestimari; conductii, vel solidarii, vel stipendiarii duorum plegio teneantur. »

Le rédacteur avait assurément ici la maxime semblable des *Leges Cnuti* II, 20, devant les yeux, à laquelle il ajoute le mot normand de franc-plegium pour éclaircir le mot « decima ».

Les lois les plus précises et explicites sont celles dites *Leges Edw. Conf.*, d'après le *Codex Harleianus*, c. XX : « alia pax maxima est; per quam omnes

firmiori statu sustentantur : Scilicet fidejussionis stabilitate, quam Angli vocant frithborgas, præter Eboracenses, qui vocunt eam tenmanne tale, hoc est numerum X hominum. »

« § 1. Et hoc est, quod de omnibus villis totius regni sub decennali fidejussione debeant omnes esse, ita quod si unus ex decem forisfecerit, novem eum habere ad rectum. Quod si aufugeret, et dicerent, quod non possent eum habere ad rectum, daretur eis ad minus a justitia regis spatium XXX dierum et unius diei.

« § 2. Et si possent eum invenire, adducerent eum ad justitiam. Ipse quidem de suo restauraret dampnum quod fecerat, et de corpore suo fiat justitia, si ad hoc forisfecerit.

« § 3. Si autem infra supradictum terminum inveniri non poterit, quia in omni frithborgo unus erat capitalis, quem ipsi vocabant frithborgeheved, ipse capitalis acciperet duos de melioribus in suo frithborge, et de tribus frithborgis propinquioribus vicinis sui accipiat de unoquoque capitale, et similiter duos de mellioribus, si poterit eos habere, et se duodecimo expurget, se et frithborgum suum, si facere poterit, de forisfacto et fuga supradicti malefactoris.

« § 4. Quod si facere non poterit, restauraret dampnum, quod ipse fecerat de proprio forisfactoris quantum duraverit, et de suo, et erga justitiam emendent, secundum quod legaliter judicatum fuerit eis.

« § 5. Et tamen sacramentum, quod non potuerunt complere per vicinos, per seipsos novem jurent, se esse immunes. Et si aliquem potuerint recuperare, adducent eum ad justitiam, si potuerint, aut dicent justitiæ ubi sit. »

Évidemment il n'y a pas dans tout cela les mots dispositifs d'une ordonnance, mais des descriptions par lesquelles l'auteur de cette compilation privée essaie de se rendre perceptible ainsi qu'à ses concitoyens l'ordonnance ancienne de la police du pays, tombée alors en désuétude. Le mot frithborg, ou, selon Lambard, freoborg, peut être issu plutôt du langage populaire, que d'anciennes lois. Le franc-plegium est évidemment une traduction normande dans le langage de la vie d'affaires de l'époque. Que pour le délit de l'un, les neuf autres dussent être responsables, peut être, de la part de l'auteur privé, un malentendu ; tandis qu'en réalité le président était responsable et éventuellement se faisait remplacer par ses compagnons. Il est cependant clair que les anciennes obligations des décuries ou des communautés rurales devaient persister et que décurie, decima et frithborg sont identiques. D'autres citations encore se rapportent à ceci. D'après le chap. xv, la villa doit, lorsqu'on ne peut pas trouver un meurtrier, verser 46 marcs, et lorsque la villa n'est pas en état de le faire, la somme doit être rassemblée dans la centurie et payée au trésor. Il est dit plus loin dans le chapitre xxviii, les witan (sapientes) avaient préposé à chaque décurie ou frithborg, ou des decani ou des présidents de décurie (tienthe heved). Enfin l'ancien devoir des thanes de cautionner leurs suivants et manants est formellement rappelé dans le chapitre xxi : « Archiepiscopi, episcopi, comites, barones et milites suos et proprios servientes suos, scilicet dapiferos, pincernas, camerarios, cocos, pistores, sub suo fridborgo habebant ; et ipsi suos

armigeros vel alios servientes suos sub suo fridborgo; quod si ipsi forisfacerent, et clamor vicinorum insurgeret de eis, ipsi haberent eos ad rectum in curia sua, si haberent sacham et socham, tol et theam et infongenethef. »

C'était aussi indubitablement un besoin pratique, qui avait amené le renforcement de l'ancienne ordonnance de police, c'était en particulier les dangers de la situation personnelle des Normands, dont la vie et la sécurité paraissaient souvent menacées par l'irritation de la race opprimée. Son maintien résulte des comptes du trésor. Dans d'innombrables cas nous voyons des localités mises à l'amende pour « l'hébergement d'un inconnu, sans exiger de franc-plegium de lui; » pour le recei d'un homme « qui n'était pas en franc-plegium; » pour avoir pris un homme « sans tething, » etc., par exemple le franc-plegium de Nicolas, son of Selary, pour ne pas avoir représenté un individu qu'il avait cantionné; le franc-plegium de Roger, fils de Godefroy, pour la fuite de Guillianme, etc. (Madox, I, 546, 4, 555.) Gervase, son of Stigend, « parce qu'il a laissé habiter Odon le Campinois dans sa seigneurie sans trouver de caution » (Madox, I, 545); la centurie de Reckham, parce que sciemment elle a laissé habiter dans son sein un homme sans franc-plegium (I, 565). Dans ce sens nous voyons apparaître le franc-plegium dans les codes postérieurs, par exemple Bracton, 124 : « De eo autem qui fugam cepit, diligenter inquirendum, si fuerit in franco plegio et decenna, tunc erit decenna in misericordia coram justiciariis nostris, quia non habent ipsum malefactorem ad rectum. » Cf. Fieta, I, 27, § 2-4, et quant au « visus franc plegii : Magna Charta, » c. 35, Fieta, II, 52, 72. Britton, c. 29. Horne, Mirolr, c. 1, sect. 16.

2° La naissance du devoir d'inquisition et du jury d'accusation sont traitées à fond dans Biener, *Engl. geschw. ger.*, I, §§ 12-14, 19. Les germes en doivent être recherchés dans les nombreux comités communaux, qui se rencontrent peu après la conquête, dans des buts administratifs. Outre la commission pour rédiger le *Domesdaybook*, on peut y rattacher également un cas, dans lequel Henri I^{er} fait prêter serment à 85 bourgeois de Lincoln, pour établir les devoirs dus au roi par la ville. (Palgrave, I, 273.) On trouve aussi une masse de commissions d'enquête pour des buts de l'échiquier, de l'administration des tutelles féodales, etc., comme elles sont indiquées dans le *Registrum brevium originalium* (Biener, I, 271) et dans les codes. Il s'y rapporte ensuite les commissions postérieures du trésor; puis le « coroner inquest » et encore diverses enquêtes (inquests) formées dans la période suivante pour des buts spéciaux (Voy. Dalton, *On Sheriffs*, 308.), comme les jurés pour fixer la circonstance de fait d'une sédition (riot), et dans les dépossessions violentes (forcibles entries), des jurés devant les « escheators, » devant les « clerks of the market, » d'après le « statnt of bankrupts, » etc. La jurisprudence anglaise les nomme *juries for inquiry*, par opposition avec les *juries for trial*. C'est dans ces précédents et l'exemple de la procédure des tribunaux inquisitoriaux ecclésiastiques qu'il faut chercher le point de liaison plutôt que dans l'époque anglo-saxonne.

Il est toujours remarquable que la notion d'une enquête par 12 thanes du hundred soit tout à fait isolée dans Aethelred III, 3, § 3; et soit demourée

sans aucune suite. Ceci s'explique comme sur le continent, par un *essai* pour transporter la procédure inquisitoriale ecclésiastique aux tribunaux temporels. Mais comme elle manqua d'une direction toujours ferme par les employés royaux, la nouvelle institution tomba et ne persista (comme sur le continent) que d'une manière incomplète, sous la forme d'enquête dans de petites communes et dans un petit nombre de cas dont on trouve cependant encore des traces. Ainsi dans *Caut II*, c. xxx : « Et lorsque un homme de la centurie est si infidèle et est si souvent accusé, et que trois hommes à la fois l'accusent, qu'il ne lui reste pas d'autre issue que de passer par un triple jugement de Dieu. » Plus loin, in *Leg. Will.* c. LI : « Quand quelqu'un est sujet à accusation dans la centurie, et que quatre hommes l'accusent, » qu'il se disculpe lui-même par douze compurgateurs. Biener tient lui aussi les 12 thanes, sous Aethelred, pour une apparition transitoire et admet que c'est seulement en 1176 qu'il y a les premières traces d'un jury d'accusation régulier devant le justicier ambulant, tandis que les premiers renseignements relatifs au jury d'accusation devant le sheriff, ne se manifestent qu'au treizième siècle. Biener n'en est pas moins incliné à tenir le jury d'accusation devant le sheriff comme le plus ancien ; je crois que c'est à tort. La conclusion, qu'une institution semblable est plus ancienne devant le tribunal du comté, et l'est moins devant le tribunal suprême, est décidément erronée pour toutes les institutions de « l'inquisitio » qui ont toujours leur origine dans une participation consciente et difficilement introduite de haut en bas. Toutes les formations de « l'inquest, » et en particulier les questionnaires, rédigés d'après la procédure ecclésiastique, sont évidemment, dès leur origine, destinées à des commissions ambulantes, et seulement transférées de celles-ci aux tribunaux locaux ; tout comme dans la période suivante le jury d'accusation des justiciers royaux passe, avec le comté, un peu plus tard aux tribunaux locaux des « quarter sessions. » Toute activité inquisitoriale est une création de la centralisation ; elle présuppose des pouvoirs administratifs très considérables. Mais il n'y avait naturellement pas de raison de restreindre l'« inquisitio » établie par les justiciers ambulants aux tribunaux royaux, comme les « assise » en matière civile. Au contraire on a transporté aussitôt que possible la nouvelle institution au « sheriffs-tourn, » et de là ensuite aux tribunaux locaux, une fois qu'elle fut mise en activité. Si la procédure inquisitoriale avait déjà été usitée plutôt dans le « sheriffs-tourn, » on en devrait trouver quelque trace dans les citations relativement nombreuses des tournées ou dans les relevés du trésor. Le nombre de 12 des jurés (d'après l'exemple des « assise » introduites dans l'intervalle), devrait également émerger quelque part dans les plus anciens codes, si la chose elle-même eût déjà existé. Dans les constitutions de Clarendon de 1164, c. 6, souvent citée à cet effet, il ne s'agit que de tribunaux ecclésiastiques. Au contraire il est maintenant en tout cas question expressément d'« inquisitiones coram vicecomitibus, » dans le S-Mariebridge (1267), c. 23, et le S-Westminster, I (1273), c., 11, 13. Dans le S-Westminster, II (1285), c. 13, on ordonne : « Quod vicecomites in turnis suis, cum inquirere debeant de malefactoribus per praeceptum regis vel ex officio suo, per

legales homines ad minus XII faciant inquisitiones suas, » et on impose aux « baillifs des liberties » la même obligation ; — c'est donc encore une nouvelle extension vers le bas. Il y a ensuite des descriptions complètes de la procédure de ce jury d'enquête, vers la fin du treizième siècle, dans les codes de Fleta, II, 52 ; Britton, c. 29 ; dans le Miroir et dans le S'-Walliae, c. 3, 4 (1284). C'est ainsi qu'au commencement de la séance, les cautions et les *localités*, par leurs présidents, sont toujours obligées de faire enquête, d'après la direction de certains questionnaires, sur ce qui s'est passé. D'après les « indictments, » 12 jurés, pris parmi les hommes les plus estimés de la centurie doivent ensuite donner leur verdict, ainsi que sur le point de savoir si rien n'a été dissimulé. Les articles s'étendent également à une série de contraventions et de petites infractions, sur lesquelles la tournée du shériff peut prononcer définitivement. La pratique se formule d'une manière encore plus décidée dans les « courts leet » postérieures.

§ 2. — DES ENQUÊTES

A la caution (friborg) se rattache une responsabilité plus étendue de la centurie, et un devoir plus étendu de dénonciations, qui se développe dans le courant de cette période, sous la forme du jury d'accusation.

L'insécurité des Normands au milieu d'une population irritée, aigrie, avait donné lieu à une ordonnance de Guillaume, d'après laquelle le hundred doit payer 46 marks, lorsque dans son étendue on trouve le cadavre d'un Normand, « si le meurtrier n'est pas saisi dans la huitaine et conduit devant le tribunal. » (*Leges Will. I*, c. xxii). — Outre cela on trouve le principe que le hundred vient au secours (in subsidium), lorsque la localité ne possède pas de moyens suffisants pour payer les amendes de police encourues. Les exemples de pareilles amendes des centuries sont si nombreux dans les relevés du trésor, qu'ils font indubitablement allusion à un principe de gouvernement général.

Un pas de plus, et ce système engendre un devoir de dénonciation organisé. Le besoin de ne pas abandonner la poursuite des délits à l'arbitraire de la partie lésée, mais de les poursuivre « ex officio » dans l'intérêt de la société qui en avait été lésée, par une *inquisitio, inquest*, était si nécessairement

parmi les exigences de l'organisation publique, que l'Église, dès le huitième siècle, avait commencé sous la direction de ses fonctionnaires, à établir un devoir de dénonciation pour les communes. Comme nous l'avons dit plus tôt, il y a aussi dans les lois anglo-saxonnes, trace d'une dénonciation par douze thanes dans la centurie (*Aethelr.*, III, 3, § 3), qui cependant ne se maintint pas sous cette forme. Il est manifeste que l'ancienne institution juridique du droit de plainte de la partie lésée s'insurgea contre cette nouveauté, qui devait en même temps imposer une lourde charge aux citoyens de la commune. Malgré la force du franc-plegium, il ne se trouve aussi dans le recensement régulièrement répété des hommes libres aucune trace d'une activité inquisitoriale. Mais il y a, dès l'abord, une fréquente application de comités communaux, pour établir, déterminer, fixer les intérêts de la couronne. La constitution normande avec ses prévôts, dans son état d'opposition à une population ennemie, en présence d'une existence communale détruite, était poussée, dès le commencement, à établir des villages, en instituant des voisins assermentés, et elle y trouva la population saxonne véridique. C'est ainsi que, pour la rédaction du *Domesdaybook*, des propriétaires fonciers distingués avaient été adjoints aux commissaires royaux, et dans une sphère inférieure, les pasteurs locaux, le prévôt du village et six ceorls, dans chaque *Township*. Immédiatement après la conquête, il y a des « inquisitiones ad quod damnum », relatives aux inféodations royales « inquisitiones post mortem », pour établir le montant de la succession d'un vassal de la couronne, « inquests of office » relativement à d'autres intérêts de la couronne. Un peu plus tard (1194), on trouve l'instruction générale : « In quolibet comitatu eligantur tres milites et unus clericus, custodes placitorum coronae », c'est à dire l'établissement des soi-disant « coronatores, coroners », principalement dans un but fiscal (*Reeves.*, I, 202).

Probablement, c'était la circonstance des tumultes, sous Étienne, qui provoqua aussi une activité plus grande de la force publique dans cette direction. Parmi les *judges ambu-*

lants se trouvèrent alors les organes les plus respectés de l'État, dont la présence était impérieusement demandée par l'établissement du tribunal inquisitorial. C'est seulement depuis que les juges ambulants sont devenus une institution régulière, que nous trouvons le premier indice d'une procédure inquisitoriale devant le justicier royal, à son apparition dans le comté (a. 1176). Les « capitula placitorum coronae regis » de 1194 et 1198, rapportés pag. 330, 340 du Code de Spelman, traitent de ceci avec plus de détails. Les juges ambulants reçurent ensuite une série de questions sur lesquelles ils doivent s'enquérir, c'est à dire qu'ils doivent examiner les communes relativement aux délits commis au préjudice causé aux droits suprêmes de la couronne, infractions aux ordonnances sur les poids et mesures, etc. La réponse aux questions ainsi posées est donnée par le bailli local et quatre citoyens d'abord, puis encore une fois par un comité de douze « milites » ou « liberi homines » de chaque centurie. La fonction de magistrature se trouve ici dans un nouveau rapport avec la commune. Mais le tableau de cette organisation devient complet à dater du milieu du treizième siècle, par l'exposé des livres juridiques (Bracton, fol. 116-118; Fleta, I, c. 19-20; Britton, c. 2-21). Sur la convocation précédente, les juges ambulants tiennent les centuries du comté rassemblées; ils examinent les prévôts et quatre hommes et procèdent à la formation du jury d'inquisition, de telle sorte que dans chaque centurie ils nomment quatre chevaliers, qui choisissent comme électeurs douze milites ou « liberos et legales homines. » Les douze jurés prêtent serment « quod veritatem dicam de hoc, quod a me interrogabitis ex parte domini regis » (mot à mot : le serment des jurés en matière civile). Ensuite ils répondent sur leur serment aux questions lues réglementairement par un juré, « capitula itineris », c'est à dire ce qu'ils savent sur les délits commis et sur leur auteur présumé; des infractions contre les lois de police, de celles sur les poids et mesures, sur le pain, la bière, le vin; sur les atteintes portées aux droits royaux et les prérogatives; sur les fautes professionnelles et les extorsions

des prévôts territoriaux et de leurs subordonnés. Ils précisent et complètent ainsi les indications locales. Ces questionnaires se trouvent maintenant aussi dans les collections de lois officielles comme « *statuta incerti temporis* » (*Statutes of the Realm*, I, pag. 253 ff.) et ont de temps en temps reçu des additions. Il y a environ cent trente-huit questions, qui renferment à peu près tout ce que le pouvoir public de cette époque avait à rechercher dans les communes. Les jurés ont le temps nécessaire pour se consulter et répondre. La dénonciation confirmée par douze jurés a la valeur d'une accusation officielle (*indictment*, *presentment*), et peut alors être aussitôt intentée, lorsque les juges ambulants sont autorisés à la fois « *ad audiendum et ad terminandum* » ; éventuellement elles arrivent à la prochaine assise.

Le nouveau système ainsi formé se prêtait, une fois qu'il avait été mis en pratique par la forte autorité des commissaires, à l'application immédiate aux séances des tribunaux du shériff dans la centurie. Il s'y rattachait, naturellement, à la revue des hommes libres et aux affaires pénales et de police ordinaires du vicomte. La commune nous apparaît ici comme le moyen d'inquisition subordonné au fonctionnaire royal, dans une position, il est vrai, fatigante et impopulaire, mais en réalité très efficace. Jusqu'à la fin du moyen âge, nous voyons, par les soins combinés des juges ambulants, des shériffs et des tribunaux locaux, l'activité inquisitoriale se développer d'une manière constante, au moyen d'instructions rédigées en formulaires.

L'ensemble de la population mâle âgée de plus de 12 ans est assemblée à des périodes régulières, non pas pour trouver jugement comme échevins, ainsi que les thanes, dans le tribunal du comté et pour administrer les affaires de la circonscription, mais pour rendre un compte *passif* de la conservation de la paix et de l'ordre, pour prêter, lorsqu'on le requérait, le serment de sujétion ou le renouveler ou encore être passés pour la forme en revue de police. Naturellement, ici se retrouvent également les plaintes sur les oppressions et les chicanes des prévôts royaux. Les classes les plus distinguées se retirent de plus

en plus de la participation personnelle à une pareille tournée et obtiennent sous Henri II dispense expresse d'y paraître. Dans la période suivante, les juges ambulants chargent, en conséquence, de toute cette affaire inquisitoriale, une grande commission, choisie parmi toute l'*assemblée du comté*, et c'est sous cette forme *seulement* que le tribunal inquisitorial s'appelle le grand jury (the grand inquest), et prend la forme, sous laquelle il continue encore de subsister aujourd'hui.

§ 3. — DU JURY D'ACCUSATION

Une conséquence plus éloignée de cette transformation est la naissance du jury du jugement. Ce fut le résultat de la combinaison du droit pénal modifié et de la centralisation de la justice pénale, avec le jury d'accusation, lors de la décadence des anciens principes sur la preuve judiciaire (1).

L'autocratie militaire des rois normands a continué l'extension, déjà commencée à l'époque saxonne, des peines corporelles et capitales. Du point de vue de leur suprématie militaire émanant du droit féodal les crimes graves, comme crimes militaires (félonies), deviennent la matière d'ordonnances pénales du chef militaire. Sous Henri I^{er} spécialement, apparaissent un grand nombre de cas nouveaux déclarés crimes capitaux. L'antique wergeld et le système des amendes sont repoussés complètement à l'arrière-plan. Les cas à proprement parler criminels nous apparaissent alors comme des « felonies contra pacem domini regis » (Glanv. I. 2) et quant aux rapports de procédure comme « placita coronae ». Dans la main du roi est le pouvoir sur la vie et la mort (Glanv. XIV, 1., Bracton 1046, 1446). Il faut remarquer, à ce propos, que la justice criminelle est aussi une partie de l'administration financière, parce que la confiscation de la fortune mobilière est devenue l'indice caractéristique de la félonie.

La conséquence est, comme dans le domaine du droit civil, que les juges de la commune (pares), même dans les affaires

(1) Voyez la note sur le jury de jugement, page 138.

pénales ainsi formulées, se voient déplacés successivement. Ici également, le droit ne doit plus être puisé dans chaque cas individuel, mais il consiste bien plutôt dans l'application des normes établies par l'autorité. Ce fut (avec la position détestée des prévôts territoriaux) ce qui, depuis l'époque du roi Henri II, ouvrit un vaste champ à l'activité des juges ambulants. La réserve des cas pénaux les plus graves à « la curia regis » c'est à dire, à la nomination du tribunal par ordre du roi en personne, d'abord l'exception, devient de plus en plus la règle. La révolte contre le roi et l'État, la révolte à l'armée, le meurtre, l'incendie, le vol, le rapt, le faux, et si « quae sunt similia » Glanv. I., c, 2) sont comme « placita coronae » exclusivement attraités devant la cour; il en est de même des rixes, « medleta, verbera, plagae », lorsqu'elles prennent un caractère tumultueux (si accusator adjiciat de pace regis infracta). La réserve de l'ingérence royale se formule maintenant par une ordonnance périodique de juges pénaux délégués, qui depuis Henri II, trouvèrent dans le « bancum » un soutien pour un pratique uniforme, et furent assez tôt autorisés à prononcer définitivement au nom de la curia « ad audiendum et terminandum. » Si l'on ajoutait à ces commissions un certain nombre de chevaliers du comté, c'était là une réminiscence de l'ancienne position des juges et ce ne fut bientôt plus qu'une formalité. Il en fut également ainsi, plus tard sur le continent, lors de la chute de la constitution scabinale.

À côté de ces juges officiels, il y a, depuis la deuxième moitié du douzième siècle, un mode officiel d'accusation par le jury d'inquisition. Le domaine de l'accusation au nom du roi s'élargit, aussitôt qu'il existe, avec une grande rapidité. Entre des juges officiels et une accusation officielle, le vieux et rude système germanique de la preuve par des cojurateurs, le duel et le jugement de Dieu, ne pouvait pas se conserver plus longtemps.

Les cojurateurs, qui supposent une connexion vivante des grandes et petites communes, avaient déjà perdu leur base par le déchirement de la vie communale, par l'immixtion de l'élément normand, ils ne s'étaient plus maintenus dans des tribu-

naux de villes et des tribunaux locaux, parce que ce qui était traditionnel semblait en tout cas meilleur que le duel normand.

Le duel perd sa base (sans tenir compte de l'habituelle opposition de l'Eglise et des villes), avec la plainte officielle. Il n'a pas de sens contre une décision du jury d'accusation : « quia rex non pugnat, nec habet campionem. »

Le jugement de Dieu resta ainsi seul exister, lorsqu'en Angleterre, comme dans les autres contrées germaniques, l'antique foi dans les épreuves de l'eau et du feu menaçait de devenir la risée des enfants. En 1215, le concile de Latran avait interdit la participation du clergé à ces épreuves, et en avait rendu impossible l'application pratique en Angleterre. Après un intervalle de mesures provisoires, il y eut probablement à ce sujet une instruction royale aux justiciers (14 *Henr. III*, 1220) qui portait : qu'ils devaient émettre désormais l'avis « *inditatus* » de se soumettre au jugement d'une « *jurata* » de la centurie au lieu de se soumettre au jugement de Dieu « *ponere se super patriam* ».

C'est ainsi que la procédure usitée au civil avec les « jurata » est étendue à la mise en accusation dans les causes criminelles. Dans l'intervalle, les inquisitions périodiques dans des buts de police, qui avaient lieu journellement dans le tribunal d'enquête des justiciers, dans la tournée du shériff et ses émanations, avec des jurés communaux, avaient accoutumé de plus en plus les populations à une semblable coopération entre les employés royaux et des comités communaux. L'usage de commissions locales pour décider des circonstances de fait dans le comté, subsistait alors déjà depuis tant de générations, que son application tardive à l'accusation devait paraître presque naturelle. Mais, dans le domaine de la juridiction ordinaire, il devait être procédé d'après les lois d'Édouard, c'est à dire d'après la tradition antique, assurance à laquelle s'était ajoutée la promesse formelle du « *judicium parium* » d'après le droit national, inscrite dans la *Magna Charta*. Chaque peuple tient surtout pour douces les antiques formes juridiques, particulièrement quant à l'accusation des « *delicta occulta* ».

Mais lorsque le besoin eut ouvert la voie à la nouvelle procédure, la transformation s'est produite remarquablement vite dans cette direction. La preuve générale de cette ordonnance, probablement de l'an 1220 ou 1221, n'est pas connue textuellement, mais viendra peut-être au jour parmi les rôles inédits de la Tour de Londres. Déjà en 1221-1226, il y a dans les rôles judiciaires une suite d'applications dans lesquelles les accusés sont jugés d'après la décision d'un jury « jurata ». Et dès ces premiers cas la nouvelle procédure se trouve aussi étendue à des accusations privées. Dans le *Manuel* de Bracton (ainsi avant 1250), la condamnation par des jurés est une procédure tout à fait usuelle. Dans la procédure devant les juges royaux ambulants, ce pouvaient être les mêmes douze jurés du jury d'inquisition, qui prêtaient serment une seconde fois sur la question de culpabilité; la pratique cependant tenait déjà compte de l'application à des personnes déterminées. Dans le code de Britton on admet la maxime que chaque juré d'enquête peut être récusé comme tel. Pour la condamnation, on forme donc régulièrement un nouveau jury, composé d'éléments analogues au jury d'enquête de la centurie et avec les mêmes formules sacramentelles que pour les jurés dans la procédure civile.

C'est ainsi qu'à la fin de la période, la procédure criminelle est, elle aussi, basée sur une *coopération systématique de juges royaux et de comités communaux*. Dans l'ouvrage de Bracton se trouve exprimé dans sa généralité le premier principe fondamental de la constitution judiciaire : « Veritas in iuratore, justicia et judicium in iudice. » (Bracton, fol. 186.) Le point de droit — maintenant par préférence une application de normes générales — est passé de la commune aux juges officiels. L'antique participation de la commune, cependant, au prononcé du jugement, au serment des cojurateurs, au témoignage communal est généralement réduite à la fixation de la question de fait (question of fact) par des comités élus dans l'aggrégation communale de la centurie (hundred).

Indubitablement, on avait pris ainsi une voie, qui répondait aux besoins d'une vie publique plus développée et plus mûre.

Ce progrès avait été fait en Angleterre, grâce à une centralisation inconnue sans cela du moyen âge, qui développe de fort bonne heure l'élément judiciaire officiel. En même temps cependant commence avec la transformation une nouvelle décentralisation.

NOTE SUR LE JURY DE JUGEMENT

Sur la naissance du jury de jugement dans les affaires pénales, comparez de préférence les recherches de Biener, dans *Engl. Gesch.-Gericht*, t. I, § 16, 17, pag. 103-121; t. II, Exc. I, 219-239, et dans la richissime littérature nouvelle, Gundermann, *Histoire de la naissance du jury* (all.), 1817. Koestlin, *Le Moment du changement de la procédure pénale allemande*, 1849 (all.); von Daniels, *Naissance et valeur des tribunaux avec jury*, 1849; Forsyth, *History of trial by jury*, 1852. Les recherches étendues de Biener sur la marche externe de la naissance des tribunaux avec jury se confirment également par les diplômes juridiques qui subsistent encore; seulement la connexion pragmatique n'est pas toujours suffisamment manifeste chez lui.

Depuis la naissance du jury d'accusation, il n'y avait que deux modes de procédure criminelle :

1° Par l'accusation (*accusatio appellum*), qui est menée selon l'ancienne coutume, avec des cojurateurs et avec les anciennes formules verbales d'accusation. (Secta v. Bracton, 1396, 140.) Régulièrement il faut y rattacher l'appel au duel qui, en termes juridiques, apparaît sous la forme d'une « *illis contestatio* », et se termine par les mots : « et hoc offert se disrationare adversus eum per corpus suum, sicut curia domini regis consideraverit. » Il suit la « *vadiatio duellii* » par gage et serment, où l'accusé dénie le fait sous serment, et l'accusé affirme encore une fois sous serment son accusation. Vient ensuite un terme pour effectuer le duel. Tout cela est d'accord dans son essence avec la procédure sur le sol français, telle que la donne Beaumanoir. Subsidiairement (*in subsidium*) vient se placer le jugement de Dieu. D'après les droits urbains et les coutumes locales, il y a également une disputation par le moyen des compurgateurs.

2° La procédure *inquisitoriale* (indictment, présentement) sur la base d'un serment d'enquête de 12 jurés de la centurie « *hundred* (*jurata patriae*) », que suit maintenant le procès capital devant les justiciers royaux, qui régulièrement se confond avec le jugement de Dieu, car le duel n'est pas admissible contre une accusation portée au nom du roi « *quia rex non pugnabit*. »

Avec le transfert de l'accusation à un jury d'enquête se présente dans la preuve une lacune qui dut être remplie par des institutions positives. Le concile de Latran, c. 18, avait défendu au clergé de participer aux jugements de Dieu. En considération de cette défense, les juges ambulants reçoivent

en 1219, l'indication de ne plus procéder par jugement de Dieu, après qu'une accusation aura été formulée, mais de tenir les accusés en état de détention et de se contenter, pour la tournée de cette année, de prendre certaines mesures de précaution. (Biener, II, 231.). Bientôt après il y eut probablement une instruction positive adressée aux juges. Sir Ed. Coke donne la marche suivie, dans ses *Reports*, IX, pag. 32, 1219; les jugements de Dieu ont été abrogés par résolution du parlement (ce qui veut dire, sans doute, résolutions du conseil de régence d'alors.) Cela résulte de la *Rot. Pat.*, anno 3 Henr. III, membr. 5, for the record says : « Provisum fuit per regem et concilium, etc. » C'est là vraisemblablement la résolution judiciaire, que Spelman a publiée, pag. 415 de son *Codez*. « Rex dilectis et fideiibus, etc. Justitiariis itinerantibus, etc., salutem : quia dubitatum fuit et non determinatum ante inceptum itineris vestri, quo judicio deducendi sunt illi, qui rectati sunt de latrocínio, murthero, incendio, et hinc similibus, cum prohibitum sit per Ecclesiam Romanam judicium ignis et aquae, *Provisum est a consilio nostro ad praesens*, ut in hoc itinere sic fiat de rectatis de hujusmodi excessibus : videlicet quod illi qui rectati sunt... teneantur in prisoa nostra et salvo custodiantur, ... cum igitur nihil certius providerit in hac parte consilium (nostrum *ad praesens*), relinquimus discretioni vestrae hunc ordinem praedictum observandum in hoc itinere vestro. » Dans une note marginale de Coke se trouve encore la citation textuelle : « See Rot. Pat. 14 Henr. III, m. 1, de justitia facienda loco ignis et aquae, » ce qui indique bien encore de plus amples recherches dans les diplômes officiels non imprimés. Jusqu'à leur issue nous sommes renvoyés aux renseignements exacts de Biener.

D'abord, en 1221, il n'y a que des cas, dans lesquels on a ordonné aux accusés de se soumettre à un jugement du jury d'accusation sur leur crime. Bien qu'ils refusent ceci, le jury a prononcé un arrêt d'accusation, que l'on a prudemment, — à cause du sentiment de la nouveauté de la chose, — laissé confirmer une seconde fois par un nouveau jury de 24 chevaliers. (Haie, *Pleas of the crown*, II, pag. 322.) Dans l'année 1222, il y a un cas où l'accusé se soumet au jugement du jury d'accusation, et est jugé par lui. (Bracton, fol. 143.) En 1226, il y en a une série, dans lesquels tant les « *indictati* » que les « *appellati* » se soumettent au jugement du jury d'accusation et sont jugés en conséquence. (*Placitorum abbreviatio*, 1811, p. 104.)

La nouvelle procédure s'est donc, par la pratique, trouvée étendue aussitôt même aux *accusations privées*, tout comme dans la procédure civile l'application de l'arrêt des jurés fut étendue, par l'accord des parties, au delà des cas législatifs. Au milieu du siècle, ce jugement de culpabilité par le jury est devenu tout à fait usuel. (Voy. Bracton.) La justice peut, en outre, interroger le jury d'enquête d'une manière plus précise, pour savoir où il a puisé ses renseignements. Il demande à l'accusé de se soumettre au jugement et écoute ses objections contre « l'indictment » et contre la personne des jurés. (Bracton, 143, 1436.) Ensuite les jurés prêtent serment : « Hoc auditis, justitiiarii, quod veritatem dicemus de his, quae a nobis requiretis ex parte domini regis. » Après la prestation de serment vient la question du juge :

« Talis, qui hic praesens est, rectatus de tali crimine venit et defendit totum, et ponit se super linguas vestras de bono et malo, et ideo vobis dicimus, nobis scire facialis inde veritatem et dicatis, si culpabilis sit de hoc, quod ei imponitur. » Ce « ponere se super pares suos » était, d'ailleurs, la formule usuelle de soumission au jugement.

S'agissait-il d'une accusation privée, il fallait former de nouveau la « jurata » pour prononcer sur la culpabilité. Un « indictment » était-il prononcé dans le « sheriffsturn, » il y avait une procédure principale devant la session la plus prochaine des Juges ambulants, où les justiciers ont alors à convoquer un jury de jugement spécial. (Fleta, I, 34, § 34, 39.). Mais si l'on avait prononcé un « indictment » devant les « Justices of oyer and terminer, » la procédure principale suivait aussitôt, et l'on faisait prêter serment pour la seconde fois au même jury d'accusation sur la question de culpabilité (an culpabilis sit), avec de raisonnables motifs, cependant, quant à l'application contre des personnes déterminées. (Bracton, 1436.) Mais on a dans la pratique bientôt découvert la contradiction réelle existant entre un jugement prononcé par les mêmes personnes, d'abord sur l'accusation, puis sur la culpabilité, et de là, la circonstance toute simple, d'admettre que la participation d'un juré au jury d'accusation était suffisante pour le faire récuser dans la formation du jury de jugement. Cela se trouve ainsi chez Britton, chap. IV, pag. 20, et a été ensuite reconnu législativement, sur une pétition adressée à la Chambre des communes (par la loi 25 Ed. III, st. 5, c. 3). La conséquence pratique fut que l'on forma régulièrement un nouveau jury de jugement distinct du jury d'accusation pour prononcer sur la culpabilité.

Durant un certain temps, il est vrai, le duel put encore être appliqué à côté du jury de jugement. Lorsque la plainte était formulée comme un appel au duel, l'accusé devait conserver le choix, s'il voulait se défendre par le combat ou par le jury (per corpus aut per patriam se defendere). Mais les accusations privées deviennent bientôt de rares apparitions à côté des accusations publiques. Le choix disparaissait, d'ailleurs, quand il y avait des personnes incapables de combattre, ou des privilèges contre le duel. Dans les cas où l'accusation tombait par suite d'un défaut de forme, elle était suivie, « ex officio, » au nom du roi, et naturellement contre cette « secta regis » on n'admettait pas de duel. Déjà, dans la loi, 20 Ed. III, l'appel au duel est indiqué comme parole de forme, et dans les formules d'accusation du quinzième siècle. Biener n'a plus retrouvé les mots « per corpus suum. » (Biener, I, 107.) Les deux modes de la procédure pénale mènent alors nécessairement au jury de jugement.

Une difficulté se rencontra néanmoins dans la demande de soumission de l'accusé au jugement du jury. D'après une opinion, qui se trouve répétée plusieurs fois dans Bracton, une obligation de cette nature remplaça l'obligation antérieure de se soumettre au jugement de Dieu. On inséra ici comme là « tenetur », « compellitur », « cogendus est », moyennant quoi celui qui refuse, « indensus et per hoc quasi convictus remanebit. » On applique donc en cas de contumace (In contumaciam), toute la peine. Mais cela

demeura encore douteux. La nouvelle procédure n'était pas et ne resta pas un jugement par les pairs : « *Judicium parium et per legem terrae*, » comme l'assurait la *Magna Charta*. L'assentiment formel de l'accusé, seul, semblait convrir la dérogation de la procédure testimoniale légale. Pour amener cet assentiment, on se croyait cependant autorisé à appliquer des règles de contrainte administrative, une prison forte et dure, néanmoins sans verser le sang et sans blesser le corps, pour s'en tenir minutieusement au texte de la *Magna Charta*. Dans l'année 1275, ceci est ratifié, et ainsi la nouvelle procédure est médiatement, au moins, approuvée par le Stat. Westminster, (1, chap. xii). Dans les cas de « *Secta regis*, » celui qui refuse doit être conduit « en la prison forte et dure, » ce qui se réalisait en pratique dans ce que l'on appelle la torture à mort (lodespresse).

Quant à la procédure devant le jury de jugement dans cette première époque, et aux défaillances, dans le cas de non-unanimité, sur l'examen du jury relativement aux motifs de sa décision, ainsi qu'à la responsabilité postérieurement établie des jurés de jugement (voy. Biener, I, 114-124, dont les recherches paraissent inattaquables dans ce qu'elles ont d'essentiel). Ce qui est parfaitement déraisonnable, c'est la prétention, que l'on rencontre encore toujours, de déduire ces principes de l'ensemble de la *Magna Charta*. Car l'assurance, que nul ne serait troublé dans sa personne ou dans ses biens, « *nisi per legale iudicium parium suorum vel per legem terrae* » renferme tout au contraire l'assurance de l'ancienne procédure traditionnelle. Les jurés ne sont jamais appelés « pares, » leur décision n'est jamais dite « *judicium*. » Les « pares » sont, tout au contraire, les co-communiers jugeant la cause, donc le contraire d'un jury. Cette assurance était justement un empêchement à la prompt formation de la nouvelle constitution judiciaire, qui n'était pas considérée, d'ailleurs, durant tout le moyen âge, comme une concession de nouveaux droits politiques, mais comme un expédient pratique nécessaire à une prompt justice.

§ 4. — TRIBUNAUX DE POLICE LOCAUX, COURTS-LEET

A la même époque nous remarquons la séparation de tribunaux de police locaux, courts-leet, détachés du sheriff's turn, la court-leet générale du comté.

Par la centralisation, les tribunaux royaux et les juges ambulants, la fonction du shériff était tombée au rang de tribunal inférieur pour les cas pénaux. Dans la *Magna Charta*, on lui défend formellement de juger des « *placita coronae*. » D'autre part, la tournée du shériff avait vu s'accroître les difficiles affaires du jury d'enquête, et une foule de nouveaux cas de délits de police, qui (mis en pratique par les juges ambulants et

les « capitula itineris ») croissent en nombre avec chaque génération. La levée des centurries pour des affaires aussi impopulaires, et l'existence d'émoluments, inséparables de la fonction du shériff faisaient, de la tournée, une source de plaintes répétées pour le pays. La *Magna Charta* donne, à la honte des membres des tribunaux, l'assurance caractéristique qu'elle n'aurait pas lieu plus de deux fois l'an à des époques fixées, en des lieux et pour des motifs déterminés. Pour s'expliquer combien cette double revue de police devait être oppressive dans les mains des shériffs et de leurs baillis, qu'on veuille se rappeler encore une fois, d'après les recueils de lois, l'étendue de cette activité inquisitoriale. Le shériff examine : si le registre des cautions communales est complet ; si personne ne s'est éloigné dans des circonstances suspectes ; si tous les membres du tribunal sont venus à l'assemblée ; il fait enquête touchant les effracteurs, les voleurs, les ravisseurs, les faussaires, les meurtriers, les incendiaires, leurs complices et recéleurs ; touchant les personnes prosrites ; les faux poids et mesures ; les gardes de jour et de nuit ; l'entretien des routes, des ponts, etc. (*Fleta*, II, 25). On regardait, on le comprendra aisément, comme la plus lourde charge du service judiciaire, la comparition en masse, à cette fin, des communes devant le prévôt territorial. Les shériffs et leurs baillis, changeant chaque année, même s'ils en avaient la bonne volonté, n'y apportaient souvent pas une connaissance suffisante des localités.

On voit par là de bonne heure, et dès avant l'introduction des tribunaux d'enquête, la tendance de localités particulières fort populeuses, à se former pour elles une court-leet (1). Cela réussissait le plus aisément aux sièges épiscopaux, puis à d'autres localités qui possédaient depuis toujours en elles les éléments de la vie urbaine, et qui maintenant obtinrent comme cités (cities) et bourgs (boroughs) au moyen d'une court-leet à elles propre, les éléments essentiels du droit urbain postérieur. Le seigneur foncier, au fief duquel la localité appartenait avec son

(1) Voyez la note sur les court-leet, page 144.

territoire et ses dons en faveur de la protection, était fort enclin à se débarrasser des journées périodiques de la revue de police du shériff et à laisser tenir préférablement la court-leet par un prévôt seigneurial. L'intérêt des habitants de petites localités inclinait pareillement à la création d'une petite circonscription judiciaire déterminée, dans laquelle les devoirs juridiques sont plus aisés à remplir et où un prévôt seigneurial parut alors moins oppressif et haïssable que le vicomte, ses extorsions et ses baillis. Ils regardaient comme un bienfait l'acte du seigneur terrien qui réussissait à prouver une exemption du sheriff's turn. Ce fut en général le cas de la grande masse des vieux manoirs (*manors*), et une court-leet devint, pour ainsi dire, la compagne régulière d'une court-baron. On distingua ensuite de tels *private leets* des *public leets* du shériff. Le private leet lui-même n'est au fond qu'une police déléguée et un tribunal local concédé, une émanation de la puissance judiciaire du roi, une court of record, qui appelle au nom du roi, les habitants à la suite du tribunal royal (*suit real*).

Ce n'est qu'une émanation de la tournée du shériff : donc elle possède une égale autorité judiciaire sur les délits qui sont prévus par le droit commun et par le simple système d'amende ; mais elle n'en a aucune sur les « placita coronae » à l'égard desquels le sheriff's turn n'a que le pouvoir d'enquête (Coke 2, *Inst.* 71). Le seigneur terrien ayant reçu concession d'un leet, a le pouvoir judiciaire formel de l'ancien temps, c'est à dire il dirige le tribunal, mène les procédures par un justicier (*steward*), et recueille les droits de justice et les amendes. La couronne peut, en cas de défaut d'emploi, d'une composition inconvenante, d'une administration négligente, suspendre le leet, le séquestrer ou le reprendre définitivement ; la juridiction perdue revient alors à la tournée du shériff. Les jours de séance habituels se représentent deux fois par an, le premier mois après Pâques et après la Saint-Michel. Toutes les personnes de douze à soixante ans sont obligées au service judiciaire, lorsqu'elles sont établies depuis un an et un jour dans la commune, excepté les lords et les ecclésiastiques, ensuite de l'exemption accordée sous

Henri III. Les comités choisis pour juger, de 12 à 25 hommes, sont nommés, dans la langue postérieure, jurés (juries), mais seulement au sens de juges et « juries of inquiry », tout comme dans le « sheriff's turn ».

Si nous parcourons encore d'un coup d'œil cet ensemble, nous voyons le maintien ferme et égal de cet ordre pénal et de cette police être l'un des traits les plus particuliers de l'administration normande. Les rois possédaient ainsi les moyens les plus efficaces de l'autorité territoriale non pas seulement contre leurs propres fonctionnaires, mais aussi contre les hommes les plus puissants du pays qui pouvaient, à une époque normale, à peine oser tenter une extension de leur pouvoir juridique patrimonial. Plus bas, nous trouvons une discipline à moitié militaire, — une habitude de toute la population à l'obéissance, comme la procurait d'une manière inusitée un système de sécurité publique admis par l'époque. Le redoutable arbitraire auquel sont soumis les personnes et les biens dans un mauvais gouvernement n'est pas moins manifeste; on voit aussi comment plus tard les premiers essais de la *Magna Charta* pour l'acquisition de droits fondamentaux tendirent à obtenir l'appréciation des amerciements par la voie judiciaire. « Comites et barones non amercientur nisi per pares suos, et non nisi secundum modum delicti — et alii non nisi per sacramentum proborum et legallium hominum de vicinelo. »

NOTE SUR LES COURTS-LEET

Quant à la naissance et à la formation des tribunaux de police locale « courts-leet, » la littérature anglaise est plus riche, parce qu'ils conservaient plus longtemps une signification à côté des juges de paix. Comme écrit pratique capital, il y a l'ouvrage très détaillé de J. Scriven, *Treatise on copyhold with the jurisdiction of courts-baron and courts-leet*, etc., 4 édit., by H. Stalman, 2 vols, 1846-8; G. Jacobs, *Complete court keeper, or land steward's assistant, Containing the nature of court-leet*, etc., 8^e édit., 1819-8; J. Ritson's, *Jurisdiction of the court-leet with precedents*, 3^e édit., 1816. Je n'ai pu utiliser que le premier. Les points principaux suivent. (Scriven, II, c. 20, pag. 803-97.)

1° La *court-leet* est une pure émanation de l'autorité royale. Le mot « leet » se présente d'une manière remarquable dans le *Domesdaybook*, et dans le Stat. 27, Edw. III, c. 28, mais pas dans les ouvrages juridiques intermédiaires. Comme matière de la concession, à titre de fief, il n'y a que le droit de tenir un tribunal royal (un *turnus vicecomitis*), pour un plus petit domaine, de recueillir les amendes et les émoluments (*fines, amerciements, essoin pence*), et communément encore, un petit cens juridique (*certum letae, certum money*). Le propriétaire, ayant reçu la concession, est-il possesseur d'une court-baron, ses pouvoirs juridiques, à ce titre, sont confondus avec les seconds et donnent naissance à un tribunal patrimonial avec une police domaniale. Cependant la possession d'un manoir ou d'un ensemble de biens n'est pas un préalable nécessaire. Pareillement on trouve une court-leet concédée à des communes urbaines, rurales, ou à une seule maison. De même que les patronats ecclésiastiques en Angleterre, les « leets » sont souvent séparées des biens, ont suivi une succession particulière, et ont été souvent ainsi retenues en cas de concession subséquente du bien. Le caractère d'un pouvoir juridique délégué par le roi est mieux maintenu à l'égard des justiciables, que dans les tribunaux patrimoniaux du continent. Il n'y a, comme sources de concessions, que l'inféodation par la couronne ou une prescription immémoriale qui fonde la présomption d'une concession. Le seigneur justicier n'a droit qu'aux « profits of the court, » mais la journée de séance appartient, d'après l'expression de la langue juridique, au roi, « the day is to the king. » (Scriven II, 803, 835, et cit.) Le justicier (*steward*), représente la personne du roi. (Scriven II, 835, et cit. 41 Edw. III, c. 27; Kitchen, Powell.) Le « steward » doit précisément avoir le caractère juridique du shérif en tournée, et être un homme indifférent entre le seigneur et la loi (a man indifférent between the lord and the law); c'est pourquoi aussi, d'après l'opinion, prédominante, le seigneur justicier ne peut pas présider en personne le tribunal. (Scriven, II, 829.)

2° Le leet est un démembrement de la tournée du shérif, et doit donc tout aussi régulièrement être tenu deux fois par an, originairement en plein air; le devoir des justiciables n'est pas la suite d'un droit territorial, mais une suite de leur sujétion, de l'obligation de suivre le tribunal royal (*suit real*), il doit donc être presté en personne, excepté pour les lords et les ecclésiastiques, d'après les *Leges*. 52 Henr. III, c. 10. Parmi les justiciables on nomme alors les comités communaux. Dans la tournée du shérif on ne devait élire, pour composer les comités, que des gens ayant annuellement 20 sch. de revenu, par freehold ou 20 2/3 sch., par copyhold. (1 Ric. III, c. 4). Ce précepte est cependant seulement de la fin du moyen âge et ne l'a pas été par analogie aux « leets » privées. La formation des « courts-leet, » est sous ce rapport complètement séparée des principes féodaux, car la présence au tribunal n'a aucun rapport avec la propriété foncière, mais est une suite de la situation de la résidence, et s'étend, selon la rigueur des termes, sur toute personne de l'âge de 12-60 ans, quand elles ont leur domicile depuis an et jour dans la circonscription judiciaire. (Scriven, II, 823-824.) Il n'y a pas non plus de représentation, dans ce devoir, mais seulement une excuse (*essoine*).

(Scriven, II, 825.) C'est précisément pour cela que se forma dans la vie commune cet usage qui fit préférentiellement appeler ces tribunaux, tribunaux populaires (*court-leet*). Dans le choix des jurés de jugement on tient naturellement compte de la possession, du cas de nécessité. Chacun peut, néanmoins, même s'il se trouve présent, par hasard, prêter serment dans le « *leet jury*. » (2, Hawkins, 69.)

3° *La compétence de la leet est pour cela même parallèle et semblable à celle de la tournée du shériff.* C'est une activité inquisitoriale pour de grands délits, une enquête et une procédure pénale pour de moindres, mais avec la restriction importante, que toute juridiction du « *leet jury*, » comme du grand jury, est réduite aux infractions ou omissions depuis la dernière session juridique. (Scriven, II, 870.)

a. Parmi les félonies on ne veut indiquer ici que les félonies d'après le droit commun, ainsi spécialement la trahison (comme félonie), le meurtre, le vol, l'incendie, la violation de domicile, le sacrilège, le vol, la libération des détenus et la complicité dans ces délits. Les félonies, d'après les statuts du Parlement, restent exclues; c'est ainsi que l'étendue des *court-leet* se trouve réduite dans sa juridiction par le progrès de la législation pénale. Dans ces cas, la juridiction de la *court-leet* forme l'accusation sous la forme d'un « *indictment* » et le présente à la cour. Le jury comprend t-il plus de 12 personnes, il suffit que parmi elles 12 soient d'accord. (Scriven, II, 868.) L'acte d'accusation est rédigé en double, l'un est donné à la partie poursuivante et l'autre est adressé aux juges royaux de l'assise criminelle la plus rapprochée, pour continuer la procédure; celle-ci est traitée tout comme un *indictment* du grand jury. (Scriven, II, 878, 847.) Durant l'intervalle, l'accusé est livré à la prison du comté par le steward.

b. *Dans les cas pénaux plus légers, la court-leet peut prononcer définitivement sur la culpabilité et l'amende par « fine, amercement, » et les moindres pénalités d'après des lois spéciales.* Ce sont, comme dans la tournée du shériff, spécialement des rixes, des infractions aux règlements de cabarets, des maisons de débauche, la tenue de faux tribunaux, les violations des ordonnances de police relatives aux boulangeries, aux brasseries, aux bouchers, à d'autres métiers, le retard dans l'amélioration des routes, dans les devoirs réels, le refus de remplir les fonctions communales, etc. Surtout ce qui est relatif au maintien de la paix publique et à l'extirpation des « public nuisances. » Dans la *court-leet* on nomme en outre des prévôts de police (*constables*), c'est ainsi qu'un droit original de présentation de la commune (*jury*) est souvent devenu le droit d'élection. — C'étaient en majeure partie des délits pour lesquels l'ancien système des amendes restait encore toujours parfaitement applicable et comme la *Magna Charta* avait donné l'assurance que les « amercements » contre les « *liberi homines* » ne devaient pas être reconnus sans la participation de co-communists (*parish*), il se forma ainsi une évaluation sous serment d'une amende modérée par deux ou trois membres du tribunal (*assessors*). L'interprétation des tribunaux étendit, en outre, toujours plus loin la notion des « *liberi homines*, » de telle façon que la *court-leet* en Angleterre, devint précisément une des formes princi-

pales employées pour la fusion des tribunaux, ayant ressort sur les gens libres et ceux qui ne l'étaient pas. Contre ceux qui n'ont rien, on juge sur le corps et le carcan, et « pillory and tumbrell » devient le symbole de la court-leet.

4^e La *procédure de la leet* est empruntée à celle des prévôts territoriaux normands en tournée. Il y a à cet égard différents témoignages contemporains. Ajoutez-y l'ancien écrit sous le titre : *The complete english copyholder*, 1735. Les formulaires pour la marche des affaires se trouvent avec le détail accoutumé dans Scriven, *Ank.*, pag. 418 à 481.

Sous le justicier seigneurial (*steward*), exerçait encore un bailli (*bailliff*) (élu souvent par la commune), qui, sur l'indication (*precept*) du justicier doit convoquer des gens du ressort qui y sont obligés à la séance. Ce prévôt inférieur doit aussi de lui-même et sans immixtion du justicier, choisir les jurys d'au moins 12 personnes et les convoquer. (Scriven, II, 837.) Le « *steward* » ouvre la cour—ce qui a lieu comme dans tous les tribunaux royaux par le cri trois fois répété du bailli : « Oyes, oyes, oyes, » et par les paroles : « Toutes les classes de personnes, qui sont résidentes ou membres de décuries et qui doivent suivre le tribunal royal dans cette court-leet, remplissez votre devoir et répondez à l'appel de votre nom, sous peine de punition et à vos risques. » Le bailli donne alors l'indication des « *jurymen* » convoqués et la liste des débiteurs de service qui sont appelés, tandis que les défaillants sont punis d'amende. Avec un second « *oyes, oyes, oyes,* » on appelle alors ceux qui ont à présenter des excuses (*essoings*). L'absence de ceux qui doivent le service ne peut pas être autorisée par le seigneur terrien seul, parce que c'est une « *suit real,* » mais est excusé pour des motifs légers sur le paiement de « *l'essoign penny.* » Suit la formation du « *leet jury* » de 12-23 personnes, qui dans plusieurs « *leets* » demeurent en fonctions toute une année durant; dans d'autres il est formée à nouveau, conformément à l'ordonnance, à chaque session. Le jury choisit son président (*foreman*), qui prête le serment d'après cette formule : « Vous devez bien et fidèlement rechercher et faire un vrai presentment sur tous les articles, circonstances et choses, sur lesquelles on vous interrogera ; conservez le secret, etc. Vous ne dénoncerez personne par envie, haine ou méchanceté, vous n'épargnerez non plus personne par crainte, faveur, inclination ou espoir de récompense, mais d'après votre meilleur savoir et information, que vous aurez obtenue, vous dénoncerez (present) la vérité et rien que la vérité. » Les autres jurés prêtent le même serment et obtiennent ensuite leur *charge*, tout comme le juge d'assise instruit le grand jury.

Les accusations trouvées par le jury d'accusation dans les affaires criminelles vont plus loin que les « *presentments,* » les dénonciations officielles, aux tribunaux criminels royaux. Dans les plus petits cas délictueux, où l'on reconnaît aussitôt les cas d'application d'amende, il y a :

a. D'abord une décision de culpabilité par le jury, mais seulement d'une manière générale (est in misericordia).

b. Ensuite vient la *taxation* de l'amende de police (*affeerment of the amerclament*), par deux ou trois taxateurs, qui doivent, conformément aux droits

fondamentaux de la *Magna Charta*, être nommés parmi les pairs (*pares*), très communément parmi les jurés eux-mêmes. Les jurés peuvent aussi en même temps prononcer la somme de l'amende; mais il doit y avoir néanmoins encore après cela une évaluation postérieure par les « *assessors*. » La proportionnalité de la somme prononcée à titre d'amende, n'est pas susceptible d'une discussion postérieure, car le « *writ* » dit « *de moderata misericordia* » ne vaut que pour les tribunaux « *not of record*. » (Scriven, II, 852, 858.)

Durant ces derniers temps, plus d'un Anglais est remonté avec une certaine prédilection à ces institutions communales si anciennes (J. Ross, Coulthart, *on the Sanatory Condition of the town of Ashton-under-Lyne, 1844*, Smith, the Parish, 2 ed., 1858.

IV

NAISSANCE DU DROIT MUNICIPAL NORMAND

La création de courts-leet spéciales, émanant du tribunal du comté, en relation avec l'organisation financière donne naissance, durant l'époque saxonne, à un droit municipal (1) spécial.

Les « *civitates britanniae* » avaient, il est vrai, disparu; cependant il y avait, à l'époque saxonne, des villes, dans le sens économique du mot, c'est à dire des lieux fortement peuplés, avec quelque industrie et quelque commerce. Au sens juridique du mot, de pareilles localités (sans compter Londres) passèrent sous la constitution des centurries et plus d'une d'entre elles, fort considérable d'ailleurs, se trouva désignée sous le nom de « *hundred de N...* » Les habitants se trouvaient dans les nombreuses catégories de l'ordre judiciaire anglo-saxon; il y avait parmi eux des thanes et des esclaves, dans le *Domesdaybook*, « *soctmanni, villani, bordarii*. » La vie commune entre voisins modifie tout aussi peu ces rapports, que l'action d'entourer de murailles, ou de fortifications légères une localité. Quelques-unes dans lesquelles la vie urbaine s'était déjà développée à l'époque saxonne, portent encore le nom honorifique breton de *city* (*civitas*), qui cependant ne désigne aucune catégorie spé-

(1) Voyez la note sur les burghs ou boroughs, page 149.

ciale de constitution. D'autres, développées sous la protection du roi ou d'un seigneur foncier, sont appelées bourgs (burgs).

Quelque peu ramenées en arrière par les guerres, elles furent acceptées par Guillaume I^{er} dans leurs rapports juridiques traditionnels. Les plus importantes, incorporées à la propriété royale réservée, les moindres, attribuées avec leurs revenus et leurs tributs à un grand feudataire comme possession féodale. On n'indique dans le *Domesdaybook*, comme villes fortifiées, que Canterbury, Nottingham, York, Oxford, Hereford, Leicester, Stafford, Chester, Lincoln et Colchester.

Comme les rentes, les impositions du comté forment une ferme générale, les cités, bourgs et villes royales (cities, burghs, towns), sont traitées comme des fermages spéciaux (firma) et soit incorporées au fermage général du vicomte ou abandonnées d'après l'étendue de la fonction de trésorier à des fermiers spéciaux (fermors) ou encore à des prévôts urbains spéciaux (custodes, provosts). S'il y avait des guildes commerciales et industrielles particulières, elles pouvaient également devenir la matière d'un sous-fermage. Le roi peut imposer, comme seigneur foncier et gardien de ce qui sort et entre dans le royaume, des droits d'importation et d'exportation. Pour l'administration normande, ce sont donc des circonscriptions officielles inférieures et comme possessions particulièrement utiles, elles sont citées dans le *Domesdaybook*, environ au nombre de quatre-vingt. Chaque cité (city) est en même temps un bourg (borough), mais la réciproque n'est pas vraie.

Peu à peu il se produit cependant une nouvelle division plus tranchée de la centurie (hundred) ordinaire, tant à cause de l'intérêt financier et que d'une organisation judiciaire spéciale. La conjonction de ces deux intérêts fait un *droit municipal*.

NOTE SUR LE BURGHS OU BOROUGHS.

L'ouvrage scientifique capital sur l'histoire ancienne de ces boroughs est celui de M. Brady, *Historical treatise of cities and burghs or boroughs*, 1704, 1711,

1722, in-fol. 1777, 8; — le plus souvent exact dans les données historiques, mais partial dans les conséquences qu'il en tire. Il y faut ajouter en première ligne Th. Madox, *Firma Burgi, a treatise of boroughs*. 1726, in-fol. Plus récemment : Merewether and Stephen's *History of the boroughs and municipal corporations in the United Kingdom*, 1835, 3 vol. in-8°, avec des matériaux très riches et inexploités. Sir Palgrave's *Parliamentary writs*. 2 vol. 1827-1831, in-fol. Les sources si pauvres, dans les *Leges Henrici I et II*, et le *Domesdaybook* sont un peu plus pourvues depuis les chartes de Jean, et complétées par des interpolations d'époque postérieure. Ellis, *Introduction*, I, donne une indication des « cities et boroughs » contenus dans le *Domesdaybook*. Il y manque Londres, Winchester, Abington, probablement à cause de certaines immunités à l'égard du trésor. Mais les administrations financière et judiciaire sont si intimement unies, qu'une administration financière distincte conduisait aisément à l'établissement de circonscriptions judiciaires spéciales si l'on offrait en échange au trésor un avantage sérieux. Les deux éléments qui constituent le droit municipal sont donc les suivants :

a. *L'administration des revenus de la ville*, la première en rang pour la date de son activité; car dans l'État normand tout est d'abord envisagé au point de vue financier. Soumettre les petits propriétaires fonciers et les manants, qui n'étaient pas sujets au service militaire personnel à une taille (tallagium), était naturellement la conséquence de la lourde charge militaire imposée à la grande propriété. La taille paraît la suivante constante des charges féodales. La prépondérance de la puissance royale a cependant, en Angleterre, exercé une pression uniforme, et créé une unité très prompte dans l'organisation financière, unité qui ne peut être constatée que jusqu'à un certain point seulement, dans les relevés du trésor. Étaient soumis aux « auxilia » (aids) non seulement les vassaux soumis au service militaire, mais aussi les vassaux immédiats du roi, soit qu'ils se trouvent sur d'anciens domaines ou sur des seigneuries soumises à l'administration royale, au séquestre ou à la tutelle (Madox, t. I, pag. 572). De là aussi les villes, par exemple Londres et Lincoln (Madox, t. I, pag. 585). La dénomination de « donum » embrasse dans les premiers temps toutes les redevances foncières; ajoutez-y le nom de « scutage » pour les rétributions de guerre des fiefs de chevaliers, « bidage » pour celles des autres propriétés foncières, « tallage » pour les bourgs, au moins à l'époque d'Étienne, ce sont les dénominations employées le plus souvent; tandis que plus tard le nom de « donum » est, paraît-il, surtout employé pour tallage (Madox, t. I, pag. 691). Lorsqu'en l'an 1215 les barons établissent les articles de la *Magna Charta*, on trouve la clause que l'on agraira, pour les aids et tallages de la cité de Londres, tout comme pour les aids et scutages des « barones » (art. 32). Mais dans la rédaction postérieure on abandonna cette clause. Dans les temps nécessaires on obtenait un « hidagium » égal de toutes les propriétés du pays de 150 arpent (9 Ric. I). Les villes, pour empêcher le retour trop fréquent des impositions, paient aussi souvent, par composition avec le trésor, des dons volontaires (dona). Depuis la loi de Richard I^{er}, il y a un indice presque certain que les « tallagia » sont estimés au dixième ou au quinzième, c'est à dire comme une quotité du

revenu. On trouve alors pendant un certain temps l'usage d'exiger des paysans des domaines, avant une campagne, un « *auxilium* » et après elle un dixième ou un quinzième, suivant que l'*auxilium* préalable avait été plus ou moins considérable. (Thomas, *Exchequer*, pag. 35.) L'encaissement des quotités variait, à cette époque de transition. Dans la loi 8 de Jean, on oblige les particuliers à déclarer sous serment leurs revenus. Dans la loi 9 de Henri III, on établit des commissions communales. Depuis la loi 16 de Henri III jusqu'à Édouard II, on forme régulièrement des enquêtes pour les centuries ou les localités (Palgrave, t. I, pag. 275).

b. L'autre point de vue, celui de l'organisation de la ville en une circonscription judiciaire spéciale, court leet, est prépondérante pour la constitution juridique. Dans quelques anciennes localités existait déjà le privilège encore plus précieux d'un tribunal civil spécial. Plus souvent encore on donne aussi l'assurance formelle que les bourgeois peuvent se défendre de l'ancienne manière contre les accusations par un serment de justification (se disratione secundum consuetudinem civitatis), comme dans la charte de liberté pour Dunwich, 1215, et dans celle pour Londres (32 Henr. III; Coke 4. *Inst.* pag. 252; Fleta, t. II, pag. 55). La base est donc, sous ce rapport, un tribunal urbain spécial, mais en règle générale avec la compétence restreinte d'un court leet seulement. C'est à tort que l'on a donné aux guildes ou banes plus d'importance qu'il ne leur en revient, en partie par analogie avec le continent, où les guildes ont pour l'existence urbaine une importance plus grande, en partie à cause du penchant moderne à faire des institutions politiques des institutions sociales. Au début, une « *firma burgi* » pouvait souvent être assumée par une guilde : une court leet au contraire, avec ses justiciables réguliers ne pouvait pas être restreinte à une guilde privée ni basée sur elle. Aussi, ne peut-on pas non plus, aujourd'hui, ériger une constitution urbaine sur des rapports purement économiques, mais seulement sur des devoirs officiels. Cette civilisation primitive expliquera les mots suivants qui se rencontrent occasionnellement dans Glanvilla, t. V, c. v. « Item si quis nativus quiete per unum annum et unum diem in aliqua villa privilegiata manserit, ita quod in eorum communiam, scilicet gyldam, tanquam civis, receptus fuerit, eo ipso a villenagio liberabitur, » pourvu que ce qui est suspect d'interpolation, « scilicet gyldam », ne soit pas une glose postérieure. Sous Richard I^{er} et Jean on accorde en tout cas des privilèges à toute une série de guildes (Madox, *Firma burgi*, pag. 27). Les recherches de Merewether et d'Étienne indiquent d'une manière suffisamment convaincante, qu'à l'époque historique la constitution urbaine ne se rattache pas aux « guildes et guidhalds ». Pareillement la concession d'un marché, est une circonstance fréquente, mais n'est pas l'indice essentiel d'une ville; aussi ce droit repose-t-il sur la concession royale, c'est à dire une charte, ou une charte présumée par suite de prescription depuis un temps immémorial (Coke, 2. *Inst.* 220). Pour l'industrie et le commerce intérieur, il n'y avait dans ces rapports économiques de la nation, aucune inclination pressante, pour la forme corporative, mais il en était autrement pour le commerce d'exportation, que certaines villes surent s'assurer originaire-

ment sur la base des droits d'exportation au moyen des privilèges d'étapes. Les articles d'exportation ainsi monopolisés étaient la laine, les peaux avec toisons, les cuirs, le plomb et l'étain, que seuls les « merchants of the staple », doivent exporter, en corporation soumise à une juridiction spéciale. Les ports d'étape (de staple) étaient Londres, Bristol, Canterbury, Chichester, Exeter, Lincoln, Newcastle-on-Tyne, Norwich, York et en pays de Galles Caer Martben. De pareils privilèges n'ont pas déterminé la constitution urbaine; mais ils ont plus tard contribué en quelques lieux à rompre la constitution normale des villes par une sorte de constitution de corps de métiers.

Au temps que les chartes sont plus complètes et plus explicites, il y a les clauses communes : que la ville doit être un bourg libre, que les citoyens doivent commercer librement, et être libérés de tout droit de douane dans toutes les parties des possessions royales, que toute la portion de terres qui n'était pas possédée à titre particulier, serait la propriété communale de la communauté (communitas), que les citoyens doivent payer au roi son fermage par leurs propres maires (mayors, baillifs) ou autres concitoyens, en mains du trésor royal; qu'ils pouvaient choisir un maire (mayor, baillif ou portreeve), qui doit être confirmé admis par la couronne, qui doit faire compte à l'échiquier du fermage et doit exercer l'autorité locale; souvent aussi que toutes les amendes (fines, amerciements), etc., prononcées dans les tribunaux urbains, doivent appartenir à la communauté (communitas), pour son propre avantage et pour le paiement du fermage. Puisencore qu'ils tiendront un marché annuel ou hebdomadaire, que les bourgeois peuvent disposer librement de leurs propriétés foncières, par acte de dernière volonté, que personne ne peut participer à ces franchises s'il n'est en « scot and lot » avec les habitants de la ville, etc.

c. Font exception à ces relations normales des villes anglaises.

1° *La cité de Londres* Dès l'époque saxonne, égale par sa population et sa richesse à un comté respectable, elle en a obtenu, par l'annexion du comté de Middlesex, la position constitutionnelle. Les circonscriptions urbaines (wards) sont comparables aux centurries. Lors de l'inauguration de Richard Cœur-de-Lion, il y a eu comme prévôts urbains au lieu du portreeve deux baillifs, et peu après, un mayor, dont la nomination même est par la charte 10 Jo. accordée aux bourgeois. Sous Henri III, on leur concède en outre le privilège de nommer le shériff du petit comté de Middlesex. Pendant que les autres villes ne s'égalaient aux comtés que relativement à l'administration judiciaire, de police et financière, Londres a bientôt aussi, par la création d'un important contingent dans les milices de l'État, acquis l'importance tout entière d'un comté.

2° *La position privilégiée des anciens cinq ports* (cinq ports), savoir : Douvres, Sandwich, Romney, Hastings et Hythe (auxquels se sont ajoutés plus tard Winchelsea et Rye), repose moins sur leur importance, à cette époque, relativement au commerce, que sur leur valeur militaire, c'est à dire l'obligation de fournir un très grand nombre de vaisseaux, obligation qui persiste jusqu'à Henri VII. Ils furent distraits des comtés de Sussex et

de Kent et forment en quelque sorte aujourd'hui nominalement encore une espèce de gouvernement sous la direction d'un lord-warden (lord gardien). Ils obtinrent par suite une juridiction très spéciale devant le maire (mayor) et les jurés (jurata) (comparable en partie aux comtés palatins cités plus bas), et eurent, pour cette cause, également plus tard, une position privilégiée au parlement.

3^e D'un autre côté, il y a les villes médiates à un degré de formation inférieur. Parmi les propriétés des plus grands feudataires il y avait souvent des *burghs*, sur lesquels le seigneur foncier percevait les rentes et prestations traditionnelles et tenait une juridiction domaniale, pour lesquelles il avait assumé les prestations d'un ou de plusieurs fiefs de chevalier. Le droit du fisc s'attachait également à ces arrière-vassaux, dont le propriétaire foncier pouvait réclamer des *tallagia* périodiques, comme le roi dans ses villes domaniales. La manière d'agir du roi vis-à-vis des villes de ses domaines était la mesure de leur action. Le roi paraît avoir protégé de pareilles localités contre l'injustice sur l'appel des intéressés et moyennant paiement d'un droit (fine) au trésor. Les très nombreuses citations d'une permission royale particulière indiquent un contrôle général du trésor sur ces *tallagia*. Lors des fréquents retours des seigneuries à la couronne dans de nouvelles inféodations, on fait toujours la réserve, que de pareilles localités ne paieront de *tallagia* que lorsque le roi en impose aux siennes. Par cette analogie de position, on comprend que plusieurs de ces localités aient acquis du seigneur terrien, à prix d'argent, des droits analogues à ceux que le roi conférait à ses villes. Parmi les « charters of enfranchisement » de cette ancienne époque, il y a aussi quarante-neuf chartes baroniales pour de petites villes médiates. Mais la concession d'une charte spéciale ne pouvait être faite que par le roi. Les rapports de ces villes médiates n'ont pour ce motif exercé aucune influence marquée sur la constitution des villes anglaises. Par la suite des temps, le retour et la confiscation des droits les plus importants pour l'État étaient en majeure partie revenus aux mains de la couronne. Ce ne sont principalement que de petites localités et le nombre de quarante-neuf « baronial charters », comparé avec l'ensemble de mille cinq cents chartes urbaines, exprime dès l'abord leur signification subordonnée, qui apparut mieux encore par la suite lors de la publication de la nouvelle ordonnance urbaine (1835).

§ 1^{er}. — LES FIRMA BURGI

Des secours périodiques d'argent, pour les grands besoins du seigneur foncier (tallagia) étaient une conséquence naturelle du système féodal. Comme les fiefs de chevalier eux-mêmes paient, dans des cas extraordinaires d'honneur ou de besoin, des secours (aydes), l'existence d'une obligation analogue pour

les arrière-vassaux sans armes ne pouvait pas être douteuse, en tout cas elle était bien plus aisée à extorquer. Originellement le paiement pouvait n'être regardé que comme un secours pour une guerre imminente ; mais l'échiquier trouva bientôt d'autres motifs de nécessité et prescrivit alors périodiquement, après un certain nombre d'années, des impôts d'après ses besoins, ou dans certains cas honorifiques ou surtout lorsque l'on estimait que la localité pouvait encore une fois supporter une imposition. La grande et puissante Londres est également obligée de payer, et versa, par exemple, sous Henri III, à différentes reprises, de 1,000 à 2,000 marcs d'argent. La taille était levée soit sur l'individu, soit sur toute la localité (in gross) ; dans ce dernier cas, tantôt les gens de la ville (propriétaires et locataires), tantôt la guilde ou les guildes apportaient, par des contributions volontaires, ce dont ils étaient tenus. Les plaintes sans cesse renaissantes à cause de l'oppression, qui n'étaient susceptibles d'être examinées que sur place, furent ensuite un des principaux motifs de l'institution des juges ambulants. Un gouvernement duquel on pouvait parfois tout obtenir pour de l'argent, se prêtait aussi à des concessions plus grandes. Un désir raisonnable consistait à être épargné par un fermier déterminé, moyennant le paiement d'un droit (fine). C'était encore plus facile lorsque la ville entreprenait elle-même le fermage de ces impôts, but pour lequel pouvait s'offrir une guilde riche ou l'ensemble des bourgeois. Les hommes de la ville « se réunissent alors et offrent à l'échiquier une somme plus élevée que le fermage payé jusque-là. Durant un certain temps on trouve une concurrence très forte entre les seigneurs normands et les offres des villes elles-mêmes. On présente alors à l'échiquier une personne convenable qui, nommée prévôt de la ville, se charge avec des cautions de la responsabilité du paiement du fermage, et prélève ensuite les droits et les impôts sur les particuliers.

Le prévôt ainsi établi porte comme auparavant le nom de reeve, bailiff, provost ou aussi l'appellation normande de mayor, qui peut être devenue usuelle avec les modes normandes, là où la bourgeoisie était le plus fortement mêlée d'éléments nor-

mands. Sa position reste cependant la même que celle de tous les prévôts spéciaux, ils sont soumis à la plus rigoureuse comptabilité, dans leurs fonctions financières, et à une responsabilité sévère; ils peuvent être déposés, et repoussés chaque année dans la même position précaire qu'auparavant, si par hasard un chevalier normand désireux de gouverner offre davantage. Le fermage par lui-même (*firma burgi*, *free farm*) était cependant si avantageux pour les deux parties, qu'elle devint de plus en plus la règle.

Par des chartes (*charters*), qui furent renouvelées à beaux deniers comptants à chaque nouveau règne, ce rapport se transforme complètement en droit légalement consacré.

§ 2. — CONCESSIONS DE COURTS-LEET

Le borough constitue petit à petit pour l'administration judiciaire et de police une circonscription délimitée. Londres et une couple d'autres villes encore avaient obtenu, dès le douzième siècle, le privilège de tribunaux civils spéciaux sur les territoires urbains, le mobilier et les dettes. Indépendamment de ceci l'on trouve dès le début, dans quelques endroits, un prévôt pour la ville, qui exerce en apparence toute la juridiction pénale et civile du vicomte et exclut complètement celui-ci. Les autres villes restèrent obligées à suivre le tribunal et à assister à la tournée du vicomte « *turnus vicecomitis*. » Pour l'allègement de ce devoir déjà, ils étaient inclinés naturellement à former un tribunal spécial, désirable d'ailleurs pour les besoins d'une population plus dense. La réitération de la paix royale et du devoir de garde « *watch and ward*, » le serment de *fidélité* des bourgeois, la réitération de la caution de paix, et les amendes de police en cas de négligence; celle du devoir judiciaire, du service communal tant en personne que de sa bourse, sont des thèmes si nombreux pour les bourgs (*burghs*), qu'ils conduisent au sentiment du besoin d'une administration judiciaire et de police plus étroite. De semblables inféodations n'émanent jamais que du roi comme seigneur foncier, par le

moyen d'une charte; elles ont lieu d'après les besoins, la sollicitation ou après paiement de droits élevés. Dans les sièges épiscopaux, ces concessions sont relativement anciennes; dans les possessions des abbayes, elles ont eu lieu régulièrement. Dans quelques chartes de Henri II, on prononce déjà une exemption entière de toute immixtion du vicomte et la libération qui en résulte de suivre la justice du comté et l'administration particulière de la police qui maintenant aussi commence à prendre un autre aspect par suite de la procédure inquisitoriale. Sous Jean, on rencontre de grandes quantités de concessions qui, dans l'ordre de choses postérieurs, formèrent au moins une court leet. Le bien-être croissant des villes depuis Henri II se rencontre, à cette époque, avec les besoins croissants du trésor; après la concession de franchises durables on dut, assurément, encore payer de nouveaux droits pour leur renouvellement et leur confirmation.

§ 3. — DROIT DE BOURGEOISIE

Les firma burgi et l'administration judiciaire particulière, en se joignant, formèrent un lien communal. Les « hommes de la ville, » qui périodiquement devaient se rassembler à la « court leet », s'unissaient aussi facilement, pour assumer les fonctions de trésorier de la ville, et le prévôt (reeve), présenté par eux comme fermier spécial, fut commissionné aussi comme prévôt judiciaire et de police. L'acceptation, la confirmation et la prestation de serment du bourgmestre présenté nous apparaissent dès lors comme des devoirs réguliers, du trésorier (treasurer) et des barons de l'Échiquier. La sphère d'affaires de cette administration municipale est la levée des prestations communes pour les impôts et les dons, l'administration de la propriété commune, la nomination de subordonnés, à laquelle l'assemblée des bourgeois participait, comme elle le faisait dans la « court leet » aux devoirs juridiques. Avec le développement en corporation officielle, nous apercevons aussi la dénomination de *communa*, dont les membres sont, on le comprend aisément,

ment, ceux qui prennent part au paiement des prestations monétaires de la ville (*scot*), et au service judiciaire et de police du tribunal de la ville (*lot*). Comme expression des besoins d'une ville, il y avait parmi eux, indubitablement, aussi quelques non-propriétaires, dont le ménage ne reposait que sur l'industrie et le commerce, et dont on ne pouvait pas méconnaître l'égalité dans cette sphère, parce qu'on ne savait pas se passer d'eux en présence des charges communales. La commune, qui eut la conscience de son entité, sut ensuite, au prix de grands sacrifices d'argent, se créer encore d'autres droits avantageux, surtout grâce à la position précaire du trésor de la couronne depuis Richard I^{er}. Les chartes deviennent dès lors plus explicites. Dans une charte pour Northampton (I, 70), il y a, par exemple, déjà la concession spéciale de présenter deux des hommes les plus respectables parmi lesquels sera nommé le reeve, — qu'aucun bourgeois ne doit procéder en justice hors des murs de la ville, — défense du duel judiciaire, etc., avec référence aux libertés semblables de la cité de Londres. Il s'y joint, pour certaines villes, contre paiement d'un droit spécial, la concession d'un marché hebdomadaire (*market*) ou d'un marché annuel (*fair*), concession à laquelle se rattachait encore une fois l'inféodation de la police du marché, ou plus précisément, une « court of the clerk of market », dans laquelle le prévôt (*market clerk*) punit certaines contraventions, et une « court of piepowder » pour décider de certaines discussions du marché et pour vérifier les poids et mesures. Dans ces rapports variés et changeants, ce n'est que très lentement qu'une certaine égalité s'est formée par l'intérêt de l'administration publique et financière, par l'analogie des besoins et par une tendance semblable des communes urbaines. L'unité de constitution ramène néanmoins encore une fois les quatre distinctions catégoriques sur lesquelles repose cette bourgeoisie :

1^o *Liberi homines*, c'est à dire la liberté personnelle. Les localités fort peuplées virent ceux qui participaient régulièrement aux tribunaux prendre la position d'une classe libre, de même que la propriété foncière urbaine, surtout après la paie-

ment des impôts par la « firma burgi », acquiert la valeur de bien libre (free socage). Les paysans qui ne sont pas libres (villani), comme tels *n'appartiennent pas* à la bourgeoisie. La possession incontestée dans une commune de la liberté pendant an et jour enlève cependant aussi cet obstacle. L'importance que le moyen âge accorde à cette condition devint le motif de la désignation postérieure des hommes libres (free-men), comme membres d'une bourgeoisie. Cette distinction, ce caractère, excluent les personnes dont l'honneur ou le droit est imparfait.

2° *Resiants*, c'est à dire le bourgeois doit être établi dans une maison particulière, à lui propre, qu'il soit d'ailleurs propriétaire ou locataire. On excluait ainsi les simples journaliers, les sous-locataires, les hôtes, les étrangers, (tandis que des membres étrangers pouvaient appartenir à une guilde). Les titres si souvent cités plus tard comme donnant ouverture au droit de bourgeoisie ne sont en réalité que des manières normales de se former un ménage particulier : la naissance (birth), l'industrie (apprenticeship) et le mariage (marriage). Là où se rattachaient au droit de bourgeoisie, des droits industriels spéciaux et des aisances, on exigeait naturellement des nouveaux membres un paiement (purchase). Le droit était cependant susceptible d'être concédé à titre gratuit (free gift).

3° *Paying scot*, c'est à dire le bourgeois doit contribuer aux charges publiques; l'indigent est exclu, qu'il reçoive des aumônes à cause de sa position ou soit seulement déclaré exempt de contribuer aux charges.

4° *Bearing lot*, c'est à dire ceux-là seuls qui prennent part au devoir judiciaire (suit) et aux autres emplois et services de la ville; les bourgeois, qui ne sont pas actifs, comprennent donc les mineurs, les femmes, les fous, les ecclésiastiques et les pairs, lors de la formation postérieure de la pairie.

La vérification des qualités requises, et en particulier de l'honorabilité bourgeoise, de la possession du domicile propre, de la participation au « scot and lot, » avait lieu dans des assemblées communales, telles qu'elles se réunissaient périodi-

quement dans la « court leet » (Mereweiler, I, 105). Le caractère formel du bourgeois reconnu est donc : « to be sworn and enrolled at the court leet. »

V

L'ÉGLISE

L'Église de l'époque normande se trouve en face de cette organisation de l'armée, de la justice, de la conservation de la paix, comme un second État au degré suprême de sa puissance (1). Aux grandes et difficiles obligations d'autrefois la conquête a ajouté

(1) Voy. pour la littérature du droit ecclésiastique normand, l'ouvrage de R. Burn's, *Ecclesiastical law*. (Edition de Phillimore, 1812) 4 vol. 8. Mais, seule l'introduction aux sources du droit ecclésiastique forme un tout complet ; le reste se perd, selon l'usage anglais, en articles rangés par ordre alphabétique. Le grand *Codex juris ecclesiastici anglicani*, de Edw. Gibson. Oxf., 1771. II vol. fol., n'est important que pour l'époque qui suit la réforme. La partie historique est parfaitement donnée par Henry, *History of Gr. Britain*. Une longue suite de recherches politiques et juridiques est, d'habitude, dans les ouvrages anglais, rattachée à la querelle ecclésiastique avec Thomas Becket.

Jamais Henri II ne ressaisit complètement le pouvoir temporel sur l'Église. Partout elle se retrouvait, avec sa justice et son administration séparée (juridictio), en face de la justice et de l'administration temporelles. La sympathie de la population saxonne était prépondérante en faveur de l'Église, la grande majorité du clergé, bien que ce ne fût pas sa portion la plus élevée, appartenait à cette race. C'était en cette même époque qu'un Anglo-Saxon, Nicolas Brakspear, avait ceint la tiare. L'Église était libre des exactions fiscales de l'administration temporelle. Elle partageait la popularité de toutes les forces de résistance contre l'absolutisme administratif. Henri II n'osa pas entreprendre, par suite de cette situation, la lutte pour rétablir les droits royaux, sans un appel aux personnes les plus puissantes et les plus influentes de l'état laïque. Il convoqua, pour ce but, un nombre plus grand que d'habitude d'hommes influents aux journées d'État extraordinaires de Clarendon et Northampton. A l'ouverture de la première on proposa (janvier 1164) seize articles, rédigés par les barons jurisconsultes du roi, qui avaient principalement pour objet de limiter constitutionnellement la juridiction ecclésiastique. L'article XI (principal) porte :

« Archiepiscopi, episcopi et universae personae regni, qui de rege tenent capite, habeant possessiones suas de rege, sicut baroniam : et inde respondeant iustitiariis et ministris regis, et sequantur et faciant omnes

nouvellement le devoir de réfréner l'orgueil d'une race conquérante et celui d'apaiser des haines nationales.

Guillaume le Conquérant n'avait pas estimé trop bas l'influence de l'Église. Il l'avait pressentie comme une puissance prépondérante, déjà en possession, sous Édouard le Confesseur, d'environ un tiers des revenus du sol. Le nouveau trône avait été conquis, grâce à son appui; la sanction du pape était le seul titre incontestable à cet égard, et le clergé inférieur la classe dont dépendait en dernier lieu l'obéissance ou la résistance des masses. L'état féodal et l'état ecclésiastique étaient conduits à une alliance, pour atteindre leur plus grande prospérité. Le conquérant reconnaît ceci par trois concessions importantes :

1° L'Angleterre adopte la liturgie romaine et se soumet aux

consuetudines regias; et sicut caeteri barones debent interesse iudiciis Curiae domini regis, cum baronibus, usque preveniatur in iudicio ad diminutionem membrorum vel mortem. »

Un membre du tribunal temporel doit être présent à l'audition de criminels ecclésiastiques, et celui qui a été convaincu ne sera pas protégé plus longtemps par l'Église. Les feudataires du roi ne doivent être bannis qu'après l'instruction préalable et avec l'autorisation du tribunal royal. Dans certains cas de conflits, un jury composé par le shérif doit s'ajouter au tribunal ecclésiastique. Après un appel infructueux à l'archidiacre, à l'évêque, à l'archevêque, le roi doit décider :

« Art. VII. De appellationibus, si emeruerint, ab archidiacono debent procedere ad episcopum, et ab episcopo ad archiepiscopum. Et si archiepiscopus defecerit in iusticia exhibenda, ad dominum regem perveniendum est postremo, ut precepto ipsius in curia archiepiscopi controversia terminetur, ita quod non debet ulterius procedere absque assensu domini regis. »

Des dignitaires ecclésiastiques ne doivent pas quitter le pays sans l'autorisation royale. Les revenus des évêchés et abbayes vacants tombent dans le trésor royal, jusqu'à ce que soit venue l'époque d'un nouveau choix. Le choix lui-même a lieu dans la chapelle royale et sous son approbation, et on prête hommage au roi, comme au seigneur suzerain, pour le fief temporel sous la dignité de l'état ecclésiastique. A cause de sa résistance contre ces ordonnances, Thomas Becket fut, la même année, condamné, par un tribunal composé d'ecclésiastiques et de vassaux de la couronne, à la perte de sa fortune mobilière et, à son défaut, à une amende « d'amerclament » de 500 livres sterling. Ce difficile triomphe fut bientôt anéanti par l'issue violente de la lutte et le martyre de Thomas Becket. Des articles postérieurs accordèrent au légat du pape, entre autres, ce point capital, que dorénavant aucun ecclésiastique ne sera appelé pour délit devant le juge temporel, que ce soit

prescriptions rituelles du siège romain. Seul le célibat des prêtres éprouve encore une résistance passive qui n'est successivement dominée que depuis Henri I^{er}.

2° La riche *dotacion* de l'Église dans ses deux archevêchés et ses treize évêchés n'est pas seulement conservée, mais agrandie par différents nouveaux dons et quelques fondations de couvents. Les couvents s'augmentent surtout sous Henri I^{er}, Étienne, Henri II, de telle façon, que leur nombre est estimé à trois cents dans la *Notitia monastica*. A la fin de la période, on lui attribuait la propriété d'environ la moitié du sol (c'est à dire en réalité la moitié seulement du revenu foncier de la grande propriété).

3° La justice ecclésiastique sur les choses et les personnes du clergé, n'est pas seulement reconnue, mais même séparée

pour un fief temporel ou pour un délit de chasse. Les autres points désagréables furent pour la plupart également abandonnés. La concession d'une position judiciaire particulière conduisit, avec la suite du développement national, au privilège d'une pénalité plus douce, ce que l'on appela le « *benefit of clergy*. »

La grande lutte entre l'empire et le sacerdoce, qui avait trouvé ici dans Henri et Becket deux champions aussi remarquables que caractéristiques, conduisit ensuite durant les nombreuses péripéties de la lutte sous le roi Jean, à la reconnaissance de la suzeraineté papale et à celle d'un *choix libre et canonique* des prélat. La *Magna Charta* place également en première ligne le maintien de ces libertés ecclésiastiques.

Sous Henri III, la puissance papale a atteint, en Angleterre, son point culminant, qui, par suite de l'inondation du pays par des ecclésiastiques étrangers, conduit aussitôt, au moyen du droit de patronage, à une réaction puissante de la « *gentry*, » possédant les propriétés foncières. L'influence du roi se restreint alors à la conservation du temporel pendant la vacance du siège, à la position conciliatrice du lord chancelier, à l'influence morale du serment féodal, qui permettait d'exiger une renonciation, par la privation du temporel, « à toutes les clauses des bulles papales, qui devaient être contraires à la prérogative royale et au droit national. »

La disparition du droit, pour le roi, de nommer les évêques avait placé le lieu immédiat et le point critique de l'alliance entre l'Église et l'État dans le maintien de l'égalité des *charges féodales et nationales*. L'Église acquit ainsi spécialement pour les « *auxilia et scutagia*, » un intérêt très vivant et très semblable à celui des vassaux temporels de la couronne, qui exerça sur la situation une influence qu'on ne saurait méconnaître à l'époque de la *Magna Charta*, ainsi que sur les difficultés de Henri III avec les grands de son royaume.

extérieurement des tribunaux temporels. Et, ce qui est caractéristique quant à la position de la puissance législative de cette époque, cela a lieu à la suite d'un rescrit du cabinet (*writ*) aux évêques, mais avec l'assurance que c'est : « *Communi concilio et consilio archiepiscoporum, episcoporum et abbatum et omnium principum regni.* »

Jusqu'à la fin de l'époque anglo-saxonne, l'évêque avait présidé avec le comte (*earl*) et le *shirgerefa*, le tribunal du comté et ses émanations, bien que ce fût pour des affaires différentes. Le comte (*earl*) avait maintenant disparu de l'élément actif du tribunal. Les parties devaient d'autant moins permettre un pareil traitement des affaires. L'opposition interne entre l'esprit du tribunal populaire et celui du tribunal officiel composé de fonctionnaires, était devenue de plus en plus importante. La séparation désirée était maintenant accordée. Aucun évêque, ni archidiacre, ne doit désormais « tenir de tribunal *de legibus episcopalibus* dans le siège temporel, non plus que soumettre quelque chose qui puisse avoir rapport au soin des âmes, au jugement de personnes laïques. Si quelqu'un se refusait à obéir à l'appel du tribunal ecclésiastique, il devait être excommunié. S'il le fallait, on pouvait invoquer l'assistance du roi ou du vicomte. » Aucun vicomte, prévôt ou serviteur royal, non plus qu'aucun autre laïque, ne doit s'immiscer dans quelque matière de jugement qui appartient à l'évêque.

Cette juridiction sur les choses matrimoniales, les testaments, les contrats verbaux (médiatement donc aussi, sur la légitimité et la transmission de la fortune mobilière), sur les dîmes, les droits dus à l'église et les causes des prébendes; ce pouvoir pénal sur la discipline et l'enseignement ecclésiastique, sur l'inceste, la bigamie, l'impudicité et les autres délits de mœurs; ce pouvoir, qui se précisait de plus en plus, sur tout le personnel ecclésiastique renfermait déjà les éléments fondamentaux d'une existence politique subsistant par elle-même. En rapport avec ceci, on voit poindre la formation de deux grands conciles provinciaux, la pratique de nommer des légats du pape, « pour entendre les affaires ecclésiastiques et en décider, » et la pratique

ultérieure d'un appel des décisions ecclésiastiques à Rome, qui tente de s'établir d'abord sous Guillaume II, et se voit reconnue sous Étienne.

Si néanmoins une unité apparente semble encore maintenue entre l'état temporel et l'état ecclésiastique, elle repose sur la conservation et l'extension partielle des droits royaux, et ainsi :

1° *Le roi nomme les évêques et les abbés d'après l'ancienne coutume.* L'antique participation canonique du clergé au choix des évêques, qui, dans la transformation postérieure se réduit à une élection par les chanoines (canonici), ou comme on les appelle souvent en Angleterre « les moines », n'était pas tombée formellement en désuétude; mais depuis des siècles, la nomination réelle par le roi se trouvait établie comme une coutume traditionnelle. De même qu'autrefois la nomination avait lieu dans la Witenagemot, aujourd'hui c'est aux jours les plus brillants de la cour des rois normands et après audition des grands seigneurs ecclésiastiques et temporels, sans tenir grand compte, il est vrai, de l'opinion de ces derniers. Très souvent on nomme un chapelain royal, ou une personne en possession de la confiance personnelle du roi. Avant et après leur nomination à ces hautes dignités, les mêmes personnes apparaissent comme les secrétaires de confiance du roi pour la direction des affaires de l'État. Communément, c'est aussi un évêque qui, en qualité de chancelier, c'est à dire comme conseiller du roi, dirige les rapports avec le siège papal, les relations extérieures et surtout ces parties de l'administration de l'État, qui demandent une connaissance juridique approfondie. Il forme, pour l'ensemble de la correspondance de l'État, une chancellerie royale. De même que les seigneurs normands étaient réduits au service permanent des clercs en matière de finances et d'administration judiciaire, l'Église de son côté dépend, quant à ses prestations envers l'État, du service permanent des soldats temporels (*milités*). Tout le droit administratif, si embrouillé, est empreint de cette application mixte de forces ecclésiastiques et laïques. Le clergé possède encore la langue latine, à côté de laquelle, cependant, la langue normande et d'autres capacités techniques

commencent à acquérir une valeur; pour celles-ci, les laïques lui font concurrence avec succès. C'est le domaine d'une classe de juristes laïques, qui déjà, dans de remarquables débuts, et de fort bonne heure, se placent comme Glanvilla en opposition avec le clergé. Malgré beaucoup de jalousie, il paraît aussi qu'un esprit de corps se manifeste dès lors au travers du grand personnel des employés ecclésiastiques et laïques qui trouvent leur centre dans la chancellerie royale et le trésor.

2. *La grande propriété territoriale du clergé est concédée sous les mêmes conditions que les seigneuries et les fiefs de chevaliers*, ainsi, avec la charge du service féodal. La puissance de la royauté normande avait su établir ce devoir au moins au début. Les grands ensembles de propriétés des évêques et de certains couvents étaient ainsi soumis à l'obligation d'une inféodation ultérieure pour fournir les compagnies nécessaires. Beaucoup d'anciens rapports de propriété des thanes saxons avaient été conservés sous cette forme, beaucoup de nouveaux rapports avaient été fondés dans ce but. L'intérêt des seigneurs temporels exigeait impérieusement cette égalité. L'égalité et la propriété la plus privilégiée, voilà aussi tout ce que l'Église avait osé réclamer jusqu'alors. Elle était en outre richement pourvue de nouvelles concessions et favorisée par un certain nombre d'exceptions qui la ménageaient. Quelques biens de couvents conservent leur exemption traditionnelle des charges militaires et publiques, comme tenures en franchises aumônes (*tenures of frank almoign*). Le seigneur ecclésiastique obtient le premier l'exonération du service militaire à prix d'argent. C'est même ainsi qu'une partie de leurs services féodaux demeura dès l'origine en débet et fut réclamée. Pendant longtemps on trouve dans les relevés des revenus les sommes dues pour services militaires des prélats (*scutagia*) distinguées en deux catégories, celles « *quae recognoscunt* » et celles « *quae non recognoscunt*. » Les dernières sont généralement remises. Un grand nombre de symptômes indiquent que la part réelle de la propriété ecclésiastique dans la matricule militaire, était bien moindre que le nombre de 28,015 fiefs de chevalerie. A l'égard

des aides (*aids*), des amerciements encourus et des séquestres, il y a, comme maxime de gouvernement, une certaine tolérance vis-à-vis du clergé. C'est avec cette réserve que les prélats, quant à leur position temporelle, sont soumis aux services féodaux, aux dons et aux devoirs juridiques. La levée des contingents féodaux s'adresse expressément « ad omnes archiepiscopos, episcopos, abbates et priores; » évêques et abbés sont punis d'amende à ce sujet et leurs biens sont séquestrés (Madox I. 662-663). Les droits pécuniaires du roi envers un clerc sont d'abord satisfaits par l'exécution sur le fief, et dans le cas de son insuffisance, vient un ordre à l'évêque d'exécuter le bénéfice ecclésiastique, l'avertissant que « faute de ce faire, le roi s'en prendrait à la baronnie de l'évêque. »

3. *La propriété territoriale ecclésiastique reste d'ailleurs soumise aux anciennes charges nationales (trinoda necessitas),* donc aux devoirs de la levée en masse, du soin des fortifications et des ponts. C'est la source du devoir militaire des sujets ecclésiastiques. A l'obligation des clercs, de contribuer même avec les dîmes et les revenus de leurs offices aux charges de commune et de guerre, se rattache plus tard leur position prépondérante dans la constitution paroissiale. Cette situation de l'Église renferme déjà, on ne peut le méconnaître *beaucoup d'éléments de discorde*. La querelle des investitures se termine, comme en Allemagne, par une assimilation très significative de l'investiture par l'anneau, la crosse et le sceptre. Sous Étienne, l'exclusivisme de la juridiction épiscopale sur les personnes et les choses ecclésiastiques est promis dans un serment arraché au roi, et dans le conflit qui suivit pour la succession au trône, la puissance de l'Église s'est avancée si loin, et le clergé inférieur s'est tellement éloigné de la discipline, que Henri II ne peut que difficilement rétablir l'ordre extérieur.

Les journées d'État dites de Clarendon et de Northampton conduisent bien à une reconnaissance formelle de la puissance royale sur l'Église dans les principales affaires, cependant le pouvoir pénal de l'Église n'en est pas moins développé encore vis-à-vis du clergé.

Sous Jean, le pape, à propos d'un conflit entre le roi et le chapitre de Canterbury, réclame pour lui-même la nomination de l'archevêque et obtient, dans le cours de la discussion, le libre choix canonique des évêques ainsi que la suzeraineté, malgré laquelle cependant le haut clergé, dans la lutte de la *Magna Charta*, se place du côté du droit national.

Avec Henri III, l'Église est parvenue, à la fin de cette période, au suprême degré de sa puissance. Elle se trouve, au milieu des confusions de cette faible administration, dans une unité imposante en face de l'État, comme un monde à part (the christianity) en présence de l'autre monde (the laity). C'est le point extrême où la signification interne de l'Église est encore, pour ainsi dire, égale à sa splendeur extérieure et à sa puissance politique.

SECTION II

LA FORMATION DES RANGS ET DES ÉTATS DURANT L'ÉPOQUE NORMANDE

L'organisation militaire, judiciaire et de police, ainsi que la constitution urbaine et ecclésiastique de l'époque normande, engendraient une classification des rangs, pour laquelle l'influence décisive émanait maintenant de l'organisation militaire. D'après elle, la population se divisa en vassaux de la couronne, arrière-vassaux et manants. Quant aux barons militaires, les vassaux normands de la couronne paraissaient une classe gouvernante, les arrière-vassaux formaient la classe moyenne, et le reste de la population une roture, qui avait conservé ses propriétés par la grâce de la race conquérante. L'orgueil des races, l'orgueil de la profession et du rang se rencontraient ici. En réalité, l'influence de la propriété et des prestations pour l'État acquérait une importance croissante et séparait les petits et les arrière-vassaux des grands vassaux, et rapprochait des villes la petite chevalerie ainsi formée. Tandis que l'organisation féodale sur le continent mène au développement de la souveraineté territoriale,

à la pairie des seigneurs terriens entre eux et à un rapport conventionnel de ceux-ci avec la royauté, cette marche des choses se trouve empêchée et dirigée en un sens différent en Angleterre par la prépondérance de la royauté, la relation de la propriété avec les devoirs publics, et plus tard enfin avec les droits publics.

§ 1^{er}. — LES GRANDS VASSAUX DE LA COURONNE

La classe des grands vassaux de la couronne (1) embrasse dans

(1) *Relativement à la formation de la classe de la haute noblesse* (et plus tard de la chevalerie), je puis renvoyer à mon *Traité sur la noblesse et la chevalerie en Angleterre*. Berlin, 1851, in-8° (all.), dans lequel il est cependant à noter que l'on a par-ci par-là trop suivi l'autorité de Hallam et Allen, ainsi que les plus anciennes de Selden et Dugdale. Les discussions sur la position des grands barons reposent sur la confusion entre des droits plus anciens et plus modernes, ainsi que sur les nombreuses significations du mot baron. Dans les *Leges Henr.* I, « baro » veut dire l'homme devant personnellement le service militaire, comme le thane de l'époque saxonne, « baro vel thainus ». En indiquant le service judiciaire dans les *Leges Henr.*, 29, § 1, et ailleurs, ce sont les juges, les witan saxons, mais aussi principalement les francs-tenanciers, en tant qu'obligés au service militaire. Le rapport plus particulier avec les vassaux de la couronne et la transformation postérieure en titre de noblesse ont lieu à l'époque suivante.

Quant aux premiers partages de la propriété foncière par le conquérant, voyez plus haut notes, pag. 97 et 100. Ellis, *Introduction*, t. I, pag. 226 et s. Sur les innombrables emplois de cour et de la maison des grands normands, voyez Ellis, t. I, 91 et s.

La manière dont se trouvaient divisées les possessions des grands, résulte, par exemple, des relevés suivants sur le nombre des hides en Sussex, comté dans lequel la propriété seigneuriale est représentée d'une manière tout particulièrement abondante : comte Roger, 818; Guillaume de Warenne, 620; comte Moreton, 520; Guillaume de Braiose, 452; l'archevêque de Cantorbéry, 214; le comte Oro, 196; l'évêque de Chichester, 184; l'évêque Osbern, 149; l'abbé de Fescamp, 135; l'Église de la Bataille, 60; le roi, 59; l'abbé de Saint-Pierre, 39; l'abbé de Saint-Edouard, 21; Odon et Eldred, 10; l'abbé de Westminster, 7.

Pour ce qui concerne les nombreuses mutations d'arrière-vassaux en vassaux immédiats de la couronne, comparez t. I, *Peerage, Rep.*, pag. 40; Coke, t. II, *Inst.*, pag. 29.

Quant aux taxes plus élevées des amerciements pour les earls et barons, *Peerage, Rep.*, t. III, pag. 251, 252.

Sur la position des comtes « earls, barones majores et minores » de cette

la division originaire ceux qui, déjà sur le continent, avaient eu la position de comtes ou qui avaient conduit des divisions entières de l'armée. Ils sont pourvus de grands ensembles de biens, de seigneuries. Les possessions des 20 plus riches, dans le *Domesday*, embrassent, d'après le calcul habituel (sans compter le comté de Chester) : 795, 459, 442, 298, 280, 222, 171, 164, 152, 150, 125, 119, 119, 118, 107, 81, 47, 46, 55 manoirs avec de nombreuses dépendances, et ont déjà fourni pour eux seuls plus de 4,000 hommes pesamment armés. Dans une position de possession analogue se trouvent la plupart des évêques et beaucoup d'abbés. Si l'on tient compte cependant de la petitesse relative des fiefs de chevalerie et de la diminution considérable des grands ensembles de propriété par l'arrière-inféodation, on voit cependant que ces possessions étaient de beaucoup inférieures aux duchés et comtés du continent. Leur position dispersée était plus importante encore. On a déjà remarqué plus haut, que les propriétés de 56 seigneurs temporels étaient dispersées en 6 à 21 comtés. Entre elles se trouvaient, dans tous les comtés, les domaines royaux et les

époque, voy. Gneist, t. I, § 14, ainsi que les extraits très étendus dans les *Reports on the dignity of a Peer*. Les points en discussion chez les historiens anglais surtout, p. ex. Hallam, II, c. 8, reposent sur des opinions préconçues qui supposent un droit de pairie où il n'y en a pas.

Le comté de Chester faisait une exception véritable dans le traitement que firent subir les Normands à la souveraineté terrienne; par suite de sa position spéciale il fut constituée en margraviat. Huit grands arrière-vassaux et quatre instituts ecclésiastiques forment ici une sorte de cour de baronnie au sens français. Le comté a son propre chancelier, son échiquier, ses propres justiciers, exerce la juridiction en nom propre, même avec le droit de grâce, — le tout sous réserve de la suzeraineté royale. Déjà de bonne heure il y eut également ici un changement de possession, et sous Henri III le margraviat a disparu (1234). Les droits de juridiction propres (*jura regalia*), sous cette forme s'appellent, depuis Henri II, *comtés palatins*. Plus tard, la maison de Lancastre en fonda un pareil comme propriété domaniale particulière; et il en fut formé plus tard encore par concessions royales dans une couple de domaines éloignés. Ils n'ont jamais eu d'influence déterminée sur l'ensemble de la Constitution; et en tout cas ont perdu leur intérêt au point de vue du droit public depuis les Tudors; depuis cette époque, ils ne subsistent plus que comme exceptions formelles de la constitution juridique.

propriétés de plus petits vassaux de la couronne. Les seigneurs fonciers ne pouvaient donc se consolider ni par la situation locale, ni par le cours du temps, car le droit de réversion rigoureux, faute d'un héritier féodal, ou la confiscation, ramenaient souvent plusieurs fois durant un siècle la même propriété à la couronne. Le fréquent retour du seigneur sur le continent eut, au commencement, le même résultat. Dans l'ensemble cependant les anciens complexes de biens restèrent dans les mains des seigneurs normands et sont désignés aux trésors comme fiefs remarquables, sous le titre de (capital) honours, bien qu'en droit ils ne soient pas concédés à d'autre titre que les simples fiefs de chevalier. Leurs arrière-vassaux dispersés dans les comtés sont levés par le vicomte royal, qui prélève plus tard la contribution de guerre sur tous les fiefs de son district. La création d'une force militaire particulière, était ainsi empêchée, elle l'était aussi par le serment de fidélité au roi des arrière-vassaux, elle l'était aussi en fait et en droit. Les mêmes précautions s'opposèrent à la formation de grandes cours féodales. De même que la souveraineté, la puissance judiciaire ne paraît qu'une aggrégation de juridictions domaniales, diminuées, d'ailleurs, toujours davantage par le système des juges ambulants et les tribunaux permanents, rompues enfin par de nouvelles inféodations. Cependant elle ne manquait pas de cette splendeur extérieure que l'époque normande aimait tant. Plus d'une maison seigneuriale formait une petite cour, avec ses officiers de cour, parfois héréditaires. Beaucoup de seigneurs sont désignés comme possesseurs de parcs, quelques-uns ont même un bourg fortifié. Dans les chartes, à l'égard de leurs gens et arrière-vassaux, ils emploient le style des chartes royales : « Dapifero meo et omnibus hominibus meis, tam Francis quam Anglis. » Tout cet éclat extérieur manque cependant, dans l'époque normande, de base assurée et surtout du soutien de gens féodaux fidèles à la personne du seigneur.

Après cela, la position prépondérante de ces seigneurs était plutôt de fait que de droit, plutôt sociale que politique. Indubitablement ils paraissaient dans la levée de l'armée comme

« barones majores », seigneurs bannerets, de la propriété desquels sortaient des divisions entières d'hommes pesamment armés. Indubitablement, ils étaient vus de cet œil au trésor, leurs reliefs (*relevia*), leurs tutelles et mariages forment des postes principaux. Les « baroniae majores et minores » (*Dialogus de Scacc.* II, 10) sont distinguées dans les matières les plus variées se rapportant à l'administration des finances. Déjà, d'après une notice du *Domesdaybook*, les possessions de plus de six fiefs de chevaliers doivent payer leur relief (*relevium*) directement au roi. Tandis que ceux (*relevia*) des biens des simples chevaliers sont fixés à 100 sch., les « honours » restent longtemps encore réservés à la discrétion spéciale du roi, et sont seulement plus tard taxés uniformément à 100 marcs. Dans l'estimation des « amerciements », qui a lieu surtout d'après la mesure de la possession, les « barones majores » ont l'honneur peu désiré d'une taxe plus élevée.

Les « barones majores » devaient pareillement avoir, dans le tribunal du comté, la préséance comme seigneurs, car dans l'assemblée des chevaliers du comté, ils ont eux-mêmes des arrière-vassaux sur lesquels ils possèdent une juridiction propre, tandis que le vassal ne peut pas les juger. Il s'entend que dans les assemblées de la cour royale les « barones majores » avaient le pas sur les chevaliers sans feudataires, et étaient invités nominalement à la cour. La distinction enfin des « barones majores et minores » était encore plus naturelle au point de vue du peuple et du langage usuel de la vie. — Malgré cela, il n'y a pas encore à faire, dans le relevé officiel des fiefs sous Henri III et Édouard I^{er}, de distinction juridique entre les « honors, baroniae et feuda (*Testa de Nevill*, éd. 1807) », et même à la fin du moyen âge, l'autorité juridique du Littleton, « ou tenures », ne connaît pas de distinction entre la possession féodale à titre de baronie, et à titre de service de chevalier. Il n'y a pas plus de trace d'un titre de noblesse fixe pour distinguer les grands et les petits barons. Le titre même le plus élevé de l'époque normande, celui de comte (*earl*) n'est dans aucun rapport avec des seigneuries déterminées, mais

est plutôt emprunté, tantôt à un comté, tantôt à une ville ou à une localité, ou à un nom de famille. On peut très bien concilier cela avec ce fait que plus tard, au trésor, les seigneuries des barons revêtus de la dignité comtale, furent, sous le nom de « comtés », honorés de droits, de taxes et d'amerciements plus élevés. L'ensemble et les détails donnent en somme ce résultat, *que la distinction de fait et sociale des « barones majores et minores » n'était pas encore une distinction juridique.* Elle ne l'était pas en droit public, parce qu'aucune prérogative d'État vis-à-vis de la couronne, aucune position juridique privilégiée, ni cour de baronie, n'existait ni pour les grands ni pour les petits barons, en droit privé, parce que les grands comme les petits « tenentes in capite » possèdent à titre égal.

Si malgré cela, depuis les temps de la *Magna Charta*, les grands barons ont une importance *politique*, c'est la suite d'une pratique qui rappelle la fin de l'époque anglo-saxonne. Le relâchement toujours renaissant du devoir militaire personnel, ensuite de la position insulaire de l'île, son acquittement en masse à prix d'argent, le petit nombre des compagnies aguerries que doivent fournir plus tard les seigneuries ecclésiastiques, la désaccoutumance de beaucoup de petits vassaux de la vocation militaire, tout cela oblige le roi à s'adresser surtout aux grands barons pour la formation de l'armée. Parmi eux les inclinations et les habitudes guerrières persistent, et autour d'eux les petits vassaux belliqueux commencent à se grouper lentement. Ils sont avec leurs compagnies *le noyau de l'armée féodale* encore active.

§ 2. — LES PETITS VASSAUX DE LA COURONNE ET LES ARRIÈRE-VASSAUX

La deuxième classe est formée par les moindres vassaux de la couronne dans leur mélange progressif avec les arrière-vassaux (1).

(1) La création de la chevalerie anglaise par une fusion des petits vassaux de la couronne avec les arrière-vassaux est visible, quant à son résultat, dans *Testa de Nevill, sive Liber Feodorum in curia Scaccarii tempore Henr. III and Edw. I*, 1 vol. in-folio, 1807. (Record-commission.) Le dénombrement de l'en-

Les petits vassaux de la couronne ne se distinguent, comme on l'a déjà remarqué, en aucune manière, des grands vassaux par le droit de propriété. Ils sont également feudataires immédiats du roi, et capables au point de vue judiciaire comme membres de la « curia regis », pourvu qu'ils soient appelés à

sembler des petits fiefs de la couronne, de la propriété ecclésiastique libre de charges (tenure in frankalmoin), de la valeur des « scutagia et auxilia » d'un chacun des vassaux de la couronne, démontrent que sur une base aussi divisée il ne pouvait se former aucune classe exclusive, qu'an contraire les petits vassaux de la couronne devaient se perdre parmi la masse des arrière-vassaux, qui possédaient souvent 2, 3, 4 et plus de chevaliers, et qui comprenaient également l'ancien « thanat » saxon. Si dans la *Domesdaybook* nous voyons à côté des vassaux encore quelques personnes désignées simplement par la nom de « thaini », ce sont des « thanes » saxons, qui conservent leur ancienne dénomination « tempore Eduardi », bien qu'à cause de la petitesse de leur propriété, ou pour d'autres motifs, ils ne fussent pas compris dans le vasselage, et dès lors n'avaient juridiquement que le rang des francs tenanciers ordinaires. D'ailleurs la dénomination de « thaini » est également employée pour les vassaux inféodés, et a la même signification en ce cas que « barones ». (Ellis I, 46.) Combien la ligne de démarcation devait être incertaine en bien des points, c'est ce qui se manifeste dans le comté d'York où parmi 105 vassaux de la couronne, seulement 29 sont grands propriétaires ; les autres sont la plupart désignés comme « thanes » du roi, tandis qu'ils ne possèdent plus que des campagnes dévastées, qui ne pouvaient en cet état fournir en aucun cas un service de chevalier. Le mot «thane» est, au commencement de la période normande, employé tantôt pour désigner le restant de la grande noblesse anglo-saxonne, tantôt les employés subordonnés du roi, les arrière-vassaux, les « thanes » d'autrefois, qui ne sont plus que des francs tenanciers. Le mot « miles » désigne, soit un simple cavalier, soit un propriétaire respecté, des grands fiefs de chevaliers. Déjà cette manière de parler exprime que les rapports de propriété, par eux-mêmes, et les prestations pour l'existence commune par elles-mêmes aussi, sont considérées de telle sorte, qu'il n'y a pas encore de rapports de classe absolus par l'union de droits et devoirs personnels à la propriété. Aussi l'« homagium » n'en exprime-t-il pas. Il est certain que le serment de fidélité peut être prêté même à un citoyen privé pour la possession d'un fief ou d'un service, hors ce cas on ne peut, il est vrai, le prêter qu'au roi. (Bracton, II, c. 35, § 6.) D'ailleurs, c'est en vain que l'on voudrait importer du continent en Angleterre une différence technique entre l'« homagium ligium » et « simplicium ». Le « ligium » signifie particulièrement le serment féodal. (Glenvilla, IX, c. 1 ; Bracton, II, c. 35, 37 ; Fleta, III, c. 16, § 16 ; Britton, c. 18.) L'honneur de servir le roi est un premier lien attribué à la grande propriété, et c'est d'autant plus un honneur pour la petite propriété. Être sujet ligu de Sa Majesté (lige subject), est encore regardé

siéger dans un tribunal pour procéder au jugement de tous les vassaux de la couronne. Beaucoup d'entre eux trouvent dans des emplois influents une position extérieurement égale à celle des grands vassaux. Dans le nombre originaire d'environ quatre cents « barones minores », la plupart sont indubitablement

aujourd'hui comme un honneur pour l'Anglais. Les points capitaux de la formation de cette chevalerie sont :

1° La notion du *manoir* (*manor*), qui émerge seulement à partir de l'époque normande. (Ellis *Introd.* I, 224-225 et *citt.*) C'est la fusion de la « *acoc* » et « *saca* » saxonne avec le droit du seigneur féodal privé sur ses arrière-vassaux. Elle forme maintenant une complexité de droits patrimoniaux que possèdent les plus riches feudataires en masse, les petits vassaux de la couronne personnellement, encore plus rarement les arrière-vassaux. La position du vassal, ainsi que celle de l'arrière-vassal, sont dès lors indépendantes par elles-mêmes. Il y avait des milliers d'arrière-vassaux sans un seul manoir réel. Sa possession paraissait néanmoins, en une certaine mesure, l'attribut naturel d'un gentleman et engendra, par le grand nombre des tribunaux seigneuriaux, des services et des dons, la création d'une classe dominante.

2° L'*aliénabilité des fiefs de chevalier*, — originairement favorisés par les maximes fiscales du trésor, pour lequel tout acquéreur solvable était bien venu, et par la facilité d'obtenir pour toute espèce de choses le consentement royal moyennant le paiement des droits. Depuis Henri II, le changement de la propriété devint encore plus aisé, par suite de l'acquittement du service féodal au moyen de « *scutagia* ». Le temps des croisades amena ensuite d'autres riches aliénations, engagées et morcellements. Évidemment ceci devait devenir dangereux pour la chevalerie au point de vue de l'intérêt de sa classe, et de là l'origine de cette clause de la *Magna Charta* « *Nullus liber homo det de caetero amplius alicui, vel vendat (alicui) de terra sua, quam ut de residuo terrae suae possit sufficienter fieri domino feodi servitium et debitum quod pertinet ad feodum illud* ». Le statut *Quia emptores*, 18, *Ed. I*, fait au début de la période suivante la conclusion : « *Quod de caetero liceat unicuique libero homini terras suas, seu tenementa sua, seu partem inde ad voluntatem suam vendere, ita tamen quod feoffatus teneat terram illam, seu tenementum illud de capitali domino per eadem servitia et consuetudines, per quae feoffator suas illa prius de eo tenuit, et si partem aliquam earundem terrarum, seu tenementorum alicui vendiderit, feoffatus ille partem illam immediate teneat de domino* ». Depuis le rachat du service de chevalier par un impôt l'inféodation et l'arrière-inféodation n'apparaissent plus, surtout, que comme un mode spécial d'aliénation, par lequel le nouvel acquéreur entreprend avec la propriété foncière les charges pécuniaires des « *relevia* », le paiement des « *auxilla* » périodiques, les restrictions par la tutelle féodale, le mariage, etc. L'aliénation renferme donc la création de nouvelles *rentes foncières casuelles*, pour lesquelles la législa-

des Normands, c'est à dire possesseurs de fiefs de chevalerie en Normandie ou des frères puînés et des fils de semblables gens, ainsi que les possesseurs de petits emplois de cour, comme le sous-trésorier Herbert, les quatre cuisiniers, le charpentier, l'armurier, le forestier, le fauconnier, le « steward », et le por-

tion était impérieusement engagée à amener une simplification des rapports juridiques.

3° *Le morcellement de la propriété foncière* se rattache aux nombreux changements de propriété, et à cette circonstance, que la puissance judiciaire ne s'unit pas fermement à la propriété foncière. Tantôt la couronne, par des retours et des confiscations, s'est proposé une nouvelle inféodation partielle, tantôt elle a autorisé un partage entre plusieurs cohéritiers, tantôt encore, contre paiement de riches droits, elle autorisa l'aliénation de parcelles, de telle sorte que l'on rencontre même des centièmes parties de fiefs de chevalier. Déjà au milieu de cette période le nombre des possesseurs de fiefs se trouve ainsi visiblement augmenté. Beaucoup d'entre eux sont de plus jeunes rameaux des familles des vassaux de la couronne et des arrière-vassaux; d'autres des francs tenanciers qui reçoivent la concession d'un fief en récompense des services militaires ou par faveur; d'autres sont des gens riches, surtout des villes qui, à l'époque de Richard I^{er}, ont acquis les territoires fréquemment présentés au prince offrant sous la forme d'une concession à titre de fief.

4° L'ensemble de ces circonstances a fait au moyen âge, en Angleterre, que la chevalerie n'a pas pu devenir une classe exclusive. Ce n'est pas la propriété comme telle, mais la dignité obtenue dans le service de chevalerie qui donne le titre honorifique de seigneur (*dominus*, *sir*), qui reste une dignité personnelle à l'acquisition de laquelle les vassaux de la couronne sont personnellement obligés. Ce titre d'honneur est, au moyen âge, également accordé au haut clergé des paroisses et aux gradués des universités. Le mot de « knight » désigne plus spécialement le rang du service de chevalier. Comme il n'y a d'ailleurs pas de droits de classe particuliers qui s'y rattachent, que le droit de propriété, l'influence dans le comté, etc., n'en dépendent pas, l'acquisition de la dignité de chevalier devient assez tôt déjà, à cause des grandes dépenses qu'elle entraîne, plutôt une charge, imposée du temps en temps par ordonnances royales. Dès cette époque les diplômes du trésor renferment d'innombrables droits, payés pour un retard (*pro respectu militum*). — Les propriétaires de biens de chevalier qui n'ont pas obtenu le titre, s'appellent alors *écuyers* (*scutarii*, *esquires*). Aussi la coutume normande, d'emprunter les noms de famille des biens que l'on occupe avec l'ajoute de la particule *de*, ne paraît pas persister plus long temps. Dans leur comté, l'*esquire* et le « knight » étaient suffisamment connus par leur position dans la « county court ». Au contraire, depuis les croisades, la prise d'armes patrimoniales est une coutume toujours plus enracinée, devenue à l'armée une sorte de nécessité par le mode d'armement.

tier. Il n'y en a qu'une petite quantité qui portent les noms saxons de de Oswald, Eldred, Albert, Grimbald, Edgar, Edmund, Allured.

Le nombre des *arrière-vassaux* est de 7,871. Les propriétés des ecclésiastiques, moins nombreux, sont en somme un peu plus considérables que celles des vassaux temporels. Les arrière-vassaux qui eux-mêmes ont obtenu plus qu'un fief de chevalier peuvent encore avoir des *subtenentes*. La majorité des arrière-vassaux normands était bien composée lors de la conquête de la suite des plus riches feudataires, de leurs frères puînés ou leurs fils, des gens de service, des soudoyés ou des gens sans avoir jusque-là. La plus petite moitié, pour autant qu'on puisse déduire une conclusion du nom, étaient des thanes saxons demeurés sur leurs anciennes propriétés, à présent devenus, bien contre leur gré, les sujets des seigneurs normands.

Quant à la mesure de la propriété, les deux classes paraissent sur pied d'égalité dès l'origine. La propriété féodale embrassait le sol avec ses droits traditionnels. Où donc se trouvait une *saca* et *soca* attachée à la propriété, elle passa au nouveau propriétaire. Une propriété ainsi dotée de droits patrimoniaux s'appelle maintenant du mot normand de *manoir* (*manor*), et ne se distingue des seigneuries des grands barons que par sa moindre étendue. Là où les manants forment des communautés rurales déterminées, le manor renferme une ou plusieurs « villae » ou « villatae ». Le propriétaire foncier lève ici par les prévôts seigneuriaux (*praepositi*, *reeves*, *bailiffs*, *stewards*), les dons coutumiers et tient aussi le plus souvent par leur personne un tribunal selon les formes de la « court-baron » de la « customary-court » ; et après inféodation postérieure aussi un tribunal royal de police, « court-leet. »

La pression égale que la force royale exerçait sur les plus grands comme sur les moindres vassaux, ainsi que l'impossibilité d'une extension des droits originels, devaient cependant faire paraître de plus en plus l'ensemble de ces petits vassaux comme une masse unitaire. Comme la sous-inféodation constituait sur

le bien concédé la seule forme de l'aliénation et de la disposition, dans de nombreux cas, des vassaux de la couronne devinrent arrière-vassaux pour une propriété nouvellement acquise. Même les grands feudataires ne dédaignaient pas d'accepter des arrière-fiefs d'autres seigneurs et de l'Eglise. Les rapports de propriété sont par là, surtout depuis les croisades, tellement mêlés que l'on dut perdre l'idée d'une classe inférieure constituée par l'arrière-fief. Il s'y ajoute des raisons politiques et sociales. La naissance d'un corps chevaleresque avait fait de la dignité de chevalier le lien commun de tous les vassaux, vassaux de la couronne aussi bien qu'arrière-vassaux, normands et saxons. L'éducation, le genre de vie, l'honneur guerrier, la participation à l'assemblée du comté est, pour l'ensemble des petits vassaux, à peu près la même. Depuis les croisades il est vrai, et pour un long temps, l'opinion de l'honneur de la profession militaire vient aussi à prévaloir en Angleterre. Sous ce point de vue le petit vassal de la couronne pouvait encore réclamer une préséance sur l'arrière-vassal. Mais leur nombre devenait de moins en moins considérable. Plus la couronne, par de nouvelles concessions de seigneuries, transformait les anciens arrière-vassaux en vassaux immédiats, plus aussi, moyennant l'assentiment du roi, de nouveaux acquéreurs obtenaient de petits fiefs de la couronne. Et lorsque enfin le statut *Quia Emptores*, 18, *Edward I*, défendit complètement de nouvelles arrière-inféodations, pour terminer l'inextricable confusion des rapports de propriété, lorsque chaque nouvel acquéreur devint alors vassal immédiat du suzerain, il aurait été par trop déraisonnable de donner à tout vassal de la couronne un rang avant l'ancien arrière-vassal, qui depuis des siècles était établi sur son antique propriété territoriale. Depuis Henri II, il s'y était ajouté la nouveauté décisive, que le service militaire effectif fut toujours davantage compensé à prix d'argent (1); la différence

(1) Voyez une très curieuse étude sur les mercenaires dits brabançons, au moyen âge par P. Henrard de l'artillerie belge, dans les annales de l'académie d'archéologie de Belgique XXII, 2^e série t. II, p. 415 et suivantes; particulièrement pour l'Angleterre, pag. 425 et suivantes. (N. du t.)

de ce côté ne consistait donc plus qu'en ce que le petit baron payait sa contribution militaire au shérif, l'arrière-vassal tantôt à l'employé seigneurial, tantôt au shérif. La différence dans le service du tribunal perdit d'ailleurs toute signification depuis l'introduction des « recognitions » et sa transformation en jury. Lorsqu'il ne s'agit plus de trouver le droit par les pairs (*pares*), mais seulement de commissions de témoignage, on ne prend que des gens établis et respectés du voisinage, donc rarement des « milites. »

Le point décisif, la matière des prestations pour l'État est donc devenu égal pour tous; la *chevalerie forme à la fin de cette époque un ensemble*, l'organisation d'une classe normale qui s'agrandit ensuite plus tard et se renouvelle; avec cette réserve naturellement que les droits sociaux honorifiques des anciens propriétaires et des anciennes races priment ceux des nouveaux venus.

§ 3. — DES PROPRIÉTAIRES D'ALLEUS ET DES MANANTS

L'ensemble du restant des habitants libres du pays et des manants (1) était regardé originairement au point de vue de la

(1) *Les rapports de droit privé des francs tenanciers, des arrière-vassaux et des esclaves ne sont perceptibles que jusqu'à un certain point dans les codes; et présentent, pour la période intermédiaire, depuis la fin de la période anglo-saxonne, des lacunes sensibles. Pour l'époque immédiatement postérieure à la conquête, on peut se servir comme point d'appui des indications données plus haut et tirées du Domesdaybook. Les « liberi homines » (ad nullam firmam pertinentes), qui se rencontrent isolément, sont encore d'anciens cultivateurs propriétaires d'alleus, dont d'abord rien ne pouvait être exigé, qui ne furent que peu à peu, et par la pratique judiciaire et financière, courbés sous le système féodal. Il n'y a de grandes quantités de « liberi homines » que dans les comtés de Leicester, Lincoln, Norfolk et Suffolk. Des « liberi homines commendati » se rencontrent particulièrement dans les propriétés ecclésiastiques. Le principal texte relatif aux « sochemanni », est l'ancien écrit de *Natura brevium*: « Sochemannus proprie talis est, qui est liber et tenet de rege seu de alio domino in antiquo dominio terras seu tenementa villenagia, et est privilegium, etc. » Comparez les *Leges Ed. Conf.* 12, § 4. *Guill.*, 1, 29. La manière dont l'opinion bureaucratique normande, voyait ces gens, est indiquée dans ce passage du *Dialogus*: « Communicato tandem super his consilio, decretum est, ut quod a dominis suis exigenti-*

chevalerie comme « vesture du sol ». Les promesses royales postérieures à la conquête renfermaient bien en général une garantie pour la protection de tous les droits de propriété préexistants, seulement la masse de *ceorls*, *villani*, était déjà, à l'époque anglo-saxonne, en majorité réduite à la position de fermiers. L'orgueil normand ainsi que la forme de la constitution judiciaire ont encore plus déprimé la position générale de cette classe pendant cette période, de telle sorte qu'elle subsiste, comparée avec celle des seigneurs fonciers, dans une position précaire, sans un droit de propriété reconnu et protégé. Les droits de propriété, relativement meilleurs, sont déduits, dans le *Domesdaybook*, sous les rubriques « de liberi homines, sochemanni, burgenses ». Beaucoup d'entre elles étaient d'anciens alleus, qui maintenant étaient soumis de plus en plus également aux charges du système féodal, avec l'ap-

bus meritis interveniente pactione legitima poterant obtinere, illis inviolabili jure concederetur : caeterum autem nomine successionis a temporibus subactae gentis nihil sibi vendicarant. Quod quidem quam discreta consideratione caulim sit, manifestum est, praesertim cum his modis omnibus ut sibi consuierent, de caetera studere tenentur devotis obsequiis Dominorum suorum gratiam emergari. Sic igitur quisquis de gente subacta fundos vel aliquid hujusmodi possidet, non quod ratione successionis deberi sibi videbatur, adeptus est ; sed quod solum modo meritis suis exigentibus, vel aliqua pactione interveniente obtinuit. » (*Dial. de Scacc.*, I, c. x ; Madox, II, 392.)

Dans le Code de Glanvill et Bracton, la pression croissante sur les « villani » est parvenue à un tel point que les esclaves d'autrefois et les propriétaires libres de naissance sont compris dans la même notion du *villenagium* (Ellis, I, 81). Ils forment depuis lors « les villeins regardant » par opposition avec ceux qui sont indigents « villeins in gross. » Indubitablement la race conquérante a exercé ici une pression injuste, s'est rendue coupable d'un déni de justice et a montré un grand orgueil. Mais l'arbitraire royal, l'esprit bureaucratique et policier de l'administration normande atteignaient les Normands et les Saxons, les grands et les petits d'une manière assez égale. Il n'est donc pas exact à ce point de vue de ne jamais parler que de l'oppression d'une « nation » par une autre nation. Les grands dignitaires de l'époque sont toujours, il est vrai, Normands de naissance, la pression en droit privée n'émanait cependant pas seulement d'eux ; celle du droit public provenait de la royauté seule, qui juridiquement ne les traitait eux-mêmes que sur le même pied que les arrière-vassaux saxons.

plication progressive du principe que la propriété inférieure devait porter les charges de la propriété vassale, le Saxon celles du Normand. L'extension de principes féodaux sur ces biens est le témoignage visible d'une pratique croissante, émanant du trésorier de la « curia regis », qui arrive enfin à formuler la maxime générale, que toute propriété foncière du pays peut être inféodée au roi soit immédiatement, soit médiatement au moyen d'un seigneur intermédiaire. Les singularités de droit privé de ces rapports ne pourront jamais être déterminés complètement. Mais pour le droit public il y a successivement les circonstances suivantes, qui conduisent à une élévation progressive des manants libres et deviennent le germe de droits politiques postérieurs :

1° *La renaissance des milices du comté* depuis l'« assisa de armis » de Henri II, malgré sa signification militaire restreinte à l'origine. Déjà dans les milices féodales le service militaire de ces gens était en tout cas utile et indispensable comme complément. Les gens ainsi armés (*servientes*) ne paraissent cependant là que comme serviteurs de leurs seigneurs; tandis que par l'« assisa de armis » ils sont des troupes nationales par devoir personnel, et par conséquent levés par un droit propre à eux.

2° L'organisation judiciaire civile laissait comme juges dans la cour de centurie (*hundred court*) en décadence tous les « libere tenentes ». Avec la croissance de la constitution du jury, cette participation augmenta. Dans des commissions de témoignage qui de plus en plus fréquemment n'ont à établir que le point de fait, était requise la participation des gens établis et respectables du voisinage. A côté des chevaliers, sont ainsi nommés régulièrement aussi d'autres « libere tenentes », seulement ce ne doivent pas être de simples fermiers, « villani, rustici. »

3° *La justice criminelle et l'administration de police* de la tournée du vicomte (*turnns vicecomitis*) attiraient comme « court leet » l'ensemble de la population majeure pour rendre compte du maintien de la paix, pour passer annuellement la revue de police, *view of francpledge*. Malgré toutes les plaintes, il y avait là une habitude de l'ensemble de la population au service géné-

ral. Dans les tribunaux de police locale toujours plus nombreux qui procèdent d'après l'exemple du « *turnus vicecomitis*, » on devait en cas de défaut d'hommes libres, assumer souvent les villani, comme membres du tribunal, pour le service actif.

4° Ceci avait lieu sur la plus grande échelle et systématiquement dans les *courts-leet* des villes, dans lesquelles aussi un droit d'impôt se divisait également entre eux et engendrait ainsi l'idée d'une égalité civile. Les différentes catégories de naissance et de propriété disparaissent ici plus promptement encore. L'ensemble de ceux qui prennent part au *scot and lot* est maintenant désigné par l'expression de « *liberi homines, free-men*, » comme gens soumis à tous les devoirs et par conséquent aussi en possession de tous les droits. Les villes deviennent le noyau solide d'une nouvelle organisation de classe de « *liberi homines, socmani et villani* » mêlés qui, dans les prestations personnelles pour le bien-être commun, se conforment à ce que la chevalerie paye, surtout depuis l'accomplissement du service féodal militaire, par une imposition pécuniaire.

Dans le tableau général de ces rapports de classe se trouve, malgré toute la pression d'un gouvernement fiscal et de police, plus d'un germe plein de signification pour l'avenir. Il git là-dedans l'accoutumance de toutes les classes à un ordre pacifique des rapports intérieurs de l'État, une nécessité de la participation commune au service militaire, de la justice et de la police, à l'activité commune au service de l'État. Quelque peu étendue que fût la mesure des droits politiques, que ces unions du comté et des villes devaient obtenir d'abord, le plus important fondement de la constitution parlementaire était déjà posé : *La coutume de se réunir en personne pour traiter des affaires publiques, la coopération locale et temporaire des fonctionnaires de l'État avec les communes.*

En correspondance avec ceci se trouvait la réconciliation et la fusion successive des nationalités, dans laquelle la prétentive race normande, déjà mêlée sur le continent, par les femmes, forme enfin malgré sa capacité, sa finesse et sa vaillance, l'élément le plus souple.

SECTION III

LE SOI-DISANT PARLEMENT NORMAND

L'ensemble de ces rapports donnait aux rois normands une puissance gouvernementale inconnue autre part au moyen âge, et déterminant en même temps le caractère des assemblées générales de cette époque (1).

L'organisation de l'armée, de la justice et de la police normandes, embrassant l'État et la société d'une nouvelle manière, a permis au roi de nommer et déplacer annuellement ses prévôts dans les comtés, de rassembler ses gens et prélats à des parades et des fêtes de la cour, sans leur accorder d'autre influence que dans des emplois et des commissions révocables. Le grand seigneur normand, au contraire, ne possède aucun moyen de résistance, parce que ses propriétés aussi bien que ses gens sont séparés et divisés, les uns par leur position, les autres par des haines nationales. Leurs arrière-vassaux normands sont, au début, des hommes raccolés, leurs arrière-vassaux saxons servent, à contre-cœur, un maître imposé; l'ensemble de la population saxonne reste mal affectonnée envers les envahisseurs.

Cette division a, au commencement de la période, rompu de bas en haut l'union des comtés, a rendu les assemblées coutumières de district des thanes désunies et impuissantes. C'étaient assurément les mêmes éléments de propriété que durant l'époque anglo-saxonne, plus brillants et plus remplis de promesses extérieurement, mais sans cette unité, cette affinité ou cette sympathie interne qui est la racine de la liberté politique. C'était la cour la plus brillante de la chrétienté, à laquelle apparaissaient de temps en temps, en longues et éclatantes cavalcades, les riches seigneurs et prélats normands, suivis de leurs arrière-vassaux et de leurs gens de service aux couleurs et aux armes de leur sei-

(1) Voyez la note sur l'administration et le parlement, pag. 189.

gneur. Peut-être les invitations personnelles à la cour par writ royal s'adressaient-elles, en somme, presque aux mêmes propriétaires de seigneuries et prélatures que dans l'époque anglo-saxonne. (*Chron. Sax.* a. 1125.) C'étaient les mêmes éléments de propriété qui autrefois réunis comme « witenagemote » avaient rabaissé la royauté d'Édouard, à l'ombre d'une souveraineté. Malgré tout cela, les rois normands gouvernent le pays comme des maîtres absolus, par des ordres de cabinet et des lettres de grâce.

Les rôles de l'Échiquier, des cours de justice et de la chancellerie, encore existants, donnent sur ce *mode de gouvernement* les lumières les plus positives. Les besoins royaux étaient satisfaits par de riches revenus, des biens et des fiefs de la couronne. Pour les dépenses périodiques plus grandes, on exigeait les « auxilia » des vassaux, les « tallagia » des sujets royaux, ou l'on augmentait, par des ordres adressés au trésor, le chiffre des « amerciements et fines ». On pourvoyait aux principaux besoins courants du trésor par des instructions royales à l'Échiquier et aux vicomtes. Le véritable centre de cette administration est donc l'Échiquier (Exchequer), dans lequel de nombreux employés royaux sont occupés annuellement à recevoir les comptes des shérifs, des fermiers spéciaux et des administrateurs, à examiner leurs calculs et à leur donner décharge; à enregistrer les revenus périodiques et à les égaliser, à installer les prévôts territoriaux et autres fermiers, et à les obliger à rendre compte, à décider enfin des difficultés du ressort de cette administration. La promesse du maintien des lois nationales saxonnes était satisfaite, en apparence au moins, si le vicomte présidait le tribunal et siégeait dans le jugement avec des pairs, des vassaux et des francs-tenanciers; si enfin le roi présidait lui-même le tribunal pour les affaires réservées à sa cour, ou nommait un représentant en son lieu et place, ainsi qu'une commission de juges composée de vassaux de la couronne (grands ou petits). Les dispositions servant à régulariser ces affaires de la couronne sont maintenant émanées du *chancelier* de la part du roi. Celui-ci agit alors comme chancelier du royaume dans les

affaires ecclésiastiques, de justice, et de grâce et en même temps comme contrôleur du trésor. Dans les nombreuses absences des rois il y avait un vicaire du royaume (*capitalis justitarius*), représentant nommé presque régulièrement, mais toujours révocable. Le gouvernement par le moyen de writs est encore aujourd'hui le fond du droit administratif anglais. Pour les concessions gracieuses d'un caractère plus durable, on se sert de la forme de la *Charte*; aussi les assurances générales que les rois normands donnent parfois concernant certains principes déterminés du gouvernement du pays n'ont que la forme de chartes.

Grâce à ce mode de gouvernement, on comprend aussi la signification des *assemblées de cour normande*, sur lesquelles la *Chronique saxonne*, année 1086, donne la notice historique capitale : Il portait trois fois sa couronne chaque année (Guillaume I^{er}), chaque fois qu'il se trouvait en Angleterre; à Pâques il la portait à Winchester, à la Pentecôte à Westminster, à Noël à Gloucester. Et alors étaient présents devant lui tous les grands de toute l'Angleterre, les archevêques et les évêques, les abbés et les comtes, les thanes et les chevaliers. » Cette assemblée de cour trois fois par an, était déjà dans les mœurs de la cour de la Normandie, où cependant d'importantes affaires juridiques et financières s'y rattachaient. Comme fête de cour traditionnelle elle s'appelle en Angleterre « *Curia de more* », une brillante assemblée de grands, servant en même temps de revue de l'armée, et à l'occasion aussi à « traiter » des choses de la guerre, de la justice et de l'Église, mais où l'on ne peut trouver aucune trace d'une « puissance élective ou judiciaire ». Toutes les indications se réduisent à ce que dans quelques cas les grands réunis à l'assemblée étaient interrogés sur leur *opinion*. Il en arriva ainsi par le développement de principes généraux, pour l'ensemble de la propriété féodale, comme dans les *Leges Will. I*, ordonnance qui confirme et modifie les lois d'Édouard le confesseur dont Henri I^{er}, dans la charte de son avènement, qui renferme beaucoup de promesses, dit, ce qui est littéralement exact, que ces additions

sont faites par son frère « *consensu baronum* ». Cet avis était surtout demandé s'il s'agissait de nommer aux plus hautes places ecclésiastiques, et dans les difficultés avec l'Église, bien que même alors il ne fût pas question de vote ou de résolution constitutionnelle.

Toutes les lois dites de l'époque normande ne sont que des proclamations, des chartes, des instructions administratives qui sont pendant longtemps encore révocables. Aussi la collection officielle des lois (*Statutes of the realm*, a. 1810), n'a pu réunir, pour toute cette période, que des chartes, qui, d'après leur forme et leur contenu, ne sont que l'expression de la volonté d'un souverain législateur. Aucun acte n'avait assurément abrogé l'ancien droit des Witenagemote, aucun acte n'avait dénié aux barons normands le droit aux libertés du duché héréditaire normand pour l'Angleterre. Mais les éléments d'une pareille assemblée manquaient dans cette réunion, de connexion sympathique entre eux et avec le pays. L'absence du sentiment de connexion a amené une autocratie militaire avec un Échiquier et des prévôts territoriaux, que les Normands tiennent aussi comme une condition de leur propriété en Angleterre.

L'opposition secrète contre ce gouvernement se manifestait, au commencement, en impuissantes tentatives de résistance des plus proches parents du roi, derrière lesquelles se trouvaient les intrigues de vassaux de la couronne mécontents. La première atteinte à la puissance absolue du roi fut portée par l'usurpation de la *couronne par Étienne* et la lutte qui s'ensuivit entre deux prétendants à la couronne assistés de puissants partis. C'est ainsi que l'administration provinciale des prévôts territoriaux avait été si profondément ébranlée, que Henri II n'osa pas rétablir la paix publique et les rapports devenus difficiles avec l'Église, autrement qu'en appelant aux journées d'État, à plusieurs reprises, des ecclésiastiques et des vassaux notables, pour discuter avec eux les importants principes de l'administration judiciaire ecclésiastique et temporelle, et pour pouvoir les proclamer *issues de leur assentiment*.

Les *assemblées de notables* cessent cependant aussi d'exister. Les pouvoirs financiers et de police des prévôts royaux s'accroissent avec la nature d'une pareille constitution, et rendent également illusoire la faible protection de l'ancienne organisation judiciaire. Alors que le beau temps des croisades devait élever à leur suprême degré le sens romantique et le sentiment personnel des milices féodales, le système prosaïque d'administration financière et de police par les « *amerciements et fines* », était parvenu à son plus haut développement, dans l'Échiquier et l'administration des prévôts territoriaux. Ces deux circonstances agissaient ensemble, avec la fusion naturelle de deux nationalités longtemps ennemies, qui après la quatrième génération, sur le même sol, sous la même royauté, et la même Église, mêlées par les nombreuses vicissitudes d'une lutte pour la succession au trône, et par les croisades, retrouvaient sous une même oppression la conscience de droits et d'intérêts communs.

Lorsque sous le roi Jean, le mauvais gouvernement eut atteint son plus haut point et que la perte de la Normandie eut réduit les Normands établis dans l'île à voir tout leur avenir en Angleterre, il y eut une levée de la milice féodale, avec l'assentiment du haut clergé et la sympathie de l'ensemble de la population, qui arracha au roi la première restriction complète de son pouvoir gouvernemental, la *Magna Charta* (1215).

Elle renferme l'assurance sacramentelle de certaines formes et limites dans le gouvernement de l'Église, dans la tutelle féodale, dans l'administration judiciaire, et surtout l'abandon des iniquités gouvernementales les plus graves contre les vassaux, les arrière-vassaux, les villes et les manants. On y remarque en particulier l'article 39, originairement 42, qui est capital :

« Nullus liber homo capiatur vel imprisonetur aut dissai-
 « siatur aut utlaghetur aut exuletur aut aliquo modo destrua-
 « tur, nec super eum ibimus, nec super eum mittemus, nisi
 « per legale iudicium parium suorum vel legem terrae. »

Il avait pour base une nouvelle reconnaissance efficace de la

protection de l'ancienne constitution judiciaire pour tous les droits personnels et réels, qui, de même que d'autres promesses, eut peu d'efficacité, aussi longtemps que dura à côté d'elle le système de poursuivre la désobéissance aux ordonnances de l'autorité, par des pénalités arbitraires. Mais il y a aussi l'article 20, tout pratique, qui assure la modération de ces pénalités, et leur évaluation d'après le serment de juges : « nulla predictarum misericordiarum ponatur, nisi per sacramentum proborum hominum de vicineto ». Le système des amendes de police est ainsi ramené dans une voie juridique, et l'administration future de la police se voit tracer une voie fixe.

Ce qui est caractéristique dans la *Magna Charta*, c'est le sens pratique qui a présidé à la délimitation des pouvoirs du gouvernement vis-à-vis des droits individuels. Contrairement à ce qui en est des diplômes de constitutions plus récentes, on n'y trouvera pas de réclamations sociales, — preuve manifeste, qu'il ne s'agissait pas d'une querelle entre des classes sociales. Mais chaque article de la *Magna Charta* prouve la connaissance pratique de l'administration publique, que possèdent alors les grands, ecclésiastiques comme temporels, et qui savait, par conséquent, aussi trouver le véritable point où gisait la souffrance qu'il fallait alléger.

La *Magna Charta* (art. 14) renferme en même temps le premier essai d'une représentation de la nation :

« Lorsqu'un secours (*auxilium*) en argent doit être levé dans d'autres cas que les trois cas exprimés formellement par la tradition, ou lorsqu'un impôt militaire (*scutagium*) doit être levé à la place du service militaire féodal, le roi invitera, par un writ, à un « commune concilium regni » les évêques et abbés, les comtes et grands barons personnellement. En outre, il invitera, dans l'endroit désigné, au moins quarante jours auparavant, en indiquant le motif de l'invitation, tous les vassaux immédiats de la couronne par les vicomtes et prévôts; alors la délibération aura lieu au jour fixé d'après l'avis de ceux qui seront alors présents; si même tous ceux qui étaient invités n'avaient pas paru. »

Probablement que l'assemblée ainsi projetée représentait les invitations telles qu'elles avaient lieu d'après l'usage de la cour normande pour la « curia de more. » Cette assemblée n'a jamais cependant été réalisée. Une résolution prise dans ces circonstances par une assemblée contenant à la fois les prélats et les grands barons, avec plus de cinq cents petits vassaux de la couronne, dont le nombre depuis les croisades était en tout cas considérablement augmenté, — surtout en majeure partie d'après l'avis des propriétaires de petits fiefs de chevaliers, ou de partie de ceux-ci, et avec un nombre tout à fait disproportionné de voix de la propriété ecclésiastique, — serait devenue un diète polonaise.

Immédiatement après, Jean étant mort, au « concilium » de Bristol, sous le régent Pembroke, la *Magna Charta* est confirmée, de l'assentiment commun de tous, en effaçant cependant quelque « gravia et dubitalia » et notamment cet article relatif à la convocation des vassaux de la couronne pour consentir l'impôt. Dans les confirmations postérieures de la *Magna Charta* on abandonne également ces clauses, et il s'ensuit un demi-siècle de luttes et de défaillances, durant lequel les éléments d'une constitution viable ne se manifestent que très lentement et comme fruits de l'expérience.

D'un côté, un monarque d'un faible caractère, toujours parjure et incertain, s'efforce de rétracter les promesses onéreuses de la *Magna Charta* et de gouverner selon l'ancienne coutume, avec des confidents et des employés buralistes ; d'un autre côté, les grands barons tentent d'étendre les clauses sur la représentation de l'État jusqu'à une représentation de l'État :

1° Par des convocations périodiques des vassaux de la couronne, pour régler le taux des aides et contributions militaires et y rattacher des doléances générales ;

2° En ce qu'ils cherchent à rendre durable l'influence, — que les grands barons ont acquise, pendant la longue régence d'un roi mineur, sur la nomination aux emplois publics.

La première tendance est contraire à la forme des presta-

tions faites à l'État à cette époque, la seconde à l'organisation du gouvernement de ce temps.

Comme les convocations d'après la *Magna Charta* n'avaient lieu que pour les « *scutagia* » et les « *auxilia* », il ne s'y agissait que de vassaux, qui paient directement à la couronne, donc des « *tenentes in capite* », tandis que cependant le poids matériel de l'organisation militaire, judiciaire et de la police, reposait tout autant sur les arrière-vassaux, et en partie sur des francs tenanciers et des villes, qui ne devaient pas du tout être entendus. D'autre part, les grands et les petits vassaux de la couronne devaient être appelés indistinctement, tandis que les grands seigneurs, et encore plus les prélats, ne pouvaient pas reconnaître d'égalité avec ces centaines de chevaliers sans écuyers, et rendaient leur puissance tellement prépondérante en présence des efforts d'une délibération personnelle et de son chef, qu'il en résulta de nouveau une réaction chez les classes moyennes.

La forme bureaucratique du gouvernement de l'État, d'autre part, donnait à tout essai d'action sur le pouvoir l'aspect d'un effort pour acquérir les grands emplois et la fonction de shérif. Les grands barons étaient mis ainsi en possession immédiate du pouvoir, d'une manière séduisante, mais aussi sensible à toutes les autres classes et les excitant à la résistance.

L'Église, — maintenant au sommet de la puissance, — est tout aussi occupée de l'augmentation de son pouvoir et fait sous ce rapport cause commune avec les grands barons.

Comme la royauté n'est, sous aucun rapport, à la hauteur de la situation, la lutte se caractérise toujours plus nettement en une rivalité de parti des classes propriétaires pour la possession immédiate de la puissance de l'État. Aussi, la tentative de remplacer le droit de nomination royale par un système artificiel d'élection et une sorte de partage des pouvoirs, conduit toujours de nouveau à un violent gouvernement de parti. La véritable issue d'un appel des classes moyennes au gouvernement, par la convocation des communes « *communiaie* » (a. 1164) est bien trouvée enfin par les chefs intelligents du

parti de la noblesse, mais est aussi perdu de nouveau dans les violences des luttes de parti.

La *Magna Charta* reste le plus important document de la constitution anglaise. Sa durée est aussi la preuve la plus forte de la vérité de cet axiome, que la résistance la plus juste au despotisme et le plus noble essor de l'esprit national, ne suffisent pas encore immédiatement à fonder la *liberté politique*; — qu'il faut au contraire dans ce but une organisation durable, consciente et positive, de l'État et de la société, afin d'habituer les classes propriétaires au service égal de l'État, afin de les élever par l'activité individuelle dans les *détails* à la capacité d'une détermination propre pour l'*ensemble*; et qu'il fallait pour cela encore une fois l'initiative royale, qui, en Angleterre, agit au moment voulu. De la royauté dépendait également ici la prospérité ou la ruine des peuples.

C'était au premier descendant de Henri III, capable de gouverner, qu'il était réservé d'unir en réalité les éléments existants dans une constitution représentant les classes du royaume.

NOTE SUR L'ADMINISTRATION ET LE PARLEMENT

Quant à la forme de l'administration de l'État et aux assemblées d'État de l'époque normande, je puis renvoyer à Gneist, t. I, §§ 3-11 (1^{re} Edit.), ainsi qu'à l'étude précieuse au point de vue de l'examen des faits de Marquardsen, dans la *Revue critique trimestrielle de Munich*, 1839, t. I, pag. 234 et suiv.; où l'opinion traditionnelle, adoptée spécialement par Hallam, est défendue. Ce point de contestations est traité exactement dans la seconde édition, Gneist, *Engl. Verwaltungsrecht*, 1867, vol. I, § 15. Outre cela je puis m'en référer aux recherches conformes aux sources et poussées dans différentes directions sur la naissance de la pairie, dans les *Reports on the Dignity of a Peer*, ainsi que sur l'ancienne et solide jurisprudence qui possédait devant elle, dans les diplômes, ce qui se rapportait à la naissance du droit public. Voyez Lord Coke 9, *Reports*, p. 27: « Every franchise, liberty or privilege, either lies in point of Charter, and cannot be claimed by prescription, or in prescription and usage, without the help of any charter. »

Les articles de la *Magna Charta* furent comparés, de la part du roi, par le comte Pembroke, et de celui des barons, par Robert Fitzwalter, comte de Dunmore, avec le titre: « *Ista sunt capitula quae Barones petunt*; et Domi-

nus Rex concedit. » Puis, plus loin : « Jean, par la grâce de Dieu, Roi, etc., à tous nos prévôts et fidèles, salut : à savoir, que nous, en présence de Dieu, etc., avec le conseil de nos respectables pères Étienne, archevêque de Cantorbury (suivent les noms de dix prélats), et de noble personne Guillaume Maréchal, comte de Pembroke (suivent les noms de quinze barons), et de nos autres fidèles, — assurons pour nous et nos héritiers à toujours. »

Les articles (d'après la première rédaction de 1215) peuvent être rangés d'après différents points de vue, quant au gouvernement interne, préféralement comme suit :

1° *L'Église* (Anglicana ecclesia) doit être libre et jouir de l'ensemble de ses droits et libertés d'une manière inviolable. La charte concédée plus tôt relativement à la liberté des choix ecclésiastiques doit être fidèlement suivie (art. 1). Mais dans la confirmation 9 Henr. III, suit déjà une clause contre l'aliénation en mainmorte.

2° *Quant aux charges féodales* : L'héritier féodal doit avoir son héritage moyennant l'ancien relief (relevum) de 100 livres sterling pour toute la seigneurie d'un comte ; 100 marks pour une baronnie entière ; 100 schellings pour tout un fief de chevalier (art. 3). La tutelle féodale de l'héritier féodal mineur doit avoir ses revenus et services proportionnels et ne pas dévaster les terres, mais au contraire les maintenir en état (art. 5-6). Les héritiers féodaux doivent être mariés conformément à leur rang (art. 7). La veuve doit avoir son douaire et ne pas être forcée à se remarier (art. 8-9). Aucun arrière-seigneur féodal ne doit recevoir concession du droit d'exiger des aides, « auxilia », de ses vassaux libres, autrement qu'une « aïde » proportionnelle et dans les trois cas traditionnels (art. 18). Personne ne doit être obligé, par gage, à donner des services pour un fief de chevalier ou tout autre fief libre, que ceux qu'il devait auparavant. L'héritage mobilier d'un vassal doit demeurer à la veuve et aux enfants après déduction des droits dus au roi (art. 29). Aucun prévôt de château fort ne doit obliger un chevalier à payer de l'argent pour la garde, s'il la fait en personne, ou en cas d'empêchement par un remplaçant convenable, et lorsque le roi l'envoie à l'armée, il doit être libéré de la garde du château pendant le temps où, sur l'ordre du roi, il est à l'armée (art. 34). Restriction de la tutelle sur les propriétés en « feefarm, socage, burgage, petit sergeanty » (art. 40-41). Toutes les libertés précitées, que le roi concède à ses vassaux ecclésiastiques et temporels, doivent aussi être accordées par les arrière-seigneurs féodaux à leurs arrière-vassaux (art. 65).

3° *Pour ce qui regarde les villes, les francs tenanciers et le commun*. Quand un homme libre meurt sans testament, sa fortune mobilière doit être partagée entre ses plus proches parents et amis, sous la surveillance de l'Église, déductions faites des dettes du défunt (art. 30). Aucun prévôt de château fort ou prévôt royal ne doit prendre le blé ou d'autres biens de quelqu'un sans l'en dédommager à prix d'argent (art. 31). Aucun shérif ou prévôt royal ou autre ne doit prendre de chevaux ou de voitures, et quelqu'un pour les conduire, sauf de son assentiment (art. 33). Ni le roi, ni aucun employé

royal, ni personne d'autrui, ne doit prendre le bois de quelqu'un pour les fortifications du roi ou pour d'autres usages, sinon de l'assentiment du propriétaire (art. 34). Chacun doit quitter régulièrement le royaume par terre ou par mer, sauf en temps de guerre, hormis les détenus et les bannis selon le droit du pays (art. 46). Personnes autres que ceux qui habitent dans les forêts ne comparaitront devant le juge forestier (art. 48). Les forêts nouvellement plantées seront défrichées. Tous les méfaits, concernant les forêts, la chasse, les forestiers, les shérifs et leurs employés seront dans chaque comté recherchés, examinés par douze chevaliers jurés du comté, choisis parmi les bonnes gens de ce même comté (art. 52). — Surtout les libertés et les immunités de toutes les villes et villages doivent être maintenues, aucune ville, aucun franc tenancier ne devra être obligé à la corvée pour l'entretien des digues et des ponts, là où ce n'a pas été l'usage avant Henri II. La « purveyance », n'aura lieu que contre les arrière-vassaux. Des marchands étrangers pourront entrer dans le royaume et le quitter sans être molestés. Les poids et mesures seront fixés dans le royaume.

4° *Quant à l'administration de la justice.* Tous les amerciements seront proportionnés à la gravité de l'infraction comme suit : « Liber homo non amercietur pro parvo delicto nisi secundum modum delicti, et pro magno delicto amercietur secundum magnitudinem delicti salvo contenemento (l'entretien nécessaire) suo, et mercator eodem modo salva mercandisa sua, et villanus eodem modo amercietur salvo maignagio (l'inverse des terres) suo, si inciderint in misericordiam nostram, et nullum predictarum misericordiarum ponatur, nisi per sacramentum proborum hominum de vicineto » (art. 23). « Comites et barones non amercientur nisi per pares suos, et non nisi secundum modum delicti » (art. 24). Pareillement un ecclésiastique ne doit être mis à l'amende pour son fief temporel que d'après la mesure ci-dessus, et pas d'après la valeur de sa prébende ecclésiastique (art. 25). Un « writ of inquisition », dans les affaires criminelles concernant la vie ou les membres doit être communiqué gratuitement et ne doit pas être refusé (art. 39). Aucun homme libre ne doit être saisi, ou emprisonné, ou dépouillé de sa propriété, ou banni, ou opprimé d'une autre manière, et le roi n'agira contre lui que par jugement légal de ses compagnons justiciables, ou d'après le droit national (art. 42, sur la rédaction de l'article fondamental dans la *Charta Henri III*, voyez plus haut, page 185). « Nulli vendemus, nulli negabimus aut differemus rectum vel justitiam » (art. 44). Aucun shérif ou bailli royal ne doit dorénavant décider de « placita coronae ». Les juges doivent chaque année faire leur tournée dans chaque comté. Le banc des procès ordinaires ne doit plus suivre la cour, mais tenir ses séances en un lieu fixe.

5° *Le groupe des articles, qui renferment les germes de la constitution d'une pairie* sera à l'instant l'objet d'une étude particulière.

Vers la fin vient l'assurance, que le roi ne révoquera et ne diminuera pas ces concessions (art. 65). « Et il est juré, tant de la part du roi que du côté des barons, que toutes les choses susdites sont fidèles et seront réellement suivies » (art. 72).

Les trois clauses qui peuvent être considérées comme les germes d'une pairie, sont :

1° La clause concernant les amerciements des vassaux de la couronne « Comites et barones non amercientur nisi per pares suos, et non nisi secundum modum delicti ». Ceci aurait conduit au siècle suivant à l'établissement d'une cour de justice de pairs. Maintenant elle n'y mena point. On entendait plutôt la clause de la manière dont on avait traité jusqu'alors le tribunal des cojusticiables. Il suffisait que la chose fût renvoyée devant un juge compétent ou une commission, qui se composait de vassaux de la couronne. Ainsi agissait déjà la régence Henr. III des barons eux-mêmes (*Rot. Cl. 1, Henri III, m. 13*). Les amerciements sont de là nécessairement de la compétence du conseil royal (« *Coram consilio* », d'après Bracton). Le résultat n'est donc qu'une juridiction privilégiée devant le juge suprême.

2° L'assurance que les *auxilia* hors les trois cas traditionnels, ne seront pas fixés, prononcés, sans l'assentiment des vassaux de la couronne et que les « *scutagia* » ne seront pas réglés sans leur consentement : tel est le contenu des deux articles 14 et 17.

(Art. 14.) « *Nullum scutagium vel auxilium ponatur in regno nostro, nisi per commune consilium regni nostri, nisi ad corpus vestrum redimeudum et primogenitum filium nostrum militem faciendum et ad filiam nostram primogenitam semel maritandam, et ad hoc non fiat nisi rationabile auxilium.* »

(Art. 17.) « *Et ad habendum commune consilium regni de auxilio assidendo, aliter quam in tribus casibus predictis, vel de scutagio assidendo, summoneri faciemus archiepiscopos, episcopos, abbates, comites et majores barones sigillatim per litteras nostras. Et praeterea faciemus summoneri in generali per vicecomites et ballivos nostros omnes illos, qui de nobis tenent in capite, ad certum diem, scilicet ad terminum quadraginta dierum ad minus, et ad certum locum, et in omnibus litteris illius summonitionis exprimemus : et sic facta summonitione negotium ad diem assignatum procedat secundum consilium illorum, qui presentes fuerint, quamvis non omnes summoniti venerint.* »

Ainsi se vérifie ce phénomène constant que les premières idées émanant immédiatement d'une résistance contre le gouvernement de l'État sont impraticables. Les grands vassaux de la couronne ne pouvaient pas exclure du droit de vote les petits vassaux, leurs égaux juridiques jusqu'alors, et l'on ne trouvait pas encore dans la tradition un moyen de leur concéder seulement un droit moindre. Ils se rattachent donc à l'usage traditionnel par suite duquel les grands seigneurs étaient par courtoisie convoqués jusqu'alors par lettres émanant directement du cabinet du roi (sigillatim per litteras nostras). Lorsque tous les autres sont invités collectivement (collective), par le shériff, on pouvait bien compter que la majorité ne paraîtrait pas. En tout cas il en serait né une diète polonaise, si le petit nombre des grands barons avait dû traiter sur le même pied avec plusieurs centaines de petits propriétaires d'une seule rente et de moindres parcelles. On comprend dès lors

pourquoi, en automne 1216, immédiatement après la mort de Jean le régent du royaume, Pembroke tint cette clause comme inapplicable, et pourquoi elle ne fut recueillie dans aucune des rédactions postérieures. Dans une conférence avec le prince français, à Merton, on était convenu d'abandonner, dans la *Magna Charta*, les « *gravia et dubitalia* », qui ne paraissaient pas conciliables avec le gouvernement de l'État dans leur forme à cette époque.

3^e *Un premier essai pour la création d'un comité représentant la nation.* Pour sanction contre les usurpations, les deux parties jurèrent la charte, et dans le cas où une atteinte serait portée de son côté, le roi concède à ses sujets, au cas extrême, le même droit d'exécution (*distringere*) qu'il possède lui-même à leur égard pour obtenir obéissance. Une sorte de comité (*committee*) doit surveiller la charte, et en cas extrême, « *cum communia totius terrae* » exercer ce droit d'exécution. Dans ce but, vingt-cinq barons doivent former un comité (représentant la nation), qui doit apporter ses plaintes au roi, et en cas qu'il n'y satisfasse pas, peut, après quarante jours, passer à ces mesures de contrainte. Les vingt-cinq barons, parmi eux le maire (*mayor*) de Londres, furent effectivement choisis, l'ordonnance cependant se changea en une guerre civile, dans laquelle les barons appelèrent dans le pays le fils aîné du roi de France en lui offrant le serment féodal. Au milieu de ces difficultés, Jean meurt le 19 octobre 1216. Sous la régence qui suivit, la clause fut abandonnée (comme rendue inutile par suite de la disparition de sa cause). Dans la génération suivante, le parti aristocratique revient involontairement, il est vrai, à la pratique du comité de résistance, et ce n'est qu'à la période postérieure qu'il était réservé de créer une constitution, qui pouvait se maintenir sans le rude secours de la force.

Les confirmations et la marche postérieure de la Magna Charta nous montrent, à côté des traits beaux et énergiques d'un peuple s'éveillant à l'activité propre, également en même temps, la première image des contradictions entre l'État et la société, dans une constitution inachevée, ainsi que la difficulté de leur solution.

En fait de droit constitutionnel proprement dit, la charte renferme, comme nous l'avons montré, fort peu de chose, et néanmoins elle contient dès lors en germe les grands traits du caractère public de l'État anglais et en particulier de la position des classes supérieures. Les seigneurs normands avaient été forcés alors à faire leur choix entre l'île et le continent. Ici ils ne pouvaient pas se placer derrière les murailles protectrices de leurs châteaux forts en face de la royauté. Outre l'impossibilité de la résistance individuelle contre la puissance militaire et les formes gouvernementales de cette royauté, il ne leur restait d'autre choix, que de combattre ensemble et en commun avec le clergé et les sympathies du peuple, l'arbitraire d'un gouvernement absolu; de lutter pour les droits et les garanties générales du peuple qui leur étaient aussi communes, et de fonder ainsi la constitution d'abord sur la liberté personnelle, puis sur la protection égale pour les personnes et les biens. En ce sens, la *Magna Charta* était en même temps un gage

de conciliation entre les nationalités et les classes, le moment historique le plus remarquable de l'époque, la base politique de tout l'avenir. » Ce sera pour l'Angleterre le fondement du droit indiscutable à l'estime de l'humanité, d'avoir produit cette page, de l'avoir maintenue et développée. Son Bacon et son Shakespeare, son Milton et son Newton, avec toutes les vérités qu'ils ont révélées, ne sont néanmoins pas des apparitions d'une aussi haute importance que cet hommage unanime, que le peuple et son roi ont rendu au droit et à la justice. Mais on dira, peut-être avec plus de vérité, que ces puissants esprits ne purent naître que là où régnait l'égalité des lois, et ne purent s'élever à toute la puissance de l'action que là où soufflait cet esprit, qui emplit la grande charte de liberté de leurs pères. » (Mackintosh, *History*, t. II, a. 1215.)

À la place de l'aspiration constante d'autrefois à la confirmation des lois d'Édouard, nous voyons maintenant se reproduire toujours celle de voir maintenir la *Magna Charta*, et jusqu'à la fin du moyen âge, on a compté jusqu'à trente-huit de ces confirmations. Ce fut là durant des siècles une source de vitalité pour le sentiment de l'unité, de l'uniformité de certains droits fondamentaux pour toutes les classes. Une fois que le droit eut réglé d'une manière unitaire les droits de propriété et de famille des habitants libres, alors qu'un droit particulier pour la noblesse, les bourgeois et les paysans n'était plus possible, ces luttes prirent une direction qui leur fit poser de semblables limites juridiques au pouvoir administratif. Aussi longtemps que la lutte conserva cette direction, nous trouvons le clergé et le peuple aux côtés de la noblesse, et par suite les classes inférieures à ceux de la royauté.

Un demi-siècle durant, l'Angleterre offrit, il est vrai, au lieu des fruits d'un début aussi remarquable, seulement l'image d'une étonnante instabilité et de sanglantes luttes de parti. Après le rétablissement de quelque ordre dans le royaume, en 1217, il y avait eu une nouvelle confirmation de la *Magna Charta*, en laissant de côté les clauses établissant les classes ou ordres, mais avec l'adjonction d'une charte particulière de « foresta » sur le maintien plus modéré des lois forestières. Après la mort du régent, durant la minorité, commencent des guerres néfastes entre les nobles. La loi 9, Henry III, ratifie encore une fois (moyennant l'abandon de cette clause) la *Magna Charta*, et sous cette forme, elle est plus tard entrée dans les collections des lois usuelles. Deux années plus tard, Henri III reprend, personnellement à l'assemblée d'Oxford, le gouvernement du royaume (1227), et débute par révoquer les deux chartes de liberté; la noblesse et le clergé s'y soumettent en murmurant. L'administration est alors à l'intérieur fiscale comme autrefois, au dehors irrésolue et faible devant la curie romaine; elle est dirigée par des favoris, et se voit en présence d'un mécontentement croissant. Il paraît que dans l'imposition périodique de contributions auxiliaires et militaires, à cette époque, on consultait réellement les prélats et barons appelés à la cour. Déjà la loi 28 Henri III, manifeste cependant d'une manière plus expresse, la nécessité de convoquer en ce cas une assemblée générale pour établir les impôts (*quod sine communi universitate nihil*

facèrent). Dans la loi 30 Henri III, le roi est contraint par des pressants embarras d'argent, de confirmer de nouveau la *Magna Charta*, mais les clauses relatives à la représentation du royaume restent encore omises, tout comme dans les confirmations suivantes. A la même époque, ainsi que cent ans auparavant en France, se présente pour la première fois, le nom de « *parliamentum* » (*Chron. Dunst.*, 1214, Math. Paris, 1246), et ce qui est digne de remarque, Henri III désigne par ce mot précisément l'acte d'où est née la *Magna Charta* (*Rot. Claus.* 28. *Henry III.* « *Parliamentum Runemede*, quod fuit inter Dom. Joh. Regem et Barones suos Angliæ »). Le nom de Parlement (*Parlament*) devient dès lors plus fréquemment usité, sans remplacer cependant les mots moins déterminés de « *Concilium*, *Colloquium*, » etc.

Dès lors commence durant environ un quart de siècle une querelle entre la noblesse et le roi touchant la composition du conseil royal. Le gouvernement du royaume qui sous les rois normands antérieurs avait été dirigé par le trésor, un grand juge (*capitallis justiciarius*), un chancelier et quelques conseillers personnels, avait durant la régence de onze années obtenu une forme plus complexe, celle d'un conseil royal « *consilium regis* ». L'influence prédominante qu'avaient acquise ainsi les principaux personnages du royaume ne pouvait plus s'oublier. Sans discuter les pouvoirs de l'administration royale, qui étaient établis d'une manière précise depuis longtemps déjà, par rapport à la guerre, aux finances et à la justice, les luttes de la noblesse prennent directement pour but l'obtention des principales places dans le conseil royal, tandis que le roi, maintenant l'ancien droit de nomination personnelle, cherche à continuer son gouvernement, comme autrefois, à l'aide seulement de ses vassaux personnels et de la bureaucratie.

L'an 1248, les barons se plaignent des favoris, surtout parce que ni un grand juge, ni un chevalier, ni un trésorier ne sont nommés au sein du Parlement. Bientôt après (1253) suit une confirmation de la *Magna Charta*, avec réunion des prélats dans l'abbaye de Westminster, le cérémonial ecclésiastique le plus splendide, et menace d'excommunication contre tout violateur. Henri fait ce serment dans ces termes : « *Aussi vrai qu'il est un homme, un chrétien, un chevalier, un roi couronné et sacré* » (cependant il obtint encore une dispense papale du serment). Les efforts de la noblesse s'étendent davantage depuis lors. La ligue impose au roi un grand juge, un trésorier et un garde-sceaux. L'assemblée d'Oxford (1258) voit revivre l'idée d'une représentation de la nation d'après le type de la *Magna Charta*, avec toute sorte de projets artificiels, qui montrent suffisamment la nouveauté de ces rapports. « *Les XXIV ont ordonné, que trois parlements soient par an ; à ces trois parlements vendront les conseillers le roi élus, — le commun élise 12 — probes hommes le vendront as parlements — pur treter de besoigne le rei et del reaume.* » *Peerage, Report 1*, p. 102, voilà le texte capital. Douze membres du conseil royal et douze barons doivent se réunir, chaque partie doit choisir deux membres de l'autre. Ces quatre élus doivent alors choisir un conseil plus étendu de cinquante

membres, et celui-ci un gouvernement de sept personnes dans chacune des deux catégories. Les idées constitutionnelles de cette époque sont l'expression naïve de la manière dont les classes sociales comprennent la participation déterminée au gouvernement de l'État, avant que les bases et l'habitude de l'administration par soi-même existent chez l'individu. Ils rappellent sous ce rapport les cahiers de la noblesse française avant l'explosion de la Révolution : trois fois par an un parlement, la nomination annuelle du grand juge, du chancelier, du trésorier, etc. au sein du parlement ; les barons entreprennent la garde des châteaux royaux ; les shériffs doivent dorénavant être choisis par les comtés, mais les barons par contre ne devront plus être astreints à comparaître comme juges devant le shériff, etc. La régence formée d'après ces idées se laisse prêter serment d'obéissance, chasse les plus proches parents du roi, se continue les emplois ; mais la noblesse se divise, et le roi recouvre la supériorité (1261). La ligue de la noblesse, sous Simon de Montfort, prend les armes, le roi est fait prisonnier à la bataille près de Lewes (12 mai 1264). La *Magna Charta* est encore une fois ratifiée, une nouvelle régence au nom du roi est installée et une assemblée de vingt-trois barons du parti de la noblesse est convoquée comme parlement. Mais le parti triomphant ne trouve, dès le début, qu'une obéissance douteuse. Les fonctionnaires placés par lui dans les comtés se comportent orgueilleusement et arbitrairement. Dans la réaction qui se manifeste très promptement, les chefs succombent. Le roi regagne la supériorité, la nomination aux emplois, et après de rudes épreuves nous retrouvons Henri III, en 1227, au parlement de Mariebridge régissant, comme législateur, les rapports du royaume, en ratifiant une fois de plus la *Magna Charta*.

Le gouvernement de l'État avait enfin, pendant la période normande, acquis une forme dans laquelle la propriété et le droit des classes dominantes, la position des villes, toutes les positions normales, aussi bien qu'exceptionnelles du droit public paraissaient une émanation de la puissance royale. Tous les organes de l'État étaient constitués de manière à recevoir leur impulsion immédiatement du roi en son conseil. Aussitôt que les partis de la noblesse se furent donc emparés du pouvoir en cette place, la forme du gouvernement se transforma en instrument de parti, comme partout, où les corps permanents s'ajoutent immédiatement à un État absolu.

Dans de pareilles circonstances, on voit bientôt qu'il existait encore un troisième élément qui manquait à la représentation des charges publiques. Ce troisième élément c'est l'ensemble des petits vassaux de la couronne, arrière-vassaux et hommes libres de l'Angleterre, les *communaux des comtés et des villes*.

Dès le commencement du règne de Henri III, se multiplient dès lors les attentions qu'on leur marque. On les appelle à porter leurs plaintes devant le shériff, par des députés, ; on leur donne part à la répartition et à la levée des impôts, on leur offre le choix de leurs shériffs. En 1258, on leur impose celui de deux chevaliers « vice omnium et singulorum », afin qu'ils paraissent

devant le conseil du roi pour la délibération des aides. En 1264, Simon de Monfort convoque trois chevaliers de chaque comté à une assemblée délibérante, tandis que le roi invite les mêmes députés à son « concilium » de Windsor. Après la captivité du roi enfin, Simon appelle, en son nom, deux chevaliers de chaque comté, deux bourgeois d'un certain nombre de bourgs (1265) à une assemblée d'Etat, et sous ce rapport, cette période de temps se termine avec la naissance de la chambre des communes.



TROISIÈME PÉRIODE

L'ÉPOQUE DES ÉDOUARD (1)

Édouard I, 1272-1307.
Édouard II, 1307-1327.
Édouard III, 1327-1377.
Richard II, 1377-1399.
Henri IV, 1399-1413.

Henri V, 1413-1422.
Henri VI, 1422-1461.
Édouard IV, 1461-1483.
Édouard V, 1483.
Richard III, 1483-1485.

INTRODUCTION

Avec Édouard I^{er} commence la période de l'histoire d'Angleterre, la plus fructueuse pour la vie constitutionnelle intérieure.

(1) Parmi les sources et les documents relatifs à cette époque, nous devons de nouveau citer en première ligne les diplômes officiels : 1^o les *statute rolls*, qui existent comme rédaction officielle des résolutions parlementaires d'une importance permanente, depuis la loi 6 Edw. I, jusqu'à 8 Edw. IV, avec une lacune de 1430 à 1445, et qui sont aussi la base de l'édition officielle de la collection des lois de 1810 et s. (*Statutes of the Realm*). Voyez sur les sources de celles-ci l'introduction de cette publication.

2^o Les *Délibérations du conseil d'État*, imprimées comme *Proceedings and ordinances of the privy council of England, commencing, 10 Ric. II to 33 Henri VIII*, 7 vol. in-8^o 1834-1837; ajoutez-y la monographie de sir Fr. Palgrave, *An essay upon the authority of the kings council*, 1 vol. in-8^o, 1834. Quant aux rôles de l'échiquier et à leur emploi dans Madox, *History of exchequer*, voyez plus haut; il faut y ajouter les extraits que Devon a fait des rôles de l'échiquier relatifs à la fin de cette période. Pour ce qui est du grand relevé des fiefs, arrière-fiefs, serjeanties, patronats royaux des églises, prestations féodales de l'époque d'Édouard II et Édouard III, sous le titre de *Testa de Nevill, or liber feodorum*, comparez Cooper, *Account*, t. I, pag. 258. Sur les rôles des centuries « hundred rolls » du temps d'Édouard I^{er}, voyez Cooper, t. I, pag. 267.

3^o Les *Parliamentary Rolls*, c'est à dire les registres des employés de la chancellerie sur les plus importants précédents parlementaires, imprimés

Une période confuse et rétrograde se présente, il est vrai, au quinzième siècle. Mais les fondements qu'avait posés l'Angleterre dans *cet âge des lois organiques* n'en sont pas moins une base capitale pour l'avenir de la nation.

Les haines nationales sont alors éteintes. Le mélange encore perceptible des races, la prospérité croissante du pays par la culture, le commerce et l'industrie, et même la tension croissante des rapports de l'Église et de l'État, ainsi que la puissance ascendante des grands vassaux, acquièrent durant un certain temps, grâce à la main vigoureuse et régulatrice de la royauté, une direction heureuse pour le développement des forces de l'État. La reconnaissance de la liberté personnelle

maintenant comme *Rotuli parliamentorum ut et petitiones et placita in parlamento*, vol. I-VI et Index, 1832, in-folio, très riches depuis Édouard III.

4° Spécialement importantes sont les *citations* encore existantes pour les pairs et prélats de la Chambre haute et les writs aux shériffs pour convoquer les employés du comté et des villes, rassemblés dans sir W. Dugdale, *A perfect copy of all summons of the nobility to the great councils and parliaments of the realm from 49, Henri III, to his own times*, London, 1685, in-folio, et dans l'Appendice aux *Reports on the dignity of a Peer*, House of Lords, 1826. Ajoutez-y les *Writs parlementaires*, édit. Fr. Piagrove, 1827, in-folio.

5° La collection générale des diplômes officiels de Rymer, *Fœdera, Conventiones, litterae*, etc., new edit., 1816-1830. 3 vol. en 6 parties, qui s'étend jusqu'à 1391.

Parmi les *ouvrages juridiques* cités relativement à la période précédente, *Briton et Fleta* se rapportent au début de l'époque présente, ainsi que Horne, *Myrrour aux justices* (voyez Biener, *Trib. par jur. Angl.* II, 287, ff.). Les autorités spéciales pour la pratique juridique sont les « *yearbooks* », c'est à dire les collections des tribunaux royaux commençant à Édouard II.

Les tomes II et III de l'histoire juridique anglaise de Reeves, *History of the english law*, third edit., London 1845, se rapportent principalement à notre période. Coke, *Institutes*, t. II et Barrington, *Observations*, 1773, 4, donnent le commentaire des principales lois. Le *Lords report on the dignity of a Peer* de 1820 et S. First, Second, Third, Fourth report (imprimé en 1826, 2 vol. in-folio) renferme des renseignements fondamentaux importants pour l'histoire constitutionnelle de notre époque.

Parmi les *histoires générales* de l'Angleterre, voyez surtout Hallam, *View of state of Europe during the Middle Ages*, cap. VIII. Lappenberg-Pauli, *Histoire d'Angleterre*, (all.) t. III-V.

Quant aux monographies allemandes, il faut, également ici, citer avec éloges Biener, *le Jury anglais*, 1850, 1851, 1855, 3 vol. in-8°.

Macaulay, *Histoire*, reconnaît la paisible mais capitale importance de cette

dans la *Magna Charta* avait été bientôt suivie par la liberté politique, qui appelle, par la transformation des institutions communales, les classes moyennes de l'époque à participer au gouvernement du royaume. Cet esprit nouveau et national s'efforce non seulement d'agrandir et de compléter le domaine insulaire, mais se précipite même avec une force prépondérante sur la France déchirée par des dissensions intestines.

Un demi-siècle de défaillance et de luttes sous le gouvernement sans gloire de son père, avait convaincu Édouard I^{er}, que les demandes sans cesse renouvelées de la *Magna Charta*, l'esprit de résistance des barons, les empiétements de l'Église, avaient leur source dans la renaissance du sentiment populaire

cette période. (Macaulay, 4^e édit., London Longman, 1849, chap. 1, pag. 17.) « Quelque stérile et obscure que soit cette partie de nos annales, c'est là que nous devons chercher les origines de notre liberté, de notre prospérité et de notre gloire. Ce fut alors que le grand peuple de l'Angleterre se forma, que le caractère national commença à présenter ces particularités que depuis lors il a toujours conservées ; et que nos pères devinrent surtout insulaires. Insulaires non seulement par leur situation géographique, mais encore par leur politique, leurs sentiments et leurs mœurs. Alors apparut pour la première fois d'une manière distincte cette constitution qui a toujours depuis lors, au milieu de tous les changements, conservé son identité. Cette constitution dont toutes les autres constitutions libres du monde entier sont des copies, et qui, malgré quelques défauts, mérite d'être regardée comme la meilleure qui ait régi toute grande société qui ait jamais existé pendant plusieurs siècles. Ce fut alors que la Chambre des communes, l'archétype de toutes les assemblées représentatives que nous trouvons maintenant tant dans l'ancien que dans le nouveau monde, tint ses premières séances. Ce fut alors que le droit commun monta au rang d'une science et devint promptement un rival redoutable de la jurisprudence impériale. Ce fut alors que le courage de ces marins qui montaient les rudes barques des Cinque-Ports firent pour la première fois redouter sur les mers le pavillon de la Grande-Bretagne. Alors aussi furent fondés les plus anciens collèges qui aujourd'hui subsistent encore aux deux grands centres du savoir national. Alors fut formé « the langage », moins musical, il est vrai, que les langues du sud, mais inférieur seulement pour sa force, sa richesse, son aptitude pour toutes les plus hautes visées du poète, du philosophe et de l'orateur, à la langue de la Grèce. Alors aussi apparut la première et faible aurore de cette noble littérature, la plus splendide et la plus durable des nombreuses gloires de l'Angleterre. Quant aux « obscurités » supposées par Macaulay, l'étude des origines de cette vie politique répand déjà la lumière sur presque tous les points.

chez une nation redevenue unanime. Ce sentiment de l'unité nationale avait fait disparaître le principal obstacle qui avait rendu l'Angleterre, deux siècles durant, incapable de liberté politique. La *Magna Charta*, les nombreux principes d'administration de l'État qu'elle renfermait, les concessions accordées en fait à l'Église, l'importance croissante de la chevalerie dans les rapports des comtés, les prétentions des villes, avaient rendu impossible un gouvernement pareil à celui que les rois d'Angleterre avaient dirigé avec leur Échiquier et quelques conseillers leurs confidents. La véritable idée des rois Édouard I^{er} et Édouard III fut la réunion de ces éléments réfractaires en vue d'une activité propre au service de l'État, l'appel de leur peuple aux grands devoirs de l'État, tant l'intérieur qu'à l'extérieur.

Sous Édouard I^{er} nous voyons comme centre de l'administration publique, un *conseil d'État permanent*, « the continual council, » formé par les barons et prélats, qui dirigent dans des emplois constitutionnels, les plus hautes affaires de l'armée, de la justice et de l'Église. Il demeura sous le nom postérieur de « Privy council » durant des siècles entiers le centre constitutionnel du gouvernement du royaume.

Les longs efforts relatifs à la participation des classes propriétaires au gouvernement, se résument enfin, à faire entrer par la nomination du roi, un plus grand nombre de prélats et de barons dans le conseil permanent. Les évêques et un certain nombre d'abbés pour la partie ecclésiastique de l'État, les seigneurs des milices féodales, et d'autres éprouvés dans les commandements et l'administration des comtés, pour sa partie temporelle, s'ajoutent périodiquement au conseil d'État, et forment avec lui un *Magnum concilium* ou conseil du royaume, qui prend jusqu'à la fin de cette période, le caractère d'une représentation permanente et héréditaire de l'État.

Comme sphère plus étendue encore, on appelle au conseil du royaume des délégués des communautés, représentant les « *communitates*, » c'est à dire de comtés et de quelques villes qui leur étaient assimilées (sous le rapport de la justice, de la police et des impôts) afin de délibérer sur des aides extraordinaires,

bientôt aussi, en outre, « pour renforcer les lois, et remédier aux plaintes de la nation. » Durant le gouvernement d'Édouard III les communes paraissent avoir été constituées en assemblée séparée avec leur orateur particulier.

Ainsi se trouvait formé le cadre extérieur des chambres haute et basse, avec l'avis et l'assentiment desquelles la royauté, dans un cercle plus ou moins étendu, a formé la législation organique de cette époque comme « King in council » et « King in parliament. » Cette législation a placé la propriété et la fonction publique, la puissance sociale et le devoir public dans ces rapports harmoniques qui forment la base de la constitution parlementaire.

Cela eut lieu d'abord par l'introduction du service militaire. A côté du service féodal, qui ne repose que sur la grande propriété, l'ensemble des francs tenanciers est astreint à un service de milice *personnel*, proportionné à la propriété foncière et mobilière.

Les chevaliers, francs tenanciers, et bourgeois des villes sont obligés d'une manière encore plus rigoureuse au *service judiciaire* tel que l'époque l'a constitué dans le jury.

La lourde et fatigante *activité policière et inquisitoriale* des communes d'après le système normand se concentre davantage dans des fonctions particulières. Les plus hautes fonctions voient, depuis 1360, après de longs essais et de nombreuses expériences, créer la *charge de juge de paix*, qui détache des fonctions du shérif les attributions les plus importantes relatives à la police, et les transfère à des commissions de police administrative électives, composées de gentlemen et assistées de jurisconsultes. Les devoirs moins élevés des petites communes locales se consolident dans la charge communale des constables.

Pareillement dans les *villes* l'administration de la police et le service des jurés deviennent, à proprement parler, le cœur de la constitution urbaine.

Toutes ces modifications nécessitent une *législation très spécialisée*, surtout dans les domaines de la justice, de la police de

sûreté et de la police industrielle, qui ont un rapport direct avec ce développement de l'administration de l'État. Nulle autre partie de l'Europe n'a vu au moyen âge se formuler autant d'institutions positives que dans cette législation, pour laquelle aucune matière ne semble trop infime, ni trop élevée. La nation dut à la rigueur du régime normand ce précieux avantage : que les classes propriétaires s'accoutumèrent successivement à obéir aux ordres de l'État et à se prêter à son service militaire, juridique et de police. La grande propriété étant accoutumée, traditionnellement, durant plusieurs générations, à la prestation des impôts et des fonctions personnelles, il ne restait à la législation organique de cette époque, qu'à transformer ces prestations selon les besoins du temps et à les répartir plus également.

Grâce à leur activité particulière, les circonscriptions et les villes acquièrent leur propre indépendance à côté des seigneurs et des prélats. L'égalité de prestation s'étendant par toute la nation, leur donne le sentiment toujours croissant de droits égaux et communs. Durant deux siècles la chambre des communes acquiert *progressivement son égalité avec la chambre haute, et avec celle-ci les droits parlementaires fondamentaux.*

C'est ainsi que cette époque du développement de la liberté politique est devenue également celle de la formation du caractère national de l'Angleterre, de sa constitution politique et judiciaire, de son droit privé commun, de ses universités et de sa langue.

SECTION PREMIÈRE

VIE PUBLIQUE INTERNE DE L'ÉTAT

L'administration communale de cette époque paraît être la consolidation des réformes commencées depuis Henri II. Dans l'organisation de l'armée, les milices féodales et celles des comtés engendrent de nouvelles armées. Dans l'organisation judiciaire, le jury se régularise pour les affaires civiles et criminelles,

sous la direction plus unitaire des juges royaux. La police subit les plus importantes réformes, surtout par suite de la naissance de la fonction de juge de paix, qui réagit aussi sur les constitutions urbaines. Les besoins croissants des grandes unions communales développent pour elles un système d'impositions. Mais vis-à-vis de tous ces progrès se trouve l'ancienne constitution de l'Église, extérieurement encore immuable, intérieurement déjà ébranlée par les précurseurs de la réforme.

I

L'ARMÉE

La constitution militaire est maintenant complexe. La milice des comtés revenue à la vie depuis Henri II est l'organisation progressive, la milice féodale, l'organisation en décadence. En temps opportun il se forme une heureuse combinaison des deux éléments. De là naissent lors des grandes luttes avec la France, les armées mixtes, qui longtemps établirent et maintinrent en Europe la renommée militaire de l'Angleterre.

§ 1^{er}. — MILICES DES COMTÉS

La milice du comté (1) reçoit sous le gouvernement belli-

(1) *Le système des milices anglaises présente en réalité et dans ses dénominations encore beaucoup d'analogie avec un système militaire germanique dans sa transformation en landwehr, « wacta and warda, watch and ward. » En Angleterre, c'est l'élément progressif. Le réveil de l'esprit guerrier dans la population saxonne est rattaché par Palgrave (*Anglo-Saxons*, I, 301, 305) au frottement et au contact avec les Normands, qui apprirent au paysan saxon à manier l'arbalète; les croisades cependant exercèrent encore une action plus marquée. Les constables des milices des comtés se montrent occasionnellement déjà sous Jean et Henri III; quant aux prévôts locaux, la dénomination de (petty) constables ne devient, il est vrai, la règle que depuis Édouard III. Les degrés plus précis du devoir de s'armer sont dans le statut de Winchester les suivants : « Chaque possesseur de biens de campagne d'une valeur annuelle de 15 liv. sterl. de revenu, ou de 40 marcs de fortune mobilière, doit avoir une cuirasse, un casque en fer, un glaive, une dague et un cheval; ceux qui ont de 10 à 15 liv. sterl., les mêmes objets sans un cheval; les personnes ayant de 5 à 10 livres, une casaque remboursée, un*

queux d'Édouard I^{er} une nouvelle organisation. Avec l'assentiment du parlement le stat. Winchester, 13. Edw. I. cap. 6, déclare les hommes libres capables de porter les armes, « *liberi homines* » de 15 à 60 ans, soumis au service militaire et au devoir de s'armer. On forme des catégories comparables aux centuries romaines. Il y en a 5 degrés depuis 15, 10, 5, 2 jusqu'à 5 et moins de 2 livres d'argent, ce qui évalué en rentes

glaive et une dague; de 10 à 100 schellings, un glaive, un arc, des flèches et une dague; au dessous de 10 schellings en terre, un sabre, une pique, un poignard et d'autres petites armes; les personnes enfin ayant au dessous de 20 marcs de fortune mobilière des armes analogues. Deux fois par an doit avoir lieu une inspection des armes par deux constables de chaque centurie, qui doivent indiquer aux commissaires royaux les omissions. » Ce statut subsista jusqu'au règne de Philippe et de Marie.

Le statut de Winchester n'est généralement regardé que comme une ordonnance de police. Mais l'habitude à la rude discipline de l'ordre féodal normand, les croisades et les guerres avec la France donnèrent à toute l'institution un caractère qui alors était tout aussi militaire que policier. Les armées si particulièrement solides en France, la renommée européenne des archers, les grandes masses de troupes qui, dans les *guerres des deux roses*, semblaient pour ainsi dire surgir du sol, supposent un système de milice très vivace; seulement la division locale était fort inégale et dépendait des circonstances. L'obligation des villages de conserver de petits approvisionnement d'armes existait également encore au seizième siècle (voyez, par exemple, T. Smith, *Parish*, pag. 522, 523). Chaque village doit avoir son lieu de tir, et s'exercer activement le dimanche, aux époques propices, à manier la pique. C'est la matière d'un article régulier pour la visite du shériff (*Lambard, Eirenarchie*, pag. 481). Lors d'incursions menaçantes, on pouvait également essayer de rassembler des armées entièrement composées des milices du comté. L'on voit par exemple chaque paroisse invitée « à fournir un fantassin armé et équipé pour un service de soixante jours. » Ou bien le prévôt et les quatre juges doivent répondre d'un homme d'armes (*man at arms*). La position du shériff pouvait, elle aussi, conduire souvent à une confusion du service de la milice et du service féodal. L'arbitraire qui en résultait menait on le conçoit, aux résolutions parlementaires citées plus haut. Sir Robert Cotton a autrefois réuni dans un rapport officiel les différentes manières suivant lesquelles on réunissait les troupes dans cette période de transition (Manuscrit dans la bibl. Cotton, Julius f. 6). Sous Henri III, toute terre à deux charrues devait fournir un homme pour le service durant quarante jours, et son entretien aux frais de la localité (Dors., *Claus. 14. Henr. III*). L'année suivante, les hommes, depuis le fief de chevalier jusqu'à 20 schellings de revenus, recevoient l'ordre de se munir aux dépens du comté de munitions et de vivres pour quarante jours (Dors., *Claus. 15. H. III, m. 8*). Dans 27 H. III,

foncières revient à peu près à 1,200 francs, 800 francs, 400 francs, 120 à 400 francs, et au dessous de 120 francs. A côté des deux premières classes, se trouve un revenu mobilier de 2,240 francs et 1,120 francs. Pour atteindre la valeur actuelle de l'argent, il faut toujours forcer de cinq à dix fois ces chiffres. La première classe doit être armée de la cuirasse, du bouclier, du glaive, de la dague et avoir un cheval, et l'on ne saurait méconnaître qu'elle renferme les anciennes milices féodales; car à la fin de la période normande, on calculait qu'un fief de chevalier rapportait annuellement, précisément 15 livres d'argent. Mais la nouvelle classification d'après la fortune pécuniaire, plaçait à des rangs proportionnés les possesseurs de fiefs de chevalier, les

on exige un service semblable pour la campagne en Gascogne (*Rot. Vase. 27. H. III.*). — Sous Édouard I^{er}, nous trouvons des levées répétées des vassaux de la couronne; dans la loi 1 d'Édouard I^{er}, levée des hommes pesamment armés, les vivres à charge du comté; dans 4 Édouard I^{er}, un homme de chaque localité et des munitions pour sept semaines (*Rot. Scacc. I. Ed. II, dorso*). Dans la loi 12 Édouard II, le duc de Lancastre doit fournir de sa terre 2,000 hommes de pied, et il en est de même d'autres nobles; les villes et localités doivent fournir un nombre déterminé d'hommes pour quarante jours avec armement à leurs frais, Londres cinq cents hommes « sumptibus propriis (*Claus. et Pat. 12. Ed. II*). Dans 13 Édouard II, appel de la chevalerie (*Ibid. 13 Ed. II*). Dans 15 Édouard II, les terres de 40 liv. st. prestant le service à leurs frais, chaque localité donne un homme pour quarante jours et à ses propres frais, ce que le comté de Bucks rachète moyennant 600 marcs (*Rot. Claus. 15. Ed. II*). Dans la loi 18 Édouard II et 8 Édouard III, levée de la chevalerie. Dans la loi 10 Édouard III, levée de la chevalerie et d'un nombre déterminé de cavaliers dans les comtés avec fixation d'une dispense d'après une taxe fixée (*Rot. Scacc. 10. Ed. III*). Dans 11 Édouard III, levée des vassaux féodaux et des troupes des villes et localités de la 16^e à la 40^e année; les incapables et les personnes trop âgées doivent contribuer aux frais (*Vase. 11. Ed. III et Rot. 13. Ed. III*). Les remontrances du parlement à cet égard sont rejetées. Dans la loi 16 d'Édouard III, levée spéciale de différentes compagnies féodales (*Rot. Franc. 16. Ed. III*). Chaque homme possédant des terres de 5 liv. st. doit fournir au roi un archer (*Rot. Franc. 17. Ed. III*). Dans 20 Édouard III, levée des villes et localités (*Rot. Franc. 20. Ed. III*). Dans les lois 24 et 25 Édouard III, Londres fournit trois cents archers. — Puis est publiée la résolution parlementaire 25 Édouard III. Après cette année la levée des troupes de guerre a lieu le plus souvent par convention avec des lords et des chevaliers qui subsistent encore dans les archives depuis lors jusqu'à Édouard IV (voyez Grote, *Military antiquities*, 1812, t. I^{er}, pag. 71-74).

bourgeois, les cultivateurs libres, les propriétaires de maison, etc., ainsi que les riches hommes libres des villes (*freemen*) sans tenir aucun compte de la propriété foncière. Les bourgeois et les petits francs-tenanciers des classes inférieures doivent être munis de pourpoints, de casques et de la lance. A côté de cela persistent les préceptes plus spéciaux de « l'Assise of arms » de Henri II. Le roi a donc le droit de désigner, par des commissaires spéciaux, les personnes soumises au devoir du service militaire, de les taxer à prix d'argent, de les punir d'amende en cas de désobéissance. Dans chaque centurie on doit nommer un constable (*chief constable*); les anciennes « *decuries et villatae* » voient le prévôt local le plus souvent nommé constable (*Petty constable*); il obtient ainsi un nouvel emploi dans la milice. Une inspection d'armes, *view of armour*, (rassemblement des compagnies) doit avoir lieu deux fois par an. Pour ce qui regarde la paix publique, ces hommes sont aux ordres du shériff. Mais lorsqu'il y a imminence de guerre, le roi envoie des personnes exercées dans l'art militaire en qualité de commissaires pour mettre la milice de la circonscription « sur pied de guerre. » Sous Édouard I^{er} et Édouard II, nous trouvons plusieurs ordonnances semblables, portant l'ordre de faire connaître à toutes les personnes ayant une fortune suffisante de se tenir prêtes, à la disposition du roi aussi souvent qu'il les appellera. On distribue des commissions pour réunir dans les différents comtés « un certain nombre de chevaux et de fantassins pour le service de la couronne. » La résistance du parlement empêcha leur emploi à la guerre extérieure. Selon la loi I Édouard III, st. 2. c. 5 et 7, personne ne doit dorénavant être obligé, de s'armer autrement qu'il ne l'était au temps des rois précédents de l'Angleterre, et personne ne doit être obligé de sortir de son comté, sauf en cas de nécessité, ou lorsque l'étranger envahit soudainement le royaume. Alors même cela doit avoir lieu selon la coutume et pour la défense du royaume. D'après 25. Édouard III, st. 5 c. 8. personne ne doit être obligé à fournir des hommes armés, *Hoblers* (de la cavalerie légère) ou des archers, autrement que s'il y est astreint par

sa propriété, et personne ne saurait être contraint à sortir du royaume en quelque cas que ce puisse être, ni de son comté sauf en cas de pressante nécessité, sans le consentement du parlement. Le service régulier était ainsi restreint au comté et à la défense du pays, tout autre emploi dépendait de l'assentiment du parlement. Les deux statuts furent ensuite confirmés par la loi *Henr. IV*, c. 15, et en particulier par la *Commission of Array*, rédigée de manière à prévenir l'introduction de nouveaux articles de péualité. Dans la plupart des parties du pays, cette milice pouvait dans son ensemble paraître assez peu guerrière, mais dans beaucoup de circonscriptions elle était une merveilleuse école d'excellents fantassins et archers, qui ne trouvaient pas d'égaux sur le continent.

§ 2. — MILICES FÉODALES

Les *antiques milices féodales* s'étaient déjà, durant la période précédente, relâchées de la rigueur de l'ordonnance normande. La situation que nous trouvons sur le continent — des centaines de seigneurs terriens ayant droit de guerre, possédant des villes fortifiées, d'innombrables châteaux forts, faisant fréquemment de petites campagnes, de petits sièges — n'existe pas en Angleterre. Les châteaux et les villes fortifiés sont aux mains de la royauté ou soumis à sa domination. Résister à la conquête normande était sans objet depuis l'unification des races et la *Magna Charta*. Après que le danger des incursions danoises eut disparu, une armée défensive permanente ne sembla plus nécessaire que pour quelques provinces frontières, qui gardent pour ce motif une organisation militaire différente. Le rassemblement général des milices féodales, ne parut plus dès lors, même dans l'opinion commune, qu'une simple revue. Mais les grands barons gardèrent, sans changement, leurs vieilles inclinations guerrières, tandis que les petits vassaux de la couronne et les arrière-vassaux, se divisant entre les diverses sphères d'action, se livrent selon leur goût soit à l'agriculture, soit au service militaire à prix d'argent, soit à celui de l'État,

bientôt très honoré. Une caractéristique suffisante de ce mouvement, c'est la reproduction constante depuis Henri II des mesures de coaction, pour rappeler l'obligation de se faire recevoir chevalier. Les mêmes motifs qui avaient amené la ruine de l'organisation militaire à la fin de la période anglo-saxonne, reprennent leur force. Il semble dès l'origine qu'une représentation, un remplacement dans le service féodal fût avec la permission du généralissime, assez fréquente. Depuis Henri II, prit naissance en de grandes proportions le système d'exonération à prix d'argent du service militaire personnel au moyen d'un impôt « scutagium. » A l'origine, on estime à 3 livres d'argent le service annuel de quarante jours de l'individu ; mais les impositions varient entre 1, 2, 3 livres sterling. 1, 2, 3 marcs d'argent, probablement en tenant compte de l'importance de la campagne, des besoins d'argent de l'époque, et de la situation des forces de la royauté. Par suite de cet arbitraire, l'ensemble des vassaux de la couronne s'unit pour demander que l'évaluation de cet impôt ait lieu de commun accord avec un parlement. Depuis la *Magna Charta* cette demande est courageusement et unanimement maintenue, sous Henri III elle est réalisée en fait, sous Édouard I^{er}, II et III, reconnue en droit. L'acquittement à prix d'argent devient alors la règle, depuis Édouard II les « scutagia » se réunissent aux impôts fonciers généraux ; sous Édouard III enfin ils s'unissent de plus en plus intimement à l'ensemble des impositions directes.

Mais le principe de l'obligation du propriétaire féodal au service militaire personnel ne fut pas abrogé pour cela, d'autant plus que le service de la milice à dater d'Édouard III fut expressément restreint au service à l'intérieur du royaume, tandis que le service féodal s'étendait, dès l'origine « intra et extra universum regnum. » Dans les guerres avec l'Écosse parfois encore on voit des fractions de milices féodales prendre comme telles une part active à la lutte. Le système de rachat ne détruit ni les inclinations guerrières, ni l'expérience des armes de la grande propriété foncière. Seulement une division du travail se présente, le service de la cavalerie lourdement

armée devient particulièrement le partage de ceux qui en ont la vocation et le goût ainsi que de jeunes cadets qui servent contre paiement d'une rémunération solde, pour laquelle les fiefs de chevaliers paient alors en première ligne des prestations proportionnées. Cette division conduit d'abord surtout à l'augmentation de la puissance des grands barons. L'état florissant du royaume avait augmenté extraordinairement la richesse de la grande propriété, ainsi que le montant de ses revenus annuels. La partie des petits vassaux et des cadets, que leur goût entraînait vers le service militaire, se rassembla encore une fois autour des petites cours de comtes et grands barons et leur forma une suite (retinue). Les premiers grades de la hiérarchie militaire celui de page (varlet), d'écuyer (esquire) s'y acquerraient au service volontaire par la participation à la table du seigneur. L'ancien système du *comitatus* reparut sous une nouvelle forme. Des arrière-vassaux et d'autres chevaliers sans propriétés, puis des fermiers et des gens de service, forment des troupes permanentes aguerries aux couleurs et sous les enseignes d'un seigneur foncier (liveries), leur union entre eux et avec le seigneur, pour être purement personnelle, n'en était pas moins intime. Depuis le commencement des guerres avec la France, ils y étaient attirés encore par l'espérance des richesses et de grands honneurs, indépendamment de la possession d'un fief héréditaire de chevalier.

NOTE SUR LA POSITION MILITAIRE DES MILICES FÉODALES.

La position militaire des milices fédérées est, à cette époque, une composition mixte. On ne peut la reconnaître que partiellement dans les lois, et le plus souvent on ne peut la déduire que de la combinaison de notices accidentelles et du cours postérieur des choses.

L'armée féodale a toujours été très défectueuse au point de vue de la tactique. Les progrès encore peu marqués des armes de jet donnaient à l'armement une direction exclusive qui le portait à augmenter la force de l'armure, ce qui persista malgré toutes les expériences des croisades et en vint au

point de ressembler à une caricature. Le roi Jacques pouvait sans injustice dire en manière d'éloge de l'armure, « que non seulement elle protégeait celui qui la portait, mais qu'encore elle l'empêchait de faire du mal à d'autres. » Pendant longtemps les combats de chevalerie se réduisaient principalement à démonter son adversaire et à le rançonner. Quand le seigneur foncier conduisit lui-même ses arrière-vassaux, on trouve une troupe manquant d'homogénéité qui ne peut pas s'organiser en masse consistante ; manque d'obéissance et de précision vis-à-vis de la direction suprême et souvent même de discipline. La perspective des distinctions personnelles faisait défaut, par suite de la difficulté d'atteindre à une position supérieure. La durée préfixée du service féodal suffisait, à elle seule, à rendre cette armée insuffisante pour de longues luttes. Ces défauts étaient compensés sur le continent, parce que les adversaires en souffraient chacun également. Les mœurs germaniques avaient, par leurs rapports avec la propriété chez ces races établies sur un territoire fixe et à moitié civilisées, contribué à répandre également l'organisation féodale parmi tout l'« orbis terrarum » de cette époque. Malgré tous ces défauts, la supériorité de la chevalerie pesamment armée sur les antiques masses de manants alors tout à fait indisciplinés et mal armés, demeurait incontestable. L'attaque de la chevalerie était encore toujours irrésistible, lorsqu'une nouvelle organisation tactique de l'infanterie ne venait pas s'y opposer. Sur le continent ce fut le résultat d'un nouveau système de phalange inauguré dans les luttes fameuses des Suisses contre l'Autriche et la Bourgogne. En Angleterre, ce fut la suite de la création d'une infanterie légère, qui, rangée en quelques divisions, arrêtait momentanément par des palissades l'assaut de la chevalerie, exerçait par la perfection de son tir à l'arc, comparable à une grêle serrée, une action meurtrière contre les gens pesamment armés eux-mêmes, et ensuite se précipitait avec la rapidité de la flèche dans les trouées. La coexistence des milices féodales et des comtés permit aux Anglais d'unir les forces de l'ancien et du nouveau système, et d'emprunter à la chevalerie et à l'infanterie, pour les guerres extérieures, les éléments les plus vigoureux, les plus belliqueux et les plus exercés. Les suites des grands barons permirent d'organiser la lourde chevalerie, non pas seulement pour un exercice permanent, mais aussi pour une habitude de concours conforme aux principes de la tactique, de telle manière que, malgré son infériorité numérique, la chevalerie anglaise égalait les lourdes masses de la chevalerie française. Malgré la décadence du lien féodal territorial, la noblesse anglaise conserva dans ces luttes toute sa bravoure et toute son énergie et gagna ainsi une très haute idée de son rang. Tandis que les liens des arrière-vassaux, vis-à-vis de leurs suzerains se relâchent, les prétentions d'une chevalerie professionnelle s'élèvent jusqu'à tenter de former une classe de naissance. L'organisation de la chevalerie, les pages, écuyers et chevaliers est en ce moment parvenue à sa plus grande splendeur sociale. L'écuyer place ses armes sur son casque et son bouclier, il porte le glaive avec la conscience d'un rang militaire plus élevé, avant même d'avoir reçu l'accolade de chevalier, les éperons d'or et le baudrier. Cette période est précisément celle

où fleurissent les cours de chevalerie (court of chivalry), celle où la dignité féodale du banneret paraît devenir un degré intermédiaire entre la position du grand baron féodal et celle du chevalier. A la cour du roi elle-même, depuis le règne de Richard Cœur-de-Lion, la garde noble des « Serjeant at arms » (13 Ric. II, st. 1, c. 6) devient un honneur chevaleresque très considéré. Il semblait que précisément à cette époque où préludait en Angleterre la constitution parlementaire, une caste guerrière privilégiée devait constituer une armée permanente fort étrangère au peuple et soumise à un droit spécial. Après les luttes intestines sous Richard II, les rois aperçurent parfaitement le danger dont les menaçaient ces troupes aux livrées et aux armes seigneuriales. Henri IV les interdit, et Northumberland fut puni de ce chef par le parlement (1402). Mais les guerres avec la France et l'organisation des condottieri firent nécessairement revivre ce système, qui se représente bientôt dans la floraison la plus complète, jusqu'à ce que à la fin de la période les luttes intestines mènent à la suppression violente.

Considérés dans leur ensemble, les rapports militaires des diverses espèces de troupes, sur lesquels je reviendrai dans le paragraphe prochain, étalent dans notre période les suivants :

1° La *chevalerie* embrasse d'abord les hommes pesamment armés, les vrais chevaliers, la plupart sous le nom de knights ; l'ensemble sous le nom général de « men at arms », comprend aussi les esquires et autres francs tenanciers qui sont montés et lourdement armés (servientes). Leur armement semble en somme être le même, sans une distinction rigoureusement pédantesque des différentes parties d'armures d'après le rang, comme en France. Comme cavalerie légère, nous voyons depuis Édouard II, les hobylers, ainsi nommés de leurs petits chevaux destinés aux reconnaissances et aux escarmouches. Dans les guerres avec la France on y joint de nombreux archers à cheval. La grosse cavalerie est encore toujours divisée en petites « constabulariae » d'environ vingt-cinq à trente hommes. (Voyez un writ 18 Ed. III : « Ita quod omnes armis sufficientibus muniti videlicet equites in constabulariis, et pedites in centenis et vintenis-arraiati, prompti sint et parati. » Rymer, IV, pag. 78). C'était l'office du « marshal » de répartir en semblables divisions les soldats (men at arms) affluant des différents manoirs ;

2° L'*infanterie* forme des compagnies de cent hommes sous des constables ou centeniers, et se divise en piquiers et en halbardiers, hommes armés de hache de combat ; en arquebusiers (cross-bowmen) et en archers (long-bowmen). L'exercice de l'arc était la spécialité de l'infanterie anglaise. Les pièces de l'armure de la milice du comté, surtout le casque de fer et le pourpoint de cuir ou de toile bien rembourré, sont conservés avec intelligence et vigueur.

§ 3. — LES ARMÉES OFFENSIVES

La composition d'une armée pour le service à l'extérieur (1) en résultait d'autant plus aisément, que sous les trois Édouard, la constitution parlementaire vint de nouveau permettre de disposer de beaucoup plus d'argent que sur le continent. Des armées nombreuses de chevaliers et de gens armés à la légère se composaient ainsi plus facilement grâce à l'abondance du choix, et s'organisaient mieux au point de vue de la tactique.

(1) *La composition des armées pour le service à l'étranger* est donnée souvent différemment par les historiens contemporains, ce qui s'explique déjà d'une manière satisfaisante suivant qu'ils comptent ou ne comptent pas les serviteurs et les valets des cavaliers. Les sources donnent néanmoins approximativement le système. Ainsi l'embarquement de l'an 1346 comprend : 2,500 chevaliers et 30,000 serviteurs et fantassins (Villani, pag. 943), devant Calais : 13 comtes, 44 barons et bannerets, 1,046 chevaliers, 4,022 écuyers, constables, centeniers, 5,104 vingeniers et archers montés, 19,954 fantassins et Gallois. (Archæol. Brit. VI, 213, Paull, V, 637.) Lors de la levée sous Henri V, le duc doit comparaitre avec 50 chevaux, le comte 25, le baron 16, le chevalier 6, l'écuyer 4, l'archer avec un cheval. (Rymer, 227. s.) L'embarquement de 1415 : 6,000 lances de chevalier, 23,000 archers, 1,000 mineurs et canonniers. (Rymer, 298.) D'après des données postérieures sur le sol français : 900 lances de chevalier et 3,000 archers ; d'après Monstrelet : 2,000 lances de chevalier et 13,000 archers. (Paull, V, 111.) Les masses refluant du sol français et les milices du comté rendirent possible la présence à la bataille de Towton (1461), du côté des Lancastre, de 60,000 hommes, et de celui des York, de 48,660. Cependant il fut, dès la levée de 1433, assez difficile de réunir 13,000 archers. La composition des troupes dans le grand contrat d'entreprise (chez Rymer, pag. 392), est de : 6 bannerets, 34 chevaliers, ensemble 600 hommes armés et 1,700 archers ; le banneret à 4 sch., le chevalier à 2 sch., l'homme armé à 1 sch., l'archer à 6 p. D'après d'anciennes données, chez Brady, *Histoire*, II, app., pag. 86 : le baron et banneret 4 sch., le chevalier 1 sch., l'archer à cheval 6 p., l'archer à pied 3 p. (a. 1346). Les artilleurs sont plus payés que les hommes armés. Sir William Willoughby fournit pour la campagne contre l'Écosse (2 Henri IV) : 3 chevaliers, 27 hommes d'armes (men at arms), 169 archers. D'après la loi 19 Henri IV, l'armée comptait en France 800 lances à cheval avec les archers qui y correspondent, et 800 chevaliers à pied avec 2,200 archers ; les troupes montées pour le service de campagne, celles non montées pour le service de garnison. (Nicolas, IV, pag. xc.) Une compilation de contrats d'engagements, chez Mackintosh, *History*, II, app., donne, à la fin du moyen âge, les rapports suivants entre les gentlemen pesamment

Déjà sous Édouard I^{er}, les rôles montrent qu'en règle générale le nombre des gens armés à la légère était de cinq à huit fois plus grand que celui des gens armés de toutes pièces. La masse de la cavalerie consistait encore dans la noblesse féodale et sa

armés (men at arms) les lances (lances, autres hommes pesamment armés) et les archers montés et non montés :

	Men at arms.	Lances.	Archers montés.	Archers non montés.
Lord Latymer fournit	3	10	2	6
— Powys —	1	60	»	»
— Barnes —	2	6	4	7
— Grey —	9	10	25	60
— Devon —	6	2	25	66
— Scoop of Bolton fournit . .	3	11	10	10
— Scoop of Upsal — . .	1	»	15	15
— Surrey — . .	5	12	20	24
— Audeley — . .	3	20	11	20
— Straunge — . .	10	5	24	249
— Welles — . .	3	20	15	45
Thomas Bryan esq. fournit . .	»	1	4	14
13 autres chevaliers fournissent.	26	64	190	439
Total . . .	72	225	345	970

Les « men at arms » sont des gentiemen (propriétaires de biens de chevaliers ou leurs fils) qui, d'après l'ancienne coutume, conduisent encore avec eux leurs écuyers et leurs pages; les lances servent comme grosse cavalerie de leur personne seulement, et n'ont généralement que la demi-solde, pas beaucoup plus que l'archer. Dans les protocoles du conseil d'État sous Henri V et Henri VI, la composition des petites divisions destinées au service de campagne et de garnison, changea naturellement d'après les besoins. Partout néanmoins le fantassin, que les milices féodales ne savaient employer que comme valet, nous apparaît comme une force militaire séparée et le rapport des hommes pesamment et légèrement armés, du cavalier et du fantassin, n'est plus celui du maître au serviteur, mais de l'officier au soldat. C'est là une circonstance qui exerça, par ses relations avec la constitution des jnrys, une action remarquable et significative sur les rapports de classe. Les nombreuses fluctuations, dans les indications de cette époque, reposent sur le mélange des droits honorifiques de la propriété avec ceux du service militaire dans cette mixture du service féodal et de celui des milices du comté. A la même époque, à laquelle sur le continent l'antique fonction féodale et militaire se transformait en une position héréditaire, se formait en Angleterre par suite de cette constitution militaire mixte, la gentry d'aujourd'hui.

suite. Les grands barons nous apparaissent souvent encore accompagnés d'un grand nombre de cavaliers et de chevaux, sous leur propre bannière; le simple chevalier (knight bachelor) avec ses écuyers et sa suite à cheval pouvait avoir une banderolle. La grande majorité des gens pesamment armés, se composait d'esquires, d'écuyers, des fermiers montés et des gens de service; la majeure partie de l'infanterie et des archers étaient armés, d'après le système des milices des comtés, du casque, d'un pourpoint rembourré, et de la lance. Parmi eux il y a également, en règle générale, des Gallois, des troupes soudoyées, avec une sorte d'uniforme (*in una secta vestiendis* Rymer II. 995), une extension du système des rois normands, qui de tous temps avaient eu des troupes auxiliaires de garnison et de soudoyers. Comme nouveaux éléments nous voyons apparaître des compagnies d'ouvriers, de mineurs et de canoniers.

Depuis que la résolution du parlement (25 Edw. III) avait défendu l'emploi à l'extérieur des milices du comté, on trouva plus avantageux de se procurer pour les guerres extérieures des troupes en partie par voie de commissions pour l'enrôlement de volontaires dans les comtés, en partie par des contrats d'entreprise. Le roi traitait avec un seigneur respecté comme condottière de la fourniture d'une plus ou moins grande troupe avec solde pour hommes, chevaux, armement et armes. Les cadres existaient déjà dans les suites des grands barons; il s'y joignait alors volontairement des gentlemen désireux de combattre et des fermiers; les plus belliqueux et les plus solides éléments de la milice du comté. L'histoire des guerres en France montre que la meilleure tactique, la mobilité, la discipline et la supériorité d'armement de ces masses a vaincu la pesante armée féodale de France. Les approvisionnements militaires nécessaires étaient depuis Henri III réunis dans la Tour de Londres sous l'administration d'un *ballistarius*. Durant cette période nous voyons paraître un « *attiliator ballistarum* » pour approvisionnements militaires et armures des soldats, un « *galeator, armourer, boweyer, fletcher,* » qui sont ensuite

au quinzième siècle réunis sous le « Master of the ordinance. »

La milice du comté rassemblait dans les moments pacifiques les hommes tant légèrement que pesamment armés ; de même sur le sol français ces deux classes acquéraient une égale renommée belliqueuse. De là une fusion qui correspondait aux rapports de propriété et aux inclinations du peuple, tout en agissant favorablement sur son éducation militaire. Dès la fin de cette période, à la vérité, dans la guerre des deux Roses, l'ancienne gloire des archers commence à pâlir devant l'action plus énergique de l'artillerie. La coexistence des milices féodales et des comtés a également exercé une action durable sur les rapports de race. La dignité de chevalier n'était depuis longtemps déjà plus recherchée, que par une partie des propriétaires de fiefs de chevalier, et s'étendit d'autre part comme dignité concédée à titre de récompense par la royauté, également sur d'autres personnes. Les écuyers, centeniers, et constables de l'armée de campagne et des milices des comtés, formaient des degrés qui entretenaient chez les francs tenanciers avec l'exercice des armes, aussi le sentiment complet de l'honneur militaire. La coexistence nécessaire des plus hautes dignités militaires avec certaines portions du territoire déterminées, ne put bien se formuler en Angleterre dans ces circonstances, et moins encore acquérir de durée.

II

LA JUSTICE

La Constitution juridique a depuis la MAGNA CHARTA pris une direction nouvelle bien déterminée. L'époque où l'administration de la justice pouvait être regardée comme le domaine d'un fermier général qui en retirait les émoluments est maintenant passée. L'expression nouvelle de l'esprit public se manifeste dans le traité de droit de Bracton, qui place toujours en première ligne le devoir du roi de rendre la justice.

Une bonne justice, une application réelle de l'assurance de la *Magna Charta*, « nulli negabimus, nulli vendemus justitiam vel rectum, » n'était possible que par une séparation progressive de la justice d'avec les fonctions de shérif. Le mode employé longtemps à cet effet, et qui consistait à faire traiter les plus importantes affaires ressortissant de la compétence des shérifs, au moyen de commissaires ambulants pour les affaires financières, militaires et judiciaires, ne pouvait cependant être qu'une mesure transitoire.

La situation juridique exigeait indubitablement des *collèges judiciaires permanents* qui depuis l'époque de Henri III semblent composés d'une manière un peu plus stable : une *court of exchequer* pour les affaires de l'échiquier qui devaient être traitées suivant la procédure judiciaire ; une *court of common pleas* pour les procès civils ordinaires entre particuliers ; une *court of kings bench* pour les affaires de suprême justice et criminelles encore réservées personnellement au roi. Les motifs, qui dès la période précédente rendaient impossible le jugement par les pairs, persistent et continuent à se développer ; ils nécessitent de plus en plus le complet abandon à l'État du soin de formuler le droit. Comme l'arbitraire administratif devait cesser, des tribunaux royaux pouvaient devenir les seuls organes créateurs du droit commun. *Le droit commun repose dans le cœur des juges des cours du droit commun.* La loi est faite par les juges *judge-made-law*, dès le commencement de cette période, et son importance est si nettement marquée, que l'autorité des compilations privées se trouve bientôt anéantie et qu'au contraire les collections d'arrêts, *yearbooks*, deviennent la source vivante du droit.

Le développement à cette époque consiste 1° dans la consolidation des tribunaux royaux et des juges ambulants ; 2° dans celle des jurés ; 3° dans le règlement légal de leur service ; 4° ce qui naturellement remet visiblement à l'arrière-plan les shérifs, les anciens tribunaux des comtés et les tribunaux locaux.

La centralisation de la justice nécessite d'abord l'union intime

du personnel et des affaires des juges royaux avec les comtés (1). Les juges ambulants ordinaires, « justitiiarii errantes, » avançaient avec tant de lenteur que leur tournée était regardée comme un cycle de sept ans (Coke, *Litt.* 295). Les justiciers délégués pour les assises (assise) et d'autres buts spéciaux ne formaient encore ni un tout régulier, ni la représentation de la cour elle-même. Il fut dès lors nécessaire d'appointer les nombreuses commissions déléguées par les assises pour la preuve à Londres. Les quatre chevaliers nommés par le shérif et les douze jurés désignés par ceux-ci devaient, après avoir pris connaissance du « writ of assise » pour chaque procès en particulier, comparaître dans le délai voulu à Westminster.

(1) La consolidation des tribunaux royaux, des juges ambulants, et l'importance de l'élément des fonctionnaires, pour l'unité du développement du droit, sont estimées judicieusement dans Hallam, *Middle ages*, II, c. 8. *Const. History*, I, pag. 9 « C'est à l'institution des juges ambulants que nous devons l'uniformité de notre loi commune qui, sans cette institution, aurait été, comme celle de France, morcelée en une multitude de coutumes locales. — Outre cette tendance à la fusion, ils étaient un contre-poids à l'égard des liens féodaux et des liens de race (clans), familiarisaient les habitants du pays avec la capitale, habitaient le peuple à la marche ordinaire du gouvernement, et diminuaient les sentiments d'un patriotisme et d'une haine provinciale. » — Le procédé de développement qui, sur le continent, procède en même temps, par la réception des droits étrangers et la translation de la solution du point de droit au juge, n'agit que très lentement en Angleterre. L'antique conception du « *judicium parium* », reconnue par la *Magna Charta* comme un droit constitutionnel, s'opposait toujours encore à une action plus prompte.

1. Dans la justice civile la réforme fut amenée en pratique par les plaintes, qui se rattachaient à l'apparition des commissions testimoniales devant la cour centrale. Afin de subvenir aux retards et aux frais qui en résultaient, la *Magna Charta* promet qu'au contraire les magistrats viendront dans le comté. Les procédures spéciales pour les affaires possessoires ou héréditaires courantes (*writs of novel disseisin, of mort d'ancestor, of darreine presentment*) doivent être terminées de la manière suivante : Chaque année deux juges royaux sont envoyés quatre fois dans chaque comté; ils y tiennent avec quatre chevaliers élus les assises. Lorsque, nécessairement, la cause ne peut pas être terminée au jour fixé, ils continuent à la traiter avec un moindre comité de chevaliers et d'hommes libres, et décident de l'affaire (art. 22, 23).

Pratiquement, ceci se montra inapplicable. D'après la Charte de 1217, les juges doivent une fois par an faire leur tournée et réserver les cas les plus difficiles à la cour. Vient ensuite le statut de Westminster II, qui établit

Après une tentative intermédiaire de la *Magna Charta* vient l'organisation définitive par un statut 13 Édouard I^{er}, c. 3, dit le statut de Westminster II : Seront désormais juges d'assise deux juges royaux ayant prêté serment, qui s'adjoindront un ou deux chevaliers estimés du comté. Ils ne doivent tenir les assises que trois fois chaque année. Ils peuvent également terminer les cas pénaux les plus légers (inquisitions of trespass) et d'autres procès civils, qui sont du ressort du « Kings-bench et des Common-Pleas. » Les jurés ne doivent en règle générale plus comparaître à Westminster, mais on doit leur fixer un délai dans le comté durant l'intervalle qui précède la prochaine époque de session. Le shérif n'invite donc plus désormais les

ce qu'on appelle aujourd'hui les juges *nisi prius*, et en même temps cette remarquable double convocation des jurés civils, qui s'est conservée comme une ancienne formule jusqu'en ces derniers temps (Biener, *Engl. Geschw. ger.*, II, 80-83). Les statuts suivants sont destinés à consacrer également le personnel judiciaire des deux autres cours, indifféremment, *promiscue*, aux assises civiles. D'après 27 Édouard I^{er}, c. 3, 4, 12 Édouard II, c. 3, de semblables assises et enquêtes, *inquisitions*, peuvent être traitées par quelque *juge de la cour que ce soit*, devant lequel la plainte a été formulée. D'après Édouard III, c. 16, les « inquests of nisi prius » peuvent être tenues par tout juge du « kingsbench » ou des « common pleas », que la plainte soit pendante dans la cour ou non, ou devant le chef baron, « chief baron » de la « court of exchequer », s'il est un jurisconsulte, ou sinon devant les juges d'assises, si seulement l'un d'entre eux est juge du « kingsbench », des « common pleas » ou sergent juré du roi, *serjeant*. C'est alors que la juridiction civile est formulée dans sa forme actuelle. Sur le pied des « statutes of assise » et « nisi prius », les juges des cours royales agissent dès lors comme juges dans les assises des comtés pour les affaires civiles. La commission qui leur est périodiquement délivrée dans ce but est aujourd'hui encore conçue essentiellement dans les mêmes termes qu'autrefois sous l'autorité de ces lois, bien que la procédure originaire par « writ of assise » soit depuis longtemps vieillie et ait récemment été abrogée.

Ainsi fut organisée la juridiction uniforme, par laquelle les juges royaux furent unis à un jury du comté formant la justice civile ordinaire. Une extension se présente encore sous 14 Édouard III cit.; car outre les justiciers ordinaires, les gradués docteurs en droit, « the kings serjeants sworn », peuvent devenir les substituts des juges d'assise.

2. Dans les affaires criminelles, la dissidence d'avec le droit fondamental de la *Magna Charta* était encore plus manifeste que dans la *Magna Assisa*, dans laquelle les jurés, dès sa première forme, décident également du point de droit. Ici on devait encore, par conséquent, attribuer de l'importance

jurés que pour la forme *pro forma*, à la plus prochaine session à Westminster « si auparavant » (*nisi prius*), les juges d'assise ne paraissent pas dans le comté. Ce dut être le cas, en règle générale, car d'après le règlement de la même loi, pendant les vacances judiciaires entre ces époques, le juge doit comparaître dans le comté, de sorte que l'invitation de paraître à Westminster devient une pure formalité. Après confirmation postérieure par 27. Edw. I^{er}, c. 4; 12. Edw. II, c. 3; 14. Edw. III, c. 16, l'ensemble du personnel des juges d'assises commença à se rattacher régulièrement aux assises civiles par suite de commissions périodiques.

La juridiction pénale suivit une marche analogue. Elle

admettre un nombre de juges du comté comme pairs (*pares*) dans la commission. La marche de la transformation est ici et plus lente et plus partielle. C'était essentiellement la conception semblable des commissions périodiques, par lesquelles, petit à petit, les affaires reçurent une direction régulière et uniforme. Le circuit des juges d'assises fut, en particulier, toujours plus régulièrement rattaché à une *commission of oyer and terminer*, adressée au lord chancelier, à différents hauts fonctionnaires de l'État, à des barons, aux juges d'assise, et à leurs substituts, les derniers comme membres indispensables (*quorum*), pour juger tous les délits et une grande quantité d'infractions, en supposant qu'il s'en soit commis dans le comté et qu'ils aient été dénoncés. On se réservait néanmoins toujours le droit, d'après le statut Westminster II, de nommer des commissaires spéciaux pour des cas particuliers. Le statut 2 Édouard III, c. 2, donne l'assurance que même ces cas sont régulièrement déferés aux juges royaux, et seulement par une impérieuse exception, à d'autres personnes. Coke, II, *Inst.* 419. IV, *Inst.* 152. Il s'y ajoutait encore une commission très étendue, « commission ad gaolos deliberandos », pour vider les prisons des comtés, dans laquelle, sous le grand sceau, on énumérait chaque prison. On fonde ainsi un « forum deprehensionis » plus étendu encore, tandis que la première commission ne contient qu'un « forum delicti commissi. » La réunion régulière des deux commissions, avec l'organisation des « justices of assise », établit ainsi également une justice criminelle régulière par les juges d'assises, sans cependant exclure les nombreux tribunaux criminels des villages. D'après l'art. 20 Ric. II, c. 3, personne ne doit être juge d'assises ou de la « gaol delivery » dans son propre comté, et aucun grand du royaume ne doit siéger avec les juges aux assises, extension de l'élément fonctionnaire pur. Quant à la séparation progressive des affaires financières d'avec les affaires judiciaires, à l'époque d'Édouard III, comparez, dans les annuaires, 27 *ass. pl.* 44, et 42 *ass. pl.* 5 cités par Biener, I, 97.

demeura néanmoins, dans les époques d'incertitude politique, pendant plus de temps, dans un état d'incertitude plus grande. Le système du gouvernement personnel s'y cramponna plus longtemps. Les affaires de majeure importance devaient en effet être encore toujours traitées « *coram rege ipso* ». Longtemps les besoins pratiques engendrèrent des nominations *spéciales* de *justices of oyer and terminer*. Le rétablissement de la paix publique, la confusion de la justice pénale avec la puissance de la police et les intérêts financiers, les longs tâtonnements en matière d'accusation et de preuves criminelles entraînaient avec eux les plus grands changements. Dans des cas particuliers, un statut ajoutait aux « *justices of assise* » une juridiction criminelle. Successivement cependant les commissions pour le jugement des affaires criminelles, la « *commission of oyer and terminer* » et celle encore mieux déterminée dite « *commission of gaol delivery* », deviennent le mode régulier de rattacher la justice pénale des tribunaux royaux aux commissions ou aux jurys d'enquête et aux jurys du comté (*juries*).

Cette union régulière des commissions civiles et criminelles fonde en Angleterre un nouvel « *ordo judiciorum* ». Le personnel des juges ambulants pour les affaires judiciaires est, à la fin du moyen âge, identique dans son essence avec celui des tribunaux royaux. La séparation de la question de droit d'avec celle de fait forme alors le type fondamental de la justice anglaise d'une tout autre manière que le « *judicium parium* » ne l'avait entendu dans la *Magna Charta*. Il est visible que cette assurance de la charte relativement au jugement par ses pairs, a bien plutôt retardé cette transformation qu'elle ne l'a favorisée. Il fallut pour ce motif, relativement à cette réforme, des résolutions formelles du parlement, et toujours encore, les commissions des juges ambulants étaient, pour satisfaire à la lettre de la *Magna Charta*, composées en même temps d'un certain nombre de « *chevaliers du comté* » et d'autres membres. Dans ses parties principales néanmoins, le système fondamental de l'organisation judiciaire est, à la fin du moyen âge, le même qu'aujourd'hui.

Après que l'on eut ainsi acquis les organes permanents nécessaires à l'unité et au développement postérieur du droit commun, la consolidation du jury déjà formé dans la période précédente s'opère dans une triple direction (1) :

1° Le jury civil n'existait, d'après les assises (assise) de

(1) Voyez à ce sujet Biener, *Engl. Geschw. ger.*, t. I, III; Starkie dans la *Law Review*, n° 4, août 1845, pag. 370 à 401; Forsyth, *Trial by Jury*, 1852.

Comme citations particulières : 1° relativement au développement du jury civil au treizième siècle, voyez Biener, I, § 10, quant à l'union de l'assise avec la jurata, Biener, I, § 18, pag. 121-128.

2° Sur la naissance du grand jury, voyez Biener, I, §§ 19, 20. Le plus ancien texte à cet égard (42 ass. pl., 5, 1368) traite d'un cas où l'on entend un double jury d'accusation, l'un nommé dans chaque centurie par les baillis; les autres composés de chevaliers nommés par le vicomte « vicecomes » du comté. Le dernier est appelé une *grand enquest* et paraît devoir servir de contrôle aux décisions trop souvent fort hasardées du jury d'accusation ordinaire. Il paraît que les 24 chevaliers convoqués d'après le mode des « *attineta* » pour vérifier les décisions des jurys civils, étaient également employés à l'occasion pour réviser les déclarations du jury d'accusation, et que cette grande commission des comtés dépassa bientôt les petites qui étaient aussi moins certaines : le deuxième témoignage exprès cité par Biener comme extrait de l'Annuaire, Mich. 35 Henri IV, 1457 pl. 14, se rapporte à un grand jury dans une session des juges de paix. La formule pour la convocation du grand jury peut, d'après Hale, être indiquée en ces termes : « Venire facias XXIV tam milites quam allos liberos et legales homines de comitatu praedicti, ad inquirendum pro domino Rege et corpore comitatus praedicti. » La formule était pour le petit jury d'accusation : « Venire facias XXIV legales homines de quolibet hundredo ad faciendum, etc. » Durant tout un temps on les voit encore subsister l'un et l'autre, il y a même des traces du contrôle des décisions du petit jury par le grand, dans 20 Henri IV. (Biener, pag. 135.) Dans le st. 33 Henri VI, c. 2., on cite encore pour le comté palatin de Lancastre le grand jury du comté avec les petits jurys des centuries. Dans le seizième siècle, le petit jury a disparu sans qu'il en reste de trace. Relativement aux commencements de l'action du grand jury avec l'informer, voyez Biener, pag. 138. Relativement au grand jury devant les juges de paix, pag. 148.

3° Sur le jury de jugement, voyez Biener, I, § 18. Il y indique exactement et conformément aux sources le caractère des commissions de preuve jusqu'à la fin du moyen âge : « Le jury était pour les juges un moyen d'enquête; ils pouvaient agir avec les jurés comme avec des témoins, pour découvrir la vérité. » La procédure pénale avec jurés est pour le juge un « *medium eruendae veritatis* », une « *Inquisitio per patriam* ». Bracton, 1436.

Les particularités des jurys anglais et leurs notables transformations d'après

Henri II, selon la règle de la loi, que pour les cas seulement originairement désignés, et alors même, toujours sous la forme que les quatre chevaliers du comté élus, et les douze jurés choisis par eux, doivent décider le point capital du procès avec la coopération et suivant l'avis du juge royal. Il forme donc encore un jugement : « Per judicium parium vel per legem terrae. » Le besoin pratique cependant avait étendu à toute la procédure l'application des commissions de douze

le besoin de l'époque donnent une image plus exacte au point de vue historique que de simples citations du coutumier normand. Si en Normandie « vingt-quatre bons et légaux hommes » forment sans plus la commission d'épreuve, il faut remarquer que là il n'existe pas d'assurance constitutionnelle comme dans la *Magna Charta*, « ni de bonnes lois d'Édouard » s'opposant à une pareille application, que surtout le caractère normand s'attachait avec moins de fermeté à la tradition. La discussion érudite sur les relations avec les droits du Nord et sur les rapports des jurés avec les antiques cojurateurs est souvent trop externe, souvent trop spéculative. Le besoin de l'unité du droit, et la conservation cependant nécessaire d'une coopération du « vicinetum » au prononcé du jugement devait d'une manière tout à fait indépendante produire dans des pays différents des institutions analogues. Elles consistent :

1° Dans la séparation de la décision du point de droit, d'avec la question de preuve, qui dès lors se trouvait dans les formes et les opinions de la procédure germanique.

2° Sa formation de comités communaux pour établir le point de fait ; ces commissions sont en Angleterre nommées par un fonctionnaire royal.

3° La concentration du jugement en droit entre les mains de juges royaux qui résulte en Angleterre d'une manière très décidée et très aisée du droit administratif normand. Il n'existe pas en Angleterre de lien direct entre les jurés et les cojurateurs antiques ; mais le choix des jurés parmi le voisinage « vicinetum », et la concession de récusations péremptoires impliquent des éléments matériels et très populaires de l'ancienne institution. Une reconnaissance fameuse de l'institution des jurés comme base fondamentale de la liberté anglaise se rencontre pour la première fois dans Fortescue, de *Laudibus legum Angliae*, à la fin par conséquent de cette période ; c'est une louange fortement colorée d'impressions subjectives. La notion véritablement essentielle du jury consiste dans l'attribution de la fixation du point de fait dans la procédure (la fixation des éléments de la décision du juge) à des commissions choisies dans les districts et les communes. Chose d'autant plus nécessaire à raison des connaissances de personnes, de situations et de rapports, qu'il faut pour cela que l'on se trouve en présence d'un juge président qui n'apparaît que périodiquement, vient de loin, et doit être étranger au comté.

membres décidant des preuves. Ces douze membres étaient dits jurés « *jurata* ». Ce mode de procédure, plus accessible et moins coûteux, réduisit leur avis à la question de fait, *question of fact*; il devient bientôt tellement usuel que l'on ne voit plus employer, pour ainsi dire, l'*assise*, *assisa*, complète avec ses quatre chevaliers. Déjà, de bonne heure, on voit devant le jury civil, traiter des questions de témoignage; d'abord sous la forme que les témoins appelés par des convocations, s'unissent au jury et lui font part de leurs informations, puis que séparés du jury, ils donnent leur témoignage dans la séance du tribunal. La transition à des témoignages différents et à d'autres preuves fut le résultat de la pratique. Une procédure testimoniale devant les jurés est, dès la fin du moyen âge, assez bien formulée (Fortescue, *de Laud*, c. 26).

2° Le jury d'accusation était le plus intimement rattaché aux assemblées du comté, qui devaient tenir, à des périodes de plus en plus régulièrement fixées, les *justices of oyer and terminer*. La procédure inquisitoriale consista alors dans la convocation dans chaque centurie (*hundred*), et dans l'examen et la confirmation des *presentments* que l'on avait faits par un jury particulier de la centurie. Cette procédure devait cependant paraître trop longue et trop formaliste, et la tendance nécessaire pour abréger la durée des affaires suffit déjà pour marquer un changement dont les premières traces sont perceptibles en l'année 1368. On trouve avantageux d'employer en même temps pour ces enquêtes (inquisitiones) les grandes assemblées des chevaliers du comté et des autres habitants; ce fut l'origine du *grand inquest*, le *grand jury*, à côté duquel les jurys d'inquisition des centuries disparaissent successivement. Le devoir d'inquisition de la localité était jusque-là contrôlé par un comité d'enquête de la centurie (*hundred*) qui fut alors remplacé par un grand comité choisi dans le comté, et selon ce qui arrive d'ordinaire en ces cas pour toute inquisition, absorbe aisément l'instance inférieure, et n'emploie à la longue les *presentments* des communes, ainsi que les dénonciations individuelles, que comme des renseignements. C'est ainsi

que le grand jury assume la fonction d'accusateur et que l'accusation privée disparaît de plus en plus. L'augmentation de la sphère d'action du grand jury amène à sa suite, on le comprend aisément, le besoin d'entendre sommairement la personne qui fait la dénonciation et peut-être également d'autres témoins, de telle sorte, que l'arrêt du grand jury porte moins sur une science qui lui est propre, que sur l'examen sommaire de la crédibilité et de la légitimité de l'accusation, et se transforme dans la résolution qu'il prononce aujourd'hui sur l'accusation. Après qu'au quatorzième siècle l'institution des juges de paix fut entrée en action, la formation du *grand inquest* fut transportée également aux sessions trimestrielles des juges de paix, et ainsi les petits jurys d'enquête du *sheriff's turn* et des *courts leet* furent encore plus dépassées par ces grandes et fortes institutions.

3. *Le jury de jugement* en matière pénale, que Bracton et Fleta indiquent encore comme une continuation du jury d'enquête avec un personnel en partie modifié, s'est séparé de lui par la pratique. La séparation par principes résulte de la loi 25 Edw. III. c. 3, d'après laquelle tout juré ayant fait partie du jury d'accusation (*indicter*) doit être exclu du second jury. Et lorsque peu de temps après le service d'enquête passe toujours davantage au grand jury formé dans l'assemblée du comté, nous voyons ces deux jurys distingués d'une manière permanente par les noms de *grand* et *petit jury*. On ne trouve au moyen âge pas encore de trace d'audition de témoins ni d'admission d'autres preuves, devant ce jury. On le considère par conséquent encore toujours comme une commission de preuve communale, qui doit examiner sous la foi de son serment, les accusations confirmées par le grand jury et doit définitivement décider de science personnelle comme voisins et d'après ses informations *an culpabilis sit vel non*. C'est pour cela même que la condition de vicinité persiste, et qu'après que la pratique fut déjà devenue plus large, on exigeait, du temps d'Édouard III, que *six centeniers* (*hundredors*) et de celui de Fortescue, que *quatre hundredors* au moins fissent partie du

jury. On ne parle pas de responsabilité par *attincta*, mais d'amendes pour dissimulation (concealment).

Après l'application du système sur un grand pied, la nécessité de la consolidation du service des jurés (1) dut se faire jour pro-

(1) Voy. Biener, t. II, pag. 48-68, qui ne donne cependant pas la connexion interne. La base du service des jurés est indubitablement l'antique service judiciaire. La suite du tribunal, *secta, suit*, était dans les anciennes constitutions le devoir du justicier vis-à-vis de son seigneur justicier. A la suite de la féodalité, il s'y joint le devoir féodal, qui, d'après l'organisation spéciale de la féodalité en Angleterre, se confond en grande partie avec le devoir juridique déjà existant. Dans le tribunal civil d'un particulier ayant juridiction, la *suit* s'appelle *personal*, et repose soit sur la possession d'un fief obligé à ce service, ou sur le droit de tenir une cour (*suit custom*); mais dans les deux cas, elle s'anéantit successivement avec les tribunaux privés. Elle n'en demeura que plus vivante dans les tribunaux royaux, dans lesquels elle se transforme alors. Dès la naissance des assises civiles, on devait compter non seulement sur les chevaliers, mais encore sur les « libere tenentes. » Les jurys d'accusation et de jugement en matière pénale reposaient dès l'origine, par leur mode de naissance, sur une convocation des francs tenanciers en masse considérable, et ne se rattachaient pas à la position des chevaliers comme juro dans le grand tribunal du comté. Il est possible que cette fixation du service de juré sur la petite propriété fût la conséquence de l'importante et continuelle augmentation des francs tenanciers dans les campagnes et les villes à la suite des croisades, de l'aliénabilité et de la divisibilité des fiefs, et des constitutions municipales.

Le service des jurés fut donc, dès l'origine, établi sur une base plus large que celui des membres des tribunaux (échevins) de jugement.

Dans la décision en droit, il faut toujours nécessairement une participation régulière à la justice, qui n'est applicable que pour la propriété considérable. Dans le service des jurés pour établir la « question of fact », il suffit d'une connaissance minutieuse dans la circonscription du *vicinetum*, et de l'honnêteté personnelle; à cet effet, la petite propriété libre venait aussi bien à point qu'elle était indispensable. La participation à la décision en droit pouvait paraître un droit politique important : la participation aux nouvelles commissions de preuve paraissait un service nouveau et fort lourd, et la participation que l'on y prenait ne pouvait jamais devenir la matière de rivalités entre les races. Il ne fallait qu'exonérer les petites gens du service, lorsque ces prestations périodiques leur devenaient aussi trop lourdes, et néanmoins conserver au jury une certaine solidité contre la corruption et l'intimidation. Tel fut, dans un double sens, la direction de la législation sur le service du jury. Les lois générales citées plus haut n'empêchaient pas qu'occasionnellement, dans des lois spéciales, on ne fixât encore un cens spécial; ainsi, dans un « jury to inquire or forcible entry or detain », 40 sch. 8. Henri, VI, c. 9; dans le st. 3 Henri, VII, c. 1^{re}, « jury to inquire of

gressivement. Il n'y avait pas de doute que les jurés dans les comtés, comme dans les circonscriptions inférieures, ne dussent être nommés parmi les gens astreints traditionnellement au service des tribunaux. Toutes les plus anciennes désignations ne sont que des indications relatives aux qualités accoutumées des justiciers. D'après les traités de Glanvilla et Bracton on

the concealments of other inquests », 40 sch. Mais l'idée d'un droit politique est tout à fait étrangère à l'ensemble de cette législation. Il ne s'y agit d'ailleurs que des plaintes d'un service auquel on cherche à se soustraire. Déjà le st. Marlebridge, 52 Henr. III, c. 14, ordonne, pour ce motif, que des lettres d'exemption émanées du roi ne sauraient, en cas de besoin, dispenser du service. Fleta, II, 52, § 36, se plaint que les gens cherchent à se soustraire au jury d'accusation du shérif. Au I, 20, § 91, il raconte même à ce sujet que par des ventes fictives on cherchait à se débarrasser des sessions judiciaires des juges ambulants. Ces gens opulents corrompent le shérif, pour être délivrés du service, les parties essaient de défrayer et de corrompre les plus pauvres des jurés. Dans 1 Edw. IV, c. 3 : 1 Ric. III, c. 4, les citations parlent de l'abus qui fait siéger dans le jury d'accusation du shérif des gens pauvres et sans avenu. En d'autres endroits, il s'agit de violences que les jurés ont à essuyer de la part des parties ; 22 ass. pl 44. L'apparition toujours moins fréquente d'une *Magna Assisa* complète de chevaliers (dont on rencontre encore un exemple en 1318) se rattache aux ennuis du service de juré. Aussi Fortescue, dans ses *Laudes legum angliae*, ne célèbre-t-il pas le jury criminel comme une institution politique, mais seulement une institution juridique et de preuve, efficace.

S'il s'agit parfois de « villani », que l'on aurait convoqués pour le jury, c'est là pour les affaires civiles un abus manifeste. Le « copyholder » n'avait, jusque sous Édouard IV, pas de droit possessoire à la terre (estate), et même dans la classe la plus élevée de ce que l'on appela plus tard « privileged villenage », un droit de possession réelle ne permettait d'exiger du propriétaire le service judiciaire que depuis Édouard III, et pour une couple de biens en tout cas jusqu'à Henri III.

La question était un peu différente dans les jurys d'accusation et les petits jurys qui émanaient du tribunal de police de la curie, de la court leet. Ici l'appel des « copyholders » dans le nombre des « juries of enquiry » n'était souvent pas à éviter, à cause du petit nombre de francs tenanciers, et il parut admissible pour autant que le possesseur du bien était un homme libre de naissance, au sens anglo-saxon. En supposant cet état de choses, le st. 1 Ric. III, c. 4 ordonne que, dans le « sheriffsturn », à côté des « frecholders » de 20 sch., on prenne également des « copyholders » de 26 sch. 8 d. (ce qui est prescrit aussi encore une fois accessoirement dans le st. 19 Henr. VII, c. 13), ce qui n'impliquait pas tant une nouveauté qu'une répartition proportionnelle, à nouveau, du service.

exige pour la grande assise civile « XII legales milites de vicineto ; » pour les plaintes moins importantes en matière de possession, « XII liberi et legales homines de vicineto. » Pour le jury d'enquête des juges ambulants, le texte de la résolution de Northampton (1176) porte : « XII milites de hundredo et si milites non adfuerint, XII liberi et legales homines, » Les mêmes expressions se retrouvent dans les ordonnances sur le jury d'enquête de 1194 et dans Bracton, fol. 116. En Normandie aussi on fait allusion aux qualités accoutumées des jurés. Coutume 69 : On doit semondre aux jureurs les plus prud'hommes et les plus loyaux et les plus prochains, etc. Les « articuli super chartas, 28 Edw. I. c. 9., » exigent des qualités analogues : les plus « prochains, les plus suffisantz et moins suspecenous ». Dans les relations où le *tribunal du comté* est la base du jury, le *thana* est au premier rang comme durant l'époque saxonne. Dans la grande assise civile, le grand jury suprême pour une *attincta* et le grand jury d'accusation, on parle donc d'abord de chevaliers. Mais le service judiciaire sous cette nouvelle forme réclamait tant de forces que déjà dans les assises pour les cas les moins importants, on prenait volontiers des « liberi et legales homines », par conséquent des francs tenanciers ; dans le grand jury ils sont dès l'origine appelés à le compléter ; dans tous les jurys de la centurie le plus souvent on ne peut pas réunir « 12 milites », et les francs tenanciers sont ainsi dès l'origine le personnel véritable du jury. Les motifs de s'en tenir à la grande propriété foncière disparaissaient : il ne s'agit plus de *trouver le droit*, ce qui présuppose une position coutumière analogue à celle des échevins, mais il s'agit seulement de connaissance du voisinage et du témoignage vis-à-vis de son voisin, but pour lequel tout homme honorable peut être appelé à tour de rôle. De là la tendance à attirer en masse, dès le commencement, les francs tenanciers. Les diplômes montrent que l'on nommait souvent abusivement, dans les affaires civiles, des « villani » (copyholders) et que les centuries étaient fréquemment mises à l'amende pour ce motif. Le danger était maintenant d'un autre côté, dans la surcharge

des pauvres gens par le service, dans la moindre probité, la coruptibilité, la timidité de ces gens. On se voit obligé par cette cause de fixer d'après une mesure proportionnelle la quotité de propriété, qui peut fournir le service du jury. Pour obvier au mal, « que sans cela les riches ne deviennent libres, et les plus pauvres ne composent les jurys », le « statut Westminster II, c. 38 » ordonne d'abord que seuls les francs tenanciers d'une fortune territoriale de 20 sch. soient appelés aux assises. La loi 21 Edw. st. 1, double ce cens. On ne doit appeler aux assises civiles que les personnes qui ont 40 sch. de rente. Le statut 2 Henri V, c. 5, exige d'une manière encore plus générale le cens de 40 sch. pour les *affaires capitales*, les *plaintes réelles* et *personnelles* d'une valeur de 40 marks. La signification du cens se remarque si l'on observe qu'il est le 10^e de la taxe d'un fief de chevalier, par conséquent environ la moitié d'une charruée de terre, un petit établissement rural, ou une propriété mobilière correspondante. Aussi Fortescue, c. 29, peut-il dire avec orgueil que l'Angleterre compte un grand nombre de pareils propriétaires. Si l'on évalue le nombre considérable des jurés nécessaires chaque année, dans les assises civiles, dans les grands jurys des juges ambulants, et des juges de paix, dans les jurys de jugement qui en résultent pour ces mêmes sièges, dans la tournée du shériff (*sheriff's turn*) et dans les « courts leet », on constate une activité permanente de milliers de personnes, une répartition nouvelle et proportionnelle de la charge judiciaire sur les chevaliers, les francs tenanciers et les citadins, qui deviendra l'un des principaux fondements du droit parlementaire.

Après toutes ces modifications, l'antique fonction du vicomte (1)

(1) La nomination des shérifs sur la présentation du trésorier, du chancelier et des juges, 9 Ed. II, st. 2, fut décidée à une époque à laquelle la royauté était de nouveau en lutte avec les grands barons pour la collation des grands emplois. On assurait ainsi, d'une part, l'influence constitutionnelle du « Permanent Council », d'autre part, une certaine impartialité dans leur nomination. Le précepte ultérieur, qu'aucun steward ou bailli d'un grand lord ne peut y être nommé, aussi longtemps qu'il est à son service actuel, se rattache également à ce but. Ce précepte ne fut observé à la lettre en aucun

a perdu les plus importantes portions de son administration judiciaire. Le vicomte n'a déjà plus dans la plupart des cas pour la procédure civile, qu'une position subordonnée aux tribunaux royaux dans les fonctions pour lesquelles un tribunal local était indispensable, savoir les citations, les exécutions et la nomination des jurés. Comme juge civil il se trouve réduit, par l'extension des assises civiles, à la plupart des cas aux procès minimes jusqu'à 40 sch. Il conserve cependant encore d'importantes affaires inquisitoriales, policières, fiscales et administratives. La fonction par ses droits honorifiques et ses émoluments demeure encore toujours digne d'ambition. Dans le but avoué de flatter la chevalerie on a tenté à deux époques de faire nommer aux fonctions de shérif par élections populaires. Le premier essai (1258) par le statut « of provisors » avait abouti à des choix purement partiels qui durent ensuite être cassés. Le second par Édouard I^{er} eut pour résultat la destitution en masse des shérifs après sept ans, et leur remplacement par d'autres hommes. Il en devint manifeste qu'un système d'élec-

temps. L'opinion était seulement que les *premiers fonctionnaires du Permanent Council* doivent exercer le droit de présentation. Dans le st. 14, Ed. III, st. 1, c. 7; 23 Henri VI, c. 8, le lord chancelier et le lord trésorier, le président du conseil et les trois présidents des cours royales sont cités. A l'époque de Fortescue tous les juges royaux avaient coutume de se réunir aux grands fonctionnaires et aux membres du conseil d'État. Ce ne sont là que des variations dans l'ordre des affaires du conseil d'État, de même que la coutume de présenter au roi trois candidats ne fut que le résultat de la pratique.

En rapport avec l'influence des grands et avec les abus de pouvoir des shérifs se trouvait en outre l'assurance donnée à cette époque que le shérif, bien que nommé pour un temps indéterminé, ne doit cependant pas rester en place au delà d'une année. L'affermage des emplois de baillis était interdit dans les *articuli super Chartas*, Ed. I^{er}. Probablement par suite de l'inapplicabilité d'une défense absolue, le statut postérieur se réduit au précepte, que cela doit avoir lieu contre des fermages d'une valeur suffisante et seulement à des propriétaires fonciers.

Pour créer un ordre de choses régulier, le stat. 14 Edw. III, s. 1, c. 9, ordonne que les centuries occasionnellement déiachées de la fonction de shérif et concédées à titre particulier soient réunis de nouveau au comté, (pour autant qu'il n'y ait pas de droits privés déterminés dans les « hundreds in fee »). Voyez quant aux émoluments, encore toujours importants de la fonction de shérif, Thomas on Exchequer, pag. 51-52.

tions était inapplicable à de semblables fonctions et l'on ne recommença plus ces expériences. Le shérif demeure donc un employé subordonné au trésor et aux tribunaux royaux, il est proposé au roi par le trésorier, le chancelier, les barons de l'échiquier et les juges royaux, 9 Edw. 2 stat. 2, comme cela se pratique au fond encore aujourd'hui. Il doit posséder des propriétés territoriales suffisantes, pour cautionner sa responsabilité multiple. De plus, aucun shérif ou bailli ne peut affermer ou concéder son emploi à un autre.

La nouvelle constitution juridique agit d'une manière encore plus marquée sur les tribunaux ordinaires du hundred dans les affaires civiles. Depuis la restriction du tribunal du comté à des bagatelles, il n'y a plus pour eux de base pratique. On n'étend jusqu'à eux aucun nouveau droit, aucune réforme. Déjà le défaut de jury et du droit de cautionnement efficace, devait les rendre assez peu pratiques et la juridiction sur les « villani, copyholders », devait être ramenée de plus en plus complètement aux tribunaux royaux.

Quant à la procédure pénale, la décadence successive des tribunaux du comté suit une marche un peu plus lente et se rattache d'une manière si étroite à l'introduction des juges de paix, que nous nous réservons d'en traiter en même temps ci-dessous.

III

ADMINISTRATION DE LA POLICE DU COMTÉ. — JUGES DE PAIX.

L'administration de la police dans le comté se sépare également extérieurement, durant cette période, de la puissance judiciaire ordinaire et passe des mains du shérif à la classe nouvellement établie des juges de paix.

Au début de cette période le shérif garde encore toujours la position importante d'organe régulier de la police du comté. Lorsque la *Magna Charta* aussi lui enlève complètement les plaintes criminelles royales, il conserve néanmoins la première

attaque, l'acceptation de la caution, l'« inquisitio » de police. Il lui reste, en outre, les accusations privées sur leur déclin et le jugement des plus petites infractions d'après l'antique système des amendes. Il était cependant certain que la plus lourde charge du service judiciaire était alors la convocation en masse des communes pour cette fonction de police pénale. C'est précisément pour ce motif que l'on avait démembré de si nombreuses courts leet de la tournée du shérif. Quelque grand que puisse être cet allègement, une police locale est d'autant moins satisfaisante pour le maintien général de la paix (de l'ordre de la police) dans l'ensemble. Le défaut principal était l'insuffisance des anciennes formes de la procédure judiciaire et de l'organisation du tribunal, surtout pour une série de fonctions de police. Celles-ci doivent bien plutôt être maintenues efficaces par des employés nommés dans la sphère de leur voisinage immédiat.

Une série de motifs sociaux s'unirent pour agrandir et multiplier d'une manière tout à fait extraordinaire le domaine de la police durant cette période. Le maintien de la paix était le grand besoin du moyen âge. Aucune bourgeoisie moderne n'a certes réclamé autant de police que les parlements anglais d'alors, qui ne pouvaient jamais obtenir assez de paix publique ni assez d'appui pour son maintien. Les rapports économiques tout particuliers du pays y contribuaient. La vie urbaine ne s'est pas ici séparée de la vie de campagne. L'extinction assez prompte de l'esclavage, la naissance de rapports de service et de fermage libres firent en plus d'un endroit se relâcher les liens entre la propriété et le travail. C'est pour cette cause et par suite de la concurrence industrielle (liberté du travail) qu'il se noua des relations journalières entre la propriété et le travail. Elles durent être réglées par des lois générales plutôt que sur le continent.

Déjà le domaine traditionnel de la conservation de la paix donnait, à la tournée du shérif et à la court leet, des affaires fréquemment renouvelées et très nombreuses. Le statut de Winchester avait aggravé la responsabilité des centuries. Le

devoir de veiller la nuit, la levée en masse pour la poursuite des malfaiteurs (*hue and cry*), la responsabilité de l'hôtelier pour son hôte, concouraient, avec d'autres causes, à rendre assez lourdes aux communes même les plus méfiantes, les demandes de cautionner la paix, et la bonne conduite des gens douteux assez nombreux (2 Ed. III, c. 6; 34 Ed. III, c. 4). L'instruction dans ces tribunaux était totalement différente de ce qui se pratique aujourd'hui. Elle avait lieu non seulement officiellement devant la commune, mais *dans et par la commune*, avec convocation constante du peuple par les prévôts et les juges, avec audition sacramentelle sur ce que l'on sait, ne sait pas, ou l'on croit. Ensuite il s'y rattachait des obligations particulières en cas de dépossession violente (*forcible entry*) et la procédure en cas d'assemblées séditieuses (13 Henr. IV, c. 7). Mais ce qui paraissait particulièrement un fardeau accablant, c'était la masse des petits cas pénaux dans lesquels la court leet jugeait définitivement de l'amende, dont l'étendue si notable était déjà perceptible par les questionnaires, et qui comprenait entre autres choses l'organisation de cette époque relative aux ponts et chaussées et à leur police. (Il embrassait les restrictions, rétrécissements, usurpations et fermeture de chemins, décharges, de sentiers.) La notion plus étendue des torts (*nuisance*), faisait entrer dans le domaine pénal une foule de querelles entre voisins. Il s'agrandit encore par de nouvelles ordonnances sur la chasse (15 Ric. II, st. 5, c. 15) et des règlements sur la pêche, ces derniers descendant à des particularités incroyables 3 Édouard I, c. 47; 31. Édouard III, st. 11, c. 1-5; 15 Ric. II, c. 19; 17 Ric. II, c. 9; 22 Édouard IV, c. 2; 14 Henri VI, c. 6.

Un second groupe est formé par une police industrielle des plus compliquées, résultat de la liberté industrielle et des contrats de louage avec des travailleurs libres. Les innombrables règlements, qui sur le continent doivent être cherchés dans les ordonnances de police des villes et dans les statuts de corps de métiers, sont ici la matière de la législation générale; d'abord sous la forme d'ordonnances royales, assises et ordonnances, puis sous celle de résolutions parlementaires. On y comprend

les ordonnances légales sur les taxes sur le pain, la bière, le chauffage et d'autres besoins pour la vie « assisae venalium », comprenant en même temps des règles sur les falsifications. La plus ancienne est une « assisa panis » de l'an 1203 sous Jean ; la plus importante fut pendant longtemps l'« assisa panis et cervisiae », 51 Henri III, c. 5 ; elles continuent comme taxes périodiques. Le st. 15, Ric. II, c. 8, contient un règlement pour le métier de boulanger ; 7 Ed. IV, c. 7, sur la vente du bois à brûler ; 9 Henri V, st. 1, c. 10 sur le commerce des charbons. — Il y a des règles spéciales sur la confection des briques, 17 Ed. IV, c. 4 ; la draperie, 57 Ed. III, c. 15, 4 Ed. IV, c. 1 ; la police des marchés, 2 Ed. III, c. 15, 5 Ed. III, c. 5 ; la prohibition de dorer, 5 Henri IV, c. 15, 2 Henri V, st. 2, c. 4 ; des règlements spéciaux sur la préparation et le travail du cuir, 2 et 3 Ed. V, c. 9, 11 ; sur la fabrication de la drèche, 2 et 3 Ed. IV, c. 10 (17 Ric. II, c. 4). Le détail de ces lois est surtout caractérisé dans les nouvelles lois abrogatives, comme dans 49 George III, c. 109, qui abroge quarante lois sur la manufacture de la laine depuis la loi 2 Ed. III (voy. 19 et 20, Vict. c. 64). Une sorte d'ordonnance industrielle plus générale suit encore dans 5 Ed. IV, c. 4.

Le troisième groupe est constitué par la police du travail. On doit à ce propos remarquer qu'elle remplace le servage, les institutions des corps de métiers et de police urbaine du continent, où le travail asservi dans les villes et les campagnes soumet encore, des siècles durant, le travailleur à la domination personnelle du patron. Le premier « statute of labourers » 25 Edw. III, c. 4, etc., suivit une grande calamité nationale, qui avait, en amoindrissant le nombre des bras, élevé les prétentions relativement aux salaires. Il ordonne en conséquence aux travailleurs de servir tout patron aux conditions accoutumées. Des lois ultérieures commencent de lourdes peines contre la désobéissance, — et jusqu'au bannissement pour un abandon arbitraire (sans permission) du comté. En même temps se forme la notion limitée par la pratique, des *combinations*, c'est à dire des coalitions prohibées pour s'assurer l'élévation des salaires.

Dans un rapport encore plus éloigné avec ceci, se trouve la prohibition de faire l'aumône à des mendiants en état de se livrer au travail. Le stat. 12 Ric. II, c. 7, défend à tout travailleur d'abandonner sa demeure, sans témoignage de l'autorité de l'existence d'un motif avouable; celui qui est rencontré voyageant sans pareille attestation peut être saisi et mis au pilori. Ceux qui sont incapables de travailler doivent nécessairement retourner à leur lieu de naissance, pour y être entretenus. La rigueur de la police du travail change avec la force ou la faiblesse du gouvernement, 15 Ric. II, c. 3; 14 Ric. II, c. 1, 2; 2 Henri IV, c. 6; 4 Henri IV, c. 13; 5 Henri IV, c. 9; 11 Henri IV, c. 8; 9 Henri V, c. 9, stat. 2; 8 Henri VI, c. 24; 27 Henri VI, c. 5; 17 Ed. IV, c. 1; 1 Henri VII, c. 2; 3 Henri VII, c. 8. Le souvenir d'une guerre de paysans sous Richard II resta comme un avertissement à la modération. Les taxes légales sur le pain et sur la bière devaient servir en une certaine mesure de contre-poids, ainsi que le droit de la police de connaître sommairement des réclamations relatives aux salaires, qui vient successivement s'y joindre.

Un quatrième groupe enfin est marqué par les premiers éléments d'une police des mœurs, qui se trouvait déjà dans la notion des common nuisances, par suite de laquelle les hôtelleries bruyantes et impudiques pouvaient être poursuivies. (Les hôtelleries étaient d'ailleurs soumises aux règles sur les prix des vivres et aliments de 12 Ed. III, c. 6, avec une surveillance particulière relativement aux poids et mesures). Depuis Édouard III, il s'y rattache une série de lois somptuaires sur le vêtement, le repas, et d'autres dépenses, suscitées par le mélange très précoce des classes dans les villes et les campagnes, et par la conduite aventureuse que les soldats rapportaient des armées soudoyées pour la guerre contre la France. A ce groupe se rattache la loi sur la table, 10 Ed. III, stat. 5, « de cibariis utendis », qui ne permet au dîner et au souper que deux services; les grandes lois somptuaires 37 Ed. III, c. 8-14, sur le vêtement et les repas, abrogées l'année suivante,

mais renouvelées en partie sous Edouard IV. A côté de cela se trouvait encore comme complément une puissance pénale arbitraire du « king's bench » en qualité de « custos morum », ainsi que le droit pour la police, d'exiger des cautions de bonne tenue en cas d'actes d'immoralité flagrante.

Si nous comparons cette législation avec les ordonnances de police un peu postérieures en France, et celles qui en Allemagne existent d'une manière plus locale, on ne doutera guère de l'existence d'un besoin analogue. On ne saurait disconvenir non plus que la court leet est tout aussi peu appropriée à ces devoirs, que le shérif et ses sous-prévôts.

Evidemment de pareilles ordonnances de police ne peuvent être maintenues que par un seul fonctionnaire et d'une manière plus sommaire. La *Magna Charta* et le droit commun ne connaissaient alors pas d'autre procédure pénale qu'un « judicium parium », — dans sa transformation postérieure le juge et le jury.

Cependant on trouve depuis Richard I^{er} comme premier essai dans une direction nouvelle, des assistants du shérif, en une certaine manière des députés du district, indiqués dans les « capitula » de 1194 comme « custodes placitorum coronae ». Ils doivent surveiller attentivement les impôts royaux, les rentes et les taxes, et sont vraisemblablement identiques avec ce que l'on appela plus tard les *coroners* (1). Édouard I^{er} donne à ces

(1) Nous n'avons fait qu'indiquer d'une manière très succincte la naissance des fonctions de coroner dans la période précédente afin de ne pas surcharger la matière. Il s'y trouve en quelque sorte un préliminaire à la création des fonctions de juge de paix qui, de cette manière, comme fonction élective, n'acquies pas de vitalité, et doit pour ce motif être traitée plutôt dans l'histoire et dans la constitution actuelle, comme une enclave. On en cherche la première trace dans les « capitula placitorum coronae » de l'année 1194, pendant l'absence, par conséquent, de Richard I^{er}, alors que durant la lutte des partis, pendant la faiblesse de la royauté, il fut fait plusieurs concessions populaires. Les termes sont, d'après Spelman, *Cod.*, 331 : « In quolibet comitatu eligantur tres milites et unus clericus, custodes placitorum coronae. » Dans la citation de crimes jugés dans les années 1185 à 1214 on remarque la présence d'un *Coronarius domini regis* (*ibid.*, pag. 308), ce qu'il faut également rattacher à la même fonction. Le caractère financier de toutes les

fonctionnaires une instruction détaillée, sur la marche qu'ils doivent suivre avec la commission d'enquête des communes voisines en cas de mort violente. D'après 28 Ed. III, c. 6, ils sont choisis parmi les respectables propriétaires fonciers siégeant dans le tribunal du comté, et sont présentés à la nomination royale. Cette première création n'a cependant pas continué à vivre, s'est au contraire restreinte aux enquêtes sur les causes de mort, à la dissimulation des trésors, et à quelques cas d'assistance à l'égard du shérif. La royauté n'était pas inclinée à augmenter les droits de ces employés élus. Probablement, par suite de l'application du principe électif, se montrèrent-ils bientôt incapables pour cette position.

Sous Henri III nous rencontrons encore une fois d'autres *gardiens de la paix élus*. Peut-être ne veut-on dire par cela que des commissaires et chief constables de la milice. Les « custodes » établis par le parti de la noblesse sous la direction de Simon

peines contre la félonie conduisait à la nécessité d'un contrôle par un fiscal; pour ce but on choisit dans ce cas un député de district ayant prêté serment. Indubitablement le « coronarius » se montre à nous sous Jean (*Placitorum abree.*, pag. 71) et dans la *Magna Charta*, puis d'une manière expresse dans les *Codes de Bracton*, fol. 121-123, 1266, 135; Fieta, I, 18 et 25; Britton, c. 1. Quant à la procédure, il y a une ordonnance très minutieuse, 4 Édouard I^{er}; *De officio coronatoris*, et le *Statutum Walliae*, 12, Ed. I^{er} c. 5. À côté des commissaires ambulants des finances, d'autres gens encore présentés au roi par les comtés eux-mêmes, exerçaient un contrôle relatif à la conservation des droits fiscaux et de ceux de la couronne. Il en résulta une « inquisitio » dans le genre du « sheriff's turn » avec des commissions communales. Elle devait avoir lieu principalement à titre supplémentaire dans l'intervalle des sessions périodiques des tribunaux lorsqu'il fallait une prompte instruction locale. Les cas de mort violente et la découverte de trésors devinrent ainsi le domaine principal du coroner; les autres affaires sont sans importance. Dès les plus anciennes aliusions, ce fonctionnaire doit être choisi; c'est à dire présenté au roi par le chancelier, le formulaire usuel, « breve de coronatore eligendo », est par conséquent immémorial. Le jury que le coroner rassemble, doit être appelé dans les localités voisines, pour une « inquisitio (per eorum sacramentum inquisitionem faciant de homine occiso) ». On admettait comme naturel qu'au moins douze jurés fussent présents et douze d'accord sur la solution. On n'exige pas de qualités spéciales pour ces commissions à former selon l'occurrence, « ex tempore ». La circonspection particulière avec laquelle on donne, dès la loi d'Édouard I^{er}, des instructions pour la découverte de la cause de la mort, est très caractéristique.

de Montfort n'étaient en tout cas que des commissaires extraordinaires avec des pouvoirs anormaux et même abusifs. Les commissaires cités dans la loi 4 Édouard I^{er} pour s'enquérir et juger de certains délits paraissent à peine avoir été plus que de simples *justices of oyer and terminer* ordinaires. En tout cas les *justices of trail baston* 28 Ed. I^{er} nommées à une époque de troubles constituent une anomalie réelle. Dans chaque comté on doit présenter trois grands propriétaires terriens ou d'autres hommes honorables, qui seront nommés par patente royale, à la dignité de « *justices of oyer and terminer* », afin de décider d'une manière sommaire sur certains délits communs dangereux pour l'ordre public. Coke II, *Inst.* 538-540. Quelques années après, leur autorité est encore un peu augmentée (rot. pat. a. 33, Ed. I^{er}). Enfin Coke ne trouve dans cette institution que les caractères ordinaires des juges ambulants.

Peu après l'accession au trône d'Édouard II, nous voyons élire de nouveau dans chaque comté des *conservatores pacis* (parmi eux le shérif) qui doivent résider à demeure dans leurs comtés et les visiter dans toutes leurs parties, afin de surveiller l'observation du statut de Winchester et les décrets royaux qui s'y rattachaient. L'année suivante on publie des writs aux shérifs, disant que certaines personnes croient être autorisées d'agir comme gardiens de la paix, bien que n'ayant pas été élues par le roi, mais par quelque autre autorité, ce dont le roi est vivement surpris, « attendu que la nomination de semblables gardiens de la paix appartient au roi et à personne d'autre. » Les shérifs doivent veiller de la manière la plus sévère à ce qu'on ne délivre pas de pareilles commissions incompetentes.

Une occasion très sérieuse pour l'institution de seigneurs policiers locaux se présentait à l'avènement d'Édouard III (1). La fac-

(1) Sur la naissance des fonctions de juge de paix, voyez Reeves, qui est assez étendu à cet égard, *History of the english law* (1^{re} éd. 1815, t. II, 472; III, 216, 242, 265, 290; IV, 154). Aujourd'hui encore, on emploie l'ouvrage plus ancien : Lambard's, *Eirenarchia, or the Office of justices of the peace*, dont il y a diverses éditions de 1581, 1582, 1588, 1591, 1592, 1594, 1599, 1602, 1607, 1610, 1614, 1619, 8. Le Dalton's *Justice* est encore plus explicite, 1618, 1619, 1622, 1626, 1629, fol. — et après sa mort, 1630, 1635, 1643, 1696, fol.,

tion séditeuse de la reine Isabelle, après avoir contraint Édouard II à abdiquer, l'avait tué. Néanmoins on avertit le peuple incrédule qu'avec l'assentiment du malheureux roi son héritier en minorité avait entrepris le gouvernement. Pour

donnant également des indications relatives à l'histoire du droit, et contenant des matériaux riches mais confus. Le *First Report or Constabulary force*, 1830, pag. 192-202, renferme des extraits historiques de Hardy. Les indications historiques de Blackstone sont puisées dans Lambard, particulièrement ce jugement vague et confus : « Qu'il y avait eu, d'après le droit commun, des *conservatores pacis*, soit traditionnellement, soit par possession féodale, avec l'obligation de conserver la paix, ou de telle nature, qu'ils aient été choisis par le peuple dans le tribunal du comté (Lambard, 13-17). Par le st. Édouard III, c. 16, le choix des conservatores pacis aurait été pour la première fois enlevé au peuple, et attribué au roi (Lambard, 20). » Cette indication, toujours copiée, a dû nécessairement engendrer des erreurs.

D'abord elle fait croire que les juges de paix auraient été, dès l'abord, des employés choisis par le peuple, dont la nomination aurait ensuite été prise par le roi ou usurpée par lui. Il en est ici comme des données traditionnelles sur la nomination des shérifs. Au temps de la prospérité de l'échiquier normand et des prévôts territoriaux, il arrivait assez souvent que le premier autorisait, contre paiement de fortes sommes, les gens d'un comté ou d'une centurie à proposer le prévôt royal. De pareils cas isolés sont alors détachés de l'ensemble et cités comme preuves d'un droit d'élection populaire. Lorsque depuis Richard I^{er} on cite des « *custodes* » choisis, il faut les rattacher à de nouvelles tentatives, et en particulier aux « *coroners*. » Depuis le st. Winchester, on peut aussi rencontrer des « *constables of hundreds* » comme employés de paix élus. Mais il n'en pas existé en Angleterre, depuis la conquête, de *fonctionnaires élus par le peuple, et occupant la position autoritaire des juges de paix*. Des dictons de cette nature, quo Coke, II, *Inst.* 459, 558, 559, répète également, datent de l'ancienne constitution communale saxonne, qui, déjà longtemps avant la conquête, était transformée totalement. Pour l'époque normande, ils sont faux, contraires aux sources, incompatibles avec la position de ces fonctionnaires, avec toute l'organisation du gouvernement normand, et le développement de la législation sur les juges de paix. Les « *custodes pacis* » élus de cette époque sont pour une part les « *coroners* », pour une autre, les employés aux revues de la milice, pour une troisième, les constables dans l'administration de la police, pour une quatrième enfin, le résultat d'essais anormaux, tentés à des époques de guerre civile, et pour un temps très court. Ce sont des employés avec le droit de faire les premiers actes de poursuite des « *presentments* » devant les tribunaux, surtout avec le droit d'admettre une caution obligatoire, mais ce ne sont pas des « *justices of record* » royaux, ayant le droit de juger et les pouvoirs nombreux et discrétionnaires des juges de paix.

Puis elle accredité un second lieu cette idée qu'il y aurait eu, à un moment

plus de sécurité on publia l'ordonnance 1 Ed. III, c. 16 au parlement.

« Le roi veut, afin que la paix soit mieux gardée et maintenue, que dans chaque comté on nomme de bons et légaux

donné, en Angleterre, une police patrimoniale, dans laquelle l'antique constitution des cours leet se serait mêlée aux nouvelles institutions positives des juges de paix. De là pouvait naître une discussion sur le point de savoir si les fonctions de conservateur de la paix pouvaient naître d'un usage immémorial. 2. Hawkins, cap. 8, § 10. Mais il n'a jamais existé en Angleterre des juges de paix patrimoniaux. Les usurpations de la noblesse sous la maison de Lancastre, et la période de la guerre des deux Roses avaient engendré des institutions confuses de ce genre, et dans une couple de cas également amené des concessions inconsidérées et illégales. Mais lorsqu'un pareil cas de concession du droit de nommer des juges de paix, accordé à l'abbé de Saint-Albans, vint à être discuté devant le *kings bench* (20 Henri VII), la cour déclara unanimement, d'accord avec le gouvernement, que le roi n'était pas en droit d'accorder à une personne, par une semblable inféodation, le pouvoir de nommer des juges royaux, car c'était là une prérogative inséparable de la couronne. Le juge président Fineux ajouta encore : qu'une patente royale n'étant pas « *of record* », ne pouvait par conséquent pas créer une justice « *of record* » ; que par des motifs analogues, la concession du droit de grâce, ou de naturaliser les étrangers, étaient nulles, en ce qu'elles transféraient aux sujets un droit beaucoup trop considérable, pour être confié à d'autres mains qu'à celles du gouvernement royal. Lambard lui aussi reconnaît, dans l, c. 3, « que toutes les fonctions pour la conservation de la paix viennent originairement du roi, et qu'aucun duc, comte ou baron n'a, en cette qualité, quelque plus grande autorité pour la conservation de la paix que tout particulier. »

Pareillement Blackstone part de ce principe que le roi, par sa fonction, est suprême gardien de la paix, que dès lors le pouvoir de police est essentiellement un droit souverain.

Ce n'était qu'une déclaration que renfermait le statut 27 Henri VIII, c. 24, § 2, en ordonnant : que personne, de quelque état ou dignité qu'elle puisse d'ailleurs être, n'ait, à partir du 1^{er} juillet 1536, quelque pouvoir ou autorité de nommer des juges de paix, mais que tous semblables employés soient nommés par patente signée du nom du roi, et scellée du grand sceau et par l'autorité du roi dans tous les comtés et autres localités du royaume, sans tenir compte de quelque commission contraire, usage, autorisation, acte parlementaire, et autres choses (excepté les juges de paix dans les comtés palatins et certaines villes).

Cette déclaration était alors nécessitée par diverses usurpations et concessions illégales du temps de la maison de Lancastre. Il se rencontrait par-ci, par-là, quelque charte qui avait concédé aux habitants d'un bien de chevalier le droit de nommer un juge de paix (R. d. Mashiter, 6 A. et E. 153).

hommes, qui n'appartiennent pas aux malintentionnés ni aux violateurs du repos dans le comté, pour maintenir la paix. »

La persistance de la situation dangereuse du parti dominant fit porter bientôt après la loi 2 Ed. III, c. 2, par laquelle l'ordonnance de police de Winchester est aggravée, et l'on y ajoute que les commissaires élus ne doivent pas seulement faire des informations, mais avoir aussi le pouvoir de punir les gens désobéissants et malveillants. Le parti dominant est cependant renversé peu après, et la loi 4 Ed. II, c. 3, fait nommer de nouveau régulièrement des juges ambulants pour tenir des assises pénales avec jurés; et à côté d'eux de bons et légaux citoyens pour maintenir la paix.

Mais le besoin de commissions locales judiciaires continue à subsister, ainsi que cela résulte des délibérations parlementaires et de la nomination occasionnelle de juges criminels locaux. Le stat. 18 Ed. III, stat. 2, c. 2, essaie de constituer une sorte de juridiction pénale mixte : « Il doit être nommé
« par commission royale dans chaque comté comme *custodes*
« *pacis* deux ou trois des citoyens les plus respectables, et là où
« il y aura besoin, ils seront réunis avec d'autres hommes experts en droit et seront appointés pour traiter et juger sur
« des félonies et des infractions à la paix dans le comté et pour
« prononcer la peine légale proportionnée. »

Dans la loi 20 Ed. III, les *commoners* pétitionnent le droit de juger des félonies, sur quoi le roi répond : « que l'on nommera à cet effet des jurisconsultes. » Lorsque après cela le stat. 21 Ed. III, appela les *commons* à donner leur avis sur le maintien de la paix, ils ordonnèrent que six personnes dans chaque comté, dont deux choisies parmi les grands, deux chevaliers et deux juristes, et ainsi de suite, dans une plus ou moins grande proportion, recevraient pouvoir et commission de par la chancellerie, pour entendre et juger, et que toutes les *courts of trail baston* (commissions criminelles sommaires) seraient abrogées comme servant à l'oppression du peuple. Officiellement le roi et le conseil réservent le droit de nomination royale, tandis que les états attachent la principale importance, au choix de

grands propriétaires terriens ; les deux partis souhaitent autant que possible d'éviter une déviation de la procédure régulière.

Dans l'intervalle s'élevèrent les luttes avec les classes ouvrières, qui suscitèrent les *statutes of labourers*, 25 Ed. III, c. 1 ; 25 Ed. III, c. 8. Pour l'application de ces lois on devait, d'après leur but et leurs termes, nommer des commissions avec des pouvoirs extraordinaires. Ils devaient, quatre fois chaque année, tenir une session dans tous les comtés. Probablement que l'on élut dans ce but les mêmes personnes qui, d'après 18 Ed. III, étaient nommées aux *commissions of oyer and terminer* (Reeves II, 472). C'était alors le temps durant lequel du côté de la Chambre des communes comme du conseil royal on était poussé à régler d'une manière définitive ces rapports. Indubitablement il y eut à ce sujet des débats au parlement, mais malheureusement les rotuli de 29-34 Édouard III manquent précisément.

Enfin, après de si longues tentatives *suit en 1360 l'établissement de seigneurs de police, érigés en institution permanente* par le st. 34, Ed. III, c. 1 :

« Dans chaque comté d'Angleterre on nommera pour maintenir la paix un lord, et avec lui trois ou quatre des gens les plus respectables du comté, ainsi que quelques jurisconsultes ; et ils auront le pouvoir de dompter les infracteurs des lois, les séditeux et autres perturbateurs du repos public, et de les poursuivre, de les saisir et de les détenir, et de les châtier d'après la mesure de leur délit, et de les emprisonner, et de les punir convenablement d'après la loi, les coutumes du royaume et d'après leur meilleure estimation et de leur avis motivé : puis le pouvoir d'accepter des dénonciations, et de diriger des instructions contre tous les sujets punis et tous les malfaiteurs, qui revenus des possessions françaises, vagabondent et ne veulent pas reprendre le travail auquel ils se livraient auparavant ; ils pourront arrêter et détenir toutes personnes dangereuses sur plainte ou sur soupçon, et les mettre en prison, et exiger une sécurité et caution suffisante de bonne conduite vis-à-vis du roi et de la nation, de tous les gens mal famés,

n'importe où on les peut saisir; et ils auront le pouvoir de punir les autres selon qu'il convient, afin que le peuple ne soit pas agité, lésé, par de semblables séditeux et rebelles; que la paix ne soit pas troublée, que les marchands ou autres voyageurs ne soient pas molestés sur les routes ou ne reçoivent préjudice de semblables malfaiteurs: et aussi pour entendre, pour traiter et pour décider sur la plainte au nom du roi, relativement à toutes les félonies et infractions commises dans le comté, d'après les lois et les coutumes prédites. »

Malheureusement, précisément pour cette loi, les résolutions antérieures manquent. Lambard (I, c. 9) a vu dès l'année suivante, 55 Ed. III, une commission rédigée en vertu de cette loi, dans laquelle se rencontre pareillement le titre de *justices* (*justitiariorum nostrorum*), et une ajoute, relative « aux poids et mesures, aux serviteurs, artisans, journaliers ». Deux années plus tard (56 Ed. III) les communes pétitionnent afin que l'on accorde aux chefs de police des districts des droits proportionnés, et celui « de faire enquête tant hors que dans leur circonscription libre, en cas d'affaires concernant les « victuallers, regraters et forestallers de même que les « labourers et artificers; » puis on souhaite que dans les commissions, tant des *justices of the peace* que des *justices of labourers* se trouve la clause, qu'ils tiennent quatre fois par an des sessions communes. Ceci est admis et élevé, par 56 Ed. III, c. 12, à la qualité de statut. L'année d'après, suit une pétition demandant que le roi veuille accorder aux chevaliers et bourgeois réunis en parlement de choisir les « *justices of the peace* » et les « *justices of labourers and artificers* », que les élus ne puissent plus être éloignés, et d'autres moins satisfaisants mis à leur place. La réponse porte que le parlement pourra présenter des candidats, mais que le roi nommera selon son bon plaisir. Dans 50 Ed. III, suit encore une fois une pétition, d'après laquelle le parlement souhaite de nommer les « *justices of the peace* », sur quoi ils prêteraient serment au conseil royal, et ne pourraient plus être destitués sans l'assentiment du parlement. La réponse dit : « Les juges doivent être nommés par le roi et son conseil d'État (conti-

nual council) », ce qui résout à toujours la question de la nomination (1 *Parl. Hist.* 545).

A cette époque déjà le titre honorifique de *justices* est usité à côté ou même au lieu et place du plus ancien de *custodes pacis*. Les analogies ordinaires permettent de supposer que la plupart du temps les mêmes personnes étaient nommées : « *Justices of the peace* » et « *justices of labourers*. » L'une et l'autre position se confondent toujours de plus en plus. La forme de la commission est, dès 3 Ric. II, semblable à l'actuelle. Les commissions 4 Ric. II, par exemple, nomment des *conservatores pacis*, pour l'application des statuts de Winton, Northampton et Westminster, en même temps que des « *justices* » pour l'instruction relative à de nombreux délits énumérés, et la répression d'assemblées illégales, l'application des statuts sur les poids et mesures, du statut « *of labourers, etc.* » Les statuts 15-17 Ric. II renferment aussi des énumérations analogues, en y comprenant le règlement des salaires, des « *labourers et servants* ». Dans les statuts ultérieurs, tels que 2 Henri V, c. 4, § 2, les juges de paix sont naturellement mis au premier rang comme juges de police dans les affaires des domestiques, des artisans et des journaliers.

La matière de leur ressort était alors double, d'après le *Contexte des commissions de paix* : 1° le maintien de la paix d'après la loi commune « *common law* », c'est à dire ce qui concernait la détention, la caution obligatoire et les autres affaires purement de police, qui traditionnellement déjà se trouvaient au nombre des pouvoirs des prévôts territoriaux normands ; 2° les affaires analogues d'après les ordonnances de police de Winchester, le statut de Westminster et les lois postérieures sur la police industrielle et du travail, qui s'augmentent dès lors avec chaque génération. Ils ne connaissent d'affaires réellement criminelles que dans leurs sessions trimestrielles, en corps, avec l'adjonction du jury. Leur commission est si générale que même pour les félonies, ils ont un pouvoir criminel concourant avec celui des juges ambulants. D'autre part, la rédaction des statuts leur réserve spécialement une foule de petites infractions contre

la police industrielle, morale, et du travail. Une intention de limiter essentiellement les jurés dans leur application n'est pas encore visible. Mais la rédaction des nouvelles lois de police leur accorde personnellement des pouvoirs plus étendus à exercer sans l'adjonction d'un jury. D'après 13 Ric. II, c. 2, ils doivent, par exemple, établir le point de fait en cas de dépossession violente; d'après 2 Henr. IV, c. 4, § 2, les juges de paix « doivent avoir désormais le pouvoir d'entendre tout serment, toute sorte de travailleurs, serviteurs, et leurs maîtres, et les *artificers* sur toutes choses, qui sont émanées d'eux contre les prescriptions des ordonnances et des statuts, et de les punir en conformité avec ceux-ci sur leur aveu, comme s'ils avaient été convaincus par enquête (inquest). » Les lois de la période suivante poussent toujours davantage à un jugement sommaire sans jury même contre l'accusé en état de déné-
gation.

Le personnel des juges de paix devait, d'après les pétitions parlementaires, être choisi parmi la plus haute et la plus grande propriété foncière, tandis que le roi et son conseil s'attachent plus spécialement à la science juridique. Ces deux éléments fournissent les personnes d'après les besoins locaux, sans restreindre d'une manière sensible l'appréciation de la couronne en matière de choix. D'après 34 Ed. I^{er}, c. 1, il doit être nommé dans ce but dans chaque comté un lord, trois ou quatre des hommes les plus honorables et quelques jurisconsultes. D'après 13 Ric. II, c. 7, il faut les choisir parmi les plus riches chevaliers, écuyers, et jurisconsultes (*knights, esquires and gentlemen of the law*). D'après 2 Henri V, stat. 1, c. 4; stat. 2, c. 1, ils doivent demeurer dans le comté. L'influence de la noblesse n'introduit un cens déterminé que sous la maison de Lancastre, 18 Henri VI, c. 11 : « Qu'aucun juge de paix ne puisse être commissionné, qui n'ait pas de terres d'un revenu annuel de 20 livres sterling. » C'était la taxe inférieure, déjà quelque peu vieillie, d'un bien de chevalier. Mais suit au § 2 le *Proviso* : « que lorsqu'il n'y a pas dans le comté suffisamment de personnes établies, qui soient expertes en droit et

en administration, le lord chancelier soit autorisé à commissionner, d'après son estime, d'autres personnes convenables, expertes en droit, bien qu'elles ne possèdent pas de terre de la valeur susdite. Cette concurrence de propriétaires fonciers et de jurisconsultes a duré encore pendant des siècles. Dans la clause de la commission par laquelle est attribué à deux ou plusieurs juges de paix le droit de rechercher et de juger, on ajoute le *Proviso* : que parmi eux un ou plusieurs doivent être toujours nommément désignés « *quorum aliquem vestrum A. B. C. D. unum esse volumus.* » Ceux qui sont ainsi nommés forment les membres jurisconsultes que l'on appelle pour ce motif du nom technique de *quorum*. Dans les statuts postérieurs, dans le cas de procédure criminelle sommaire, aussi bien que dans les actes de police ordinaires, on détermine toujours spécialement si un juge de paix peut entreprendre l'acte par lui-même, ou s'il doit le faire avec l'adjonction d'un collègue jurisconsulte.

Les fonctions de juge de paix ne constituent dès lors d'après ceci qu'une combinaison nouvelle d'éléments subsistant déjà depuis longtemps. C'est un nouveau groupement de la propriété et de l'emploi. Le roi pouvait de temps immémorial nommer des justices of oyer and terminer pour tenir les tribunaux criminels : par la nouvelle institution il est forcé de les nommer préférentiellement parmi les propriétaires fonciers établis dans le comté. Les juges ambulants avaient leur centre et leur soutien dans le conseil royal et les cours royales. Les juges de paix l'ont dans le comté, et forment, dans leurs sessions se répétant à des époques réglées, un corps ou un collège qui s'unit d'une manière durable aux commissions de district (juries) et forme dans le sens le plus étendu une nouvelle administration de police pour les circonscriptions de district. Dans les commissions de juges ambulants on trouve investis, à côté des juges royaux, des lords et des chevaliers du comté, mais seulement en second rang, et leur participation devient très promptement purement nominale. Dans les commissions de paix, les employés professionnels ne sont que des collègues et des assis-

tants-jurisconsultes qui disparaissent peu à peu devant l'influence durable de la grande propriété foncière. Comme la gratuité des assemblées (diètes) est, dès 14 Ric. II, c. 11, déclarée condition honorifique pour les lords et les bannerets, la non-acceptation des honoraires (wages) parut bientôt chose honorable, ce qui diminue l'affluence des avocats et des gens moins fortunés pour les candidatures de justices de paix. La grande propriété foncière y trouvait un riche dédommagement à la destruction des tribunaux patrimoniaux. Quant au but pratique de l'administration de la police, elle y puisait la permanence et la force nécessaires. Comme les juges de paix sont nommés pour le comté entier, comme leur pouvoir de fonctionnaire doit dès l'abord être exercé aussi bien dans que hors des circriptions privilégiées, il s'étend au dessus du grand fractionnement des districts judiciaires.

Tel fut le premier motif qui fit *disparaître progressivement devant les juges de paix les antiques courts leet* (1). De même

(1) *La décadence du sheriff's turn et des courts leet*, ensuite du développement de l'institution des juges de paix, repose tellement sur la nature des choses, que parmi toutes les luttes de parti, les opinions et révolutions postérieures les choses conservèrent leur marche naturelle. L'expérience journalière, montrait évidemment l'impossibilité, pour des assemblées communales tant *in pleno* qu'en *committees*, de conduire une administration de la police, telle que, dès la fin du moyen âge, l'avaient constituée le caractère modifié de la conservation de la paix, et surtout la police détaillée de l'industrie, des métiers et des mœurs. La levée dans ce but de communes entières ou de commissions communales, devient toujours plus difficile et moins satisfaisante. Si l'essentiel doit être du domaine d'un fonctionnaire unique, les tribunaux de police locale auraient pu se transformer en juges de police communaux électifs. Le motif pour lequel on n'entra pas dans cette voie était dans la nature des affaires de police, qui ne supportent pas l'application de l'électorat par suite de la collision des intérêts, à peine de devenir un instrument des classes dominantes et des partis en majorité. Dès qu'à la place de l'administration patriarcale se rencontre une administration de police réglée par des lois, son domaine propre doit cesser d'être la propriété des communes. Dès la fin du moyen âge, les rapports des classes propriétaires et des travailleurs ne pouvaient plus, en Angleterre, être régis sans lois. C'est pourquoi la fonction supérieure de la police se formule en un emploi judiciaire, comme dans les affaires purement criminelles. Les fonctions inférieures de police locale se rencontrent entre les mains d'un constable

que toutes les institutions analogues, les juges de paix sont placés en concurrence avec les anciennes institutions pour la conservation de la paix. Les courts leet continuent donc de subsister comme tribunaux de police communale, mais sans réforme ultérieure dans leur constitution. Ils restent fondamentalement restreints à leur ancienne juridiction d'après la « common law », à moins que la puissance pénale ne leur soit expressément attribuée sur de nouveaux cas criminels, par « statute law », ainsi que cela arrive, en tout cas, fréquemment dans le domaine de la police du travail et de l'industrie. La court leet, sous ce rapport de libre concurrence (sauf dans un très petit nombre de communes, où des circonstances plutôt accidentelles lui conservèrent la vie), s'est vue petit à petit étouffée et écrasée par l'institution plus puissante des juges de paix. Ils étaient toujours accessibles, tandis que la court leet n'était ouverte que deux fois l'an et pour un court espace de

(voy. la note suivante). L'antique devoir d'inquisition des communes entières (in corpore), se transforme tacitement en un devoir d'assister à cet égard le constable. A l'époque de la reine Élisabeth, Thomas Smith emploie encore les termes suivants : « Chaque Anglais est un serjeant (serviens) pour saisir les voleurs, » — réminiscence de la levée de la commune entière dans le domaine de l'antique conservation de la paix. Ici subsistent l'un à côté de l'autre deux systèmes de justice pénale et de police, mesurant librement leurs forces pendant des générations, jusqu'à ce que l'un disparaisse, non pas, il est vrai, d'après les termes de la loi, mais pour la vie pratique. C'est une conception partielle et arbitraire de l'histoire du droit, que de la représenter tout entière comme méfait et usurpation. (Smith, Parish).

La tournée du shériff était, du temps de lord Coke, une antiquité. Dalton, *Sheriff's*, pag. 402, 403, compte les motifs de décadence : l'ensemble de ses affaires était alors vidée par les assises, les sessions trimestrielles et les tribunaux de police locale (private leets) ; la concurrence des deux dernières juridictions avait réuni complètement les juges de la tournée du shériff ; le grand éloignement du siège du tribunal fatigue le shériff et les juges inutilement ; enfin beaucoup d'émeulements qui s'y rattachaient d'abord sont enlevés au shériff. Puis les leets locales sont dès lors négligées en très grand nombre, et souvent plusieurs d'entre elles ne sont plus tenues depuis de longues années. Smith, Parish (pag. 216), reconnaît, malgré son zèle pour l'institution, qu'en majeure partie elle ne subsiste plus que nominale-ment en un très petit nombre d'endroits, et là même avec une partie seulement de ses anciennes fonctions.

temps. Ils acquièrent, de génération en génération, des pouvoirs criminels nouveaux et efficaces, tandis que la court leet reste en général réduite à une inquisition laborieuse et aux amendes pénales de la « common law ». A la fin du gouvernement d'Édouard III (51 Ed. III), le parlement demande encore une fois de ne pas attribuer aux juges de paix les infractions qui doivent être jugées dans les *leets* des seigneurs terriens et des villes. La réponse porte : « Que les lois résolues jusqu'ici (ordonnances de police) ne peuvent pas être maintenues en vigueur, si cette pétition est accordée. » Dès lors se poursuit tacitement la décadence des leets.

Des motifs analogues s'appliquent aux *rappports des juges de paix avec le sheriff's turn*. D'abord, ce tribunal de police n'est assurément pas touché par le juge de paix. Le shérif conserve le droit de première saisie, d'enquête, et le droit de punir dans les petits cas d'amendes avec la coopération des communes. Parfois aussi une ordonnance spéciale prescrit un concours du shérif et du juge de paix, comme en cas de sédition ; dans différentes affaires les juges de paix doivent contrôler le shérif, 11 Henri VII, c. 15. En général, cependant, leur activité demeure concurrente, aux dépens du shérif, dont l'impopularité continue et dont les pouvoirs en fait de police devaient tomber de plus en plus en décadence d'année en année par le seul changement de l'emploi. Les pouvoirs importants en matière d'instruction préparatoire leur sont enlevés d'ailleurs par 1 Ed. IV, c. 2, 3 (a. 1461). Ils doivent se restreindre au premier acte des poursuites et à l'acceptation des « indictments », l'ordre de détention définitif et la procédure ultérieure doivent être abandonnés à la plus prochaine session trimestrielle. Le shérif conserve cependant encore l'administration des tribunaux du comté, et le domaine de l'exécution pénale lui est attribué d'une manière toute spéciale ; c'était sur cette dernière base tout spécialement qu'était et que demeura fondée la constitution du bureau, des émoluments et tout le système de l'administration financière de la fonction de shérif.

Les fonctions inférieures relatives à la conservation de la

paix (1) qui étaient maintenues dans les communes, les décuries « villatae », par des prévôts et juges, sous la forme de commissions communales, comme premier acte de poursuite et dénonciation officielle, passèrent de plus en plus exclusivement aux prévôts communaux, qui se subordonnent alors aux juges de paix, de la même manière qu'ils l'étaient d'abord aux sheriff's turn. Ces fonctions inférieures suivent une marche de développement analogue à celui des plus hautes fonctions. A la place des communes faisant l'inquisition nous trouvons maintenant l'ancien prévôt judiciaire « tithingman », qui depuis Édouard III porte de plus en plus régulièrement le nom de constable, emprunté à ses fonctions de milice, dans les sessions des juges de paix; nous l'y voyons faire ses dénonciations d'office

(1) La position inférieure des constables en matière de police est le résultat de la combinaison de l'organisation de la milice avec celle de la police. Ce fut une division du travail, par laquelle le devoir de dénonciation et le devoir de saisir le violateur de la paix passèrent d'abord au prévôt et aux juges, puis préférentiellement au prévôt (constable) seul. Dès l'époque normande, on s'était contenté, que, dans la tournée du shérif, comparût au nom du village le « provost » et quatre citoyens. D'après le statut de Marie-bridge, 52 Henri III, le village entier ne doit plus comparaitre que dans le cas de meurtre seulement, dans tous les autres cas, le shérif doit se contenter de la comparution du « provost » et de quatre citoyens. Dans les « private leets » également on ne déploya aucune rigueur contre l'absence des justiciers. Les affaires courantes tombèrent ainsi de plus en plus aux mains du prévôt, qui fut alors aussi plus fréquemment appelé *constable* de ses fonctions en matière de milice, ou *petty constable* par opposition avec le *chief constable* de la centurio. Dans les lois, nous voyons pour la première fois cette désignation l'an 12 Ed. III. Elle parait, dans l'époque guerrière postérieure, avoir été regardée comme le titre le plus honorable et remplace alors aussi l'ancienne appellation du langage populaire. Le rapport des affaires de milice les plus inférieures avec l'emploi de prévôt, était pour ainsi dire impossible à éviter. La « constableness » inférieure n'était donc qu'un nouveau devoir professionnel qui vint s'ajouter à ceux déjà longtemps attribués au prévôt judiciaire, crût avec sa charge et devint vers la fin du quatorzième siècle l'appellation ordinaire de celle-ci. (Comp. 2 Ed. III, c. 3; 3 Ed. III, c. 14; 25 Ed. III, st. 1, c. 6; 36 Ed. III, st. 1, c. 2.) Spécialement à l'ouest de l'Angleterre, il y a encore des localités avec deux « tithingmen », dont alors le premier est « constable for the king », le second simple prévôt judiciaire (headborough). (Lambard, *Constables*, pag. 9-10.)

Les plus anciens relevés des devoirs des constables se confondent, par ce motif, pour la plus grande partie, avec les articles d'enquête du « sheriff's

(presentments), veiller à la paix dans son village (tout comme les chief-constables dans la centurie) avec les anciens devoirs d'un gardien de la paix et diverses nouvelles fonctions qui sont successivement mises à sa charge par les lois sur la police du travail, de l'industrie et des mœurs.

IV

SYSTÈME DES IMPOSITIONS COMMUNALES

Comme complément aux fonctions du comté déjà décrites, il se forme à cette époque un système d'impositions communales qui devient ensuite aussi la base des impôts parlementaires. L'adminis-

turn » et avec le devoir d'inquisition des communes : dénonciation des violateurs de la paix, infractions aux ordonnances de police, en particulier des ordonnances sur les boulangeries et brasseries, négligence à réparer les routes et ponts, les vagabonds, etc. Les lois postérieures sur le travail, l'industrie et les mœurs ont alors coutume d'attribuer au constable ses devoirs spéciaux et sa position particulière. Mais plus les sessions des juges de paix remplacent les « sberiff's turn », plus le constable paraît aux sessions un emploi utile. Les lois postérieures en font également par des clauses spéciales de plus en plus l'emploi usuel du seul juge de paix. La partie militaire des fonctions des constables a cependant gardé jusqu'à la fin du moyen âge une position plus honorée. Il était encore toujours le principal fonctionnaire du village (ce ne fut que plus tard seulement que le churchwarden prit cette place, etc.). Dans beaucoup d'endroits la « court leet » se conserva, après l'assoupissement de ses affaires civiles et de police, au moins encore comme assemblée communale, pour le choix annuel des prévôts de village. Depuis cette opération le mot de Selden est exact : « La paroisse fait le constable, et lorsque le constable est créé, il gouverne la paroisse. » (*Table talk*, v. *People*.) Les fonctions des moindres comités communaux sont passées à ces gardiens de la paix, tout comme les affaires plus fatigantes des plus grandes assemblées communales aux juges de paix. Les constables of hundred (high constables) servent alors de moyen terme entre les deux. En dehors de leurs affaires de milice, d'après le statut de Westminster I, ils agissent en matière de police comme prévôts de districts, pour l'application des ordres des juges de paix, l'inspection des ponts et chaussées, la rédaction des listes de jurés et quelques autres affaires relevant périodiquement.

Quelques données historiques sur les constables sont renfermées dans le *Glossarium* de Spelman et dans Lambard, *Duty of constable*, 1852, 8. (Appendice à l'*Eirienarchia* de Lambard, qui se trouve aussi incorporé à beaucoup d'éditions de cet ouvrage.)

tration de l'État des rois normands est déjà très réglée en matière financière, tandis que celle du comté demeure longtemps encore essentiellement dépendante de prestations personnelles et naturelles. Dès l'époque normande il y a là aussi cependant des prestations pécuniaires complémentaires. Les innombrables amendes (amerciements et fines) qui étaient prononcées contre des comtés, des centuries et des décuries, par l'Échiquier; les émoluments des shérifs, de leurs prévôts et serviteurs, plus tard, ceux des coroners, juges de paix et constables nécessitaient des prestations en argent. Le devoir de *contribuer* était imposé à ceux pour qui cette contribution remplaçait un *devoir de service personnel*. Les plus anciennes contributions en argent étaient des amendes de négligence pour un devoir personnel ou communal, et atteignaient ainsi, on le comprend naturellement, celui qui était obligé. D'autres prestations pécuniaires servaient à la réunion des matériaux et des arrangements nécessaires pour accomplir un devoir communal. Directement ou indirectement l'impôt était donc un succédané du service judiciaire, de police, de milice pour les plus grandes ou les moindres agglomérations, d'où résultait naturellement une division en *Tithing-Hundred* et *County-Rate* (1). Ces trois catégories constituaient donc les impôts d'après la *Common-Law*, c'est à dire des impôts qui s'étaient organisés tacitement en conséquence de l'ancienne constitution judiciaire et communale, et qui n'étaient cités comme supposés existants qu'occasionnellement, seulement dans les plus anciennes lois.

1. L'impôt local, *Tithing* ou *Town ley* (levy) (2) servait au

(1) Sur l'ancienne formation des impôts du comté, de la centurie et des communes, voyez surtout le *Report on Local Taxation* de 1843, pag. 5-7, et le mémoire du bureau des pauvres on *Local Taxes* de 1846, pag. 45. La relation historique demandera évidemment encore bien des éclaircissements de détail.

(2) Pour la *Town Ley*, *Town Sett* ou *Size* ou *Cess*, voyez le *Report* pag. 5, 6 et appendix A. pag. 139. Pour les cas de paiement d'amende par un village voy. Smith, Parish, pag. 609, 610. Le défaut de résolutions légales sur la division prouve seulement que les principes généraux de la féodalité et de l'organisation judiciaire en décidaient. Le report cite comme statuts pré-

paiement des « amerciements et fines », amendes et dommages-intérêts des villages, et répondait aux obligations, que la constitution normande imposait aux décuries : amendes pour les malfaiteurs qui s'étaient enfuis, pour hébergement de violateurs de la paix, de gens sans aveu, sans caution; amendes pour négligence dans l'entretien de la viabilité des sentiers, chemins carossables, des fossés, et même des petits ponts sur les chemins communaux (*brukbote*); amendes pour négligences dans les dénonciations judiciaires (*présentments*). Le village constituait-il une *court leet* particulière, il s'y joignait l'entretien des ceps et d'autres frais judiciaires locaux. Un peu plus tard les amendes pour négligences en matière des lois de milice, pour défaut de fourniture des compagnies, pour mauvais entretien des armes, des lieux de tir, etc. Pour subvenir à de pareilles amendes, il fallut souvent des prestations pécuniaires, comme aussi pour l'entretien des grandes routes et des ponts. Dans certaines villes il s'y joignait plus tard les indemnités des membres du Parlement. — Naturellement de pareilles prestations étaient levées par le prévôt du village; le « provost tithingman » et les quatre hommes, qui représentent la commune dans le « *sheriff's turn*, » servaient aussi de « *committee* » pour l'encaissement des taxes. Depuis qu'à la place du nom de « provost » au quatorzième siècle, le nom de « constable » nous apparaît, la taxe prend surtout le nom de « *constable's tax*. » La répartition avait lieu vis à vis des mêmes personnes, entre lesquelles les devoirs de milice, de justice, de police étaient principalement divisés, ainsi donc les francs-tenanciers et, occasionnellement, les hommes de la *court leet*. L'exemple de l'organisation féodale, la division du service militaire, des

supposant une taxe locale, le st. 52. Henri III, c. 24, concernant les prestations des villages pour l'absence de leurs justiciables dans la procédure inquisitoriale devant le shérif ou le coroner; puis 23, Édouard I^{er}, c. 12, 22 (*Magna Charta*), d'après lequel aucun village ne peut être retenu de force à la construction d'un pont, lorsque telle n'a pas été la coutume traditionnelle depuis Henri II, concernant donc un cas de prestations communales pour la corvée, pour l'entretien des chaussées et des ponts.

« *auxilia* » et des « *scutagia* » d'après la mesure de la propriété foncière, pénétrant et réglant logiquement aussi les moindres sphères de l'État normand, il en résulte une division des impôts d'après la mesure de la propriété libre, tant urbaine que territoriale, et même d'après les autres revenus de celle-ci.

2. Le *Hundred-rate* (1) servait au paiement des « *amerciements* et *finés* » de la centurie, à l'entretien de son tribunal, à indemniser le *chief-constable* de ses déboursés résultant de l'introduction du système de la milice, à l'entretien des ponts de la centurie et aux prestations du comté que nous énumérerons ensuite. Cette taxe paraît avoir été répartie entre les différents villages par le baillif, plus tard « *chief-constable*, » et s'y représenter comme contribution locale, *towncess*, c'est à dire comme charge communale. La citation juridique la plus ancienne est dans 15 Ed. I. c. 6. (Statut Winchester).

3. Le *County-rate* (2) sert à payer les « *amerciements* et *finés* » du comté, à subvenir à certaines dépenses du tribunal du

(1) Voy. sur cette taxe le Report pag. 6 et l'appendice pag. 499. Elle est même considérée comme plus ancienne (?) que les impôts communaux. Dans le mode de levée postérieure elle paraît en tout cas répartie entre les villages.

(2) Voy. sur le *County-Rate*, Report p. 7, 8.

Toutes les citations montrent assez comment les lois du moyen âge ne touchent qu'accessoirement à ces rapports, pour obvier à des abus particuliers. La spontanéité ne domine cependant dans aucun système d'impôts. Ici c'était l'organisation de l'administration normande qui, avec son système d'amendes, mit en action, d'après les besoins momentanés de l'État, les devoirs de milice, de justice et de police, et comme en tenant lieu également un système d'impôts. Précisément pour cela, il en résulta naturellement que le *personnel* imposable consistait dans la propriété foncière et celle des francs tenanciers dans les villes et les campagnes. A la court leet nous trouvons en tout cas les *copyholders* et toute la population majeure comme base plus étendue. Cependant ce système judiciaire n'était qu'une émanation du tribunal ordinaire du comté, dont la base demeure la règle normale. La participation de la masse n'est, en conséquence, d'abord que *passive*; dans la formation du jury on recourt de nouveau à la propriété foncière. La notion fondamentale que le *freehold* du moyen âge est la base des charges de l'État persiste comme pour le service personnel; de telle manière cependant que la *copyhold* se trouve appelée au service du leet jury, comme aussi aux prestations qui en découlent. Ceci se présente aussi indi-

comté, des prisons, des ponts, aux charges de milice, et plus tard à payer les indemnités des membres du comté députés au Parlement. Mais le statut. 3. Ed. I. (stat. Westminster I.) c. 16, 18, ordonne au contraire, pour obvier à ce que les « fines et amerciements » ordinaires prononcés par les juges ambulants contre le comté entier, ne soient injustement répartis par le shérif, et souvent même qu'il n'en soit pas donné décharge après qu'ils ont été payés, que : désormais les sommes ainsi imposées seront, par les juges ambulants eux-mêmes avant leur départ (sous le serment des chevaliers et d'autres citoyens honorables), partagées entre tous ceux qui sont astreints à les payer ; et les juges doivent comprendre, dans leurs listes pénales à délivrer à l'Échiquier, les diverses répartitions particulières et pas seulement la somme entière. » Ce statut avait été publié sur les doléances des communes, et de semblables plaintes sur les répartitions illégales se reproduisent encore plus fréquemment. Cependant la forme prescrite par le parlement paraît avoir été beaucoup trop minutieuse et inapplicable. Probablement l'usage de répartir de pareilles impositions sur les centuries entières, et par celles-ci sur les villages, restait prédominant ; il se forma ainsi une mesure fixe de contribution qui était assurément la plus aisée, mais devint souvent plus tard, très peu équitable par suite du développement inégal de la prospérité. Lors de l'établissement des indemnités pour les représentants des comtés, le statut 23, Henri VI, c. 9, 10, prescrit au shériff d'inviter, par une proclamation officielle, tous les « coroners, chief-constables et baillifs » et tous autres (justiciers), quiconque veut s'y trouver ; il ordonne aussi que ces fonctionnaires de district coo-

rectement dans des statuts parlementaires particuliers comme un préalable naturel. Il en est ainsi, eu égard aux contributions pour les indemnités des députés des comtés dans 12. Ric. II. c. 12. « Lorsqu'un lord ou un autre seigneur ecclésiastique ou laïque acquiert des propriétés, des terres, ou d'autres possessions, lesdites campagnes et terres et leurs possesseurs temporaires doivent être astreints à ces dépenses, comme elles l'étaient auparavant. » Les vilains (copyholders) ne sont pas obligés de contribuer aux dépenses relatives aux députés du comté. Br. Parliament. Registr. 261.

péroront personnellement à l'encaissement. Il résulte néanmoins de beaucoup de symptômes que, malgré une pareille ordonnance occasionnelle, la tendance prédominait de conserver les rapports de contributions usités jusqu'alors ; et cela dans le but de ne pas prendre de nouveau la peine fatigante, désagréable et disproportionnée par rapport à la petitesse de la somme, de la répartition sur de grands districts. Si les proportions persistèrent, tout le soin de l'encaissement demeura aux communes. C'était en elles que se rencontraient les occasions les plus nombreuses d'impôts pécuniaires, et de là une certaine coutume d'évaluation du voisin par son voisin, mode d'action résultant des enquêtes « inquests » normandes. L'accroissement des affaires et des dépenses pour l'entretien des routes (15 Ed. 1. c. 5), les revues de milice, l'exigence, souvent répétée par la suite, d'hommes armés à fournir par la commune et divers besoins locaux amenèrent de bonne heure la formation d'un *comité permanent de répartition* (*committee of assesment*).

On verra dans la section suivante la manière dont ce système s'appliquait à de plus grandes communes (villes). Mais aussitôt que la marche d'un pareil système d'impositions communales fut devenu usuelle, son *application aux impôts de l'État* eut lieu naturellement dans une certaine mesure. Il ne s'agissait plus que de rassembler ce que l'on était accoutumé à payer en détail, pour les grands besoins de l'État. — Ce fut alors, mais alors seulement que le comté devint un tout compacte pour l'armée, la justice, la police et l'impôt. Il prit alors aussi la forme sous laquelle il devint un membre permanent de la constitution parlementaire.

Cette extension du système de l'imposition communale aux impôts de l'État eut lieu, pour ainsi dire, naturellement. La base avait été posée dans son entier, durant l'époque normande par les « *auxilia et scutagia* » des vassaux militaires, par les « *auxilia et tallagia* » des autres habitants et des villes. La plus grande comme la plus haute propriété, était ici la plus chargée. Toutes les classes cependant souffraient également par l'arbitraire de l'imposition, l'arbitraire dans la fixation

des périodes de retour, l'arbitraire, enfin, dans la taxation. Toutes les classes prisait la réclamation de la *Magna Charta*, demandant une délibération des ordres sur les « scutagia » de la chevalerie et sur les « tallagia » des villes. Quelque lente et fragmentaire que fût cette marche unificatrice, quelques nombreuses lacunes que présente son histoire, il y a cependant un résultat établi, c'est que l'on s'accorda sur une mesure égale d'impositions directes, qui réunit alors ce que l'on était accoutumé à payer en détail. L'habitude d'impositions semblables, sans tenir compte des personnes et des choses, avait été poussée si loin par l'administration normande, que pour les croisades on put déjà lever 1/10 du revenu. Dans 9 Ric. I, on confie la levée d'un « auxilium » égal, d'après les hydes, à deux chevaliers dans chaque comté, et à diverses époques, se reproduisent des levées d'argent semblables. Lorsque sous Edouard I commence l'usage de convoquer périodiquement des députés des comtés et des villes pour traiter de pareils octrois, le mécanisme, déjà usuel, de l'impôt communal s'offrait indubitablement pour la levée des grands « auxilia » envers l'État. Plus tôt des commissions particulières étaient formées pour cet objet dans des cas spéciaux. Il en est ainsi l'année 1252, de celle dont Mathieu Paris nous a gardé le souvenir. Dans 25 Ed. I (a 1297), le système d'imposition communale se montre déjà dans son entier. L'ordonnance prescrit que dans chaque commune on choisisse quatre hommes qui, avertissent de leurs taxations l'autorité du comté, et aillent ensuite de centurie en centurie, et de commune en commune, pour écouter les plaintes et rectifier les erreurs. Neuf ans plus tard (a. 1306) il est ordonné qu'un jury de douze hommes, de chaque hundred, livrent ses taxations aux répartiteurs du comté. Ils doivent, dans ce but, aller de commune en commune faire, avec le « provost » et les quatre citoyens une évaluation exacte. La commission de répartition du comté va ensuite de « hundred en hundred » et de commune en commune, afin de voir s'il n'a pas été commis d'injustice. (Smith, Parish, 1857, p. 16, 17), Cependant, plus les centuries et les comtés s'accordaient pour simplifier les choses,

en un système de quotité fixe de contributions, plus aussi se rapprochait le moment de transporter les mêmes proportions aux impôts de l'État. Dans la huitième année du gouvernement d'Édouard III avait eu lieu une taxation complète de chaque commune à une somme fixe, et dès lors il devint usuel, de charger les villes et les villages, dans ces proportions, qui marquent la quotité de leurs impôts par rapport au tout. La mise en recouvrement et le prélèvement sur un chacun restait abandonné à la *communitas*.

NOTE SUR L'EXTENSION DU SYSTÈME DES IMPOSITIONS COMMUNALES
AUX IMPÔTS DE L'ÉTAT.

Anstey, *Guide Const. Hist.*, pag. 166, 171, donne, avec quelques interpolations, le tableau suivant de cette levée d'impôts. La quotité du comté est fixée par l'Échiquier. Alors on publie un « writ » aux chevaliers et aux francs-tenanciers justiciables du tribunal du comté, ordonnant de prêter assistance aux commissaires royaux de répartition. Ensuite pour chaque centurie les justiciables du tribunal du comté choisissent quatre chevaliers et leur font prêter serment. La quotité du village est taxée par les quatre « legales homines » ou un plus grand nombre d'entre eux, et ceux-ci, sur leur serment et sur leur devoir officiel (*presentment*), doivent entreprendre l'enquête et en transmettre, par un écrit scellé, le résultat aux quatre chevaliers assermentés. Ceux-ci font alors lever la taxe sur les terres et sur la propriété immobilière, entièrement par la *Court leet*, « car les gens établis connaissent le mieux l'état de choses de leur voisinage : qui il faut appeler, qui il faut épargner. » Les plaintes sur ce que l'un était imposé trop haut, l'autre trop bas, arrivaient à l'Échiquier, qui émettait un « writ of aequaliter taxandum », qui procurait du soulagement par des députés *ad hoc*. Coke II *Inst.* 77. Dans 8 Ed. III, un semblable writ fut publié pour tout le comté du Somerset. (*Year Book*, 11 Henri IV, f. 35). La commune, de son côté, pouvait exiger le montant de l'impôt par des gages mobiliers et pécuniaires (Heyburn v^e Keylow. Mich. 14, Ed. II, B. R. Rot. 60), ou par des plaintes civiles.

Les importantes données sur la levée des impôts sous Édouard I^{er} sont puisées dans l'ouvrage de T. Smith, *Parish*, 1857, ainsi que particulièrement le meilleur emploi des *inquisitiones nonarum*. Ces *inquisitiones nonarum* (comp. Cooper, Account I, 286-293) étalent la conséquence du statut 14, Ed. III, st. 1, c. 20, par lequel le roi recevait l'octroi pour des besoins extraordinaires de l'État, et pour la guerre, 1/9 et 1/15. En ce cas il comportait 1/9 du revenu des villes, le 9^e agneau, la 9^e tolson, la 9^e brebis (avec exception pour les classes pauvres), c'est pourquoi le roi donna ensuite l'assurance réitérée

« qu'il n'imposera aucun secours, ni aucune charge sans l'assentiment du Parlement. » En même temps le clergé avait cédé le 1/10^e de ses biens spirituels et temporels, d'après la base de 1297, ce que l'on avait compris de cette manière, qu'ils devaient payer ce décime, et de plus, en même temps, le neuvième octroyé par le parlement. Sur des plaintes à cet égard, le neuvième est astreint aux fiefs de la couronne appartenant à l'Eglise et aux possessions acquises après 1292. Tout cela conduisit à une taxation compliquée pour laquelle il y eut successivement trois instructions (commissions) de publiées. Pour chaque comté on nomme des personnes notables, et connues particulièrement comme « assessors et venditors » pour la taxation qui établissent alors, avec l'aide de gens assermentés, le 9^e du blé, de la laine et des agneaux; puis, en outre, l'ancienne taxe de l'Eglise et ses rapports avec le 9^e du revenu réel; estimation dans laquelle la valeur des dîmes est encore aujourd'hui intéressante au point de vue de l'évaluation de la dotation de beaucoup de vicairies. La réunion des relevés pour les 27 comtés existe encore à l'Echiquier et a été publié comme *nonarum inquisitiones*, 1807, fol.; celles des autres comtés ne peuvent pas être retrouvées. La publication débute par le Berkshire, et : 1^o *Decanatus de Redyng*, comprenant 37 villages; 2^o *Decanatus Abiudon*, comprenant 43 villages; 3^o *Decanatus Nywceburg*, comprenant 26 villages; 4^o *Decanatus Walyngford*, 10 églises et villages, ainsi que le *burgus Redyng*. Le Bedfordshire est indiqué comme partagé en 16 centuries et villae. Lancastershire en 6 wapentakes, ecclesiæ et vicariæ. Dorsetshire en 27 centuries et parochiæ, etc. Dans les particularités de la taxation, il y a beaucoup de différences. L'ensemble des noms de villages en comprend 5,000. Il en résulte une preuve décisive que l'encasement des impôts des communes était devenu une affaire communale tout à fait ordinaire.



V

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSTITUTION DES VILLES

Le développement de la constitution des villes (1) ne saurait, à cette époque, être caractérisé d'une manière plus concise qu'en disant qu'elle reproduit sur une plus petite échelle l'image d'un comté dans l'organisation de la justice, de la police, des impôts (section II à IV) et même une partie de celle de la milice.

1. La constitution de la milice incorpore bien en principe les villes dans les comtés; elles fournissent leur contingent d'après les villages, paroisses et centuries, tout comme la campagne. Mais pour Londres il y avait une organisation spéciale résultant

(1) Les bases juridiques de la constitution des villes peut, avec Stephen et Merewether, se ramener encore, aux mêmes points qu'à l'époque précédente.

1° Les villes forment encore toujours une court leet ou une circonscription judiciaire particulière. Merewether néanmoins n'a pas assez tenu compte de ce que, par l'introduction de la constitution des jurés et des juges de paix, la forme des anciennes communes judiciaires a changé, ainsi que la bourgeoisie elle-même. En tout cas la court leet de la ville perdure, et voit à l'occasion encore aggraver le devoir juridique des bourgeois y domiciliés (par exemple Yearb., 1432). L'organisation juridique et de la police réellement vivante, doit être cherchée cependant dans les assises, les juges de paix et le jury. Lorsque la court leet était la première base de la constitution de la ville, le leet jury avait un droit de présentation pour la nomination du mayor ou provost, ce qui se développa par la suite, de telle manière que dans quelques localités le leet jury choisit directement; dans d'autres endroits le leet jury présente seulement celui qui a été choisi par la majorité des justiciables. (Scriven, *Copyhold*, II, 860). Pareillement, après quelques controverses, le droit de présentation du leet jury pour les constables se transforme en un droit d'élection directe reconnu. (Scriven II, 820). Pour remplir leurs devoirs de police, les justiciers de la leet peuvent aussi délibérer des statuts (byelaws), qui, dans cette limite, ont une force coactive.

2° Les boroughs sont encore dans le rapport des *firma burgi*. C'était si bien la base de la constitution municipale que, par exemple, un retrait de celle concession enlevait aussi la juridiction spéciale, et rétablissait au tribunal de la ville le pouvoir du shérif et des prévôts royaux. (Voyez ce cas

de ce que le comté de Middlesex était uni à l'administration de la ville. Un petit nombre d'autres villes acquit, durant cette période, par charte, une milice urbaine particulière « avec le droit d'un comté. »

2. Pour la *constitution judiciaire*, une *court leet* particulière est, dès l'époque précédente, devenue l'indice caractéristique de la constitution urbaine. Les villes ont en outre acquis, pour la plupart, le droit de choisir elles-mêmes le chef du village comme prévôt judiciaire, c'est à dire de le présenter à confirmation. La constitution juridique interne se modifie cependant elle-même durant cette période. L'unité croissante de la science juridique concentre le prononcé en droit entre les mains de juges royaux juriconsultes, et réduit la participation des communes dans le service du jury à la question de fait (question

pour Dunwich, 21, Éd. I^{re}; Merewether, 524). Mais encore une fois, Merewether ne tient pas assez compte de ce que le droit des comtés et des villes de consentir à l'impôt changea complètement ces rapports. Là où c'avait été la première base de la constitution municipale, il se produisit un simple droit d'élection pour les employés municipaux, qui se restreignit cependant aussi facilement à une plus petite sphère des principaux contribuables.

3° La bourgeoisie consiste encore toujours dans les *householders domiciled*, qui participent au *scot and lot*. Les ordonnances du temps de la maison de Lancastre comptent les mêmes antiques indices de bourgeoisie (*being sworn to the king and the town; living by their livelihood, merchandise or crafts; householding in their own persons and names; bearing also tax and talliage, lot and scot*). La loi de Henri V sur les élections parlementaires n'a non plus rien changé d'après le droit, et porte encore en général des bourgeois libres domiciliés de la ville. Mais tous les renseignements sur l'état de fait concourent à montrer que la sphère de ceux qui participent activement à la vie municipale est devenue bien plus étroite, et le motif interne en gît dans les modifications rapportées ci-dessus à la constitution de la milice, de la justice, de la police, et des impôts. On en peut aussi apercevoir les traces dans les chartes de concession postérieures, dans lesquelles la nouvelle forme de la constitution juridique se manifeste d'une manière irrécusable. Un exemple capital est la charte 4 Éd. IV, pour Leicester. Le mayor et quatre des plus notables bourgeois ainsi qu'un recorder juriconsulte doivent être juges de paix pour le domaine de la ville, exercer en corps une autorité criminelle à l'exclusion des juges de paix du comté et d'autres commissaires royaux. Pareillement la ville aura deux coroners à elle. Les bourgeois seront libérés du service de jurés aux assises et aux autres juridictions royales hors de la ville. (Merewether I,

of fact). Les tribunaux civils locaux sont le plus amoindris et décomposés par ce motif. Mais la juridiction pénale et de police suit également petit à petit une nouvelle marche, surtout depuis l'établissement des juges de paix sous Edouard III. Certaines villes reçoivent ensuite la concession d'une juridiction civile d'après le nouveau modèle du *judge and jury*. Les procès importants tant civils que criminels sont cependant en général décidés par les juges ambulants avec un jury formé dans tout le comté.

5. *L'administration de la police*, qui se rattache étroitement à la sphère suivante, montre les juges de paix surpassant peu à peu la *court leet*. Le nombre des villes dans lesquelles, à la fin du moyen âge, la *Court leet* avait encore une importance vitale, n'est vraisemblablement pas très important. A leur

227-228). Un autre modèle souvent suivi était la charte de Nottingham de 1449, d'après laquelle le mayor élu et six aldermen nommés à vie exercent tous les pouvoirs des juges de paix, et la ville perçoit toutes les amendes royales et tous les droits de police. L'exemple d'un comté incorporé se présente dans la « city of Coventry » 30 Henri VI (1451), d'après lequel cette ville et un certain nombre de faubourgs « sera un comté pour elle-même, séparé à jamais du comté de Berwick sous le nom de *County of the City of Coventry*. »

On a souvent remarqué que les villes anglaises n'ont pas conservé l'importance de celles du continent. Leurs efforts vers une position particulière durent seulement autant que l'antique administration des prévôts territoriaux. La création de comtés spéciaux ne comprend qu'un petit nombre de cas et cesse dans la période suivante. Aussitôt que les cours royales et la modification de la position des shérifs eurent fait disparaître les motifs, les villes acceptèrent sans résistance leur place dans l'organisation de la milice et les autres liens de la constitution des comtés, en se contentant d'immunités plus restreintes. Leur participation au jury et aux commissions de paix, ainsi que l'égalité dans l'imposition les maintint en rapports constants avec la chevalerie ; le commerce et l'industrie d'autre part se trouvaient dès lors aussi dans les campagnes, et les seigneurs terriens possédaient, au contraire, beaucoup de maisons en ville. L'administration des seigneurs de police de la campagne s'acquitt l'estime et la popularité. Des motifs particuliers et locaux créèrent seuls, pour un nombre de villes, une administration de police particulière, par des *commissions of the peace* urbaines. — En un mot, ici disparaissaient les motifs pour lesquels, en Allemagne, les villes durent en fait et en droit se renfermer dans des fortifications, afin de ne pas partager le sort des paysans.

place nous trouvons alors, dans les cas les plus marquants, le juge de paix nommé pour le comté, dont le pouvoir s'étend expressément, « *tant dans les « liberties » qu'au dehors de leur sphère,* » et par conséquent aussi dans les circonscriptions particulières des villes. La bonne intelligence des villes et de la chevalerie, l'allégement du service judiciaire, et surtout des motifs de convenance et de facilité, montrent que de ce côté l'on n'a pas souffert de résistance fondamentale. En outre, les propriétaires fonciers les plus respectés et les juristes des villes pouvaient aussi devenir membres d'une commission de paix. Les nouvelles chartes municipales se transformaient depuis Richard II, la plupart, en une commission de paix particulière, dont les sessions trimestrielles deviennent un tribunal criminel ordinaire, pour lequel la ville établit une liste particulière de jurés. Mais comme la commission de paix du comté porte d'une manière expresse « *tam infra quam extra libertates,* » les juges de paix du comté conservent un pouvoir de police et criminel concurrent, lorsque celui-ci n'est pas formellement exclu et la justice urbaine déclarée exclusive par une clause particulière, *non intromittant.*

4. Dans la *constitution des impôts communaux*, les plus petites villes n'ont l'importance que d'un village, par exemple d'une paroisse, mais le plus grand nombre celle d'une centurie. Londres et quelques autres ont en ce cas aussi la valeur d'un comté. La prise à ferme particulière, *firma burgi*, des droits royaux formait encore une des parties spéciales de la constitution urbaine. Très communément il y avait en même temps la concession d'un marché hebdomadaire ou annuel, pour lesquels, durant cette période, on publia des ordonnances générales. Il s'y rattachait des immunités de péages, le pouvoir d'aliéner les terres.

Le nombre des « boroughs, » d'après ce système est encore augmenté d'une manière notable. Sous Édouard I^{er}, on en compte 54 nouveaux; sous Édouard II, 16; sous Édouard III, 28; sous Henri IV, 3; Henri VI, 4; Édouard IV, 2, qui se subordonnent aux comtés dans une progression assurément

très diverse par rapport à leur influence et à leurs prestations envers l'État.

Lorsqu'à partir d'Édouard I^{er}, des députés des comtés furent convoqués périodiquement au *parlement*, il fut naturel d'appeler également en même temps ces *boroughs*, qui avaient au point de vue de l'impôt, une certaine importance pour l'Échiquier (1). Au commencement ce ne fut le cas que d'un petit nombre seulement (Rymer, II, 241). Dans 26 Édouard I^{er}, on convoque régulièrement déjà 76 bourgs, et plus tard, sous le même souverain, encore 52; puis 24 sous Édouard II; 55 sous Édouard III; 5 sous Henri VI; 2 sous Édouard IV. Cependant un grand nombre abandonnent leur droit et le laissent tomber en désuétude. De là seul vint dans les constitutions municipales un nouvel élément *politique*, qui dut réagir sur la formation de la bourgeoisie active. D'après Hallam, dans 25 Éd. I^{er}, il aurait été établi en principe que trois classes de bourgs doivent être appelés au parlement : 1^o tous ceux qui sont pourvus d'une charte; 2^o toutes les villes situées dans les domaines de la couronne; 3^o tous les autres endroits qui peuvent supporter les frais de la représentation. Le point de vue dominant était assurément d'appeler les localités qui, autrefois, étaient taxées spécialement par les commissaires ambulants pour les *tallagia*, à *délibérer en commun* à cet égard, afin d'obtenir ainsi la conformité dans les contributions et, par la voie amiable, un plus riche rendement. C'est en ce sens que sont déjà conçus les writs pour l'invitation des villes, 25 Éd. I^{er} : « Que les députés aient les pleins pouvoirs, de traiter à ce sujet au nom de leurs bourgeois, et même séparément (*divisim*) d'avec les députés du comté. » Les rapports de contribution demeurèrent bien ce qu'ils étaient traditionnellement, les *tallagia* des villes étant en moyenne environ d'un tiers plus élevés que les *auxilia* de la chevalerie, qui, par ses *relevia* et autres charges féodales, est déjà bien plus fortement imposée.

(1) Sur la représentation des villes au parlement, voyez l'index nominatif dans 26 Éd. III, chez Merewether, III, 2277; puis Henry, *History of England*, t. 8, pag. 107 et s.

Le nombre de deux députés pour chaque ville s'explique aisément en considérant que traditionnellement on voulait représenter la localité par une *commission*, mais une commission la moins nombreuse possible, pour simplifier les affaires et épargner les indemnités. La représentation plus forte des comtés du sud-ouest s'explique peut-être par l'ancienne hégémonie du Wessex, ou encore plus simplement par la plus grande densité de la population et un plus grand bien-être. Les prétentions politiques des *boroughs* furent durant bien des générations encore très modestes. Elles se réduisaient au règlement de la paix publique et de l'organisation judiciaire, à réclamer une imposition plus modérée et plus équitable. La royauté ne devait rien appréhender de leurs réunions, pendant longtemps seulement consultatives. Bien plus, leur appui était important comme contre-poids aux prétentions nombreuses des pairs ecclésiastiques et temporels. C'est ainsi que s'explique leur augmentation constante. Sous Édouard I^{er}, on évaluait la proportion relative des députés des villes et des campagnes comme 200 est à 74, sous Édouard III comme 282 à 74, sous Henri VI comme 300 à 74. En conséquence de la position générale des villes en matière de milice, de justice et de police, on les traite expressément comme des enclaves du comté, et on choisissait fréquemment en même temps dans l'assemblée du comté les députés des villes; de même que régulièrement les invitations au parlement passaient par l'entremise du shérif. Celui-ci se permettait en cette matière beaucoup d'arbitraire, ce qui fut interdit seulement par Éd. Ric. II, par voie d'autorité, au moyen de la commination de peines. Malgré cela des villes se soustrayaient encore toujours au devoir onéreux de la représentation au parlement, afin d'épargner les indemnités. La convocation de bien des endroits très respectables tomba par cette cause en désuétude (1).

Le développement économique des villes introduisit de même

(1) Pour la position politique générale des villes parmi les *commoners*, voir plus bas la section du parlement.

beaucoup de différences. La notion de *city* et *borough* comprenait les plus grandes villes comme Londres, et de petites localités dans lesquelles la bourgeoisie cultivatrice ne se distinguait en rien de la situation économique des paysans ordinaires. Il y avait dans le nombre d'importantes villes de l'intérieur avec une industrie florissante, dans lesquelles existaient, de temps immémorial, des communautés industrielles et commerciales, ou bien où il s'en formait de nouvelles. La simple base de la bourgeoisie, qui avait compris tous ceux qui participaient au *scot and lot*, se rompaît déjà en différentes directions par ces rapports de propriété. Ces différences économiques des villes sont si nombreuses, que de là seulement, malgré l'unité de la base légale, le développement de la bourgeoisie devait être différent. Sans compter le mélange inégal de Saxons, de Danois, de Normands et de Gallois, qui existait dès l'époque normande, il s'est établi plus tard dans les ports de mer et les villes commerçantes des Normands, des Français, des Écossais et d'autres étrangers. Ce que l'on appelle les *cinq ports* conserve sa place moyenne entre la chevalerie et la bourgeoisie à cause de ses obligations spéciales relatives à la défense du pays. Le système des corps de métiers et des corporations se répand dans un grand nombre de villes de l'intérieur. Comme leur constitution repose sur une concession royale, la police industrielle a également à cette époque réglé leurs rapports, leurs limites séparatives, l'examen des marchandises livrées, le contrôle des prix jusqu'aux plus minutieux détails. Dans la législation de cette époque, on peut aisément apercevoir l'influence bien marquée de la trop forte représentation des villes par des résolutions sur le droit d'étapes, le compagnonnage et la police du travail, ainsi que par leur égoïsme vis à vis de l'industrie et du commerce étrangers. Les lois somptuaires voient aussi prédominer l'intention de conserver l'argent dans le pays.

Tous ces éléments se montrent à nous réunis sur le plus grand pied dans *Londres*, où le mélange des nationalités est déjà reconnaissable par les noms des maires et shérifs. Depuis la *Magna Charta*, Londres demeure à la tête des villes quant au

« développement juridique, économique et politique. A l'époque de la naissance des droits représentatifs, une bonne entente domine en général entre la grande propriété foncière du pays et la city, dans laquelle, dès lors, la partie la plus puissante de la noblesse était aussi personnellement domiciliée pendant une partie de l'année. Mais alors il se produit une lutte qui subit plusieurs fluctuations, et qui se rapportait à la formation des ordres. Tandis que la règle fondamentale est que la prestation pour l'État détermine dans l'État le droit politique, la propriété industrielle est ici réunie en de telles masses que le lien résultant de la propriété similaire doit effacer et dominer le lien résultant du voisinage, que l'organisation en corporations doit effacer l'organisation communale. Après une tentative sous Henri III, on voit sous Édouard III (a. 1362) conférer, par ordonnance, le droit d'élections municipales aux corporations. Les élections passèrent ainsi réellement de la bourgeoisie aux « trading companies. » Cette nouveauté était cependant si fort en opposition avec les bases de la constitution de l'État et du pays, que bientôt après une ordonnance, 7 Ric. II, rétablit l'ancien état de choses, et remit l'assemblée des bourgeois (wardmote) dans son ancien droit. Néanmoins la lutte de la constitution des communautés et des corps de métiers persiste dès lors sans interruption; les trading companies conservent une influence constante sur les choix et arrachent de temps en temps aussi de nouvelles concessions royales, comme sous Édouard IV, qui conformément à la politique de la maison d'York, penche dans ce sens (1).

En même temps la base juridique de la bourgeoisie est modifiée depuis la *décadence successive des courts leet*. Ses assemblées périodiques perdirent par là leurs affaires impor-

(1) Une table des anciennes chartes de Londres se trouve chez Merewether, III, pag. 2360-65. Le grand report qui précéda l'ordonnance sur les villes de 1835 contient aussi des matériaux importants. L'histoire de la constitution de Londres forme d'ailleurs à elle seule une bibliothèque, par exemple: G. Morton, *Commentaries on the History, constitution and charterial franchises of the city of London*.

tantes au point de vue pratique. Le service des jurés, dans sa nouvelle forme, s'étendait à une autre classe de personnes. Le statut 21 Ed. 1^{er}, permet d'établir des jurés municipaux qui ne paient pas de cens, lorsque telle était la coutume traditionnelle. Mais les gens les moins fortunés ainsi que plus d'une riche industrie, cherchaient à s'y soustraire. De bonne heure la convenance et la facilité firent réduire la liste des personnes réellement convoquées; cela eut lieu plus encore lorsqu'un fonctionnaire inférieur convoqua le jury. Les affaires courantes de l'administration de la police passaient toujours de plus en plus au juge de paix; c'est à dire aux classes supérieures de propriétaires fonciers et de juriconsultes, aussi bien où les juges de paix du comté étaient en activité, que là où la ville avait reçu la concession d'une commission de paix particulière.

Le rapport économique des « *firma burgi*, » pareillement, fut bientôt dépassé par le nouveau droit politique, d'après lequel le roi entraînait en *délibération formelle sur ses revenus extraordinaires* avec les villes convoquées au parlement. Les deux députés des *borough* ne sont, il est vrai, durant les premières générations, que des plénipotentiaires de la *communitas*, qui reçoivent de leurs mandants des instructions impératives, et il peut y avoir eu au début dans les assemblées des bourgeois des délibérations sérieuses sur la mesure des concessions à faire. Toujours il devait néanmoins finir par y avoir en dernier lieu un accord entre les communes convoquées au *parlement*, par lequel la solution du nœud de ces concessions pécuniaires passe au *corps des députés*. Mais à mesure que ces concessions pécuniaires par la répétition prennent un caractère semblable, et spécialement depuis que les proportions de contributions des diverses communes se fixent, les délibérations sur les impôts perdent leur objet. La nécessité des circonstances justifiant les impôts demandés par le roi, devait, en dernière analyse, rester abandonnée à l'appréciation des députés au parlement. Le mandat du député devient ainsi de plus en plus imperceptiblement et constamment un mandat de confiance général. Aussi dans l'imposition des subsides et des dîmes concédés

dans le domaine de chaque ville le taux était fixe, et ainsi le principal soin tomba à la commission d'encaissement.

On voit clairement comment ces modifications tacites firent perdre aux *assemblées bourgeoises* leur objet spécial, et comment la participation active à l'administration urbaine se restreignait d'elle-même à une sphère relativement peu étendue. Les affaires encore attribuées à la *court leet*, pouvaient aisément être traitées par un comité moins nombreux. Pour des affaires courantes de l'administration municipale on avait déjà de bonne heure formé, d'après les besoins, des comités de gouvernement qui se composaient très aisément, soit de ce que l'on appelait *leet juries*, ou sinon de conseillers communaux élus (*councillors*), qui commencèrent alors à devenir peu à peu permanents comme *town councils*. Il pouvait encore exister à côté de cela une commission d'encaissement, ou bien elles pouvaient se confondre. Les affaires politiques les plus importantes étaient soignées par le personnel des juges de paix et par les députés au parlement, et ainsi les classes municipales supérieures en recevaient une impulsion vers l'activité publique et une influence politique permanente. Déjà longtemps avant qu'une modification juridique fût entrée dans les constitutions urbaines, l'administration de la ville se réduisait, en fait, à un *mayor*, *provost*, etc., le plus souvent élu périodiquement, et à un comité qui, sous le nom de *capital burgesses*, de *town council*, de *leet jury*, etc., devint aisément permanent et acquit avec la disparition des assemblées de bourgeois, une tendance à se compléter par voie de cooptation. La forme de l'administration, la participation réelle aux affaires publiques influent toujours avec le temps sur la constitution.

La restriction de la bourgeoisie à une sphère plus étroite devait résulter avec le temps du même principe juridique que celui sur lequel reposait au début la sphère la plus étendue (*paying scot and bearing lot*). Si la contribution en impôts doit décider d'une partie de ces droits, elle devient bien plus remplie de signification depuis que les vieux *tallagia* se transforment en subsides de l'État consentis périodiquement. L'égalité du

droit de vote, qui émane d'abord d'une semblable obligation au service judiciaire, ne concorde pas dans une égale mesure avec cette prestation d'impôt maintenant prépondérante. C'est alors comme expression d'une idée juridique, que le petit contribuable laisse la préférence au grand, et qu'il croit être ainsi représenté dans ses intérêts quant à une égale répartition d'impôt. Dès les premiers actes électoraux municipaux, indiqués avec précision dans les *parliamentary writs*, on voit de ce côté la tendance à un électorat plus restreint par délégation comme, en 1296, pour Londres et Hereford. Dans le premier cas, l'élection a lieu par l'alderman et quatre citoyens de chaque quartier (*ward*), qui déterminent aussi le montant de l'indemnité; dans l'autre cas, le choix a lieu, en présence du *custos* et des *aldermen*, par six citoyens, les meilleurs et les plus intelligents de chaque *ward*. — De ce côté déjà la participation aux assemblées de la bourgeoisie se réduit par suite de l'indifférence des petites gens. D'autre part le service personnel amène le même résultat. Le nouveau service de juré, dans lequel il ne s'agit plus de résoudre le point de droit, paraît aux contemporains comme une charge communale, que personne ne recherchait. Les affaires courantes ordinaires passèrent tacitement aux mains d'un cercle plus restreint, depuis que l'administration de la police et les attributions relatives à la levée des impôts en faisaient la partie la plus importante; l'assistance des pauvres n'appartenait pas encore à la vie communale. Il s'y ajoute la différence des modes de propriété urbaine. Là où la constitution en corps de métiers avait acquis de l'influence, les présidents pouvaient former cette sphère plus restreinte. Dans plus d'un petit village, la bourgeoisie rurale et les propriétaires de maisons se maintinrent dans une sorte de pairie analogue aux communes agricoles, où alors la propriété terrienne urbaine, *burgage tenure*, paraissait la commune active. Là où il ne s'était pas formé à côté du bourgmestre de la ville un conseil ou un comité permanent, on eut encore le plus promptement une convocation de tous les contribuables ou propriétaires fonciers, ou même de tous les gens établis, à des actes électoraux

isolés. La propriété et ses différents modes de possession acquièrent une importance correspondante à la mesure de la disparition de l'activité personnelle pour l'existence publique. Aucune loi, aucun droit coutumier, ne peut dans de pareilles circonstances maintenir en vie le droit politique, et moins encore le simple droit électoral pour une corporation parlementaire. On ne doit pas encore songer alors à un abus préconçu. Il s'y agit plutôt de la loi fondamentale de la vie publique, d'après laquelle la participation actuelle aux charges publiques établit les droits publics. Quelque étroite cependant que fût déjà la sphère des électeurs, il en résulte également que depuis Édouard IV se présentent les origines d'une corruption électorale résultant de l'ambition. La législation laisse se développer cet état de choses dans sa diversité. Seulement une loi de Henri V étend des comtés aux villes le précepte que les députés élus doivent être des propriétaires fonciers domiciliés.

La forme légale sous laquelle cette nouvelle organisation des choses devait peu à peu s'exprimer, était celle des *chartes d'incorporation* qui se présentent à la fin de cette période. Quelque précise que pût devenir l'organisation de l'administration urbaine, elle devait inévitablement offrir des difficultés juridiques et techniques. Les aliénations et les procès devaient émaner, d'après le droit commun, des « hommes de la ville. » Pour de semblables occasions particulières, souvent si peu importantes, la bourgeoisie entière devait-elle se rassembler, *in pleno*? Afin de dominer de semblables difficultés légales, la notion technique de « l'incorporation » se répandit peu à peu à cette époque. Elle était mise en avant par le clergé et empruntée aux droits étrangers. Le nom et la chose se trouvent d'abord sous la maison de Lancastre pour les universités, les guildes, les confréries, les hospitaliers. Dans 18 Henri VI (1439), la ville de Kingston-upon-Hull d'abord, et, presque en même temps, la ville de Plymouth reçoivent concession d'une charte d'incorporation dont le sens est expliqué par la pétition des habitants de Plymouth qui la précéda. Ils prient :

Que Sa Majesté veuille leur concéder, à eux, leurs héritiers

et successeurs légaux, le pouvoir de choisir chaque année leur mayor, et que eux, leurs héritiers et successeurs légaux puissent être un « body corporate, » pour acquérir une propriété foncière libre, etc.

Le but de l'incorporation n'est, on ne saurait le nier, que de créer une personne morale dans le droit privé. Le droit de *perpetual succession*, — celui de porter un nom propre, *common name*, — le droit de pouvoir ester activement et passivement en justice sous ce nom, — la capacité d'acquérir et posséder une propriété sous ce nom, — sont les termes sacramentels du nouveau droit d'incorporation. En somme, 10 villes sous Henri VI ont obtenu semblable incorporation; sous Édouard IV, 10; sous Richard III, 6. Mais il s'écoule encore quelques générations avant que l'importance politique de cette nouveauté devienne perceptible.

Ces chartes d'incorporation transforment les rapports de fait en rapports légaux, et fixent la bourgeoisie dans sa forme actuelle (1). Alors que la jurisprudence du droit commun n'avait

(1) Sur les premières citations relatives à la notion des corporations, voyez Merewether, pag. 689, 690, 693, 716, 867. Sur les premières applications aux villes, pag. 918. L'expression *corporate* paraît d'abord, semble-t-il, dans la rubrique d'une loi, 6 Ric. II, st. 4, c. 9. Mais un examen attentif montre qu'il n'y a rien de cela dans la loi, que la rubrique doit être une interpolation d'une époque postérieure. Les « yearbooks » du temps de Henri IV montrent que l'on regardait alors les universités, c'est à dire des institutions ecclésiastiques comme *incorporated*. Sous Henri V, il y a eu des guildes et des confréries incorporées, avec droit pour leur administrateur et ses successeurs légaux « in perpetuum », d'acquérir des terres. Il paraît que c'est le premier cas où une incorporation a lieu sous ce nom (celle d'un hôpital dans un faubourg de Bristol, 4 Henri V, a. 14 et 16). Dans l'intervalle, grâce à l'influence du lord chancelier, la notion ecclésiastique d'une personne idéale, morale, juridique avait été admise dans le droit commun. Dans 8 Henri VI, c. 27, il y a pour la première fois des « *communitates corporate* » dans 10 Henri VI, c. 6, « *and companies incorporated* ; » dans 18 Henri VI, a. 1439, on concède la première charte d'incorporation à Kingston-upon-Hull. Jusqu'à ce moment on ne trouve le mot dans aucun rôle de patente, non plus qu'on ne le voit appliqué à aucune ville. Il ne s'y agit aussi alors que de questions de droit privé, de légalisations de procédure et d'acquisition de propriété.

connu pour les hommes de la ville d'autre possession et concession, que celle faite à la personne et à ses héritiers (hereditarie), avec la notion de l'incorporation naît un mode de possession pour une personne artificielle et ses successeurs, *by succession, and not by inheritance*. Personne n'y voyait en ce temps une atteinte au droit d'une bourgeoisie, d'être reconnue extérieurement comme personne juridique sous la même forme que celle sous laquelle elle prend part activement et réellement à la vie publique. La signification politique de la nouveauté se manifesta cependant après quelques générations, en ce que la sphère restreinte de la bourgeoisie basait sur la charte d'incorporation ses droits exclusifs vis-à-vis de la sphère plus étendue qui plus tard participa de nouveau, à l'existence municipale, par les impôts et les autres prestations personnelles, sans prendre part aux droits politiques. Alors naissent, pour la sphère plus étroite de l'existence municipale les mêmes contradictions et les mêmes problèmes que créa plus tard sur le continent l'organisation des ordres sociaux.

Dans les ouvrages antérieurs, on avait déjà reconnu, en passant, que ces chartes de corporations sont greffées sur les rapports originels des *courts leet* « that all corporations, and their powers, have been superindured upon the leet. » (Scriven II, 820.) Mais le plus grand mérite de l'écrit de Stephen et Merewether consiste en ce qu'il a tiré les bases de la constitution urbaine au moyen âge de l'oblitération dont les avait couvertes le droit de corporation postérieur, et en ce qu'il les a exposées dans une irrécusable clarté.

VI

L'ÉGLISE

En face de ces institutions laïques se trouve l'Église, encore toujours l'une des moitiés de l'État (1). Elle forme, dans sa position politique suprême d'alors, un état visiblement exclusif : elle place un chef ecclésiastique suprême vis-à-vis du roi temporel, — un parlement ecclésiastique avec chambre haute et basse (convocation) en face du parlement temporel, — une législation ecclésiastique, une concession d'impôts et une juridiction en parallèle avec les institutions laïques. De même que l'Église donne à la royauté sa consécration, elle est d'autre part la garantie des droits des classes, et tient en Angleterre au maintien de la *Magna Charta* avec un intérêt égal à celui de la noblesse. Aussi la confirmation des libertés ecclésiastiques se trouve-t-elle toujours au premier rang.

Durant bien des générations on garda un souvenir reconnaîs-

(1) Les sources et la littérature du droit ecclésiastique. Voir plus haut période normande pag. 159. Dans *Burn's ecclesiastical law* (éd. 1842) les articles Churchrate, I, 379-98, Churchwarden, Vestry, I, 398-315, II, Parish, III, 78-82 ; Prohibition, III, 387-404, se rapportent principalement ici. Ajoutez-y de nombreuses monographies comme *Atterbury, on Convocations*, etc. Il s'ajoute maintenant à ces sources purement ecclésiastiques les *Parlementaires statuts sur les rapports ecclésiastiques*, savoir :

1° Les prohibitions d'aliéner aux mainmortes, 7 Ed. I^{re}, st. 2 et des résolutions parlementaires postérieures. 2° Les « *articuli cleri* », 9 Ed. II, st. 1, contenant 16 articles de doléances des clercs contre les ingérences temporelles avec les réponses qu'y a faites le roi en son conseil, se rapportant principalement aux limites du *writ of prohibition* et une assurance répétée que les personnes cléricales ne seront pas jugées par des juges temporels. 3° Le st. 14 Ed. III, st. 4 se rapportant au règlement de l'administration des biens ecclésiastiques durant la vacance du siège. 4° st. 25 Ed. III, st. 3, qui restreint les ingérences royales dans les droits de patronage ecclésiastique et donne de nouvelles garanties à la juridiction pénale ecclésiastique sur les clercs. 5° Les « *statutes of Provisions* » sous Ed. I^{re}, Ed. III, en particulier 25 Ed. III, st. 6, Ric. II et Henri IV, contre l'omnipotence réclamée par le pape relativement à l'investiture des prélatures et prébendes anglaises

sant à la noble conduite du haut clergé dans la lutte avec le roi Jean. Il y avait une profonde signification dans ce fait qu'au moment décisif pour la vie publique de l'État anglais, le primat du royaume et les évêques, opposés aux chefs féodaux suprêmes ecclésiastiques et temporels du royaume, s'étaient rangés aux côtés du droit national. Il y avait là la preuve importante de ce fait, que dans la lutte suprême entre Rome et l'Angleterre, le clergé prendrait ici parti pour la nationalité. La *Magna Charta* forme, sous ce rapport, un indice préalable de la réformation anglaise. On avait vu, au moment décisif, que malgré la complète séparation extérieure de l'Église et de l'État en Angleterre, la première y avait conservé une forte tendance nationale qui avait jeté ses racines tant dans la vie du peuple que hors d'elle. Dès l'origine, l'Église anglo-saxonne avait tendu à acquérir et avait conquis un certain exclusivisme national. Aussi depuis l'époque normande le domaine ecclésiastique était demeuré inclus dans la vie communale, les biens ecclésiastiques dans le comté restèrent chargés des charges communes et du devoir de payer l'impôt foncier, tel qu'il découlait de l'exis-

moyennant provision. 6° Le « *statutum de asportatis religiosorum* », 33 Ed. 1^{re}, st. 1, contre l'exportation d'impositions et d'argent des couvents anglais à des supérieurs étrangers. 7° Le st. 27 Ed. III, st. 1, contre les citations à Rome dans les cas qui appartiennent à la juridiction de la cour royale. Les « *writs of praemunire facias* » en conséquence de cette loi sous la sanction de lourdes peines corporelles et pécuniaires forment alors le début d'une série de statuts qui répètent les pénalités du « *praemunire* » contre l'acceptation d'emplois ecclésiastiques au préjudice du roi, ou d'un sujet, l'exportation de l'argent à l'étranger, l'introduction de sentences d'excommunication de l'étranger, l'exemption de personnes ecclésiastiques, l'affranchissement de l'obligation aux dîmes, l'immixtion du pape dans les choix ecclésiastiques. 38 Ed. III, st. 2; 1 Ric. II, c. 1; 5 Ric. II, c. 2; 7 Ric. II, 12; 13 Ric. II, st. 2, c. 3; 16 Ric. II, c. 5; Henri IV, c. 3; 5 Henri IV, c. 11; 9 Henri IV, c. 3. 8° Les statuts contre les Lollards et hérésies, 5 Ric. II, st. 2, c. 5; 2 Henri IV, c. 15; 2 Henri V, c. 7, d'une rigueur croissante.

Comme base des impôts du clergé servait à cette époque la taxation « of pope Nicholas » résultant d'une concession des dîmes au roi pour six ans, dans le but de subvenir à une expédition en Terre Sainte résolue en 1288-1292, imprimée comme *Taxatio ecclesiasticae Angliae*, auctore Pap. Nicolai. London, 1802, in-folio. Elle servit de matricule jusqu'à 26 Henri VIII.

tence féodale. Lorsque de ces rapports se forma la représentation du royaume, les *droits temporels de la classe ecclésiastique* apparurent, non pas comme l'émanation d'une souveraineté foncière, mais d'une concession royale; c'est pourquoi il ne s'est pas produit, même dans le grand conseil, de séparation en deux curies, mais une assemblée unitaire. Dans un même sens, la royauté anglaise s'est prononcée contre la hiérarchie dans une autre question décisive. Lorsque le pape Boniface eut, par une bulle de 1296, interdit sous menace d'excommunication, l'imposition du clerc, tant sur ses biens personnels (*goods*) que sur le patrimoine de l'Église, sans l'autorité du siège apostolique, Édouard résolut de surmonter la résistance de son clergé par la convocation générale de ses communes. La résistance de l'Église fut ici le motif décisif par lequel commença la convocation périodique des communes au parlement, et en même temps avec celle-ci la coutume d'inviter par un writ royal, avec la clause « *praemunientes*, » les chapitres et le clergé inférieur, à délibérer sur les contributions pécuniaires. Depuis Édouard III, cette clause de convocation (*praemunientes*) est devenue la règle, et ainsi se trouve consommée extérieurement la grande union de tous les ordres dans le parlement.

Malgré tout cela il se produit déjà d'une manière évidente un *antagonisme* entre l'état temporel et l'état ecclésiastique. Le lien mutuel par le droit du roi de nommer les prélats s'était évanoui. Dans les nombreuses luttes entre la royauté et les classes, le haut clergé avait aussi souvent donné le premier coup contre la royauté qu'en sa faveur. Mais pendant que l'influence du clergé est ainsi, semblerait-il, encore croissante, que le haut clergé est toujours plus rattaché à la haute noblesse par ses liens de famille, on reconnaît précisément, avec l'accroissement de son pouvoir politique, un *mouvement rétrograde dans la vocation interne de l'Église*. Les sources de sa grandeur deviennent aussi celles de sa décadence. Toutes deux gisent dans la vie morale et religieuse du peuple. Depuis que la lutte des nationalités était oubliée, que l'oppression des classes faibles était diminuée, que l'esclavage s'était évanoui, que la pré-

voyance de l'État pour la protection légale s'était augmentée, l'Église avait perdu une partie de ses devoirs humanitaires, qui étaient maintenant plus justement estimés dans la législation temporelle. Tel fut aussi le cas de l'Église comme institution d'instruction, sous ce rapport, on peut, depuis le treizième siècle, remarquer une défaillance. La prompte régularité de l'administration normande avait d'abord fondé une science juridique laïque. Dès que les écoles juridiques acquirent une forme plus fixe, elles paraissent surtout les précurseurs et les premiers champions des tendances à l'émancipation générale. Ce mouvement s'empare de toute la vie intellectuelle de la nation. Une vie publique tranquille et réglée en comparaison de celle du continent avait rendu des esprits actifs plus disposés aux arts de la paix. L'instruction de l'Église avait jusqu'alors transformé les nations dans une égale mesure : mais ainsi instruites et élevées elles reprennent leur propre voie. Sous Édouard III, la langue du pays était déjà devenue celle de la cour et fréquemment celle de l'autorité.

A ces tendances légitimes, l'Église ne savait opposer autre chose que la puissance politique et la contrainte intellectuelle. Plus les dignitaires ecclésiastiques devenaient assurés de la possession de leurs baronnies, plus la naissance devint décisive pour l'acquisition des hautes places, tandis que les services et les capacités diminuaient. Le revenu se concentrait toujours d'une manière plus exagérée dans les prélatures, les dîmes furent appropriées aux couvents et aux fondations, aux dépens du clergé enseignant et ayant charge d'âmes. L'Église ainsi formée n'avait ni la capacité, ni la volonté de rivaliser avec le développement de la science laïque, elle abandonna, au contraire, une partie de son domaine aux jurisconsultes laïques, tandis qu'elle opposait aux tendances plus générales la prohibition du libre examen. La suite naturelle était le doute sur son droit à la domination ecclésiastique et à la domination temporelle, se rencontrant avec l'effroyable désordre de la curie et du clergé dans l'Italie elle-même.

Un premier symptôme de cette tension était déjà devenu

perceptible sous Henri III, lorsque la chevalerie commença à poser de vigoureux actes de légitime défense, contre l'abusivc inondation du pays par des ecclésiastiques étrangers revêtus de l'autorité suprême du pape (provision). Mais depuis le temps où le parlement entre régulièrement en action, l'élément ecclésiastique se trouve au milieu des fluctuations des partis. Il ne s'agit plus des prérogatives internes de l'Église, en faveur desquelles la sympathie des masses se trouvait auparavant, régulièrement, du côté du clergé; mais de sa puissance politique, qui contrebalance tantôt l'un tantôt l'autre élément de l'Etat, le plus fréquemment cependant une opposition réunie de la chevalerie et des villes. Plus les chevaliers et les bourgeois se confondent comme *commoners* dans la Chambre basse, plus ils paraissent les uns et les autres devenir étrangers au clergé.

Ainsi cette tension qui naît entre l'état temporel et l'état ecclésiastique est perceptible dès l'origine de cette période par la tentative d'unir les classes pour consentir l'impôt en commun. Afin de s'opposer à la défense papale d'imposer, Édouard I^{er} résolut de donner au clergé inférieur une position analogue à celle des *commoners*, afin d'acquérir également de ce côté un contre-poids au haut clergé. Il en résulte la citation adressée personnellement aux évêques par la formule « *praemunientes* », et aussi aux doyens et archidiacres de convoquer pour l'assemblée nationale le chapitre par un député, le clergé des diocèses par deux députés, qui délibérèrent ensuite de la même manière que les chevaliers et les bourgeois. Mais dès le début le roi éprouva la plus vive contradiction à ce mode d'imposition semblable avec les laïques et à ce genre de citation. Il dut consentir, à côté de la clause invitant les évêques, à en adresser encore une particulière à l'archevêque : *à cette dernière seulement l'autorité ecclésiastique donnait suite comme invitation à une convocation et pas au parlement*. De plus on lui fixait très souvent une époque et un endroit différents de ceux fixés par le writ royal. Les liens du parlement ecclésiastique et laïque demeurèrent en fait toujours peu étroits. Le clergé inférieur

ne s'est, semble-t-il, jamais réuni « in pleno » avec les chevaliers et les bourgeois pour une semblable délibération légale. Le parlement temporel, de son côté, ne se laissa jamais ravir le droit de confirmer les taxes consenties par la convocation. Lorsque dans 4 Rie. II, (a. 1280), la chambre basse essaya d'établir une concession de subsides, de telle façon que l'on accorderait 100,000 liv. sterl., si le clergé en prenait un tiers à sa charge, le clergé répondit : que ses concessions n'avaient jamais eu et n'auraient jamais lieu dans le parlement; que les laïques ne devaient pas lier le clergé, ni réciproquement; mais qu'il lui semblait que si l'un des deux devait être libre, ce devrait être le clergé plutôt que les laïques, 3 Rot. Parl. 4 Rie. II, p. 98. D'autre part le parlement temporel réclamait que ses statuts puissent lier le clergé « comme les lois de tous les princes chrétiens, aux premiers siècles de l'Église. »

Cet état de choses est un exemple instructif du peu d'utilité de la simple union formelle de groupes sociaux et de modes de propriété d'ailleurs en contradiction interne, dans un corps parlementaire. La participation du clergé inférieur à la chambre basse n'est à première vue jamais entrée en pratique, et a, au quatorzième siècle, après une abrogation totale, abouti à la *convocation*. Dans la forme, le clergé n'obéit jamais qu'à l'invitation de ses archevêques, et opposa au writ royal comme tel une protestation d'exemption. Précisément pour ce motif le roi de son côté, devait faire décoller le devoir de comparaître des évêques et abbés de leur *devoir féodal*, et dès lors dispenser en conséquence ceux des abbés qui à cette époque ne possèdent pas de fief de la couronne, — rapport dont on déduisit plus tard bien à tort la preuve d'une pairie de tous les « tenentes in capite. » L'Église et l'État luttent durant cette période de tension, souvent de la manière la plus extraordinaire avec tous les moyens de contrainte et de pénalité de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité féodale de l'autre part. A ces moyens de combat contre les prétentions séparatistes du clergé appartient également un surprenant ordre de guerre : Rot. claus. 43, Edw. III, m. 13 (a. 1369), par lequel les évêques reçoivent l'ordre d'*armer*,

de réunir et enrégimenter, tous les abbés, priens et moines, et autres personnes ecclésiastiques de l'âge de 16 à 60 ans, en se référant à la résolution parlementaire sur l'armement du pays contre la France (1).

L'aversion contre le clergé se montre aussi sous Richard II par la protection des Lollards, qui en 1406 produit la motion de soustraire au tribunal épiscopal tous ceux qui sont suspects d'hérésie. Sous Henri IV seulement l'Église acquit de l'État des ordonnances pénales plus rigoureuses contre l'hérésie, malgré la contradiction persistante de la chambre basse. La royauté usurpée de la maison de Lancastre était si directement rattachée à l'appui du haut clergé, que dès lors les auto-da-fé prennent leurs cours et n'excitent évidemment qu'une plus grande aversion contre l'Église. Les troubles religieux sont ensuite pendant longtemps cachés par ceux plus grands encore de la lutte de la noblesse dans la guerre des deux Roses. L'état profondément immoral de cette époque est cependant aussi le fait d'une Église, devenue étrangère à sa mission comme au cœur des peuples.

Avec cette séparation croissante de la chambre basse et de l'Église, *le pouvoir de la royauté sur celle-ci paraît de nouveau s'augmenter*. Le roi avait alors à ses côtés un parlement complet, qui veillait avec jalousie à l'indépendance nationale. On laissait, il est vrai, l'Église gouverner les domaines, dans lesquels elle avait d'abord donné à l'idée de l'État sa valeur, comme le droit matrimonial personnel, les testaments, les délits ecclésiastiques, les tribunaux du chancelier, des universités, de l'amirauté. Mais lorsqu'elle essaye de modifier le droit du pays, à chaque lutte avec le pape, la noblesse et les communs sont régulièrement du côté du roi. Il en est ainsi dans la querelle sur l'imposition du clergé. Dès 1501, Édouard I^{er} pouvait invoquer contre les prétentions de la curie, celles de ses

(1) Ce document étonnant est publié dans Grose, *Military antiquities*, vol. I, 44-66. Trois writs analogues de 46 Ed. III, 47 Ed. III et 1 Ric. II se trouvent chez Rymer.

ordres : « Si même le roi le voulait, ils ne prèteraient jamais la main à des choses aussi injustes et inouïes ». Lorsque Urbain V osa renouveler la prétention à la suprématie et à la redevance féodales, Édouard III retira sans restriction l'ancien droit de protection, afin de maintenir, d'accord avec ses sujets, l'indépendance du pays et de l'Église nationale. Du côté des classes il y a des motions répétées, « qu'elles ne veulent pas être liées par des lois que le clergé fait dans son propre avantage »; en 1571, suit même une proposition d'éloigner tous les ecclésiastiques des hautes fonctions de l'État et de les donner aux laïques. Avec l'opposition de la chambre basse apparaît cependant dans des sphères plus étendues, un danger croissant des hérésies (Lollardies). La série des lois contre les acquisitions de mainmorte (statutes of mortmain), contre la collation des emplois par les autorités ecclésiastiques (statutes of provisors), contre les usurpations de la juridiction ecclésiastique (statutes of praemunire) sont l'expression extérieure de cette réaction contre la prépondérance ecclésiastique et d'un mouvement qui, au seizième siècle, se termine par la réformation.

Seulement au degré le plus infime de la hiérarchie, la constitution ecclésiastique montre un certain développement, surtout dans la paroisse. La paroisse est l'office (l'emploi) inférieur, la fonction locale normale de la hiérarchie ecclésiastique. Pour elle le pasteur est le chef de la commune. Deux marguilliers nous paraissent alors être les employés auxiliaires ecclésiastiques; et à côté d'eux des témoins synodaux pour les tribunaux d'enquête ecclésiastiques, « synodsmen, sidesmen, questmen ». L'occasion spéciale qui vint donner une nouvelle position aux villages résulta alors des besoins des églises comme bâtiments. De temps immémorial une partie fixe du revenu ecclésiastique devait servir à cet usage. Seulement en fait, au treizième siècle, les revenus des églises richement dotées n'y suffisaient plus depuis que les prélatures et les couvents prétendaient de plus en plus fréquemment aux dîmes et aux biens ecclésiastiques. On s'adressa pour ce motif au bon vouloir des paroissiens dont

les contributions furent dès l'origine volontaires et libres. Mais lorsque avec les embarras croissants on commença à employer les moyens de contrainte ecclésiastique dans le sens du gouvernement de l'Église au treizième siècle, les tribunaux laïques ont probablement assuré un mandat de protection, (prohibition). Par contre, Édouard I^{er}, publia en 1285 une instruction aux juges royaux, ce que l'on appelle le statut « *circumspecte agatis* », dans lequel on rencontre la clause : « Que les tribunaux royaux ne doivent pas punir les autorités ecclésiastiques, lorsqu'elles prononcent en matière purement religieuse, spécialement, « *si praelatus puniat pro cemeterio non clauso, ecclesia discooperta, vel non decenter ornata* ». D'après la constitution d'alors cette instruction a force de loi et est également nommée plus tard statut dans stat. 2 et 3 Edw. VI, c. 15 § 51. On reconnaissait par là un droit de contrainte attribué aux autorités ecclésiastiques, au moins d'une manière indirecte; il pouvait être maintenu par l'excommunication contre chaque particulier et dans les cas les plus extrêmes, par l'interdit contre la commune entière. Régulièrement on en venait presque toujours cependant à une conciliation amiable. Lorsque l'ecclésiastique convoquait ses paroissiens par le marguillier, on trouvait, dans les communes habituées à soutenir des charges semblables, une disposition efficace à contribuer pour l'entretien et l'ornementation de l'Église.

La citation la plus ancienne connue de ces *churchrate* (1) se

(1) La lutte du dernier siècle a engendré sur le *churchrate* et les *assemblies des paroisses*, une littérature riche et étendue, dont je ne citerai ici que la *Letter to lord Stanley on the law of churchrate* 1837, par sir John Campbell, plus tard lord-juge suprême d'Angleterre. L'obligation pour l'Église d'attribuer une quotité des dîmes aux bâtiments ecclésiastiques, *fabrica ecclesiae*, est établie, on le sait, par d'anciennes lois religieuses. On reconnaît également cette affectation dans les *canones* de l'archevêque Alfric de 970 et dans les lois d'Aethelred de 1014; souvent on cite à ce sujet les *constitutiones Othoboni* (a. 1268) : « *Statuimus ut universi clerici suorum beneficiorum domos et caetera aedificia prout indignerit reficere studeant condcenter* », qui ne parlent cependant que du presbytère. En tout cas, l'impôt du *churchrate* paraît sans rapport avec le *kirk sceat*, qui doit être donné d'après les rapports des moissons et des troupeaux selon les lois.

trouve dans les *yearbooks* 44 Ed. III (a. 1569-70) où on les cite comme traditionnelles dans une seule paroisse. Au même temps, durant lequel les assemblées juridiques temporelles (courts leet) commencent déjà à tomber en décadence, on trouve ainsi une occasion fréquemment répétée de rassembler les communes ecclésiastiques. La levée de ces contributions devint alors la principale charge du marguillier. Mais comme l'origine bénévole de l'impôt ne fut pas oubliée, on tint pour nécessaire une délibération préalable avec la commune, d'autant plus qu'à cette période, le droit de délibérer pour quiconque contribue à l'impôt, s'infiltra des grandes jusqu'aux

anglo-saxonnes, à la métropole. Edg. II, 2; En. II; Aethel. VII, 4. Kemble a récemment exposé cela d'une manière évidente dans *A few historical remarks upon the supposed antiquity of churchrates*, Ridgway, 1836, et dans ses *Anglo-Saxons*, II, appendice D. La déduction qu'il en tire postérieurement que l'on voulait indiquer par là une prestation des propriétaires des biens ecclésiastiques « in recognitionem domini » paraît plus qu'artificielle. Seulement en tous cas l'égalité de dotation des églises au moyen des dîmes et par leurs riches possessions était si suffisante, que le gouvernement de l'Église lui-même a reconnu expressément, durant des siècles, le devoir de consacrer un tiers des dîmes à la « *fabrica ecclesiae* ». Le recours aux communes qui eut lieu plus tard fut rendu nécessaire par la mauvaise administration du patrimoine ecclésiastique.

La naissance légale directe des *churchrate* ne saurait être indiquée. Le besoin, la nature des choses, l'analogie, voilà, comme dans tout ce qui est de droit commun, la racine de l'institution. On trouva que chacun avait à prendre soin de sa demeure religieuse, l'ecclésiastique de l'entretien de l'autel, la commune de l'intérieur de l'église. D'après l'analogie des autres charges communales (rotuli parliament, 21 Ed. III, pet. n° 7; 21 et 22 Ed. III, pet. n° 19 26; 9 Henri. IV, n° 53 etc.), la pratique imposa aussi ceux qui demeuraient au dehors, d'après la mesure de leur propriété territoriale. *Jeffrey's Case*, 5, co. 67. Pour les droits et les devoirs, on avait, comme grand exemple, l'assemblée des « *commoners* » au Parlement. La bonne volonté de la majorité décidait toujours de la mesure et de la nature de la concession, car du côté religieux aussi on passait peu volontiers et rarement aux moyens de contrainte. La réunion ultérieure des communes ecclésiastiques et temporelles (*parish* et *township*) se produira dans la période suivante. On pouvait néanmoins déjà prédire ici, comment la position ultérieure de l'Église et de l'État a conduit à un tel développement du côté religieux, que récemment seulement dans les derniers temps les recherches historiques ont pu éclaircir les rapports du moyen âge et aider à retrouver le côté légal de la partie temporelle de la constitution paroissiale.

moindres sphères et devint une conception juridique normale. Dans le cours du quinzième siècle environ il peut s'être fondé une pratique générale de ces assemblées paroissiales, qui devinrent ensuite, au siècle des Tudors, la base de nouvelles institutions communales. Dès à la fin du moyen âge, une modification se prépare lentement et en silence; modification par laquelle dans toutes les notions générales, le langage et souvent même dans les lois la paroisse se trouve remplacer la décurie temporelle, « villata ».

SECTION II

LA FORMATION DES RANGS ET LA DÉCADENCE DE LA FÉODALITÉ

L'ensemble des institutions dont nous avons décrit l'existence détermine la situation des rapports des rangs à cette époque. Les plus grands vassaux de la couronne et les prélats se constituent en une pairie noble. Les petits vassaux de la couronne confondus avec les arrière-vassaux forment une chevalerie ayant son importance politique.

Les bourgeoisies des villes constituent avec les francs tenanciers un tiers état jouissant de droits politiques, dans lequel se distinguent cependant déjà les patriciats municipaux. Comparaison faite avec l'époque normande, chaque classe nous semble en une certaine mesure élevée d'un degré, par suite de ses prestations envers l'État dans la milice, la justice, la police, les impôts publics et communaux.

L'organisation féodale normande s'était dissoute dans une double direction. Sous le rapport *réel*, le fief de chevalier devint un objet de propriété particulière, qui par les charges qui lui furent imposées et en particulier par les devoirs en matière d'impôt, se distinguait du restant de la propriété foncière. Sous le rapport *personnel*, certains droits honorifiques du propriétaire d'un bien de chevalier persistent, ils se transportent aux enfants qui n'ont pas la propriété, mais s'éteignent au degré suivant et

ne se développent pas, comme sur le continent, par la constitution d'une classe distinguée par sa naissance et légalement reconnue.

Le fief de chevalier, comme objet de propriété, paraît sous ce rapport la mesure normale de propriété. Sous Henri III, on évaluait un pareil bien à 15 livres de rente foncière au moins, (Camden, *Britania*, 111), au temps d'Edouard II on l'évaluait au moins à 20 livres (stat. de militibus), et sous la reine Elisabeth à 40 livres (Th. Smith, *de Rep.* I. c. 18). Cet objet de propriété était toujours encore d'une importance particulière pour les finances de l'État, car il forme par des droits élevés, en cas de changement de propriétaire, de tutelle féodale, de mariage, de réversion, le véritable élément constant des revenus héréditaires du roi, et qu'en outre pour les subsides périodiques il est à la tête de toute la propriété libre. Pour le service personnel de l'État, l'antique devoir féodal et la coutume de la propriété foncière sont encore toujours un élément plein de valeur et d'une grande importance. Bien que l'organisation des rangs se forme dans ses principaux traits d'après l'aspect actuel de l'armée, de la justice et de la police, les droits honorifiques personnels de l'ancienne milice féodale subsistent encore toujours comme arrière-plan, et moyennant un certain droit interne paraissent des droits réservés à l'égard de la nouvelle constitution des rangs.

1. *La noblesse de pairie se compose des grands vassaux de la couronne et des prélats* (1), qui depuis la *Magna Charta* mani-

(1) *Note sur la naissance de la pairie.* — Voy. Gneist, t. I, § 22, et Gneist, *Noblesse et Chevalerie en Angleterre*, Berlin, 1853. Les points en discussion sur la naissance de la pairie sont nés, en Angleterre, principalement des interpolations des temps postérieurs et de l'ignorance systématique de la forme de l'État normand, telle que l'avaient rendue usuelle, à une époque postérieure, l'accord tacite des partis politiques. Aucune opinion de parti ne pouvait par la suite reconnaître la naissance de la Chambre haute, dans les assemblées des notables, d'abord purement consultatives. Les auteurs anglais se plaisent même à introduire, avec une érudition mal placée, les rapports féodaux continentaux du moyen âge dans leur propre histoire, alors qu'en Angleterre la position de la royauté vis-à-vis des grands vassaux de la

festent ouvertement les tendances d'une classe gouvernante. Lorsque la *Magna Charta* promet de convoquer spécialement chacun des « barones majores » pour délibérer sur les scutagia; lorsque Henri III et Simon de Montfort convoquèrent réellement les lords les plus estimés aux assemblées du royaume; quand depuis Édouard I^{er}, on réunit périodiquement des grands

couronne était si favorable, tandis qu'au contraire celle de ces derniers vis-à-vis de leurs arrière-vassaux était si défavorable, qu'il devait se produire une combinaison de rangs tout à fait différente de celle du continent. L'influence naturelle de la propriété d'un fief de la couronne relativement à la convocation du grand conseil du roi, se transforme dans l'idée d'un *titre légal* pour la convocation, idée tout à fait contraire à l'histoire pour l'Angleterre, ainsi que celle d'une pairie par « tenure by barony, » ce qui est, par exemple, le cas chez Hallam, *Middle Ages*, t. III, chap. VIII. Les listes nominatives de ceux qui étaient convoqués, encore subsistantes, et l'égalité juridique de tous vassaux de la couronne dans leurs rapports de propriété, sont entièrement contraires à cette conception. Admettre qu'originellement chaque vassal de la couronne aurait eu une pairie héréditaire personnelle (!) et que plus tard par l'influence toujours croissante de l'aristocratie, ce droit aurait été perdu (!), et qu'à cette cause il aurait été remplacé par le principe des convocations personnelles par writ (!) n'est pas seulement « d'une explication difficile, » comme dit Hallam, mais historiquement faux et de plus impossible en droit politique. Reconnaître que sous Édouard I^{er} environ 80 barons en moyenne, sous Édouard II à peine 40 ou 50 barons, étaient invités au Parlement, qu'à cette époque 98 ne l'ont été qu'une fois, 50 seulement deux, trois ou quatre fois, que ces convocations personnelles continuent encore à subsister dans la même proportion sous Édouard III — et parler en même temps d'une pairie par possession féodale, c'est énoncer des contradictions manifestes sur lesquelles, cependant, les hérauts d'armes et les deux partis politiques de la noblesse s'étaient insensiblement mis d'accord. Seules, les absurdes conséquences de cette conception antihistoriques, les innombrables prétentions aux pairies héréditaires de la part de quiconque tentait de prouver qu'un de ses ascendants avait une fois été convoqué à un Parlement par un writ, ont donné lieu de la part de la Chambre haute, à une étude sérieuse de la nature de la pairie du moyen âge et donné naissance aux grands « *Reports on the Dignity of a Peer*, House of lords. » Voy. spécialement I, pag. 395 et suiv., III, pag. 114 et suiv., III, pag. 254 et suiv., IV, pag. 269 et suiv. Ces exposés rattachés aux plus anciens travaux de Seiden, *Titles of Honour*, 1614; Dugdale, *Baronage of England*, 1675, 1676; Dugdale, *Summonses of the Nobility*, 1685; Cruise, *Origin and Nature of Dignities*, 1810, n'ont besoin que d'un remaniement systématique pour conduire à des résultats parfaitement positifs. Que la possession d'un grand ensemble de biens de chevaliers ne donnât pas de titre

conseils (*Magna consilia*) composés de pareils seigneurs, on y trouvait d'abord la reconnaissance d'une puissance de fait, qui tendait à être reconnue légalement par suite de ses prestations tout particulièrement importantes. Les propriétés des plus riches feudataires avec les droits utiles qui s'y rattachaient, étaient durant le moyen âge plus importantes que tout l'ensemble de

à siéger dans le grand conseil, résulte aussi d'une manière certaine d'exemples particuliers, comme de celui des « Barons of Hilton, » des « Cornwalls de Boufort, » qui ne furent jamais convoqués au Parlement. Qu'au contraire, une grande quantité des appelés n'aient possédé que de simples fiefs de chevaliers ou n'aient même possédé aucun fief de la couronne, c'est ce qui résulte de plusieurs convocations individuelles. Parmi environ 100 seigneurs temporels convoqués à la fin du règne d'Édouard I^{er}, il y avait 66 vassaux de la couronne anciens (majores et minores); les autres nouvellement créés par le roi.

La base statistique capitale pour l'ensemble de la propriété féodale de cette époque, est le livre des fiefs souvent cité déjà sous le nom de *Testa de Nevill*. Il semble avoir été commencé vers la fin du règne d'Édouard II ou au commencement de celui d'Édouard III, en employant cependant des matériaux qui reposent sur des décisions officielles de l'époque de Henri III et d'Édouard I^{er}. Il renferme 6,300 noms de grands, de petits vassaux de la couronne et d'arrière-vassaux. Les derniers sont cependant indiqués évidemment d'une manière incomplète; car lorsque le vassal immédiat paie à l'Échiquier, on comprend les arrière-vassaux dans beaucoup d'indications sommaires. Le nombre relativement sans importance des arrière-vassaux cités dans la propriété ecclésiastique est surprenant. Il faut en outre remarquer que les grands ensembles de biens semblent encore avoir augmenté en nombre et en étendue, relativement au *Domesdaybook*, tandis que les vassaux de la couronne ayant une propriété moyenne d'environ trois à dix fiefs de chevaliers se rencontrent rarement. On comprend aussi dans la somme totale rapportée ci-dessus les nombreuses *serjeanties*, ainsi que les fiefs se trouvant sous tutelle, et ceux qui sont retombés sous l'administration royale. Ce registre confus destiné uniquement aux comptes du trésor est en tous cas une image vivante de la division des fiefs et de la confusion réciproque des fiefs temporels et ecclésiastiques, fiefs de la couronne et arrière-fiefs, des grands et petits fiefs. Les premiers sont souvent désignés par les noms de *honor* ou *baronia*, ce dernier terme est cependant tout aussi fréquemment employé pour de très petits ensembles de fiefs.

Le *Liber Niger Domus Regis Angliæ* du temps d'Édouard IV donne quelques indications sur la position postérieure de la haute noblesse de la cour. Il en résulte des différences bien plus considérables entre les rangs de la noblesse que dans le seizième et le dix-septième siècle. Pour un duc on y compte 240 suivants, pour un marquis 200, pour un comte 140 serviteurs, pour un

celles des petits vassaux de la couronne. Leurs revenus avaient augmenté par la paix intérieure, et l'influence de cette propriété s'était accrue puissamment par la fusion des nationalités. Des propriétaires de biens de chevalier et des cadets de bonnes familles se rallièrent volontiers à ces seigneurs, acceptèrent des fonctions honorifiques à leurs cours, et y envoyèrent leurs fils pour les voir élever dans la carrière des armes et les mœurs

vicomte 80, un baron 40, un banneret 24, un chevalier 16, un esquire 6, — image de l'étendue des suites avec lesquelles les grands seigneurs se présentaient en campagne. Pour l'importance économique de la grande propriété foncière, je ne rappellerai que cette indication historique accessoire, qu'au quatorzième siècle on citait des barons anglais qui avaient sur leurs biens 24,000 moutons, 500 chevaux, et plus de 1,000 veaux, etc.

Le droit politique de pairie n'a été ajouté d'une manière positive aux rapports juridiques privés de la propriété féodale, que par l'organisation du *Magnum Concilium*. En conséquence les juges croyaient, dans 7 Henri VI, que le droit au nom et au titre de pair devant les *tribunaux royaux*, donnaient celui d'un siège au Parlement devant le roi et les pairs, ce dernier, comme nouvelle création d'un nouveau droit public (Nicolas, *proceeding of the privy council*, III, p. LVIII, ff.). Pour des seigneurs ecclésiastiques, la possession d'une baronnie pouvait encore moins être un titre à la convocation, car les évêques eux-mêmes ne possédaient pas, en majeure partie, une baronnie complète au sens de l'Échiquier et de l'ordonnance militaire féodale. Ils avaient en outre, à l'époque de la décadence du service militaire personnel, su se procurer de nombreuses exemptions. L'évêque de Lincoln qui, sous Henri II, avait eu à fournir 60 cavaliers, n'en compte plus, sous Édouard I^{er}, que 5, l'évêque de Bath passe de 20 à 2. C'était évidemment la dignité ecclésiastique à cause de laquelle les évêques étaient convoqués; pour les abbés et prieurs, qui tendaient en grand nombre à se soustraire aux onéreuses convocations pour le grand conseil, on acceptait comme excuse valable l'absence de possession d'un fief sujet au service militaire. En outre la plus grande masse des abbés et prieurs n'eut à aucune époque des baronnies entières, mais seulement des fiefs de chevaliers isolés.

L'organisation de l'ensemble de la noblesse de pairie rappelle la fin de l'époque anglo-saxonne. La position insulaire du pays ramène toujours périodiquement un sommeil partiel du devoir militaire, et il se trouve ainsi que le grossier système féodal normand, n'est en Angleterre comme constitution militaire qu'une institution transitoire. Les faits de la milice féodale proprement dite ne sont aussi dans l'histoire militaire du pays que de peu d'importance. L'influence de la vie féodale n'en est que plus durable et plus profonde sur les finances et le droit privé, tandis que les rapports de rangs et les assemblées nationales se modèlent d'abord sur l'organisation de la justice et de la police.

chevaleresques. La *Magna Charta* avait, la première, réuni en masse la petite chevalerie sous la bannière de grands barons, comme chefs indépendants ; sous Henri III, les seigneurs avaient ainsi livré au roi des combats d'où ils étaient sortis triomphants. Les entreprises belliqueuses d'Édouard I^{er} avaient conduit dans toutes les directions de pareilles compagnies à des batailles célèbres, où l'ensemble de la milice féodale n'apparaît plus rangée d'après les divisions de la propriété, mais où de grands seigneurs avec leurs suites armées forment le noyau de l'armée. Sous Édouard III commence, avec les guerres de France, une organisation franchement condottière, dans laquelle les seigneurs belliqueux fournissent des corps d'armée entiers, les conduisent et même les instruisent pour la grande guerre. Ils sont composés des gens ayant des fonctions dans ces cours particulières, d'arrière-vassaux, de suivants d'armes, de fermiers et serviteurs auxquels se joignent les francs tenanciers belliqueux de la milice du comté, accoutumés aux exercices militaires sous des officiers de la chevalerie. Les grands barons acquièrent par l'usage constant des armes une prépondérance d'autant plus grande, qu'ils trouvent toujours dans leur propriété le moyen d'armer de grandes troupes et celui de les accoutumer à l'exercice. Leurs entourages forment les cadres d'armées aisément mobilisables. Mais seule la royauté possédait en tous cas la puissance financière nécessaire pour maintenir réunies pendant un long temps de semblables masses, grâce à une haute paie. Les seigneurs étaient bien en état de rassembler alors, par des coalitions entre eux, des armées aux assauts desquelles le roi n'était pas capable de résister en des circonstances défavorables. Dès la fin de la première période des guerres avec la France, le danger se manifeste, sous le gouvernement affaibli de Richard II, et enlève, après diverses péripéties, le trône au roi. Sous son successeur, nous trouvons les guerres de la noblesse, dans lesquelles quelques barons mécontents marchent contre le roi, après avoir réuni, en peu de semaines, des armées de 6 à 8,000 hommes (p. ex. en l'an 1405). Les caractères belliqueux de Henri IV et Henri V savent encore dominer cet

esprit de résistance et ensuite le détourner sur le sol français.

Nous trouvons comme leurs égaux par la propriété les évêques et les abbés distingués, dont la position militaire devient assurément d'autant moins marquante, que leurs arrière-vassaux militaires se réduisent en nombre et en importance par suite de la transformation du service de la milice féodale en *scutagia*. Cette perte se compense par les liaisons de famille des prélats, choisis toujours davantage parmi les familles gouvernantes et plus encore par l'influence spéciale de l'Église. Leur participation dans les luttes entre le roi et les barons devint ainsi très communément décisive.

La première fois les deux éléments s'étaient réunis pour arracher tant en leur faveur qu'en celle du royaume la *Magna Charta*. La prétention alors émise de participer au gouvernement du royaume se perpétue sans intermittence, durant tout le cours de cette période. Déjà reconnue en fait sous Henri III par beaucoup de précédents, cette prétention reçoit sa consécration légale sous Édouard I^{er}, par la convocation périodique d'un « *magnum consilium*. » La majorité des barons temporels n'a été, il est vrai, convoquée au conseil sous Édouard I^{er} que une, deux, trois ou quatre fois; un petit noyau de l'assemblée seulement apparaît d'abord assez régulièrement. Il y a de pareilles défaillances aussi sous Édouard II et Édouard III. Comme on ne pouvait pas reconnaître de principe, la *volonté du roi* était décisive, c'est ce qui résultait aussi des principes fondamentaux et de la nature d'un conseil royal. L'ancien usage de la cour s'y maintint tout aussi naturellement en vigueur; on invitait sans doute à peu près les mêmes personnes, qui étaient auparavant convoquées aux revues de cour par une missive personnelle du roi (*writ*). On tenait compte de l'étendue des propriétés que reconnaissait l'Échiquier, de l'expérience en matière militaire et administrative; du dévouement et de la confiance personnelle du roi. C'est pour ce motif précisément, que l'on peut indiquer parmi ceux qui sont invités, un très grand nombre de petits vassaux de la couronne, et même certains d'entre eux, qui ne possèdent

aucun fief militaire connu. Malgré le peu de fixité de cette base, il pouvait se développer de bonne heure une idée de corporation constitutionnelle, puisque le conseil permanent (*le continual council*) du roi forme pour cela un centre fixe et permanent avec lequel s'unit aisément l'idée d'un tribunal (*curia*) formé d'après la constitution féodale. A cette institution correspond aussi le mot « *pares regni*, piers de la terre, » — employé pour la première fois dans le jugement contre les Despencers, 15 Ed. II. Le « *magnum concilium* » se considère alors comme *pares terræ*, comme une société représentative, supérieure aux « *pares* » du comté, et prétend pour ce motif n'être justiciable dans les cas les plus importants, que du roi et de *ses pairs*. Sous Édouard III cette prétention se manifeste d'une manière si précise, qu'on pouvait à peine la contester encore (v. 15 Ed. III). Depuis Henri IV, la juridiction des pairs est reconnue régulièrement comme celle à laquelle ressortissent les barons du grand conseil. Après 20 Henri VI, elle est même étendue sur les femmes des pairs et reconnue sous ce rapport comme un pur droit de naissance, auquel les prélats comme tels ne participent pas.

Par la participation périodique à l'administration du royaume et la juridiction des pairs, on avait en réalité recouvu vis-à-vis du roi une corporation représentative. L'élément essentiel de toute noblesse territoriale, l'hérédité, faisait encore défaut. Le développement tardif de ce second côté s'explique par l'aliénabilité des fiefs de chevalier anglais. Un essai pour faire de la possession d'un fief de la couronne sans plus, un titre à l'appel dans le « *magnum concilium* », n'a pas eu lieu pour le simple motif, que c'eût été aller à l'encontre de l'intérêt particulier des plus riches feudataires. Car des centaines de petits vassaux de la couronne, et tout acheteur d'un fief de la couronne, sans acception d'origine, auraient au même titre, pu réclamer le même droit. La nouvelle forme juridique, qui seule pouvait donner leur valeur à une *pairie héréditaire* et à une *noblesse de naissance* politique, était une patente royale. Depuis la conquête, le seul titre de noblesse existant, celui du comte, reposait sur une patente. Depuis Édouard III, on créa également par pa-

tente une dignité de duc, après Richard II celle de marquis, et plus tard sous Henri VI, celle de vicomte. C'est d'après le principe de ces titres de noblesse que dans 11 Ric. II. John de Beauchamp of Holt, vassal de la couronne pour le fief de chevalier de Kydderminster, est le premier nommé « baron de Kydderminster à titre héréditaire pour lui et ses héritiers mâles, avec tous les droits, etc., d'un baron. » C'est ainsi que le titre de baron fut reconnu légalement comme titre héréditaire pour la pairie, d'une manière analogue aux plus anciens titres de noblesse héréditaires. — Les vassaux de la couronne, qui jusqu'alors étaient convoqués par un writ, se trouvèrent ainsi dans une situation nouvelle. Lorsque de nouveaux favoris dotés du titre de baron réclamèrent une pairie héréditaire, on ne put refuser aux anciens barons plus estimés, une prétention analogue. Sous la maison de Lancastre, la convocation de cette ancienne catégorie de barons a lieu assez régulièrement de père en fils. Les nouvelles convocations purement personnelles persistent encore, mais deviennent plus rares et s'étendent principalement aux généraux, bannerets de l'armée, dans la forme des choses de l'époque. Sous les Tudors, les convocations simplement personnelles ont cessé en fait. Les familles les plus estimées du pays forment, à la fin du moyen âge, une noblesse représentative héréditaire, à laquelle se joignent les évêques et les abbés les plus notables, et constituent une chambre haute, d'après les mêmes principes essentiels que celle qui subsiste encore aujourd'hui.

2. *La chevalerie, c'est à dire la classe moyenne issue de la fusion des petits vassaux de la couronne avec la masse des arrière-vassaux* (1), repose quant à sa constitution politique sur des pres-

(1) Sur la position de la chevalerie durant cette période, voy. Gneist, *Noblesse et Chevalerie en Angleterre*, 1851 (all.), et *Droit administratif anglais*, t. I, pag. 269, 270 (2^e édit.).

Les points principaux sont les suivants :

1^o *L'aliénabilité des fiefs de chevalerie déjà notée dans l'époque précédente, en supposant la reprise de toutes les obligations à l'égard du seigneur féodal, déjà reconnue dans la Magna Charta, déterminée plus précisément par le statut Quia emptores*, 18. Ed. I, c. 12. Les *Rotuli* dits *hundredorum*,

tations particulièrement importantes en matière de milice, de service judiciaire et de police. Tandis que sur le continent l'inaliénabilité des fiefs de chevalerie devint la source, en droit privé, d'une noblesse de naissance inférieure, en Angleterre le statut *Quia emptores*, 18 Ed. I, avait maintenu l'aliénabilité légale des fiefs de chevalier, — restreinte, il est vrai, par des substitutions fidéicommissaires, qui malgré leur valeur pour

imprimés par la Record commission de 1812, 2 vol., sont des travaux fondés sur la base d'une commission royale de 1274 relatifs aux aliénations opérées par les vassaux de la couronne sans licence du roi;

2° Les points caractéristiques sur les droits de classe de la chevalerie à cette époque en matière de *milice, de justice, de police et d'impôts*, sont donnés plus haut dans les parties I à IV;

3° Sur les commencements de la formation d'une noblesse de naissance inférieure, il faut remarquer d'abord que l'accolade de chevalier n'était plus demandée par un très grand nombre de ceux y qui étaient obligés, malgré de nombreuses lois pénales et amendes. Le *duel* juridique est repoussé par la nouvelle forme des accusations et du jury d'enquête, ainsi que par le changement des opinions juridiques. La juridiction particulière des milices féodales pour la guerre et les matières d'honneur, *court of chivalry*, qui aurait pu être un préliminaire important pour la création d'une noblesse de naissance, ne parvint pas à se développer et bientôt après se réduit à un simple office de héraut. Sous Henri III, un ordre « *forma de militibus faciendis* », fut envoyé à chaque shérif (*Close Rolls*, 24-26, t. III), en rappelant l'ancienne obligation des possesseurs de fiefs royaux d'acquiescer, contre le paiement d'un droit, l'accolade de chevalier. On l'étendit également à ceux qui possèdent moins qu'un fief entier, pourvu qu'ils possèdent en comptant d'autres propriétés libres, la valeur d'un fief « *minus quam feodum integrum, dum tamen de tenemento suo tam militari quam socagio possint sustentari* ». Édouard I^{er} convoqua également, encore une fois en 1297, sur ces bases, l'ensemble des milices féodales à une grande revue, à l'occasion de laquelle il rencontra une contradiction entre le grand connétable et le maréchal du royaume, sur les mêmes prétentions qu'au temps de la *Magna Charta*, et fut contraint à faire de grandes concessions. Édouard II commence son règne avec ce que l'on appelle un « *statutum de militibus* » qui est de sa nature un writ sur des principes généraux d'après lesquels à l'avenir on traitera les réclamations contre l'obligation de recevoir l'accolade de chevalier. On y admet la valeur d'un fief de chevalier comme étant de 20 livres, en obligeant de nouveau le possesseur d'autres propriétés libres à recevoir l'accolade. Henri VII a encore une fois dans la suite essayé de maintenir sérieusement l'obligation au moins pour les possesseurs de 40 liv. (1500).

La juridiction du *High constable* et du *marshall* émane de l'ancienne position des milices féodales vis-à-vis de leur général, au nom duquel les deux

toute propriété réelle, n'en présentaient aucune au point de vue du droit des classes. C'est ainsi, aussi bien que par la stabilité de l'ordre économique du moyen âge, que la masse des fiefs de chevaliers demeura dans les anciennes familles, sans cependant exclure essentiellement de nouveaux acquéreurs, ou sans faire dépendre l'acquisition d'une descendance noble. Sous ce rapport les *arrière-vassaux* se sont élevés d'un degré au dessus de leur

chefs les plus élevés tiennent juridiction sur les guerriers. Les actes de cette justice de l'époque d'Édouard I^{er} se trouvent aujourd'hui encore comme *placita exercitus regis* dans les archives publiques. En temps de paix, de semblables tribunaux militaires étaient en contradiction avec les assurances de la *Magna Charta* et avec l'esprit de la constitution judiciaire de droit commun, qui ne connaît pas de tribunaux spéciaux pour les ordres de l'État. Dès le statut 2 Ric. II, la chambre basse pétitionnait afin que ce tribunal ne pût prononcer de décision touchant les félonies, parce qu'il jugeait d'après la *law of arms* et pas d'après les coutumes générales du pays. A la suite des guerres avec la France, une forte opinion en faveur des ordres avait pris naissance, et réclamait un tribunal de chevalerie en matière d'honneur et « pour maintenir la distinction des rangs », tandis que les *communitates* représentées au parlement ne veulent pas de juridiction personnelle spéciale à côté et au dessus du droit commun. Dans 13 Ric. II, c. 2, suit la promesse que l'on n'y pourra débattre aucune discussion qui peut l'être dans un tribunal régulier d'après le droit national, mais seulement « des contrats et d'autres matières, se rapportant aux diplômes d'armoiries et de guerre dans et hors du royaume, » et sous réserve de l'appel au roi. Ce tribunal entre alors en action sur un « writ in subsidium » et comme « *jurisdictio extraordinaria*. » Après la période de la lutte des deux Roses, on ne publie plus de pareils writs, parce qu'ils étaient contraires à la nouvelle organisation du droit et des classes, et le tribunal tombe ainsi au rang de fonctions de héraut. Voy. Gneist, t. I, § 20, n° V. En outre, depuis Henri VIII la fonction de chef des milices féodales n'a plus été conférée, Coke IV, Inst. 124.

En tout cas on trouve durant la période des guerres avec la France de simples indices de l'entrée dans une autre direction. La « Court of chivalry » obtint alors une certaine importance. Les succès brillants, le butin immense, la vie d'aventures de l'armée en France paraissent encore une fois ramener la chevalerie au romantisme dans une période sans cela désabusée. Le contact journalier avec la noblesse française et ses opinions politiques, la vie des camps pendant de longues années, loin de la patrie, pouvaient exciter les sentiments de classe et de corps à un haut degré. J'ai résumé les tendances de la chevalerie anglaise de cette époque dans un article sur la Gentry dans le *Real encyclopédie* de Ersch et Gruber (all.). Sous Richard II se rencontre par exemple une patente, dans laquelle John de Kinston est

position antérieure. Dès la fin de la période précédente, ils apparaissent les égaux des petits vassaux de la couronne par l'étendue de leurs possessions, leur éducation, leur genre de vie, et en fait d'honneurs militaires. Plus cependant à cette époque les grands barons se réunissent en pairie, plus les « barones mineurs » par contre se confondent avec les arrière-vassaux en une chevalerie qui trouve dans le comté sa pairie par une

promu : « rescovelzen l'estate de gentllbome et lui fait esquier. » Sous Henri VI un Bernard Augevin est élevé par un « nobilitamus » formel à la noblesse inférieure. C'est une époque dans laquelle la fonction de béraut avec ses arbres généalogiques joue un certain rôle, dans lequel les prétentions à une « gentlemanly condition or degree » acquièrent une certaine importance reconnue. Il s'y attache à cette époque jusqu'à un certain point l'importance de la dignité d'un banneret. Dans 29 Edouard III, John Coupland est nommé par lettres patentes banneret *héréditaire*. Sous Edouard III et Henri IV, on fonde les ordres du Bain et de la Jarretière. La cérémonie de l'accolade revêt avec une certaine prédilection et solennité. La dignité du banneret fut durant un certain temps considérée précisément comme un nouveau degré de noblesse et sous ce rapport, durant le gouvernement de régence de la noblesse, 7 Ric. II, le choix d'un banneret pour député du comté fut déclaré inadmissible. Dans la même direction on trouve aussi une ordonnance 1 Henri V, d'après laquelle dans chaque citation formelle dans la procédure civile et dans chaque acte d'accusation on doit désormais indiquer la condition « estate or degree or mystere » de l'accusé, ce qui attribue dès lors une certaine importance juridique aux titres d'esquire et de gentleman. Occasionnellement aussi on trouve cité dans d'autres statuts de cette époque la caractéristique de « generosus a nativitate. » Mais jamais la sobre législation du parlement n'est allée plus loin. Les devoirs, que déjà la loi du pays imposait à la grande propriété foncière, en matière de milice, de justice, de police et d'impôts, étaient trop sérieux pour rattacher les idées d'une noblesse de naissance à la simple descendance d'un ancien possesseur de biens de chevalerie. A la longue les hautes classes préférèrent baser leurs privilèges sur des prestations réelles à l'État. Par le même motif toute prétention à un privilège de classe pour la noblesse comme pour la chevalerie se restreignit au premier né ou héritier présomptif, qui seul par l'hérédité de la possession se trouvait assuré de remplir les sérieux devoirs du plus haut rang. Cette direction est passagère, ainsi que le système des armées sondoyées. Revenus dans la patrie, les partisans de ces opinions entrèrent en contradiction avec une grande partie des concitoyens de leur classe et encore plus avec les institutions du pays, qui par la milice du comté, les fonctions judiciaires et de justice de paix s'attachèrent d'une autre manière à la propriété libre du pays. Ces institutions durables ont ici aussi influé sur la formation définitive des états.

position semblable et prépondérante dans l'organisation de la milice, de la justice et de la police du comté.

La constitution de la milice avait alors fait de la chevalerie, au moyen d'un cens de 15 livres, la première classe des milices du comté, et lui avait en outre donné la candidature des places d'officiers. Dans les constitutions des comtés la chevalerie avait dès lors formé le noyau des *justiciars* : elle demeura pareillement, lors de la création de la « Magna Assisa » et de l'extension postérieure des jurys, à la tête de la liste des jurés. Mais la nouvelle organisation des juges de paix place la chevalerie dans une position encore supérieure, et lui donne une activité plus grande à la tête de l'administration des districts. Chevaliers et francs tenanciers forment alors, par la législation organique du siècle des trois Édouard, une association de district indépendante, qui remplit déjà les plus importantes fonctions internes de la vie publique.

Cette position en fait de milice, de justice, de police et d'imposition, donna naissance à un titre à être représenté au parlement selon le même principe, d'après lequel les grands barons et les prélats étaient convoqués *personnellement* au grand conseil du roi. C'était ici une association d'une importance égale à celle des plus grandes seigneuries, qui comme telle, avec ses prestations publiques, réclamait la représentation, et qui l'obtient d'après les précédents de nombreuses analogies et des différents essais antérieurs, par un comité du moindre nombre possible, par la députation de deux chevaliers du comté. La chevalerie par sa position dans les différents domaines publics, avait un droit si naturellement compréhensible à cette représentation, qu'on ne retrouve pas seulement régulièrement des possesseurs de biens de chevalier, mais, durant des générations, les représentants du même nom pour leur comté.

Le droit politique nouveau qui en naquit, et doit devenir avec le cours des âges le plus important de tous les droits honorifiques, reposait alors essentiellement sur la nouvelle forme de la constitution du comté, indépendamment des anciennes positions dans la milice féodale. On nommait encore toujours

il est vrai, les députés *Knights of the shire*, mais on considéra néanmoins de bonne heure la nouvelle dignité d'un député du comté, comme indépendante de l'accolade de chevalier. Il y a bientôt parmi eux de nombreux *esquires*, après l'élection on les ceignait symboliquement de l'épée dans le tribunal du comté afin de satisfaire aux termes de la loi; et à la fin du moyen âge, la majorité ne se compose plus que d'*esquires*. Il était de la nature de ces rapports, que, précisément, ces propriétaires qui aimaient à vivre comme juges de paix et agriculteurs dans la sphère plus étroite de leur voisinage, fussent préférés comme députés à ceux qui recherchaient le service de cour, les aventures guerrières, et l'accolade chevaleresque. Ce rapport de fait acquiert une consécration légale par le stat. 25 Henri VI. c. 15, d'après lequel seulement les chevaliers ou les « freeholders » possédant 40 L., par conséquent des propriétaires de biens de chevalier doivent être choisis comme députés du comté. Ce droit honorifique assez modeste détermine la nouvelle position de la classe de la chevalerie.

Les anciens droits honorifiques des milices féodales, sur la base desquels se modela la chevalerie du continent comme classe de naissance, — l'accolade de chevalier, le tribunal honorifique de la « court of chivalry » retombent au contraire au second rang. Ils revivent, il est vrai encore, jusqu'à un certain point, dans la période des guerres avec la France, mais ces dernières apparitions romantiques de l'organisation chevaleresque s'évanouissent cependant de nouveau dans le crépuscule sanglant de la lutte des deux Roses.

3. Les bourgeoisies des villes et les francs tenanciers du comté (1)

(1) La position des francs tenanciers (free-holders, libere tenentes) comme tiers état jouissant de l'électorat, résulte, ainsi que celle de la chevalerie, de l'organisation de la constitution communale. Voyez plus haut, parties I.-IV, L'exclusion des copyholders, des ouvriers prolétaires, et des classes laborieuses résultait si clairement de tout l'ensemble de leur position vis-à-vis des charges publiques, que durant des siècles la légalité de ce cens ne fut mise en question par personne. Quant à l'augmentation des francs tenanciers depuis l'époque de Henri II, je reproduirai ici un témoignage souvent invoqué. « But there happened about this time (Henri II) a notable alteration in the common-

composent, au début de cette période, un tiers état jouissant de droits politiques, dont cependant vers la fin du même temps les personnes notables se distinguent d'un degré, en commençant à s'égaliser à la gentry chevaleresque.

La base de la propriété du tiers état est la petite propriété libre, exempte des « *servitia militiae*, » à laquelle se rattache dans les villes la propriété de choses mobilières. Sa base légale résulte principalement de la constitution des jurés et de la *court leet*.

wealth : Lords and owners of towns, which before mannred their lands by tenants-at-wili, began now to grant their estates in fee, and thereby to make a great multitude of frecholders more than had been, who by reason of their several interests, and being not so absolutely tred to their lords as in former times, began to be of a more eminent part in the commonwealth, and more to be respected therefore in making laws to bind them and their inheritance (Speiman, on Parliaments). »

Quelle brillante que pût paraître dans les villes la position des classes électoriales, la pensée fondamentale est cependant également ici, que le droit électoral appartient à ceux qui participent personnellement à l'administration actuelle de la vie municipale. Pour ce motif précisément, il se passa bien des siècles, avant que la question de la capacité électoriale municipale engendrât soit un doute soit un conflit. Ceia était d'autant plus conforme à la nature, que, dans le siècle des trois Édouard, l'invitation au parlement était considérée par les villes autant comme une charge que comme un bonheur, à cause de la possibilité de l'augmentation des impôts et du paiement des indemnités aux députés. Les fraudes du shérif chevalier se rencontraient ici avec le dégoût des villes, et furent cause que plusieurs villes déjà convoquées restèrent plus tard sans représentation. Il ne faut surtout pas s'exagérer à cette époque l'importance de la représentation des villes. Elle était négativement un contre-poids à la tendance de la formation d'une classe de chevalerie de naissance, à la tendance à consacrer l'inaliénabilité de la propriété foncière, etc. D'autre part, le nombre exagéré de la représentation des villes est la première source de la sévère police du travail (matière où la chevalerie partageait, il est vrai, les mêmes tendances), mais plus encore des directions prohibitives et monopolisantes de la législation du quinzième siècle. La sphère étroite en fait des électeurs municipaux occasionna en outre une similitude approximative avec les élections des comtés. Le nombre total des électeurs serait, à la fin du moyen âge, difficile à évaluer en chiffres. De même que les villes sont, dans le recensement des élections, traitées comme des enclaves des comtés, les « *citizens et burghesses* » sont longtemps encore un pas en arrière des chevaliers du comté qui gardent durant toute cette époque la direction politique de la chambre basse.

Francs tenanciers et bourgeois étaient ensuite astreints à un service militaire personnel par la constitution de la milice du comté. Dans l'organisation judiciaire, le service des jurés du comté n'a, il est vrai, placé les « libere tenentes » qu'en seconde ligne, mais les a déclarés fondamentalement et également capables. Ici, comme dans le service de la milice, les chevaliers n'apparaissent que comme « *primi inter pares*. » Dans la *court leet* le service juridique va plus loin encore, et place comme auxiliaires dans les rangs des justiciers des copyholders, des fermiers et des locataires.

Cette composition donnait le droit politique du tiers état. Lorsqu'on commença à convoquer les *communes du comté* à une représentation dans le parlement, la « *county court* » subsista comme réunion traditionnelle des tribunaux de district. On comprit naturellement que l'assemblée devait procéder, comme pour ses autres affaires publiques, à la nomination des chevaliers du comté.

Précisément pour ce motif la législation n'eut pas d'occasion de décider quelque chose sur le mode de l'élection et sur ses conditions. Les « libere tenentes » étaient alors encore traditionnellement membres du tribunal du comté ; mais là aussi, où ils exercent leur activité traditionnelle, ils paraissent en nombre relativement petit, inégal et avec une participation subordonnée aux affaires. L'influence électorale véritable était, durant le siècle des trois Édouard, encore aux mains de la chevalerie.

Tout cela devait se modifier, à mesure que la *nouvelle constitution des jurys* se développait. Dans les assises civiles les jurés deviennent à ce moment une partie intégrante, toujours plus importante ; pour le petit jury formé par les centuries, ils sont dès le début l'élément prépondérant. L'assemblée du comté acquit ainsi pour les élections une apparence peu homogène. Les affaires judiciaires courantes étaient absorbées en majeure partie par les assises des juges ambulants. Il ne parut donc le plus souvent dans les assemblées ordinaires qu'un petit nombre de grands propriétaires, bailliffs, constables etc., pour soigner les

autres affaires du comté. Si de pareilles assemblées du comté étaient trop restreintes comme corps électoraux, elles devinrent d'une autre part informes lorsque pour cette affaire extraordinaire toute la masse des francs tenanciers s'y devait trouver. Leur nombre avait augmenté notablement par suite de l'aliénabilité de la propriété foncière. Cet état de malaise se rencontra à une époque d'agitations politiques, sous la maison de Lancastre. Sous Henri IV, nous voyons poindre en conséquence des ordonnances isolées sur la manière de procéder aux élections des comtés, dans lesquelles l'antique principe légal, que les devoirs politiques doivent déterminer les droits politiques, donne enfin la solution. Par l'ordonnance d'Édouard III, le devoir de servir comme juré dans le comté était fixé à 40 sch. de rente foncière résultant d'un « freehold » héréditaire et viager. Ces francs tenanciers formaient avec la chevalerie le vrai tribunal civil du comté sous sa forme active actuelle. Ce cens passablement élevé pour l'époque formait la limite intérieure du tiers état du comté.

Les villes jouissant du droit électoral l'organisèrent d'une manière analogue. Ici la *court leet* était l'assemblée primitive des bourgeois, et on comprit que l'affaire extraordinaire de l'élection de deux bourgeois pour le parlement devait être menée précisément comme les autres affaires de la *court leet*. La bourgeoisie active, la sphère étendue participant au « scot and lot » formait donc le corps électoral. Mais lorsque la *court leet* commença à tomber en décadence ; lorsque la conduite réelle des affaires municipales se restreignit toujours davantage entre les mains d'un comité communal, *leet jury*, *town council*, puis entre les mains des juges de paix de création récente, ce corps d'électeurs municipaux acquit aussi une autre importance. La forme réelle des affaires judiciaires et de police et des rapports en matière d'impôts, rendit la masse de la bourgeoisie passive, généralement indifférente à un acte d'élection isolé. Avec ou sans charte d'incorporation en fait, la sphère électorale était dès lors déjà étroitement délimitée dans la majorité des villages.

— Les élus devaient légalement, au moins être égaux aux élec-

teurs, c'est à dire « free of the borough ». 1 Hen. V, c. 11. On étendit ensuite la prescription légale que l'élu du comté devait y avoir un établissement foncier, jusqu'aux députés des villes. D'après le cours naturel des choses, le choix tombait pour ce motif très communément sur des magistrats et les gentlemen des villes composant les commissions de paix. Mais comme celle du comté s'étend régulièrement soit d'une manière exclusive, soit d'une manière concurrente à la ville, l'administration courante de la police mit aussi en rapports durables la chevalerie et les villes, qui dès le quinzième siècle devaient fréquemment diriger leurs choix vers elle. En tous cas c'étaient des éléments ayant des possessions analogues, qui étaient élus dans les commissions de paix et comme députés; aussi la chevalerie ne pouvait-elle leur refuser l'égalité. Vers la fin de la période nous trouvons pour ce motif que les titres de la chevalerie sont également passés à ces seigneurs municipaux. Les « citizens et burgesses » du parlement sont constamment et en plus grand nombre qualifiés esquires. Et c'est ainsi qu'à la fin du moyen âge se trouve déjà préparée, par l'égalité de position, dans les commissions de paix et dans le parlement, la *fusion de la classe municipale supérieure* avec la chevalerie en une gentry homogène.

Ce qui reste après la séparation de ces trois classes, embrasse alors en général une population laborieuse, libre personnellement, mais sans participation aux droits politiques. On y trouve les petits freeholders ayant moins de 40 sch. de revenu foncier exemptés du service judiciaire; puis les copyholders, qui comme arrière-vasseaux sont représentés par la seigneurie territoriale, qui possède, vis-à-vis de l'État, le droit de propriété véritable, avec les obligations relativement aux charges de guerre, d'impôts et autres. Enfin on y compte les artisans prolétaires et les classes domestiques, parmi lesquelles les restes de la servitude sont près de disparaître. Dans les villes ayant le droit électoral, des locataires ayant un état de maison, un ménage à eux, peuvent assurément appartenir à la bourgeoisie active; cependant la restriction en fait du droit électoral municipal a de nouveau paralysé cette situation plus favorable.

Le quatrième état comprend ainsi de sa nature les classes laborieuses dans le sens le plus étendu. Le développement économique du pays a conduit les villani manants à la position de droit privée des paysans possédant à titre précaire, dont la possession trouve petit à petit une protection juridique. Les travailleurs prolétaires sont dans une position dépendante et salariée, modifiée par une police du travail rigoureuse. Plus tôt, c'était surtout l'influence de l'Église, maintenant, l'intérêt économique des seigneurs eux-mêmes, qui suscitait l'affranchissement des esclaves encore existants, parce que le travailleur libre est plus dévoué. La jurisprudence assure à cette époque même aux esclaves la protection personnelle des « *liberi homines* », en ce sens qu'elle considérait le rapport vis-à-vis du seigneur, comme une exception limitée au droit privé.

Le rapport juridique des classes qui autrefois n'étaient pas libres se transforme donc, quant aux choses, en charges agricoles réelles, et, pour les personnes, en un rapport de salaire contractuel. Les esclaves personnels qui existent encore sont, à la fin du moyen âge, une anomalie très peu considérable. Lors du soulèvement des paysans, sous Richard II, les idées sociales des classes ouvrières avaient marché d'accord avec les tendances hérétiques contre l'Église. Au point de vue des droits humains, l'affranchissement des esclaves était placé au premier rang. Les actes d'émancipation alors accordés furent, il est vrai, retirés à l'approche du parlement; mais l'intérêt particulier des seigneurs a suffi en apparence à écarter ces plaintes, dont on n'entend plus parler plus tard. Lors de la révolte de John Cade (1430), il ne s'agit ni d'esclaves, ni d'idées de réforme, mais ce sont les classes salariées qui exigent « sept pains d'un demi-penny pour un penny », l'abolition de la monnaie, l'égalité dans le costume, etc., — égalité et fraternité, les antipodes naturels d'une police du travail trop tendue; ce qui disparaît de nouveau sous les maisons d'York et de Tudor.

Ce qui est le plus amélioré, c'est en droit privé la position des villani d'autrefois. Les anciennes corvées de ces biens

agricoles, qui n'étaient pas libres, s'étaient, avec le cours du temps, transformés en majeure partie en rentes pécuniaires, par des motifs puisés dans les rapports économiques des grands biens et dans les rapports du travail du moyen âge anglais. (Scriven, *On Copyholds* I. 46, 428.) On reconnaissait déjà au début de cette période, pour la plus haute classe d'entre eux, dans la pratique judiciaire, un droit au bien, en ce sens, qu'on doit expulser le fermier d'après la coutume de la cour. (C'est le « *privileged villenage* » postérieur.) Vers la fin de la période un arrêt fameux, *Taltarum case*, Edw. IV, ne reconnut également pour les autres de droit d'expulsion que *ex justa causa*. Le nom général est, à cette époque postérieure, toujours davantage l'appellation de *copyhold*, empruntée au rôle de la cour, qui doit suppléer à leur titre de possession. Lord Coke a évalué l'ensemble du *copyhold*, dans un arrêt judiciaire, au tiers du sol de l'Angleterre, — d'après la statistique postérieure, c'est peut être la moitié de trop.

L'élément capital du droit politique demeurait au moyen âge toujours encore le service *personnel* dans l'organisation publique. Une partie de ces classes pouvait alors en tout cas être encore justicier dans la *court leet*; mais celle-ci était elle-même une institution en décadence. Les limites entre le tiers état et le quatrième état, d'après les obligations au service actif du jury et dans les villes d'après la participation active à leur administration était, à la fin du moyen âge, légale dans sa plus grande étendue, bien que des siècles durant on ne fit pas d'efforts pour la modifier. L'ensemble de cet état inférieur était personnellement libre, mais sans participer aux droits politiques, et, malgré toutes les lois sur la police du travail, indubitablement mieux constitué qu'il ne l'était dans son ensemble pour tout le pays du continent.

Les ordres ainsi délimités embrassent cependant seulement comme auparavant des subordinations légales dans l'état laïque. Indépendamment de celui-ci, le *clergé* formait encore toujours, d'après les emplois et les missions, des classes indépendantes de la propriété.

Le haut clergé, qui acquérait avec la fonction la propriété de baronnies et de revenus fonciers analogues, a déjà été rangé ci-dessus au nombre des classes gouvernantes. Le clergé paroissial supérieur partageait encore toujours le rang de la chevalerie et avait aussi dans la *convocation* sa représentation parlementaire spéciale. Par la nomination d'ecclésiastiques des paroisses dans les commissions de paix naquit aussi une participation à l'influence politique de cette position. Venaient ensuite les universités avec leurs institutions en majeure partie ecclésiastiques, leur personnel et leurs droits honorifiques ecclésiastiques. Pour l'ensemble du clergé, l'état ecclésiastique était et demeura, dans les cas criminels proprement dits, un important privilège qui conduisait fréquemment à l'impunité par la réunion des jurés et des conjurateurs et qui pouvait à cette époque, par une déclaration du commissaire épiscopal, *legit ut clericus*, être étendue à toute personne sachant écrire.

Dès la période antérieure, il s'est en outre séparé du clergé une classe de *jurisconsultes*, comme classe particulièrement instruite. Le développement très prompt du droit administratif normand avait formé, par les nombreux *clerks* du trésor, du shérif, de leurs sous-prévôts, des prévôts spéciaux et des juges ambulants, un personnel bureaucratique qui n'avait plus à apprendre que fort peu de chose du clergé. Vers le temps cependant où les cours royales deviennent permanentes, il se forme les premiers éléments des communautés de jurisconsultes laïques, comprenant les étudiants, les avocats et les employés inférieurs, dans une confusion apparente. Sous Édouard I^{er}, on ordonne l'admission d'« *attornati* et *apprentiti* » auprès des tribunaux ; dans le code de Fleta, on rencontre déjà des distinctions basées sur ces communautés. Au quinzième siècle, la classe plus élevée des avocats paraît distinguée des classes inférieures de procureurs, dans ses quatre « *inns of court* » comme une grande corporation et université judiciaire. Le « *serviens ad legem, doctor juris* » et l'avocat complet partagent avec le clergé inférieur les droits honorifiques de l'esquire, et trouvent dans les commissions de paix du comté une activité fréquente,

indépendante de la propriété foncière, alors qu'elles deviennent aussi toujours plus régulièrement l'initiatrice de la fonction supérieure du juge. A la fin de la période, le personnel juridique forme une classe de fonctionnaires salariés et instruits. Les vocations ecclésiastiques et libérales donnent ainsi encore un élément de plus à une classe moyenne supérieure, qui commence, de même que les fonctions magistrales des villes, à se confondre avec la chevalerie en une gentry unitaire.

En général j'ai fait remarquer, dans une autre partie de ce travail, l'influence modératrice d'un *système*, bientôt réglé, d'impôts directs sur les rapports des classes. Les lois somptuaires 25 Édouard IV, la similitude du droit privé et du droit des familles, l'égalité des impositions produisent ici un groupement de la société inconnu sur le continent. L'imposition sur la propriété de 1359 montre, par exemple, les faits suivants : Les ducs paient 155 sch., les juges de la couronne 100 sch., les comtes et le maire de Londres 80 sch., les barons, bannerets, avocats de la couronne et grands avocats, conseillers de Londres, maires des plus grandes villes 40 sch., chevaliers, avocats, conseillers de seconde classe 20 sch., les chevaliers d'ordre et les grands négociants 15 1/3 sch., les squires, procureurs inférieurs, bourgmestres et conseillers de petites villes, de grands francs-tenanciers et de grands fermiers 6 2/3 sch., les frères inférieurs des ordres, les squires et gentlemen, sans possessions foncières, petits marchands, industriels, francs-tenanciers et fermiers 3 1/3 sch., etc. On comprend tout aussi naturellement qu'aujourd'hui, qu'à la fin du moyen âge, dans les emplois, de cour on distinguât les trois grandes classes des « serjeants, gentlemen et yeomen », que l'on regardât dans les fonctions de hérauts les rapports des classes d'une manière différente. La sérieuse activité des classes supérieures, dans l'État, a conservé cependant, en Angleterre, comme cause décisive du développement de la constitution, et de sa durée, les *prestations à l'État*.

SECTION III

LA NAISSANCE DU PARLEMENT

La constitution parlementaire, création de cette époque, paraît la conception générale de l'ensemble des rapports communaux et sociaux décrits ci-dessus. Avec Edouard 1^{er} cesse l'ancien système du gouvernement personnel, il se forme alors : 1° un conseil d'État, corps dans lequel git le centre constitutionnel du gouvernement du royaume ; 2° un « Concilium Magnum », conseil d'État élargi par l'adjonction des prélats et des grands barons ; 3° une représentation des districts « communæ », c'est à dire des comtés et des villes ayant une position analogue à ceux-ci, qui s'unissant à côté du conseil d'État et du grand conseil, forment avec celui-ci de véritables états généraux, pour délibérer des impôts et des affaires publiques (*parlamentum*).

§ 1^{er}. — LE CONSEIL D'ÉTAT

Le conseil d'État « continual » ou « permanent council » est le véritable siège du gouvernement du royaume, où l'on traite et l'on délibère sur la publication d'ordonnances générales, de résolutions sur la guerre et la paix, les levées militaires, les traités avec les puissances étrangères, les résolutions sur les mesures à prendre en cas de sédition ou de calamités publiques, la nomination de commissions extraordinaires, l'exercice de la *jurisdictio extraordinaria*, des résolutions sur les pétitions et les plaintes, sur les abus de pouvoir, les exactions fiscales, la protection légale incomplète, les recours en grâce, les concessions de faveurs. C'est à cause de cela que le « privy council » se compose des chefs de l'administration financière, judiciaire, royale et ecclésiastique, savoir : du trésorier et du chancelier de l'Échiquier, des principaux fonctionnaires de la maison royale, « king's chamberlain and steward of the household », des « chief justices », et, à l'occasion des autres justices, du

chancelier et de ses égaux dans l'administration, du gardien du sceau privé, de l'archevêque de Canterbury, sous la présidence du roi ou de ses représentants, élus à titre temporaire (1).

On comprend naturellement que même, à l'époque normande, le roi traitait avec des conseillers de confiance soit isolément, soit en corps; on conçoit de même des conversations accidentelles avec des seigneurs temporels et des prélats aux journées d'État. Quand il s'agit dans les anciennes chartes et dans les « writs » d'un « concilio ei consensu baronum », c'est à ces dernières conversations qu'il est fait allusion. Mais on ne peut parler d'un conseil d'État, que lorsque se présente une organisation permanente de conseillers royaux et une marche régulière pour les affaires courantes. Cela eut lieu pour la première fois au temps de la régence de Henri III, et, après la majorité du roi, les réclamations des grands mécontents se portèrent sur une participation égale à celle d'autrefois, à la formation du « council ». Mais on ne trouve de collège permanent, « continual council », sous un roi qui gouverne, que sous Edouard I^{er}. Cette forme de gouvernement était nécessitée en réalité par les exigences d'une administration judiciaire, de police, militaire et financière très compliquée; par la nécessité de principes constants en relation avec les droits fondamentaux consacrés par la *Magna Charta*, et par l'importante vérité que l'État, dans un changement de l'ordre des choses, a toujours besoin en premier lieu d'une réunion ferme des éléments, qui jusqu'alors l'ont gouverné et ont ainsi la pratique des affaires publiques. La marche administrative bientôt réglée s'explique par le développement important de la vie publique dans l'Échiquier, les tribunaux royaux, l'Église, etc., que le « continual council » se borne à réunir. Le roi en personne avec les fonctionnaires militaires de cour dirige l'administration militaire; tandis

(1) Voyez Gneist, t. I, § 21. Sur la marche des affaires dans ce que l'on appela plus tard le « privy council », comparez la précieuse monographie de sir Francis Palgrave, *Essay on the original authority of the king's council*, 1834, qui repose sur des vues d'ensemble, résultant de milliers de diplômes anglais du moyen âge.

que les emplois supérieurs de la milice féodale, le constable et le marshall se réduisent au contraire à de simples fonctions honorifiques et héréditaires. La représentation relativement faible de l'Église dans le « council » s'explique par la constitution et par la position du lord-chancelier, dans la personne duquel s'unissait en une certaine mesure l'administration ecclésiastique et temporelle.

§ 2. — LE GRAND CONSEIL

Le GRAND CONSEIL, MAGNUM CONCILIUM, est la forme du lien immédiat rattachant le gouvernement aux classes propriétaires. A la place des journées de cour de l'époque normande, des assemblées de notables sous Henri II et III, nous trouvons depuis Édouard I^{er} des assemblées périodiques de prélats et de barons, surtout dans le but de délibérer régulièrement des affaires du royaume. Ce qui avait été tenté par le comité de résistance de la *Magna Charta*, par les assemblées tumultueuses sous Henri III et dans la guerre des barons, d'une manière anarchique, trouve sa solution constitutionnelle dans une participation régulière des hommes les plus puissants et les plus experts du royaume : des évêques et des nombreux abbés, dans la sphère ecclésiastique, des grands barons et d'autres chefs distingués par leurs commandements et l'administration des comtés, dans la sphère temporelle. Ce sont en majeure partie les mêmes personnes qui, d'après la *Magna Charta*, doivent être convoquées « sigillatim per litteras nostras ». Ils sont aussi convoqués par un writ, d'après l'ancien cérémonial de cour traditionnel, mais pour traiter réellement et régulièrement des affaires publiques. La nouveauté existe en ce que, dans une existence publique développée, avec une administration militaire, judiciaire, financière et de police, ils ne forment pas de corps séparé, subsistant par lui-même, mais seulement un conseil d'État élargi, *Magnum Concilium*, dont le noyau se compose encore, plusieurs générations durant, de l'ensemble des plus hauts employés du royaume. Le nombre des convocations

diffère avec les occasions. L'an 1285 voit appeler 111 notables temporels; en 1295 seulement 40; les autres « concilia magna » tiennent environ le milieu entre ces deux nombres, et de telle manière que, sous le gouvernement postérieur d'Édouard I^{er}, 98 barons ne sont convoqués qu'une fois, 50 le sont seulement deux, trois ou quatre fois. Sous Édouard II et III persistent des défaillances analogues. Parmi les gens convoqués, il y a même des familles étrangères et d'autres qui, évidemment, ne possèdent aucun fief de la couronne. Seuls les comtes héréditaires (en titre), les propriétaires de quelques grandes charges de cour et un petit nombre des plus riches feudataires sont convoqués assez régulièrement. A l'époque des guerres avec la France, on rencontre parmi les appelés de nombreux bannerets. Parmi les seigneurs ecclésiastiques dont le nombre surpasse celui des seigneurs temporels d'une manière assez notable, il y a 122 abbés, 41 prieurs et maîtres d'ordres, convoqués d'une manière très variable. Les évêques et 25 abbés forment la partie permanente. Il était si évident pour les contemporains que cette assemblée était un conseil *royal*, qu'on ne trouve au moyen âge aucun cas dans lequel les notables aient refusé place au milieu d'eux à l'une des personnes convoquées.

L'assemblée ainsi composée forme depuis Édouard I^{er} un *élément reconnu de l'administration du royaume*, elle est parfois convoquée deux, trois ou quatre fois en une année pour traiter des plus importantes affaires du conseil d'État, mais en y comprenant aussi les moindres affaires du gouvernement. Les seigneurs, appelés pendant la durée de la réunion, se réunissent avec le conseil d'État en une assemblée plénière dans laquelle siègent ceux qui sont convoqués par suite de leur fonction aussi bien que ceux qui le sont par leur dignité ecclésiastique et leur propriété. Lorsque le grand conseil se trouve réuni, le « permanent council » forme encore un « concilium in concilio », le corps administrant sous la direction personnelle du roi. Les sujets des délibérations sont préparés dans le conseil le plus restreint, les séances sont rédigées et protocolées en est tenu par les membres de ce conseil, les résolutions

prises sont ensuite également rédigées dans ce conseil plus étroit (jusqu'à sous Henri VI); toutes les séances ont lieu dans les salles du conseil du palais royal, tous les serviteurs de la maison royale en sont membres, comme ils le sont nominalement encore aujourd'hui. Les sessions régulières du conseil permanent sont interrompues périodiquement par ces assemblées plénières régulièrement fort courtes, comparables aux séances (terms) des tribunaux. Le retour régulier des assemblées et des affaires donne cependant aux grands une influence, toujours répétée sur le gouvernement. Les commissions pour l'examen et le jugement des pétitions sont composées de prélats et de barons, comme émanation du grand conseil. Les grands fonctionnaires sont nommés dans le grand conseil et y prêtent serment; d'après les circonstances, le roi s'assure si leur nomination sera agréée par le conseil. Les membres les plus experts du grand conseil acquièrent en cette position un droit naturel à être convoqués dans le conseil plus restreint, dans le gouvernement du royaume. Déjà sous la maison de Lancastre, la plus grande moitié du gouvernement consiste en membres qui doivent évidemment leur nomination à cette position. Le suprême appel contre les décisions des « curiæ » inférieures est déjà, sous les trois Édouard, fréquemment débattu dans le grand conseil; sous la maison de Lancastre, la position de la Chambre des lords, comme tribunal d'appel suprême, se trouve établie. Les juges des cours royales, originellement appelés à conseiller le roi, deviennent maintenant les conseillers des lords pour cette sphère d'affaires. Ainsi se trouvait ouverte au centre, de même que par la constitution communale en particulier, la voie suivie dès lors d'une manière immuable par les classes gouvernantes : acquérir l'influence et les droits politiques par l'activité personnelle constante dans les affaires de l'Etat. Après une génération, l'idée de l'unité corporative s'est mûrie, elle se fait jour dans les délibérations de l'année 13 Éd. III. par la dénomination des pairs du royaume. Sous Édouard III, cette idée va jusqu'à une juridiction privilégiée, 13 Éd. III, st. 1 c. 2, dans lequel les grands barons veulent être jugés, pour de plus

grands crimes par ceux-ci, *leurs égaux* en droit. Sous Ric. III, le titre de baron est reconnu par patente comme titre de noblesse héréditaire. Sous la maison de Lancastre, les convocations purement personnelles deviennent plus rares, celles à titre héréditaire forment déjà la majorité. Le mode de convocation par « writ et patent » amène par cette juxtaposition le passage tacite à une pairie héréditaire, sous la reconnaissance permanente cependant du droit du roi d'ajouter de nouveaux membres à titre personnel ou héréditaire. Sous Henri VI, le grand conseil est une véritable Chambre des seigneurs, et le gouvernement de l'État y est une émanation des plus puissantes alliances de familles (1).

La position supérieure des lords ecclésiastiques et temporels vis-à-vis des communes (*commune*) résultait de la dignité ecclésiastique des prélats, de la position des grands vassaux de la couronne comme seigneurs des milices féodales, de leur posi-

(1) Sur la naissance du « Magnum Consilium » et de la pairie, voyez Gneist tom. I^{er}, § 22, les écrits de Selden et Dugdale, cités pag. 287. Le plus important élément n'en est pas moins les index nominatifs de toutes les personnes convoquées, que nous possédons aujourd'hui dans leur entier, et où ont été puisés les relevés de Hallam, Parry et autres, et les conclusions bien justifiées du « Peerage report. » La nature mixte du « Concilium Magnum » dure tout le moyen âge comme celle du parlement français, mais avec cette différence qu'en Angleterre l'élément de naissance évince peu à peu l'élément officiel, tandis qu'en France c'est le contraire qui a lieu. La pairie devenant héréditaire, la propriété commença à reprendre le premier rang, ainsi qu'il est de l'essence de toutes les tendances de castes. Il en est également résulté un écrit sous le titre : *Modus tenendi parliamentum*, qui mêle les plus anciennes notions d'une « baronia integra », telle qu'elle se rencontre à l'échiquier dans l'évaluation des « relevés, amerciements », et dans d'autres cas, avec la nouvelle position des seigneurs dans le grand conseil, de la manière dont les opinions de la noblesse l'entendaient dans la période des Lancastre. L'époque où se produisit cet écrit est douteuse. Mais il n'est pas nécessaire de songer, à cause des nombreuses assertions étonnantes et contraires à l'histoire authentique du droit contenues dans le « Modus », à un pseudo-Isidore féodal. Ce sont plutôt ces mêmes transformations qui, aujourd'hui encore, se rencontrent dans la rédaction de tous les arbres généalogiques, les opinions de la charge de héraut opposée à celles du droit public et de l'État. Pauli, *Images tirées de l'antiquité anglaise*, 1858, pag. 63 et suivantes, contient de nouvelles observations à ce sujet (avec des peintures vivantes de la marche des affaires du parlement).

tion prépondérante dans la direction des troupes soudoyées de cette époque, de leur activité à la tête des commissions de paix, de l'importance financière des droits féodaux qui forment encore toujours l'essence des revenus héréditaires et, avant tout, de leur position comme membres du conseil royal suprême, connaissant d'une manière active tout ce qui est pour l'État d'une signification ou d'une importance notable.

§ 3. — LA CHAMBRE DES COMMUNES.

A ce grand conseil de la couronne se rattache alors la Chambre des communes. Dès 1265, dans les guerres des barons, on avait convoqué des députés des comtés. Cela avait déjà eu lieu auparavant pour le simple encaissement des impôts et pour accueillir les plaintes de la nation. Depuis Édouard I^{er}, on trouve la coutume de rassembler périodiquement, avec le grand conseil, des plénipotentiaires des comtés et de certaines villes, soit pour délibérer sur des « aides extraordinaires », soit en général sur le « renforcement des lois et le remède à porter aux griefs de la nation ». De pareilles convocations ont encore pendant longtemps eu lieu isolément en des occasions particulières. Quelquefois on n'a convoqué que des députés des comtés. Mais le plus souvent cependant, on appelle avec les comtés les villes les plus importantes au point de vue de l'impôt; durant les guerres de 1295, il y a déjà 200 députés des villes.

Dès lors, 25 Édouard I^{er}, les convocations acquièrent une forme régulière et officielle. Dans l'introduction du statut de Westminster I, 1275, une des plus grandes assemblées de ce genre se trouve qualifiée pour la première fois légalement du nom de *parliamentum*; et ce nom, depuis ce temps, devient usuel pour de semblables assemblées royales de la plus grande étendue.

Les premières convocations de députés avaient été faites pour comparaître « *coram concilio* » à peu près comme le « *recve* », et les quatre justiciers étaient appelés au tribunal du comté et des centuries, sans qu'il en découlât une participation

semblable aux résolutions. L'idée première était évidemment de délibérer avec une députation des *communitates* taillables sur les « revenus extraordinaires ». Leurs autres motions ne sont que des pétitions. Durant un certain temps, les prélats, barons, chevaliers, bourgeois des villes subsistent en groupe séparés l'un à côté de l'autre. Sous Édouard II, les chevaliers et les députés des villes sont cependant déjà désignés par le nom de *commoners*. Sous Édouard III, ils paraissent constitués en corporation (les gentz qui sount cy a parlement par la commune 15 Edw. III), cependant avec un autre règlement intérieur que celui de la chambre haute émanée du conseil d'État (1).

Les précédents de la Chambre des communes consistent dans cette représentation constante de la localité dans le hundred et de celui-ci dans le comté, représentation alors étendue à tout le royaume, et, précisément pour ce motif, restreinte au moindre nombre de deux membres, par considération de l'éloignement et des frais. La constitution communale avait introduit depuis longtemps une pareille délégation pour des motifs judiciaires et de police, dans le but de recueillir les impôts et les plaintes de la nation. Alors elles deviennent des assemblées périodiques d'un but plus étendu et avec un droit d'initiative sous la forme de pétitions générales. Il est exact que dans l'intervalle de 49 Henri III jusqu'à 18 Éd. 1^{er}, la présence de députés des communes au parlement ne saurait pas être clairement justifiée par des actes authentiques. (Hardy, *Modus tenendi parliamentum*, préf. pag. xi.) Dès lors, cependant, l'institution est dans une activité assurée; depuis 23 Ed. 1^{er}, la convocation tant des communes que des villes est connue d'une manière positive par des writs officiels. L'inapplicabilité des clauses relatives aux ordres de la *Magna Charta* avait reposé sur ce que l'on n'avait songé qu'à une convocation pour les « auxilia » et les « scutagia », et, par suite, seulement aux vassaux immédiats de la couronne. Mais ni la milice féodale,

(1) Sur la formation de la chambre basse, voyez Gneist, t. I^{er}, § 23.

ni l'organisation judiciaire ne renfermaient alors l'état temporel dans sa totalité. Il s'était formé dans l'intervalle une série de nouvelles fonctions judiciaires et de police, une nouvelle organisation de la milice, une organisation des impôts communaux qui n'étaient représentées ni par les grands, ni par les petits vassaux de la couronne, ni nominalement, ni réellement. Ces nouvelles fonctions publiques, toujours en progrès, étaient accomplies par de grandes unions communales, c'est à dire par les comtés et un nombre de villes qui, au point de vue judiciaire, de la police et de l'impôt, ont à peu près l'importance de comtés ou hundreds. C'est pour ce motif que les 37 comtés sont dès lors convoqués, ainsi qu'au début un petit nombre de villes, puis bientôt après, 100 d'entre elles et ensuite un plus grand nombre, en augmentant sans principe fixe.

C'est aussi *parce qu'il ne s'agissait pas de la représentation de groupes de propriétés, mais de prestations envers l'État, que ces corporations étaient convoquées de la manière dont elles accomplissaient constitutionnellement leurs devoirs publics* : le comté dans son tribunal (*county court*), la ville dans son assemblée des bourgeois (*court leet*). La participation aux droits collectifs qui en découlent, par conséquent, le droit de voter, s'étend naturellement aussi loin que l'activité personnelle dans ces assemblées et se règle d'après cela, selon le service ancien, le plus onéreux et se reproduisant le plus fréquemment, par conséquent, d'après le service judiciaire. L'organisation judiciaire était bien traditionnellement la constitution civile temporelle. La délégation de deux chevaliers ou bourgeois était une des nombreuses affaires qui devaient être traitées dans les assemblées du comté et des bourgeois, tout comme les autres. On comprenait qu'il fallait la traiter « *in pleno comitatu de concilio et voluntate* », ainsi qu'il est dit dans le writ 4 Henri III et dans d'autres précédents. C'est précisément pour ce motif que l'on n'a pas trouvé nécessaire pendant plusieurs générations de donner quelque part des préceptes déclaratifs sur les élections parlementaires.

L'assemblée du comté de cette époque subsistait alors, si on la comparait avec les périodes précédentes, en un certain état de décadence. Les « *placita coronae* » lui avaient été enlevés et attribués à une autre direction. Dans la procédure civile agissaient encore des justiciers, et même principalement des chevaliers, tandis que les autres francs tenanciers ne venaient que subsidiairement seulement, bien que pouvant former l'assistance des sessions judiciaires officielles. La concurrence des tribunaux royaux et des juges ambulants avait cependant aussi évincé cette juridiction civile et l'avait réduite aux cas les moins importants. Les tribunaux périodiques du comté étaient déjà pour ce motif investis d'une manière prépondérante des affaires d'impôt, de milice, et d'autres matières administratives, — ils formaient principalement une assemblée de district de la chevalerie, — et comme tels ils étaient fréquentés d'une manière faible et inégale. Le service judiciaire vraiment onéreux reposait sur les assises civiles avec leurs jurys composés de chevaliers et de francs-tenanciers (*freeholders*) possédant 40 sh.; dans les affaires criminelles également, sur les assises des juges ambulants avec leurs jurys d'accusation et de jugement formés dans les *centuries*. Depuis le milieu du quatorzième siècle il vint s'y joindre le grand jury formé en majorité de propriétaires de biens de chevalier et la fonction de juge de paix fut composée presque de la même manière. Ces juges alors vraiment actifs ne furent plus convoqués *comme tels* au tribunal du comté. Le « *sheriffs' turn* » et les « *courts leet* » locales n'étaient d'aucune importance parce qu'il ne s'agissait de représenter que l'ensemble du comté. — Cette forme peu homogène du corps électoral put demeurer inaperçue, aussi longtemps que la convocation au parlement parut surtout un devoir onéreux et coûteux. Ce n'est que sous la maison de Lancastre que, durant les profondes luttes de parti, on discuta la véritable base de ces rapports, et ce fut l'occasion de statuts parfaitement intelligibles sous ce rapport. D'après 7 Henri IV, c. 15 (a 1405), l'arbitraire et la partialité des shérifs doit cesser, et dans la plus prochaine « *county court* » après la réception de

l'ordonnance électorale, cet acte doit être proclamé devant la cour *entière réunie*, il doit y être obtempéré par *toutes* les personnes présentes, tant les justiciers (suitors) convoqués en particulier que par les autres suitors qui seraient présents et il doit en être dressé acte officiel sous le sceau de tous les électeurs. D'après 11 Henri IV, c. 1, les justices « of assize » doivent juger de la relation de l'élection (return), par conséquent, en cas de contestation sur la valeur de l'élection, punir le shérif agissant contre l'ordonnance électorale de 100 liv. d'amende. D'après 1 Henri V, c. 1 (1415), les chevaliers, possesseurs de biens de chevalerie, et autres qui élisent les députés du comté doivent, être domiciliés (résident) dans le comté, et il doit en être de même des élus. Dans 8 Henri VI, c. 7, on pourvoit au « trop grand nombre de gens de peu de fortune qui dans ces derniers temps commencent à participer aux élections. » et au tumulte qui en résulte, en ordonnant que désormais seulement les francs tenanciers ayant 40 sh. de rente annuelle participeront aux élections; d'après 10 Henri VI, c. 2, les freeholders ayant 40 sh. dans le comté. C'est ainsi que le droit électoral se trouve ramené à la *base normale* du service juridique, qui depuis plus d'une génération se trouvait parcellément limité sous sa forme actuelle comme service du jury. D'après, 25 Henri VI, c. 13 (a. 1444), on ajoute un cens passif : « que pourront seuls être élus, des chevaliers notables et tels écuyers notables et gentlemen du comté, qui pourraient devenir chevaliers, mais pas de yeomen ni de gens au dessous ; » — par conséquent, dans une position approchant de celle qui était qualifiée apte aux fonctions de juge de paix, de même que, durant cette période, les « custodes pacis, » sont régulièrement nommés « knights of the shire, » et vice-versa. Cet état de choses a subsisté conformément à ce principe durant 400 ans. Les élections des villes n'ont, à cause de la multiplicité des rapports, été réglées par aucune loi, mais ont été abandonnées au mode de développement intérieur de la participation à l'administration municipale.

La réunion de ces *communitates* est très différente de celle

des campagnes et des villes du continent. Ici ce sont des groupes séparés de propriété, qui remplissent, d'après les besoins et la tradition, des fonctions publiques particulières, et acquièrent ainsi un droit à une sorte de personnalité et d'autonomie publique partielle. En Angleterre, au contraire, les diverses classes de propriétés sont fondamentalement astreintes aux mêmes services de milice, de justice et de police, et soumises aux mêmes charges en matière d'impôts. Les *communitates* qui y sont obligées sont nécessairement devenues, des membres semblables d'un grand état unitaire. L'ensemble de l'état temporel constitué par ces membres similaires forme alors la *communitas universi populi*, dont la liaison organique avec le système encore réfractaire de l'Église fut la mission de la période suivante.

Leur puissance croissante repose d'abord sur leur position comme *corps imposable*. Les finances normandes autrefois florissantes étaient devenues insuffisantes, et sous Jean on avait pour la première fois parlé du besoin d'un « revenu extraordinaire. » Les *auxilia* des fiefs étaient depuis longtemps restreints à trois cas; quant aux « *scutagia*, » il y avait depuis la *Magna Charta* une lutte continuelle sur leur fixation. Le roi pouvait lever sur ses domaines et sur des villes des « *tallagia*; » mais depuis un long temps, s'élevait pareille lutte à l'occasion de leur encaissement par des shériffs ou des commissaires ambulants. En bien des cas il y avait des rachats par *fee farm* et « concession » achetée à prix d'argent, partout il y avait des motifs économiques, opposés à une tension outrée des forces imposables. Le clergé attaquait déjà dans son fondement l'imposition laïque. Aucune classe ne prétendait porter exclusivement des nouvelles *charges nationales*. Dès Henri II, on voit pour ce motif la tendance à faire correspondre dans une certaine mesure, d'après le temps et le taux, les contributions directes. Les assurances données sous ce rapport dans la *Magna Charta* étaient, il est vrai, effacées, mais n'étaient pas oubliées et avaient repris vie dans la lutte de Henri III avec ses barons. Le système féodal ne renfermait pourtant aucune mesure pro-

portionnelle pour l'égale imposition de la fortune mobilière. Volontairement, on avait, sous Henri II, concédé par tout le royaume, à propos des croisades, un impôt du 5^e, et une autre fois, du 10^e de tout le revenu du royaume. Tous les intérêts réclamaient l'unité du taux. Si on voulait l'atteindre, on devait se réunir pour en délibérer : le roi pour ses domaines, les barons pour leurs seigneuries et villes médiates, — le clergé pour sa propriété, — la chevalerie pour elle-même et ses arrière-vassaux ; les villes pour leur « *communitas*. » Les « *scutagia* » et « *tallagia* » devaient se confondre, et se trouver dans un rapport fixe avec des quotités imposables de l'ensemble du revenu. On ne pouvait pas négliger, pour de semblables concessions générales, l'assentiment des classes unanimes entre elles. Et, après quelques oppositions, on le reconnaît par charte royale (voyez la *Confirmatio chartarum*, 25 Ed. 1 st. 1, c. 5 et 6), puis par actes répétés sous les 3 Édouard, et presque à chaque règne subséquent. Des motifs économiques et financiers devaient aussi attirer au parlement le consentement à toute nouvelle extension des anciens droits de douane traditionnels, *customæ*.

Dans la vie interne des comtés et des villes, tout cela était préparé depuis des générations. L'état féodal avait astreint au service public et financier toute la propriété foncière, la plus considérable d'abord. La constitution judiciaire et de police avait maintenu en vie les assemblées périodiques des chevaliers, franc-tenanciers, *freemen*, et avec celles-ci le sentiment de la collectivité. Les associations communales, accoutumées par la pratique des charges communales à des recouvrements continus, sont disposées à se charger également des nouveaux impôts de l'État sur les biens de chevaliers et les biens ruraux, sur les propriétés rurales et bâties, et dans les villes avec l'adjonction de la fortune mobilière. Alors s'offrirent les mêmes corps imposables pour les subsides et les revenus généraux. Dès le temps de Richard I^{er}, on avait attiré des commissions communales au recouvrement des « *tallagia*, » ainsi qu'aux dimes et aux quinzies volontaires. Alors les comtés et les

que dans la chambre des lords, ici aussi, après une génération, s'est développée l'idée d'une unité sociale, « *communitas regni*. » D'abord, appendice du *Magnum concilium*, la chambre basse est maintenant un corps ayant une personnalité distincte, dont le speaker est pour la première fois cité dans 51 Édouard III.

Mais comme jamais on n'a pu séparer la concession d'argent du droit de s'enquérir de son application, les *plaintes nationales des communes* toujours répétées acquièrent un poids indéniable, et se consolident progressivement en un droit de remontrances générales et particulières étendu et souvent efficace. Sous Henri III, les communes prennent aussi déjà part aux « *committees* » pour l'examen et le compte rendu des pétitions; bientôt après on rencontre également des pétitions qui sont directement adressées à la chambre des communes. Vers la fin du gouvernement d'Édouard III, les « *commoners* » se sont réunis pour la première fois, afin d'exercer un droit d'accusation qui conduit le plus souvent, à cause de l'importance de l'objet et des personnes, au jugement par le roi dans son *grand conseil*, la chambre des lords formant le tribunal.

Le progrès du gouvernement personnel vers une administration constitutionnelle engendre aussi depuis Édouard I^{er} un système de *legislation organique*. A la place des chartes normandes, des *assises* se rattachant aux assemblées des notables, il y a dès lors des *statuts* (*statuta*). Les plus importants d'entre eux sont publiés sous les trois Édouard, sur la proposition des communes et avec l'assentiment du grand conseil. Sous Édouard III les parlements convoqués soixante et dix fois ont déjà fondé une pratique légale, d'après laquelle les plus importantes résolutions d'une valeur durable paraissent comme recez parlementaires. Depuis 1 Édouard III, la science juridique anglaise comprend pour ce motif la nouvelle forme de législation sous le nom de « *statuta nova*. » Avec l'importance croissante des communes naît cette pensée constitutionnelle plus profonde, que ce qui a une fois été convenu entre le roi, le grand conseil et les communes, ne peut plus être abrogé que de la même manière par consentement mutuel. C'est en ce

sens que sous Édouard l'assentiment formel des communes se rencontre déjà fréquemment. Dans 5, Ric. II, on trouve la promesse explicite d'un *assentiment* des communes à l'établissement des lois; dans 2 Henr. V, l'assurance plus générale « qu'elles ne se trouveraient en aucun cas liées sans leur consentement, » ce qui donne naissance à la distinction fondamentale de lois proprement dites, « *statuta*. » Jusque-là les décisions particulières, les règles temporaires d'administration, et des ordonnances durables avaient subsisté confondues dans un incroyable désordre. C'était le principal soin des juges de rechercher les résolutions qui, étant d'une nature durable, devaient être comprises dans les rôles des statuts pour parvenir à la connaissance des tribunaux. Sous Édouard III, les communes réclamèrent la participation à cette révision, cela fit dès lors distinguer d'une manière plus rigoureuse les « *statutes* » des simples « *ordinances* » et proclamations, sans que néanmoins pour cela cesse l'ancien mélange avec les affaires courantes du parlement. Après la reconnaissance du droit de vote des commones, on ne rencontre plus depuis Édouard IV de pétition dans l'ancienne forme. Sous Henri IV commence l'habitude d'introduire les projets de lois eux-mêmes sous la forme légale du bill. A partir d'Henri VII, le droit de vote des communes est au début des statuts placé sur la même ligne que celui de la chambre des lords. C'est ainsi que se termine le moyen âge par la reconnaissance *des droits parlementaires fondamentaux*.

Leur développement se rattache chronologiquement aux antécédents que nous allons résumer.

Il y a d'abord la tentative d'Édouard I^{er}, qui, dans les luttes pour l'établissement du royaume insulaire, réclama de ses fidèles « *communitates* » de supporter des dangers semblables avec les mêmes forces et de s'entendre avec le conseil royal sur l'augmentation des ressources militaires et des moyens pécuniaires (ut quod omnes tangit ab omnibus approbetur). Avant et après les grandes guerres contre les Gallois, nous voyons pour la première fois les grandes assemblées du royaume avec les nombreux députés des chevaliers et des villes qui se ren-

dent volontairement à l'appel royal. En face des demandes répétées en cette direction, nous voyons aussi par contre se produire la réclamation d'un droit dans la délibération, que le roi, sentant l'importance de ce pas, n'accorde qu'en hésitant. La charte datée de Gand 1297, qui était destinée à s'ajouter à la *Magna Charta* confirmée, porte textuellement : « Avuns graunte as archevesque, etc., e as eonutes e a toute la eomunauté de la terre, que mes pur nul'e busoigne tien manere *des aydes mises ne prises* de me roiaume *ne prendrum fors ke par commun assent* de tout le roiaume *e a commun profist de meismes le roiaume*, sauve les ancienes aydes e prises dues e acoustumees. » L'*Articulus insertus in Magna Charta*, 25 Edw. III, porte : « Nullum tallagium vel auxilium imponatur seu levetur sine voluntate atque assensu communi archiepiscoporum, episcoporum, etc., et aliorum liberorum hominum in regno nostro. » — Il ne saurait être dénié que la bulle papale, qui défend l'imposition temporelle du clergé sans l'assentiment du pape a déterminé la résolution du roi de céder. Il n'était plus possible de maintenir, en présence du *clergé* et de la *laïcité*, un droit souverain d'imposition de l'ancienne nature. Le grand sens d'Édouard à l'égard de la grandeur présente et future de son pays a triomphé des préoccupations dynastiques. Par suite de ce fait, la clause de représentation de la *Magna Charta* au sujet des « auxilia » et « scutagia » se trouvait remise en vigueur. Elle était réalisée d'une *manière plus étendue, plus conforme au temps*, celle d'une délibération avec les corporations imposables. Outre cela on eite encore un statut de « tallagio » non « concedendo » 54 Éd. I, st. 4, c. 1, d'un contenu conforme, mais que l'on ne retrouve dans aucun des rôles de statuts. On doute aussi de la date, s'il est de 28 ou 54 Ed. I. Il s'y agit peut-être d'une déclaration répétée du roi, dans un « writ » ou dans une des affaires courantes du parlement, citée par la suite ainsi que beaucoup de documents de cette époque, d'une manière erronée comme statut. D'ailleurs, Édouard, dans son sentiment, ne se tenait pas pour tellement lié par là, qu'il n'ordonnât encore plusieurs fois en cas de dan-

ger national pressant, des « auxilia » et « tallagia » sans parlement.

A ces débuts du plus grand style succède encore une fois un faible gouvernement, qui tente de s'établir dans la forme aisée de l'ancienne administration au moyen de favoris. Dès 5 Éd. II, les prélats s'unissent avec les barons pour rédiger ce que l'on appelle les « statuts of ordainers, » qui placent le roi sous la tutelle du baronage. Le gouvernement des partis de la noblesse s'évanouit comme sous Henri III, et est soumis au roi par l'assistance des « commoners » convoqués alors de nouveau, après que dans l'intervalle les « gentz » de commune avaient été mis par les barons passablement de côté. Sur ces entrefaites vient, dans 15 Éd. II, une déclaration en parlement qui rétracte les mesures exclusives des barons, et accorde, pour ainsi dire, une participation à la législation, mais ne la contient pas encore. C'est la « Revocatio novarum ordinationum 1225 : » les choses, qui seroient à établir — soient tretées, accordées et établis en parlament par Sr. le roi et par lassent les prélats countes et barouns, et la *commuallté* du roialme? Enfin, le gouvernement se termine par l'expulsion et le meurtre de l'infortuné monarque.

Avec Édouard III commence le premier gouvernement *fondamentalement parlementaire*, qui pendant ses cinquante années de durée, a convoqué durant 37 ans, 70 fois le parlement, pour les courtes sessions d'alors, afin de régler avec lui l'ensemble de la situation du royaume. Durant la minorité d'Édouard III, commence une activité particulièrement vivace des deux chambres dans les rapports internes, comme dans les rapports externes. Aussitôt au début du règne « tôte la commune » concède le 15^e denier à lever sur la « *commuallty*, » tandis que par compensation, la commission déjà nommée pour la levée du « tallagia » dans les villes et domaines royaux est dissoute. Dans 8 Éd. III, on trouve une délibération pour laquelle se réunissent les chevaliers des comtés et des « gentz » de la commune et donnent une réponse commune. Dans 15 Éd. III, on nomme une commission pour les pétitions, elle

est composée de 12 chevaliers et de 6 bourgeois. Dans 20 Éd. III les « commoners » concèdent 1/15, sous condition de remédier à certaines plaintes nationales; dans 22 Éd. III, sous celle qu'on n'établira pas d'imposition ultérieure sans leur assentiment. Dans 25 Éd. III, il s'agit d'une délibération des « commoners dans le *Chapter-House*. » Dans 43 Éd. III, c. 4, suit l'assurance, qu'on n'imposera pas la laine, les toisons et le cuir autrement que de la « custom » concédée au roi. Dans 50 Éd. III, on voit la première accusation contre lord Latimer. Sous Richard II s'annonce un autre esprit par la motion « que l'on éloigne les mauvais conseillers du roi. » Dans 5 Ric. II, st. 2, c. 4, paraît une sorte d'ordre de présence pour les membres du parlement. Dans 10 Ric. II, une accusation contre le lord chancelier, comte de Suffolk, qui amène sa destitution. Dans les luttes violentes qui suivirent, les « commoners » donnent le premier coup au gré du roi, mais sa conduite à l'égard du clergé et des barons est cependant finalement cause de sa destitution et de sa mort.

Le trône usurpé par la maison de Lancastre ne reposait plus alors sur le droit de naissance, mais sur la reconnaissance du parlement, principalement du clergé et des barons guerroyeurs. C'est l'époque de la reconnaissance réciproque des rapports de puissance, tels qu'ils étaient alors, et par suite aussi d'une distinction toujours plus marquée des fonctions diverses du parlement, telles qu'elles sont formulées d'une manière précise dans le parlement de Gloucester, 9 Henri IV. — Les droits parlementaires s'étaient adjoints à une royauté ayant le pouvoir administratif complet, comme leur préalable nécessaire. La résolution sur la guerre et la paix et sur des traités du droit international, l'ordonnance et la conduite de la force militaire sur terre et sur mer, le droit d'imposition direct et indirect, la puissance judiciaire et de police, le gouvernement provincial et local, les emplois, chartes, franchises et libertés, en un mot, tous les pouvoirs administratifs appartenaient à la couronne. « *Omnis libertas regia est, et ad coronam pertinet.* (1. Parl. Writs, p. 385.) A ce droit royal se joignait le droit parle-

mentaire, le droit des classes de participer à la résolution, bien gagné par les prestations à l'État. La couronne était réduite à leur coopération volontaire et puissante dans tout ce pour-quoi les revenus traditionnels fixes du roi ou sa puissance réglementaire ne pouvaient plus suffire d'après les principes de la *Magna Charta* alors observés comme fondamentaux. L'activité du parlement s'unit donc comme délibération à un gouvernement de l'État doué de toute sa puissance. « It was the King's great and extraordinary court of justice, in which the complaints of commonwealth or any part of it, or of individuals, might be discussed or heard, and in which the king was to grant redress when the courts were unable, or refused. » — Le haut clergé ainsi que les barons du grand conseil n'avaient été que trop portés dès l'origine à transformer ce droit de délibération en un gouvernement parlementaire. Après que des centaines de députés des comtés et des bourgeois s'y étaient ajoutés avec une influence croissante, l'expérience devait donner progressivement la limite dans laquelle les barons convoqués par le roi et les députés variables choisis par les communes pouvaient réellement prendre part aux affaires de l'État. C'est ce que renferme, par reconnaissance réciproque, ce statut de Gloucester (a. 1407) dans lequel le roi déclare avec l'assentiment des lords : Il sera légal que les lords traitent entre eux en l'absence du roi, de l'état du royaume et des remèdes nécessaires. Il sera pareillement légal que les communes « commons » délibèrent pour leur part entre elles sur le prédit état et ses remèdes. Supposé toujours, que les lords, pour leur part, et les communes pour la leur, ne transmettront pas au roi quelque concession faite par les communes et consentie par les lords, ni des délibérations sur celle-ci, avant que les lords et communes soient devenus d'un seul et même avis sur ces choses, et alors dans la manière et la forme accoutumées, c'est à dire, par la bouche du *speaker*. (Rot. Parl. 9, Henri IV, p. 610.)

Les deux chambres sont ici pour la première fois, par déclaration expresse placées en face l'une de l'autre comme corps

séparés, avec des fonctions communes et aussi des fonctions spéciales. Leur concours doit pour les concessions pécuniaires être parfait au préalable, avant qu'elles parviennent au roi; les « *commoners* » ont droit en ce cas à une sorte d'initiative, les lords à l'assentiment (*assent*). Au contraire, les communes ont abandonné la participation parfois réclamée aux affaires judiciaires du grand conseil. D'autre part, le grand conseil laisse tomber la juridiction parfois exercée en première instance (original jurisdiction) et se réduit, à dater de cette époque, à une instance d'appel. Les fonctions du roi « *en parlement* » se subdivisent alors surtout plus clairement en trois directions capitales (1).

Si l'on sépare cette période en six générations, durant la première, le grand conseil est constitué en corporation comme *pares terrae*, on accorde aux comtés et aux villes la participation au vote de l'impôt.

Durant la deuxième, la juridiction de pairie est établie; les « *communitates* » participent en fait à la législation.

La troisième inaugure une marche régulière de législation avec consentement des lords et prélats; chevaliers et villes se sont unis dans la chambre des communes. Les communes s'unissent plus fermement par la contribution aux impôts, au service du jury et à l'administration particulière de la police.

Les quatrième et cinquième commencent à reconnaître et à créer un titre de baron héréditaire pour la chambre des lords, les convoqués à titre héréditaire forment petit à petit la majorité. La pratique antérieure de législation est reconnue par le roi. Ce qui a été statué (*statutum*) par les classes ne peut plus être abrogé qu'en la même forme.

Dans la sixième génération enfin la chambre des lords est devenue la juridiction suprême du royaume, le redresseur des griefs, l'élément prépondérant du gouvernement. Sous Richard III, la chambre des communes prend pour un court espace de temps cette position.

(1) Voir ci-après la note sur les pouvoirs parlementaires.

« L'introduction de l'Église dans cette organisation a demandé six générations de plus.

La puissance croissante des lords prend son origine dans leur position dans le conseil royal et dans leur pouvoir militaire; celle de la chambre des communes est dans le vote de l'impôt. Il en est du parlement comme de la commune où le service personnel et le devoir de contribuer aux impôts sont fondamentalement unis, avec cette seule différence, que pour les prélats et les lords, c'est l'activité personnelle au service de l'État; pour les communes, au contraire, la contribution à l'impôt qui paraît l'élément principal. La chambre haute comme la chambre basse (lords et communes) considérées comme ensemble, nous paraissent ainsi accroître continuellement leurs droits politiques; leur rapport mutuel semble, au contraire, dissemblable durant le premier siècle, parfaitement adéquat durant le second. Les « *communitates* » ne trouvent le terrain de la similitude complète et enfin de l'égalité de droits avec les lords, qu'après que la milice, la constitution des jurys, et les fonctions de juge de paix furent entrées en action d'une manière complète et permanente.

Il en résultait aussi le droit *électoral à la chambre des communes*. De même que le village dans la centurie, la centurie dans le comté, sont représentés par députation, le comté et la ville le sont par deux délégués. Dans le comté c'est naturellement l'assemblée du comté et dans les villes celle de la bourgeoisie active, qui participent, de la même manière qu'ils fournissent l'antique service judiciaire, à ces délégations, regardées pendant les premières générations, d'abord comme des devoirs. Devoir pour les communes d'être affectionnées et prêtes vis-à-vis de l'invitation royale, comme les prélats et seigneurs obéissent de leur personne aux ordres royaux; comme tout feudataire suit la « *curia*. » Il se glissa une incertitude dans ces rapports par suite de la décadence de la « *county-court* » dans le comté et de la « *court leet* » dans les villes. Ce n'était qu'une conséquence de la nouvelle constitution judiciaire, de convoquer alors dans le comté pour l'élection ceux

qui prestaient réellement le service juridique actuel, c'est à dire le jury (les freeholders de 40 sch.); et dans les villes, cette sphère plus étroite de la bourgeoisie, qui participait habituellement aux affaires de la ville (freemen.) Ainsi s'explique aussi pourquoi le droit parlementaire des « commo-ners » est un pas derrière celui des lords, parce que dans les « communitates, » ce qui est toujours dans les idées du moyen âge, au premier rang, le service personnel, particulièrement dans les fonctions de juré et de juge de paix, ne s'est établi qu'à l'époque d'Édouard III.

NOTE SUR LES POUVOIRS PARLEMENTAIRES.

1. Quant au droit d'imposition. La « confirmatio chartarum » 25 Ed. I était déjà décisive en principe. Sur les rapports des concessions des chevaliers et barons, villes et villages, ainsi que le clergé, et sur leur forme, qui devient seulement sous les Tudors analogue aux statuts, mais ne leur est pas semblable, je puis renvoyer à Hallam. Malgré toutes les circonstances favorables, on ne peut pas croire à une trop prompte et trop aisée unification des impôts directs. L'essai des barons, dans les articles d'abord rédigés de la *Magna Charta*, de prendre également les « tallagia » des villes dans le droit de voter des ordres, fait assurément beaucoup d'honneur à celui qui le provoqua, mais il était d'une application impossible dans une délibération de cette assemblée formée uniquement de vassaux de la couronne. Les éléments des impôts étaient en fait encore disparates sous bien des rapports : 1° Les *auxilia*, aides des vassaux de la couronne, étaient attribués aux cas honorifiques et de nécessité dans la famille et la personne du suzerain, et fixés par 3 Ed. I c. 36 et 25 Ed. III c. 11 à 20 sch. par chaque fief de chevalier, et autant par chaque 20 liv. sterl. de revenus fonciers de terres en soilage, mais n'étaient pas propres sous cette forme à servir de base à une imposition répétée en cas de besoins nationaux. 2° Les *scutagia* de grands et petits vassaux de la couronne étaient bien fixés d'après une mesure semblable, mais il s'élevait une contestation toujours répétée, pour savoir s'ils devaient payer un, deux ou trois marts, ou un « quantum » pour le fief; d'après le droit ils ne pouvaient être demandés que pour une véritable campagne, pas pour d'autres besoins du pays; en cas d'impôt pour un besoin du pays, on pouvait cependant aussi faire valoir que la taxe d'un fief de chevalier était semblable à celle d'un autre, mais qu'en réalité les revenus annuels différaient à cette époque. Contre une simple assimilation aux recettes d'autres espèces, on pouvait dire à bon droit quelles fortes sommes la couronne

retirait des « *relevia*, » des tutelles, etc., rapportant plus pour une seule seigneurie que les « *tallagia* » d'une douzaine de petites villes. 3° Le *clergé* se défendait en principe, depuis la bulle de Boniface, contre chaque imposition ; il ne pouvait être astreint qu'en sa qualité seulement de possesseur de fiefs temporels ; par ce moyen il cumulait toutes les objections des vassaux de la couronne avec celles du clergé, et défendait pied à pied le terrain de la liberté d'impôt. 4° Les *anciens domaines en antient demesme* se trouvaient dans une situation difficilement exempte. Il y avait parmi eux une partie de francs-tenanciers absolus, une partie de « *villani* » héréditaires (état analogue au « *privileged villenage* »), une partie de simples « *copyholders* » qui, néanmoins exemptés par grâce royale des tribunaux ordinaires et de l'administration des comtés, délivrés du service du jury, et par conséquent n'étant pas non plus représentés dans le comté ni dans le parlement, n'étant pas liés par les concessions parlementaires, étaient soumis à leurs « *tallagia* » particuliers, à l'égard desquels ils avaient obtenu différentes assurances, que pouvaient ensuite invoquer de nouveau d'autres personnes astreintes à l'impôt. On citait souvent de leurs députés au parlement, mais jamais ils ne se réunirent aux « *commoners*, » et ne firent point partie du parlement. Sous ce rapport déjà, l'assentiment positif du roi à l'imposition générale du royaume était nécessaire. 5° Les *tallagia des villes* étaient en grande partie arrêtés par le paiement suivant convention en rentes permanentes « *firma burgi, fee farm*. » Le mode et l'étendue dépendaient assurément encore du texte de la charte de liberté ; l'administration de l'Échiquier en tout cas comprit toujours la chose de manière que dans les cas de nécessité extraordinaire on devait toujours fournir des aides supplémentaires. Mais précisément pour ce motif il s'élevait des contestations perpétuelles ; même les assurances les plus générales d'une exemption ne pouvaient, pour des motifs politiques et par suite des extensions, avoir une valeur durable. Londres à leur tête présentait précisément, sous 25 Ed. 1, la plus acharnée résistance (1 Rot. Parl. 25, Edw. 1, n° 11, App. pag. 240) qui peut avoir eu sa part aux grandes concessions d'Édouard. Cette forme de chartes de liberté nous explique également comment on était arrivé à la délibération amiable avec les communes, pourquoi les députés insistaient avec tant de force sur le point de s'enquérir d'abord auprès de leurs communes, comme dans le cas de 13 Ed. III, Rot. Parl. 103, et pourquoi ceux qui ne votaient pas ne croyaient pas y'être tenus légalement (ce qu'une nouvelle école en Angleterre prétend faire l'essence véritable de l'ancienne bonne constitution parlementaire.)

Aussi longtemps que le roi maintint, selon l'ancien usage, que c'est à lui personnellement qu'est payé l'impôt, ces difficultés pouvaient paraître insurmontables. Presque aussi importante que l'assentiment des ordres lui-même, était la concession d'Édouard, qui déclare les impôts à consentir *pour le commun profit du royaume* « *for the common profit of the realm*, » et abandonne ainsi de nouveau une partie du gouvernement personnel pour échanger contre elle un impôt national, pour lequel s'évanouiront une foule d'objections, pour lequel aussi alors naquit une prétention des ordres à en examiner les motifs. Précisément pour ce motif on comprend entre autres

choses, les différents rapports de quotité des contributions et la nature contractuelle de toutes les résolutions en matière d'impôts, qui ne furent jamais entièrement de la forme normale des résolutions légales. Elles ne renfermaient pas de consentement du roi, comme les lois, auquel elles étaient plutôt adressées en diplôme officiel, que l'on insérait ensuite dans le protocole du parlement. Le dernier exemple de concessions particulières d'après différents taux est 18 Ed. III. Dans les protocoles postérieurs, les deux chambres sont citées l'une à côté de l'autre, souvent avec l'observation qu'une délibération commune avait précédé. Les diverses espèces des anciens impôts « scutagia, hydagia, tallagia, » sont pendant fort longtemps encore cités expressément. Sous la maison de Lancastre, ils se concentrèrent toujours davantage sous de mêmes noms. Sur l'histoire des douanes et leur introduction dans le droit de voter l'impôt, voyez Sinclair, *History of the revenue*, I, 109, ff. Sur la division des impôts entre les paroisses, les *Institutiones nonarum* donnent la solution souvent citée. Hallam, *Const. hist.*, c. I^{re} donne un extrait des listes d'impôt de 1454. Il en résulte, entre autres, comment on arriva, financièrement, à coordonner, sous le rapport du vote de l'impôt les villes aux comtés, parce que plus d'une grande ville a plus d'importance sous ce rapport que plus d'un pauvre comté. Lorsque enfin Anstey, *Guide to the hist., of const* 1855, pag. 209, croit : « que le droit d'imposition n'était pas un privilège mais une fonction ; que chaque vote, que ce soit en matière d'impôt, de conseil ou de loi, était en la forme d'un verdict ; » — c'est là une exagération du caractère judiciaire de l'antique assemblée nationale, qui renferme cependant un élément de vérité. Comme concessions d'impôt accoutumées, nous trouvons à la fin un subside (montant à 70,000 liv. sterl.) et 2/15 (montant à 29,000 liv. sterl.) Coke 4 Inst. p. 33.

2. Le droit de pétition et de remontrances forme vraiment, durant la première période, la principale occupation du parlement. La discussion des pétitions avait assurément, à cause de leur nature juridique et administrative, sa solution dans la chambre des lords. Elles étaient reçues par les « receivers, » rapport en était fait par les « triers et auditors, » et elles étaient rangées ensuite à la place compétente. Depuis Édouard III, la chambre des communes prend aussi part à ces affaires courantes. Les motifs du renvoi des pétitions « au chancelier, à l'échiquier, aux justices, » etc., tel qu'il est prononcé aujourd'hui, résulte de la séparation de plus en plus marquée des départements publics. Au moins les neuf dixièmes des pétitions se rapportaient toujours à l'administration « of law. » Depuis Henri IV, il y a eu grand nombre de pétitions adressées à la chambre des communes. (May, *Droits parlementaires*, traduction (all.) d'Oppenheim, pag. 433). La réponse aux griefs avait coutume de suivre, à la fin de la session, les concessions d'argent. Les efforts pour changer ceci furent d'abord repoussés d'une manière décidée par le roi, mais cependant accordés à la fin. Une accusation privée (appel) avec preuve par duel ou témoins, se présentant comme devant tout autre tribunal aussi devant le « Concillium magnum, » fut cependant formellement abrogée sous Henri IV. Au contraire, l'accusation collective de la chambre des communes sous la forme d'un presentment comme dans les jurys dn

comté apparaît d'abord dans 51 Édouard III contre Latimer (Rot. Parl. Éd. III, vol. II, pag. 321-330), mais s'évanouit sans suites particulières. Il devient d'autant plus efficace dans 10. Ric. II (Parl. History, I, 417-425) et reste des lors jusqu'à la fin du moyen âge, un instrument de poursuites sanglantes entre les mains des partis.

3. La participation à la puissance législative est en rapport réciproque avec la séparation progressive des fonctions dans le parlement lui-même. La transformation de la législation par *chartes* et *assizes*, en législation par *statuts*, est de même que pour toutes les institutions de droit public, progressive. La longue période d'Édouard III, si riche en lois organiques, est évidemment le moment précis où l'idée d'une législation royale avec l'assentiment formel des classes vient à maturité. Durant longtemps persistent encore des ordonnances exclusivement royales sous la forme de « charters et ordinances, » en des cas pour lesquels l'époque postérieure eût exigé l'assentiment des ordres. C'est ainsi que la « confirmatio chartarum » 25, Éd. I a encore cette forme. Les droits des villes, les convocations des villes au parlement, ainsi que les chartes d'incorporation postérieures en sont d'autres exemples. Sous Édouard III encore les lois les plus importantes sont nées de telle façon, que le roi sur les pétitions des communes donne, avec l'assentiment du grand conseil, une réponse favorable sur laquelle, alors à la fin de la session, les juges rédigent un statut. Cependant les « communes » sont dès lors cités au début du statut comme y ayant participé. La séparation consciente de *statuta* durables des *ordinances* exclusives et changeables se présente d'une manière déterminée dans 28, Éd. III (Rot. Parl., pag. 251, Peerage report, I, 325). Sous Richard II, un « consentement » de la chambre des communes aux actes de législation était déjà chose usuelle; sous la maison de Lancastre, toute la constitution de l'État repose sur des reconnaissances réciproques entre le roi, la chambre des lords et celle des communes. La concession royale à Henri V, que l'on n'ajouterait rien aux pétitions des communes qui serait contraire à leurs motions et les pouvait lier sans leur consentement, n'était réellement qu'une conséquence de cette situation. Sur la forme de la législation, voyez Reeves, *History*, II, 142, 153, 351; III, 143, 252, 379. Puis Palgrave, I, 312 et suivantes, où le développement progressif du parlement d'assemblée judiciaire et administrative en corps légiférant, d'une « remedial representation » en un « political congress » est très exactement développé en principe.

§ 4. — CARACTÈRE GÉNÉRAL DE LA PÉRIODE.

Ce sont là les éléments vivants d'une *harmonie interne* dans laquelle la propriété, les prestations à l'État et le droit politique paraissent déjà en fait se correspondre, dans lequel la volonté unitaire d'un peuple libre commence à se donner, en se déter-

minant librement, ses propres lois. A l'époque d'Édouard I^{er} et d'Édouard III, et à l'époque moyenne de la maison de Lancastre, cette harmonie paraît dans un puissant essor des forces externes et internes de l'État, comme la plus glorieuse période de la puissance militaire anglaise. Entre une aristocratie pleine de vigueur et les classes laborieuses, il s'était formé une classe moyenne, agricole et commerçante, dont la force politique repose sur la similitude de position dans tout le pays; dont la compatibilité avec les classes supérieures, dans la division proportionnelle des charges personnelles et pécuniaires envers l'État, fonde dans les mêmes droits, relativement à la propriété et aux familles, la répartition graduée des droits politiques.

Durant le cours de cette période on perçoit cependant déjà les contradictions, les discordances, qui vers la fin semblent remettre en question tout ce qui a été si chèrement acquis : la prépondérance militaire de nouveau croissante de la grande noblesse belliqueuse sur toutes les autres classes, excitée par l'organisation des « condottiere » durant les guerres avec la France; l'usurpation du trône par la maison de Lancastre, qui comme toujours profita d'abord aux classes les plus puissantes; la représentation des villes augmentée sans motifs dans la chambre basse, qui donne aussi à la législation une direction exclusive et conduit aux révoltes des classes laborieuses; l'éloignement croissant entre l'Église et l'État, qui mène à l'indifférence religieuse et au renversement des bases morales. Une organisation publique, ainsi composée, avait besoin d'une royauté forte et virile. C'est ce qui lui fit défaut sous Édouard II et sous Richard II, à l'époque de sa minorité et ensuite sous son administration mal conseillée. Les plus malheureuses conjonctures se réunissent aussi de toutes parts, lors de la faiblesse d'esprit de Henri VI. L'issue sans gloire des grandes guerres avec la France, le reflux d'une soldatesque accoutumée au pillage, à la vie des camps et aux aventures sous le commandement de grands ambitieux, le souvenir de l'usurpation de la couronne, les déchirements intérieurs entre la propriété et les classes laborieuses, l'indifférence intrinsèque de l'époque vis à-

vis des prescriptions religieuses, tout cela devait se réunir pour préparer à une grande époque une fin profondément tragique. Édouard IV et Richard III, sont comme caractères les fils de leur siècle. La politique de la maison d'York conduit à une lutte d'anéantissement systématique contre les grands, même avec les familles alliées à la maison royale, dans laquelle la « vendetta, » la loi de haute trahison et la confiscation, conduisent à de terribles dévastations.

Chose étonnante, à ce qu'assurent les contemporains, pendant les batailles de la noblesse dans la guerre des Deux Roses les juges ambulants et les jurés poursuivaient leur marche régulière. En fait, les institutions durables du pays étaient fondées par la législation de cette époque; elles sortent de toutes les erreurs du temps comme une base fixe : de grandes communes autonomes et de grands collèges judiciaires permanents, qui forment autour de chaque gouvernement et pendant la lutte autour de la couronne elle-même un cercle inviolable. La teinte spéciale de la constitution anglaise s'est décidée, pour tous les temps, par la création de corporations communales pour le service de l'État, par l'union fondamentale des classes de propriétaires unies par la proximité, dans le but de remplir personnellement les fonctions nombreuses et toujours croissantes de l'État. Le langage anglais les désigne en particulier par les noms de *counties*, *ridings*, *hundreds*, *parishes*, *tithings* ou dans leur ensemble par ceux de *communae*, *communitates*; dans les villes la première institution des *corporations* a commencé, et est devenue plus tard la source de transformations ingénieuses.

Les éléments de l'harmonie ou des discordances dans la vie de l'État doivent toujours être cherchés dans l'accord ou le désaccord entre la propriété, les prestations à l'État ou la valeur vis-à-vis de celui-ci. Sous ce rapport les relations concrètes du parlement sont infiniment instructives, bien que dans les rotuli elles ne présentent pour un esprit sans préjugé qu'une image fragmentaire, mais vivante. Un pareil travail impartial a déjà été tenté dans le *Report on the dignity of a Peer*, vol. I,

dans un sens qui ne cherche pas à faire de tout fait isolé un précédent pour le droit politique pratique.

Assurément les circonstances étaient aussi difficiles que dans toute autre nouvelle vie constitutionnelle. Alors aussi il y avait une ancienne classe gouvernante (prélats, barons, se confondant avec le haut fonctionnariat civil et militaire) en présence d'une jeune assemblée électorale de contribuables. Les prétentions de la première classe à la participation au gouvernement de l'État étaient tout aussi indéniables que les droits de l'autre; car l'État avait un aussi grand besoin de l'argent, du service de la milice et de la police des uns que de la puissance militaire et de l'expérience des affaires des autres. Indubitablement les commoners du treizième siècle étaient tout aussi inexpérimentés à l'égard des véritables besoins d'un grand État que les nouveaux électeurs du dix neuvième siècle. Indubitablement leurs premiers vœux, propositions et motions étaient souvent difficiles à concilier avec les besoins réels de l'État et avec les prétentions des prélats et des seigneurs. Et néanmoins on trouva le véritable gouvernement du pays, qui savait unir les éléments opposés en une volonté unitaire puissante, en une royauté guidée par son conseil permanent. Malgré toutes les hésitations, toutes les usurpations de la chambre des lords, et souvent aussi déjà des communes, on a trouvé, sous chaque roi capable et fidèle à ses devoirs, la conciliation de ce qui paraissait ne pas l'être en une harmonie de droits et de devoirs, dont est issue victorieuse et puissante, au milieu de toutes les tempêtes, la liberté parlementaire, et avec elle la conscience pour la nation de sa force et de sa position dans le monde. Ce qui était nécessaire à l'État, ce qui était demandé par le roi et le conseil, n'a pas été refusé par le parlement malgré toutes les luttes de parti. Malgré toutes les passions et la violence des partis, jusqu'à la catastrophe finale, un esprit de patriotisme et un sens de justice empreint cette époque. Ils ont leur origine dans l'égale habitude des devoirs publics, et dans la répartition des charges publiques. — Les temps d'Édouard II, de Richard II et de Henri VI constituent des

exceptions, dans lesquelles on ne doit pas oublier, à côté de l'orgueil des grands, la complète incapacité et profonde culpabilité de la royauté. Le dénouement malheureux, la guerre des Deux Roses, est le résultat final d'une situation profondément embrouillée, dans laquelle les contradictions du moyen âge anglais arrivent enfin à une issue sanglante.

Les longues guerres avec la France s'étaient montrées, malgré tout leur éclat et toute leur gloire, des entreprises désespérées. La situation européenne nécessita une séparation finale d'avec le continent, qui se réalisa enfin, il est vrai, au gré de la nation française, mais fut cependant aussi décisive pour le caractère national de l'Angleterre et sa prépondérance dans l'équilibre européen. Dans les cours des ans, pendant la lutte sur le sol français, une seconde Angleterre avait surgi, une race avait crû, qui ne trouva plus de place dans les comtés et les villages pacifiques de la patrie. Devenus orgueilleux par la vie des camps, le pillage et la dissipation, les seigneurs qui revinrent surent encore plus difficilement se conduire dans leur patrie que les milliers de soudoyés licenciés. Dans cette sobre organisation communale, dans l'administration anglaise de la milice, de la justice et de la police, il n'y avait plus de place désormais pour le goût des combats et du butin. Lorsque ces éléments furent alors rejetés en masse sur l'Angleterre, la guerre d'intrigue des partis de la noblesse trouva dans les gens accoutumés à leur commandement un élément qui n'était que trop disposé, et dont tout chef riche et aimé pouvait se créer une armée pour la guerre civile. La faiblesse toujours plus désespérée de Henri VI encouragea les prétentions endormies de la maison d'York. Toutes les factions avaient alors trouvé l'enseigne de parti pour une guerre, non pas contre la couronne, mais pour son obtention. Cette lutte de la noblesse, sauvage et pleine de malheurs, reçoit une teinte toute particulière précisément de cette mixtion des grandes familles avec une maison royale profondément ramifiée et par la centralisation de tout le pouvoir gouvernemental dans le roi et le parlement. Le chef politique des Yorks représentant les intérêts des villes, les besoins

pacifiques du pays, — acquiert, dans la première partie de la lutte, le triomphe aux dépens des grandes familles du pays. C'était la réaction de la royauté et des commoners contre le seigniorat né de la constitution. Après une longue chaîne de forfaits et d'intrigues, la lutte des factions de la noblesse est enfin blessée à mort sous le premier des Tudors. La royauté sort de la lutte avec un titre indiscutable. La chambre des communes acquiert, dans la catastrophe qui clôture cette période, une égale importance avec la chambre des lords profondément humiliée et affaiblie.

Mais même durant l'époque la plus brillante de cette forme gouvernementale on peut déjà, dans un examen plus attentif, reconnaître les discordances qui se réunissent vers sa fin. Elles consistent donc principalement en trois points :

1° Dans la *prépondérance militaire* de la grande noblesse belliqueuse sur toutes les autres classes. Le système normand des milices féodales avait, par la coordination des petits et des grands vassaux de la couronne et par la subordination immédiate des arrières-vassaux à la royauté, cherché autrefois à y établir un contre-poids. Les milices du comté, qui devaient devenir un nouveau contre-poids, n'étaient pas arrivées, dans les différentes parties du pays au même degré de développement. Dans les guerres, avec la France leurs éléments les plus belliqueux s'étaient attachés au service mercenaire richement payé, atraçant par le butin et les aventures des grands barons. Momentanément la royauté n'était plus à la hauteur d'une forte coalition de pareils seigneurs. Cette puissance militaire, liée à la richesse et à la position des lords du grand conseil, transfère de temps en temps le centre du pouvoir dans la chambre des lords. Après chaque époque belliqueuse suit par conséquent, sous de faibles rois, une catastrophe, sous Edouard II, Richard II, Henri VI. L'usurpation du trône par la maison de Lancastre fut comme toujours, favorable surtout aux classes qui étaient le plus proches de la royauté. Précisément pour ce motif la pairie héréditaire et la position dominante du conseil d'État furent d'abord établies; la lutte des grandes familles

nobles était devenue possible sous ce rapport par un développement exclusif de la constitution militaire durant le quinzième siècle.

2° Le second élément de contradiction moins apparent git dans la chambre des communes, spécialement *dans l'augmentation démesurée (sans motifs) de la représentation des villes*. Leur position modeste paraît avoir donné l'idée étroite que dans toutes les circonstances elles formeraient dans le parlement une fraction soumise sans conditions au pouvoir royal. Malgré les résistances des villes elles-mêmes, le nombre de leurs députés avait été élevé, à la fin du moyen âge, jusqu'à quatre fois celui des chevaliers des comtés; tandis que le rapport exprimant les prestations envers l'État aurait plutôt été l'inverse. Cette prépondérance exagérée se montre plutôt dans les tendances politiques que dans les tendances sociales de la législation. Déjà, sous Édouard I^{er}, les bourgeois de Londres pétitionnent « l'expulsion des marchands étrangers de la ville, parce qu'ils s'enrichissent en appauvrissant les bourgeois ». L'influence des villes contraint Édouard III à établir les droits d'étapes déjà abrogés. Des lois spéciales doivent défendre « les honnêtes marchands contre le renchérissement ». L'admission et la présence d'artisans étrangers soulèvent des contradictions répétées. L'importation et l'exportation des denrées doit avoir lieu sur des navires appartenant aux sujets du roi (Ric. II). Seules des personnes ayant 20 sch. de revenu peuvent laisser apprendre à leurs enfants un commerce ou une industrie urbaine (7 Henri IV, c. 17). Le système spécial de la police du travail est encore plus minutieux. La perte de l'an 1348, l'élévation qui en résulta pour les salaires donnèrent d'abord lieu à une ordonnance et, deux ans après, aux actes du parlement, souvent cités, qui fixent le salaire sur les bases des cinq ou six dernières années, sous menace de l'emprisonnement et de la marque au fer rouge. Sous Richard II suivent de nouvelles lois, qui interdisent aux classes inférieures une série de divertissements, et les attachent d'une manière encore plus rigoureuse à leur domicile. La levée des paysans sous Ri-

chard II conduit à l'application des lois pénales sur la haute trahison. Sous Henri VI, les coalitions d'ouvriers pour éluder les lois sur la police du travail sont déclarées actes de félonie. La chambre des communes pétitionne même une fois une défense aux classes inférieures d'envoyer leurs enfants à l'école, afin de les consacrer à l'état religieux, — et cela par respect pour tous les hommes libres du royaume. On peut toujours remarquer sous ce rapport les temps où la royauté était devenue la proie d'afflictions extérieures. L'exagération, en ce sens, conduit sous Richard II et Henri VI, à des révoltes étendues et dangereuses, qui se rencontrent avec les agitations politiques de cette époque.

3° Le troisième élément de désaccord git dans la *séparation croissante entre l'Église et l'État*. Après que les plus importantes demandes d'un état légal et d'une représentation eurent été réalisées, les opinions et les intérêts ultérieurs des seigneurs ecclésiastiques et temporels commencèrent à différer sous bien des rapports. Mais l'opposition des « *commoners* » devint encore plus forte contre l'accumulation démesurée de la propriété foncière ecclésiastique, contre les tendances du clergé à réclamer des privilèges en matière d'impôts, contre l'accomplissement imparfait, de la mission religieuse par une Église déjà dégénérée. Les hérésies trouvent déjà dans la chambre des communes de Richard II, une sympathie peu dissimulée. Le refus de Richard II de promettre la poursuite sanglante des hérétiques, conduit à une coalition — du haut clergé — avec la noblesse, qui devient l'un des motifs de sa chute. La protection de la rigueur ecclésiastique, la condescendance pour les intérêts de la prélature devient l'un des principaux états du trône usurpé des Lancastre. Déjà manquait la connexion morale intérieure et la pénétration réciproque de l'élément religieux et temporel dans l'État. Les convocations se placent toujours plus manifestement en face du parlement ; l'Église devient un facteur politique dans les luttes temporelles. Cependant dans les sauvages guerres des Deux Roses les idées de réformes s'évanouissent de nouveau totalement. Mais cette paix n'est que l'indifférence

absolue. Pour les gens comme il faut et les petits la religion est passée dans l'église, tandis, qu'au contraire, le haut clergé sans principes reconnaît chaque puissance de l'État qui laisse subsister sa propriété.



FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

<u>Préface du traducteur</u>	5
<u>Préface du droit administratif de l'Angleterre</u>	9
<u>Préface de la deuxième édition du self-government anglais</u>	11

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA CONSTITUTION DES COMMUNES ET DES DISTRICTS DE L'ANGLETERRE

<u>PREMIÈRE PÉRIODE. La base anglo-saxonne</u>	25
<u>Préliminaires</u>	25
<u>Section première. Vie interne de l'État</u>	33
<u>I. L'armée</u>	33
<u>II. La justice</u>	45
<u>III. L'église</u>	57
<u>Section II. La formation des rangs et des états chez les Anglo-Saxons</u>	62
<u>Section III. Le parlement anglo-saxon</u>	71
 <u>DEUXIÈME PÉRIODE. La féodalité</u>	 85
<u>Section première. Vie interne de l'état</u>	96
<u>I. L'armée</u>	96
<u>T. I.</u>	99

II. La justice	105
§ 1 ^{er} Le tribunal du comté.	108
§ 2 ^e Le tribunal des centuries	110
§ 3 ^e Les juridictions seigneuriales.	110
III. La police et la justice pénale.	121
§ 1 ^{er} Du système des cautions	121
§ 2 ^e Des enquêtes	130
§ 3 ^e Du jury d'accusation	134
§ 4 ^e Tribunaux de police locaux, courts-leet	141
IV. Naissance du droit municipal normand	148
<i>Note sur les burghs ou boroughs</i>	149
§ 1 ^{er} Les firma burgi	153
§ 2 ^e Concessions de courts-leet	155
§ 3 ^e Droit de bourgeoisie	156
V. L'église	159
Section II. La formation des rangs et des états durant l'époque nor-	
mande	166
§ 1 ^{er} Les grands vassaux de la couronne	167
§ 2 ^e Les petits vassaux de la couronne et les arrière-vassaux.	171
§ 3 ^e Des propriétaires d'alleus et des inamovables	177
Section III. Le soi-disant parlement normand	181
<i>Note sur l'administration et le parlement</i>	189
troisième période. L'époque des Édouard	199
Introduction	199
Section première. Vie publique interne de l'état	204
I. L'armée.	205
§ 1 ^{er} Milices des comtés.	205
§ 2 ^e Milices féodales.	209
<i>Notes sur la position militaire des milices féodales</i>	211
§ 3 ^e Les armées offensives	214
II. La justice	217
III. Administration de la police des comtés. — Juges de paix	222
IV. Système des impositions communales.	232
<i>Note sur l'extension du système des impositions communales aux</i> <i>impôts de l'état</i>	259
V. Le développement de la constitution des villes.	261
VI. L'église	275
Section II. La formation des rangs et la décadence de la féodalité	285

<u>Section III. La naissance du parlement</u>	<u>307</u>
§ 1 ^{er} Le conseil d'État	307
§ 2 ^e Le grand conseil	309
§ 3 ^e La chambre des communes.	313
<i>Note sur les pouvoirs parlementaires</i>	<i>329</i>
§ 4. Caractère général de la période	332

ERRATUM

Page 65, ligne 15, au lieu de *Shirgeresa*, lisez *High sheriff*.

Ng 2003672





